

# **LES MILITANTS D'EUROPE DE L'EST ET LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE**

Novembre 1967 : la police charge les étudiants à Prague ● Janvier 1968 : Dubcek remplace Novotny ● Presse et radio exigent révision des procès et châtiement des responsables ● Nouvelle organisation autonome des étudiants ● Tout un peuple discute du passé et de l'avenir ● Mars 1968 : étudiants et intellectuels de Varsovie manifestent ● Cracovie : police contre étudiants ● Conseils ouvriers chez Skoda ● Arrestations massives étudiants polonais ● Projet de statuts du P.C. tchécoslovaque : droit de tendance ● Cheminots de Prague : indépendance du syndicat ● Juin 1968 : barricades à Belgrade ● « A bas l'inégalité sociale » ● Elections libres des délégués pour le 14<sup>e</sup> congrès ● 29 juin 1968 : « Nous avons le plus grand respect, la plus grande confiance à l'égard des communistes de Tchécoslovaquie » (Grigorenko, Iakimovitch, Kostérine, Pissarev, Pavlintchouk).



## PRÉFACE

### LES MILITANTS DE L'EUROPE DE L'EST ET LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

*(Rapport, résolutions et appels adoptés par la conférence des militants des pays de l'Europe de l'Est, organisée, en Suisse, du 27 décembre 1969 au 3 janvier 1970, par le Comité international pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.)*

... exploités et opprimés par l'impérialisme. Dans la dernière période, la grève générale en France, en mai-juin 1968, le combat des ouvriers et du peuple technocratique au printemps et à l'été 1968, la guerre révolutionnaire des ouvriers et paysans du Vietnam ont cristallisé l'unité mondiale de la lutte de classe du prolétariat.



*EN VENTE A LA*

**S E L I O**

(SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS ET DE LIBRAIRIE D'INFORMATIONS  
OUVRIÈRES)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis - PARIS (10<sup>e</sup>)

Pologne - Hongrie 1956 .....	24,50
Le printemps des peuples commence à Prague .....	9,00
« Programme de Transition » (les tâches de la IV <sup>e</sup> In- ternationale) .....	3,00
« Samizdat 1 » .....	20,00
Grigorenko : « Staline et la 2 <sup>e</sup> guerre mondiale » ..	20,00
Medvedev : « Faut-il réhabiliter Staline ? » .....	8,00
Soljénityne : « Le Pavillon des cancéreux » .....	30,00
(Poche) .....	5,00
V. Chalamov : « Récits de Kolyma » .....	19,20
« Une matinée de Joseph Staline » .....	17,00

Ou envoyés franco de port contre paiement au C.C.P. suivant :

**SELIO - C.C.P. 31.697-97 La Source**



## PRÉFACE

**L**A présente brochure publie les résolutions et textes votés au cours de la conférence de militants communistes des pays de l'Europe de l'Est, qui s'est tenue du 27 décembre 1969 au 3 janvier 1970, en Suisse. La conférence a été convoquée et préparée par le Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale. Y ont participé, aux côtés du Comité international, dont la Ligue des révolutionnaires socialistes de Hongrie fait partie, des militants polonais, yougoslaves, tchécoslovaques qui tous ont pris part aux luttes des intellectuels, étudiants, de la jeunesse et de la classe ouvrière de leur pays contre les bureaucrates satellites de la bureaucratie du Kremlin, et contre celle-ci.

La politique révolutionnaire ne tolère pas le bluff. La conférence des militants communistes des pays de l'Europe de l'Est est un commencement. Mais l'événement est d'importance. Les travaux et les discussions de cette conférence ont situé les luttes des prolétariats de l'Europe de l'Est comme des composantes de la lutte du prolétariat mondial. Elles ne peuvent pas plus être isolées les unes des autres qu'elles ne sont séparables de celles des intellectuels, de la jeunesse et du prolétariat soviétiques ; qu'elles ne sont séparables des combats du prolétariat des pays capitalistes économiquement développés, ou des luttes des ouvriers et paysans des pays économiquement arriérés, exploités et opprimés par l'impérialisme. Dans la dernière période, la grève générale en France, en mai-juin 1968, le combat des ouvriers et du peuple tchécoslovaques au printemps et à l'été 1968, la guerre révolutionnaire des ouvriers et paysans du Vietnam ont cristallisé l'unité mondiale de la lutte de classe du prolétariat.



Cependant, l'unité de la lutte des classes mondiale peut être réduite à une simple banalité : la lutte de toujours des exploités contre les exploités, des opprimés contre les oppresseurs, la solidarité qui unit les unes aux autres les victimes de l'exploitation et de l'oppression. Tous les courants qui révisent Marx, qu'ils soient social-démocrates ou stalinien, ou celui des renégats à la IV<sup>e</sup> Internationale du « Secrétariat unifié », s'efforcent de réduire l'unité de classe du prolétariat mondial à cette étroite dimension.

Ce qui fonde l'unité du prolétariat mondial, c'est sa lutte pour le socialisme, système social qui unifiera le développement des forces productives et les organisera à l'échelle mondiale à partir de la propriété collective des moyens de production, et par là même fera disparaître — ainsi que Marx l'expliquait dans le « Manifeste du parti communiste » — toute différenciation sociale et nationale. C'est pourquoi les prolétaires du monde entier forment un seul et même parti mondial et que chacune de leurs luttes s'intègre à la lutte mondiale pour le socialisme.

Tout l'« art » de la bureaucratie du Kremlin consiste à utiliser ses énormes moyens matériels, politiques et idéologiques pour détruire l'unité de lutte du prolétariat mondial : après avoir écrasé l'Opposition de gauche au cours des années 1920, en proclamant la « théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays », elle isolait le prolétariat de l'U.R.S.S. du reste du prolétariat mondial ; après la seconde guerre mondiale, en accord avec l'impérialisme, elle imposait la partition de l'Allemagne et de l'Europe en deux, elle enfermait chaque prolétariat des pays de l'Europe de l'Est dans l'étroitesse de ses frontières nationales, elle coupait le prolétariat de l'U.R.S.S. des prolétariats des autres pays de l'Europe, de l'Est comme de l'Ouest, et du reste du monde. Mais le plus grave est qu'elle impose son idéologie à ceux-là même qui se dressent contre elle, qui acceptent ainsi le terrain de la lutte qui est le sien.

Tout le drame des militants et des mouvements révolutionnaires de l'Allemagne de l'Est, de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslo-



vaquie, qui se sont dressés contre les bureaucraties satellites et la bureaucratie du Kremlin, est d'avoir accepté les limites idéologiques qu'elles leur imposaient. Dès lors, leurs combats ne pouvaient aller au-delà de la tentative de réformer — par la lutte, certes, mais cela ne change rien — les bureaucraties satellites et la bureaucratie du Kremlin : le dernier exemple — qui n'est pas le moins démonstratif — en est donné par la théorie du « socialisme à visage humain ».

En vue de parvenir à cette fin, la réaction bureaucratique dut couper de leur propre histoire les militants communistes, les prolétariats des différents pays. L'extermination par Staline de centaines de milliers de militants de la génération d'Octobre du parti bolchevique, l'assassinat par milliers des trotskystes en U.R.S.S. et dans tous les pays du monde, et finalement de Trotsky lui-même, n'eurent pas d'autre raison : ils incarnaient la continuité historique de lutte du prolétariat mondial, son unité dans l'espace et dans le temps. Ils exprimaient de façon militante et consciente cette vérité fondamentale : la révolution russe fut le premier chaînon de la révolution prolétarienne mondiale nécessaire pour construire le socialisme. Mais c'est dire également que la continuité et l'unité de lutte du prolétariat mondial — la bureaucratie du Kremlin le perçoit spontanément — exige son expression consciente et organisée : l'Internationale et ses partis.

Contre eux, la bureaucratie impose ses partis, ses instruments internationaux, qui se situent sur la ligne de la « construction du socialisme dans un seul pays » dont elle est le garant et qui substituent à l'internationalisme prolétarien la subordination au garant de la « construction du socialisme dans un seul pays », la bureaucratie du Kremlin. La force motrice de l'histoire, de la lutte pour le socialisme, n'est plus le prolétariat mondial, l'Internationale et ses partis, nourris de ses luttes, les guidant et les fécondant, mais la puissance, la « clairvoyance » de l'appareil bureaucratique. Tout au plus faut-il redresser l'appareil, ne pas le briser, ne pas rompre radicalement avec lui et son centre, le Kremlin, mais le réformer...



La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites sont chargées de la mission historique que peut seul assumer le prolétariat : défendre les rapports sociaux nés de la révolution d'Octobre, construire le socialisme, alors que, historiquement, elles sont les agents de la contre-révolution bourgeoise en U.R.S.S., en Europe de l'Est comme dans le reste du monde. Le rejet du pouvoir politique de la classe ouvrière est, en effet, le premier acte de la contre-révolution bourgeoise, qui n'a jusqu'à présent pu aller au-delà des rapports sociaux de production nés d'Octobre 1917 et les détruire.

En participant à la conférence des militants des pays de l'Europe de l'Est, les combattants des mouvements révolutionnaires contre les bureaucraties satellites et la bureaucratie du Kremlin ont renoué avec les traditions du bolchevisme, le programme de la révolution mondiale que condense le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, écrit par Léon Trotsky.

Ils ont, si faibles que soient encore les forces réunies par le Comité d'organisation formé en conclusion des travaux de la conférence, donné une expression concrète à l'unité de la lutte entre les prolétariats des pays de l'Europe de l'Est, de l'U.R.S.S., et le prolétariat des pays capitalistes. Depuis l'extermination de l'Opposition de gauche en U.R.S.S., pour la première fois s'organisent ensemble, sur la base du « Programme » de la IV<sup>e</sup> Internationale, des militants communistes de pays où le capitalisme a été exproprié et des militants qui ont assumé la continuité du bolchevisme, défendu contre toutes les capitulations le programme de la révolution mondiale, assumé la continuité de la IV<sup>e</sup> Internationale lorsque la direction de celle-ci capitula sous la pression combinée de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Ensemble, ils engagent le processus de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de la construction de ses partis dans tous les pays. Il est parfaitement exact de considérer cette conférence comme marquant une date dans l'histoire du mouvement ouvrier international.



Les crises de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin s'imbriquent inextricablement. Tout le relatif équilibre construit au lendemain de la deuxième guerre mondiale par l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin menace de s'effondrer. La révolution prolétarienne sourd de toutes parts. Elle tend à fusionner dans un même mouvement la révolution sociale dans les pays capitalistes et la révolution politique que les prolétariats de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. ont à accomplir afin de chasser les bureaucraties spoliatrices et parasitaires et de reprendre le contrôle des rapports sociaux nés d'Octobre. C'est cette situation que caractérise la formule : « La révolution est imminente ». Mais l'imminence de la révolution, c'est aussi l'imminence de la contre-révolution. L'impérialisme n'a de salut que dans le recours à des régimes politiques qui soient capables de briser la force politique du prolétariat. La conjonction de la révolution sociale et de la révolution politique menaçante pousse inéluctablement la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites à s'appuyer sur l'impérialisme contre les prolétariats de l'U.R.S.S., des pays de l'Europe de l'Est, et à appuyer inconditionnellement l'impérialisme contre le prolétariat des pays capitalistes avancés, contre les ouvriers et paysans des pays économiquement arriérés, contre la révolution chinoise, contre les ouvriers et paysans du Vietnam et d'ailleurs. Là est le secret du cours de plus en plus accentué de la bureaucratie du Kremlin qui, à la recherche d'un nouvel et impossible équilibre, s'entend avec l'impérialisme au détriment de la révolution chinoise, qui entrouvre les portes à la pénétration impérialiste en Europe de l'Est.

Le sens et la nature de l'intervention militaire en Tchécoslovaquie s'éclaire du même coup : c'est un acte de guerre civile contre le prolétariat tchécoslovaque que la répression ne peut qu'accroître, qui sert directement les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme mondial. Mais sa signification est plus vaste encore : pour défendre ses privilèges, dût-elle éclater, la bureaucratie du Kremlin, si la possibilité lui en est laissée,



n'hésitera pas à engager la guerre civile la plus atroce contre les prolétariats de l'Europe de l'Est et le prolétariat de l'U.R.S.S., pas plus qu'elle n'hésitera à livrer pieds et poings liés, par l'intermédiaire des partis communistes qu'elle contrôle, les prolétariats des pays capitalistes.

La bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites sont les agents de la contre-révolution mondiale. Elles ne peuvent pas être réformées. Il faut les abattre. Les P.C. ne peuvent pas être réformés. Il faut construire de nouveaux et authentiques partis communistes dans chaque pays, renouant avec l'internationalisme prolétarien, dans la tradition de Marx, d'Engels, de Lénine et de Trotsky, dans la tradition de la révolution russe.

Toutes les conditions pour la victoire de la révolution prolétarienne mondiale sont réunies. Sauf une : l'Internationale et les partis révolutionnaires, qui alimenteront, organiseront, dirigeront les inéluctables combats révolutionnaires. L'importance majeure de la conférence des militants des pays de l'Europe de l'Est, convoquée, organisée et préparée par le Comité international pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale réside en ce qu'elle ouvre de nouvelles perspectives à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle participe à la préparation de la quatrième conférence du Comité international ouverte à tous les militants qui combattent contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin et veulent construire les instruments de la victoire du prolétariat, l'Internationale et ses partis.

Les résolutions et les textes votés, ainsi que certains textes adoptés ensuite par le Comité d'organisation, sont tout à la fois l'expression de la clarification théorique et politique faite par des militants engagés dans le combat politique contre la réaction thermidorienne, une précieuse contribution à la préparation de la quatrième conférence du Comité international — et des instruments d'organisation et de regroupement politiques pour les combattants de la révolution politique en vue de la construction des partis nécessaires.

Stéphane JUST.



Nous nous réunissons entre militants révolutionnaires des pays d'Europe dominés par l'impérialisme et militants révolutionnaires des pays d'Europe dominés par la bureaucratie. ET NOUS SOMMES EN 1976.

1968 marque un tournant dans la situation mondiale qui ne relève pas du miraculeux mais qui s'explique par le rapport des forces en présence.



# RAPPORT

## INTRODUCTIF

(présenté par Pierre BROUÉ)

Il est nécessaire de remettre en question les analyses qui ont été faites dans les développements de la théorie de la révolution mondiale, en particulier de comprendre qu'il ne s'agit pas d'un simple retour à la situation d'avant 1914, mais un

Le cadre de la révolution mondiale, qui était plutôt une division du travail de maintien de l'ordre dans le monde, qui n'a abouti qu'à limiter relativement les dégâts, sans assurer la domination sans faille de l'impérialisme mais qui a permis d'écarter, pendant près de vingt-cinq ans, le danger de la révolution mondiale. Il s'agissait d'accords qui ont permis à l'impérialisme, appuyé sur la bureaucratie, de jouir d'un certain délai mais qui n'ont pas pour autant révélé de nouvelles virtualités d'expansion des ressources propres, comme le voulaient les partisans de la théorie du « néo-capitalisme ».

Dans ce contexte, l'impérialisme a subi l'occupation de l'Europe orientale par la bureaucratie, la révolution chinoise, la conquête des prolétariats occidentaux, la dislocation des empires coloniaux sous la pression des luttes des peuples colonisés. Mais, dans le même temps, la bureaucratie a limité en Europe occidentale l'élan du prolétariat doué par le soutien économique et financier de l'impérialisme U.S., visant à la reconstitution de l'économie des pays avancés d'Europe et à la reconstitution du marché mondial.

Dans ce cadre, quelles sont les menaces et les nouvelles contradictions ? Les anciennes : le fractionnement de l'Europe, le retard des bourgeoisies européennes. Les nouvelles : la division de l'Allemagne, la perte de débouchés. En bref, l'impérialisme U.S. n'a pas



**N**OUS nous réunissons entre militants révolutionnaires des pays d'Europe dominés par l'impérialisme et militants révolutionnaires des pays d'Europe dominés par la bureaucratie. ET NOUS SOMMES EN 1970.

1968 marque un tournant dans la situation mondiale qui ne relève pas du *miracle* mais qui s'explique par le rapport des forces en présence.

## L'APRES-GUERRE

Il est nécessaire, pour le comprendre, de revenir en arrière afin d'analyser comment ce *tournant* a été préparé par tous les développements depuis la fin de la guerre. Ce qui permettra de comprendre qu'il ne constitue pas un « *accident de l'histoire* » mais un signe annonciateur, LE DÉBUT D'UNE PÉRIODE.

Le cadre de la période précédente avait été fixé par Yalta et Potsdam : un « *partage du monde* » qui était plutôt une *division du travail de maintien de l'ordre dans le monde*, qui n'a abouti qu'à limiter relativement les dégâts, sans assurer la domination sans faille de l'impérialisme mais qui a permis d'écarter, pendant près de vingt-cinq ans, le danger de la révolution mondiale. IL S'AGISSAIT D'ACCORDS QUI ONT PERMIS A L'IMPÉRIALISME, APPUYÉ SUR LA BUREAUCRATIE, DE JOUIR D'UN NOUVEAU DÉLAI, mais qui n'ont pas pour autant révélé de nouvelles virtualités d'expansion, des ressources propres, comme le soutenaient les partisans de la théorie du « *néo-capitalisme* ».

Dans ce contexte, l'impérialisme a subi l'occupation de l'Europe orientale par la bureaucratie, la révolution chinoise, la conquête des prolétariats occidentaux, la dislocation des empires coloniaux sous la pression des luttes des peuples colonisés. Mais, dans le même temps, la bureaucratie a limité en Europe occidentale l'élan du prolétariat donné par le soutien économique et financier de l'impérialisme U.S., visant à la reconstitution de l'économie des pays avancés d'Europe et à la reconstitution du marché mondial.

*Dans ce cadre, quelles sont les anciennes et les nouvelles contradictions ?* Les anciennes : le fractionnement de l'Europe, le retard des bourgeoisies européennes. Les nouvelles : la division de l'Allemagne, la perte de débouchés. En bref, l'impérialisme U.S. n'a pas



réellement unifié l'Europe occidentale sous sa houlette : la « *compradorisation* » de la bourgeoisie y provoquerait des réactions de défense du prolétariat, déchaînant des luttes gigantesques.

## GETTE POLITIQUE NE PEUT DURER

Se dessinent maintenant devant elle des *échéances* qui s'expriment notamment à travers la *crise des moyens de paiement*, conjuguée avec celle du système monétaire mondial (1).

L'ÉCONOMIE CAPITALISTE EST PLACÉE ENTRE LA CRISE ÉCONOMIQUE ET LA CRISE AIGUË DU SYSTÈME MONÉTAIRE QUI RISQUE DE DÉCLENCHER LA CRISE ÉCONOMIQUE...

Il y a toujours une solution capitaliste : la liquidation d'une partie des dettes d'Etat par des dévaluations massives et coordonnées ; l'ouverture de débouchés nouveaux à l'Est pour les marchandises et les capitaux ; le passage à l'économie de guerre avec toutes ses contraintes. Elle implique la *lutte des classes*, car l'offensive contre le prolétariat de tous les pays signifie à plus ou moins long terme la guerre contre la Russie ou la Chine, le « *retour à l'âge de pierre* » de certains pays (comme le Vietnam), la subordination des impérialismes européens et japonais...

OR CETTE CRISE DE L'IMPÉRIALISME EST ÉTROITEMENT LIÉE A CELLE DE LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN : celle-ci a connu son apogée dans la période Yalta-Postdam, puis ensuite un regain des contradictions (révolution chinoise, rupture avec le P.C.Y., crise des démocraties populaires pendant la guerre froide, 1953 et 1956, Pologne et Hongrie, la déstalinisation et le conflit actuel avec le P.C.C.). Les facteurs en sont : la remise en question de l'équilibre que Yalta-Potsdam tentait de perpétuer ; les pressions économique, politique, militaire, accrues de l'impérialisme sur l'U.R.S.S. et l'Europe de l'Est ; le conflit latent du prolétariat occidental avec les appareils ; les exigences de la révolution chinoise ; l'incompatibilité entre la croissance des forces productives en U.R.S.S. et ailleurs (Tchécoslovaquie), d'une part, et la *gestion bureaucratique* selon les normes du « *socialisme dans un seul pays* », d'autre part. Cette croissance des forces productives exige l'intégration de leur économie dans la division mondiale du travail rationnelle, c'est-à-dire la *révolution mondiale*. Or la bureaucratie, attachée à ce cadre, est hostile à faire le pas qui romprait les rapports politiques et sociaux sur lesquels elle s'est élevée...

(1) Le parasitisme du mode de production capitaliste caractérise l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme : les Etats bourgeois alimentent les dépenses (militaires, etc.) par *l'inflation* ; ils tendent à la conversion en or des *capitaux flottants* ; ils tentent d'enrayer l'inflation par la hausse des taux d'intérêt et par la limitation des crédits, ce qui aggrave la crise du système monétaire.



CET ÉQUILIBRE EST IMPOSSIBLE : la bureaucratie en rêve, en vain, et se déchire elle-même ; ni l'impérialisme ni le prolétariat ne peuvent le supporter (2).

Ce que 1968, ABOUTISSEMENT ET POINT DE DÉPART, a démontré, c'est le degré des contradictions de l'impérialisme qui n'a pas changé de nature, qui ne s'est pas muté en « néo-capitalisme », qui est toujours la période du « stade suprême », toujours celle des « guerres et révolutions ». C'est l'inéluctabilité d'un violent affrontement de classes : la période est celle de la *révolution imminente*. C'est l'unité mondiale de la lutte des classes. C'est la lutte nécessaire des révolutionnaires pour assimiler ces leçons et créer les conditions subjectives de la victoire, pour créer l'instrument révolutionnaire : L'INTERNATIONALE.

Cela implique la lutte politique, contre toutes les formes de l'opportunisme et du révisionnisme, pour renouer LA CONTINUITÉ DU COMBAT COMMUNISTE, poursuivre et achever la révolution d'Octobre, mener la lutte politique contre les éléments centristes qui brandissent le nom de « IV<sup>e</sup> Internationale » et agitent le drapeau de Trotsky pour couvrir une politique qui n'a comme résultat, *précisément*, que d'empêcher, dans la mesure de leurs moyens, cette tâche historique.

Aux deux pôles de l'année 1968, il y a deux événements capitaux : le début de la révolution politique en *Tchécoslovaquie* (et, à travers et à partir d'elle, l'aggravation de la crise de la bureaucratie et du stalinisme), et la grève générale en *France* qui a secoué l'impérialisme français jusque dans ses fondements, ruiné le régime gaulliste et remis en question l'ensemble du précaire équilibre recherché, sous le nom de « *coexistence pacifique* », par les dirigeants de l'impérialisme et de la bureaucratie.

Mais le contexte n'est pas moins capital : c'est le mouvement de mars 1968 de la jeunesse en *Pologne* ; ce sont les grèves et les manifestations ainsi que le début d'organisation des étudiants en *Yougoslavie* ; c'est le début de l'expression audacieuse, ouverte et organisée de l'opposition communiste en U.R.S.S.

Et c'est à partir de cette année 1968 qu'apparaissent ces phénomènes capitaux : les premiers mouvements importants du prolétariat allemand en *Allemagne de l'Ouest* avec les grèves qui laissent entrevoir la réapparition, au cœur de la vieille Europe : de la *force révolutionnaire* du prolétariat allemand détruite, pour toute une génération, par le nazisme ; de la combativité du prolétariat d'Europe occidentale, dans un contexte de crise des organisations traditionnelles, en *Italie*, en *Angleterre*, en *France* ; de la résistance du prolétariat d'Europe centrale et orientale qui s'est exprimée tant en *Tchécoslovaquie* qu'à travers les grèves conduites par les ouvriers de *Yougoslavie* et d'ailleurs ; enfin, l'apparition au premier

(2) Voir l'article de Dadiants dans « *le Monde* » (2/4/69) présentant le « maoïsme » comme un danger identique à l'hitlérisme ou au militarisme nippon et comme une menace pour les « valeurs occidentales ». C'est à la fois la justification de l'alliance avec l'impérialisme U.S. et celle de la répression en *Tchécoslovaquie*.



plan du prolétariat en Amérique latine, notamment en *Bolivie*, au *Brésil*, au *Venezuela*, etc.

1968 a donné aux couches les plus profondes des travailleurs du monde entier ces leçons qui cheminent aujourd'hui au tréfonds de leur conscience :

● *la solidarité fondamentale* entre l'impérialisme et la bureaucratie, passée, comme l'écrivait Trotsky il y a plus de 30 ans, au service de l'ordre bourgeois, cela étant attesté par la complicité de l'impérialisme vis-à-vis de la répression contre la classe ouvrière tchécoslovaque et par le rôle contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien face à cette montée du prolétariat, particulièrement le rôle de la direction du P.C.F. en mai-juin 1968 et en avril 1969 ;

● *le rôle décisif du prolétariat dans la lutte des classes, posant la question du pouvoir, face à l'Etat bourgeois*, aussi bien en France, où c'est lui qui, par sa grève générale, a ébranlé les bases du régime, qu'en Tchécoslovaquie où les ouvriers ont constitué le moteur de la révolution politique, puis le fer de lance de la résistance à la répression bureaucratique, baptisée « *normalisation* » ;

● *le rôle capital de la vieille Europe dans le processus révolutionnaire*. Les événements de France et de Tchécoslovaquie ont accéléré le rythme de l'Histoire. Ils ont constitué partout (U.R.S.S., Brésil, Venezuela) *le facteur* d'approfondissement de la crise et libéré les forces révolutionnaires...

Cependant, ces « *leçons de choses* » qui se sont déroulées comme sur un écran, pour qui sait les déchiffrer, sont aujourd'hui l'enjeu d'une bataille acharnée :

— ce sont les efforts des bureaucrates pour faire croire que les événements de Tchécoslovaquie sont une machination contre-révolutionnaire, et pour dévoyer la lutte prolétarienne dans les voies parlementaires, vers la « *démocratie avancée* », etc. ;

— ce sont les efforts désespérés de l'impérialisme pour mettre au compte du « *socialisme* » les crimes de la bureaucratie, en rendre le visage hideux, pour détourner le prolétariat de la voie révolutionnaire.

*C'est une pression énorme, par tous les moyens, tant d'Etat que d'appareil* (presse, propagande écrite ou parlée, spécialistes, université et enseignement, etc.), *pour les déformer, les obscurcir, les défigurer, les enterrer.*

L'enjeu de cette bataille autour des leçons de 1968, ce sont les ouvriers *socialistes et communistes*, dupés par les appareils, utilisés par eux au nom de la révolution et du socialisme, qui sont aujourd'hui dans tous les pays les organisateurs de la classe, et pour qui ces leçons sont capitales puisque susceptibles de les *aider* à remettre en question leur fidélité aux appareils.

Dans cette lutte autour des leçons de 1968, il faut souligner le rôle capital tenu par les centristes-révisionnistes, courants ou sous-courants du « *pablisme* » qui ont tiré des « *leçons* » qu'ils s'efforcent de répandre aussi bien comme justification que comme contribution « *originale* » et actuelle, mise à jour ou « *modernisation* ».

Il en est ainsi de la « *théorie* » du « *néo-capitalisme* », mère de



celle de la « société de consommation », qui a justifié la « théorie » des « réformes de structure » (3).

Il en est de même de la défense de la « théorie » des « zones », séparant le monde en « secteurs », niant l'unité mondiale de la lutte des classes :

— défense et illustration de la guérilla rurale en Amérique latine, apologie des « réformes de structure » de la junte bolivienne ;  
— accent mis sur la défense du peuple vietnamien accompagné d'une grande discrétion sur la question de l'unité nationale du Vietnam, et glorification du F.N.L. présenté comme le « parti révolutionnaire » vietnamien.

A partir de la « théorie » sur les structures « nouvelles » du « néo-capitalisme » et de la « société de consommation », les révisionnistes affirment l'apparition de « forces révolutionnaires nouvelles » prenant la place du prolétariat : les étudiants, l'intelligentsia, qu'ils détachent ainsi de leur rôle historique possible, celui de détachements du prolétariat.

Ils ont également développé la « théorie » des « pouvoirs » à conquérir à tous les niveaux, de l'« autogestion » comme revendication essentielle : ainsi est masqué le problème du pouvoir et facilitée la tentative de la bourgeoisie d'intégrer le mouvement ouvrier dans l'Etat : c'est ainsi que Mandel défendait en 1968 la nécessité d'un contrôle ouvrier exercé par... les comités d'entreprise et le présentait comme « une garantie de l'emploi AUTREMENT INACCESSIBLE » (souligné par nous).

Depuis 1968, les révisionnistes ont systématiquement entretenu la confusion entre les appareils des organisations ouvrières et les masses organisées dans les partis et les syndicats, et plus particulièrement entre l'appareil stalinien et les ouvriers communistes. C'est ainsi qu'ils ont dénoncé « les syndicats », en tant que tels, comme « formes bureaucratiques d'organisation » et organisations contre-révolutionnaires, prôné l'adoption par le mouvement ouvrier de « formes nouvelles » comme les comités d'action (4).

Il est d'autant plus indispensable de mener contre ces groupes et courants une lutte politique acharnée que

---

(3) Germain la résume en 1968 en ces termes : « Nous ne devons plus attendre de grandes crises comme celle de 1929 car une telle crise ne se produira jamais plus sous le néo-capitalisme ». Cette théorie du « néo-capitalisme », qui considère que le capitalisme a surmonté ses contradictions, sert de fondement à une stratégie contredisant de bout en bout les leçons de 1968.

(4) De ce point de vue, il faut souligner le rôle joué en France depuis mai 1968 par la Ligue communiste, et, dans ce cadre, celui de la candidature d'Alain Krivine aux élections présidentielles. La Ligue a nié toute signification de classe au référendum et appelé à l'abstention à cette « consultation » par laquelle la bourgeoisie tentait d'implanter un régime corporatiste ; elle a ajouté une candidature de division de plus aux candidatures ouvrières de division voulues par les appareils, en opposition à la volonté de la classe de réaliser le Front unique ; Krivine, au cours d'une interview à la télévision, s'est livré à de violentes attaques contre « les syndicats », fournissant ainsi à l'appareil stalinien des arguments précieux contre « le trotskysme » qu'il prétend incarner !



● ces groupes se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale comme si elle était construite, alors qu'il s'agit précisément de reconstruire cet instrument de lutte (à partir du moment où ils prétendent « être » la IV<sup>e</sup> Internationale, les travailleurs sont dispensés de la construire ; elle n'est donc pas plus à reconstruire qu'elle n'existe !) ;

● ils bénéficient, de la part de la bourgeoisie et du stalinisme, d'une publicité que, bien entendu, l'une et l'autre refusent aux révolutionnaires, comme le prouve la campagne du silence et de la falsification menée autour de « *Samizdat I* », la censure de nos communiqués dans « *Le Monde* », etc. ;

● enfin et surtout, ils défigurent le marxisme révolutionnaire (trotskysme) en lui enlevant toute portée. Or leurs positions « *centristes* », plus proches des positions de l'appareil, sont susceptibles de coïncider avec les formes de pensée et les conceptions de *militants en rupture avec le stalinisme*, en particulier dans les pays de l'Est, et risquent d'interrompre l'évolution de ces camarades. D'autant plus que, n'ayant pas vécu les combats politiques au sein de l'avant-garde, ceux-ci ne sentent pas les divergences profondes entre les organisations se réclamant du trotskysme, croient volontiers à des « *malentendus* » et rêvent de réconcilier des « *frères ennemis* ».

C'est pour toutes ces raisons que *la lutte politique sans concessions doit être au cœur de cette conférence*. La lutte politique contre le pablisme doit être au cœur du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, de la même façon que la lutte contre le « *centre* » de Zimmerwald fut au cœur de la lutte de Lénine et de la gauche zimmerwaldienne dans la bataille pour la construction de l'Internationale communiste.

## L'OPPOSITION COMMUNISTE EN EUROPE DE L'EST

Cette conférence, qui réunit des militants européens de l'Est et de l'Ouest sur le problème de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, a été possible en particulier sur la base du mouvement qui, en Europe de l'Est, pousse les militants à rechercher programme et organisation révolutionnaires.

Elle constitue en elle-même un événement capital, dont il faut comprendre qu'il se produit

— *non pas juste à son heure*, au lendemain des événements mondiaux de 1968 ;

— *mais historiquement en retard*, en particulier à cause de la crise et de la destruction de la IV<sup>e</sup> Internationale fondée par Trotsky, destruction réalisée par le courant « *pabliste* » dans les années 1950.

Le courant « *pabliste* », du nom de Michel Pablo (Raptis), ancien secrétaire du « *Secrétariat international* » de la IV<sup>e</sup> Internationale,



s'est développé au lendemain de la guerre mondiale dans l'appareil dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale fondée en 1938 par Trotsky et les bolcheviks-léninistes qui l'avaient dotée du « *Programme de transition* ». Décimée pendant la guerre par la double répression stalinienne et impérialiste, faiblement implantée dans les masses ouvrières, et à composition petite-bourgeoise prédominante, la direction de cette organisation a cédé sous la pression des forces hostiles, précisément au moment où le stalinisme était à l'apogée de sa puissance.

En 1950, lors de la rupture entre Moscou et Belgrade, le courant pabliste s'exprimant au sein du « *Secrétariat international* » cherche à trouver dans la bureaucratie yougoslave et l'appareil du P.C.Y. un nouveau « *centre* » susceptible de jouer vis-à-vis de la IV<sup>e</sup> Internationale le rôle joué par le parti bolchevique vis-à-vis de l'Internationale communiste.

Le 8<sup>e</sup> plénum du « *Comité exécutif international* » déclare, en avril 1950 :

« Le trait général du P.C.Y est une affirmation de l'essence éminemment démocratique de la dictature du prolétariat qui comporte une lutte persévérante contre la dégénérescence bureaucratique. »

Il affirme que le P.C.Y. pourrait être « *le tremplin le plus puissant d'où partira l'assaut décisif contre le stalinisme en crise* ».

En 1953, au moment de la grève et des manifestations ouvrières réprimées en Allemagne de l'Est par l'armée russe, une « *déclaration du "S.I."* » place dans le « *programme de la révolution politique* » qu'elle propose la « *démocratisation réelle des P.C.* ». Cette déclaration reste muette sur le problème des troupes d'occupation et ne lance pas le mot d'ordre de leur retrait qui eût signifié l'affirmation du droit à l'autodétermination et à l'unité allemande. Des articles de M. Pablo et de Germain-Mandel trouvent des excuses à l'intervention russe, « *facilitée* » selon eux par « *l'intervention du lumpen-prolétariat* »...

En 1956, dans la revue « *Quatrième Internationale* », M. Pablo, à propos de la Pologne, parle « *du rôle de direction* » (dans la révolution politique) qu'a pu jouer le parti ouvrier conquis, *transmuté* par la tendance Gomulka, expression elle-même, certes déformée, de la vraie tendance des masses, mais « *tendance centriste évoluant tout de même à gauche* ». Il l'oppose à la Hongrie, où il regrette pour sa part que n'ait pu être défini « *un programme de politique extérieure qui serait sinon acceptable, du moins difficile à combattre par le Kremlin* ».

La perspective tracée au cours de cette période par les révisionnistes est celle-ci : les partis communistes sont « *obligés de persévérer dans la voie de concessions encore plus amples et plus réelles... et ne pourront PLUS s'arrêter à MI-CHEMIN* ». Elle est celle des « *réformes de structure* », c'est-à-dire de l'« *autoréforme* » de la bureaucratie et des appareils... C'est dans cette perspective que prend corps, en Europe occidentale, la politique de l'« *entrisme sui generis* » imposée bureaucratiquement par Pablo, qui provoquera la destruction de la section française, car elle signifie le suicide politique pour les trotskystes des pays avancés.



Ces positions des révisionnistes aboutissent, entre 1950 et 1960 — et en l'absence de tout centre international, qui sera ultérieurement le Comité international —, à cette situation : les militants des pays d'Europe de l'Est qui rompent avec le stalinisme et tendent instinctivement la main vers le prolétariat d'Europe occidentale n'y trouvent pas de forces révolutionnaires, mais, au contraire, sous le titre de « IV<sup>e</sup> Internationale » et sous une étiquette se réclamant du « trotskysme », d'authentiques liquidateurs.

Malgré cette absence, malgré ce véritable sabotage effectué par le « S.I. », malgré le rôle extraordinairement négatif que jouèrent, dans ces premières années de la crise du stalinisme, la destruction organisationnelle de la IV<sup>e</sup> Internationale et l'usurpation de son drapeau et de son titre par les liquidateurs, *le fil de l'Histoire, une fois de plus brisé, commence à se renouer. Il peut devenir un lien solide.*

## ACQUIS ET LIMITES DE L'OPPOSITION COMMUNISTE EN U.R.S.S.

Le fait capital est que, pour la première fois depuis quarante ans, une opposition communiste consciente s'est manifestée au grand jour, après s'être organisée (place Rouge à Moscou le 25 août, lors de l'enterrement d'Alexis Kostérine, lors de la création et dans l'activité du *Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques*).

Ses traits essentiels la rapprochent des mouvements communistes d'opposition développés à l'Est depuis les années 50. Ce sont :

● la *critique intellectuelle et historique* [dénonciation des crimes du stalinisme, du rôle de la bureaucratie qui se couvre du prestige du socialisme] (5) ;

● la *recherche d'un programme* concret reposant sur l'élaboration de revendications des droits et libertés démocratiques conçues comme une *défense de l'acquis* de la révolution d'Octobre et de « son système social » [Litvinov] (6) ;

● la mise sur pied d'*éléments d'organisation* autour de ces revendications « *de transition* » (publications clandestines, regroupement effectif d'éléments d'avant-garde) ; en fait la perspective d'un nouveau parti communiste est ouverte... ;

● l'organisation d'*actions précises*, concertées, préparées pour atteindre une avant-garde potentielle : tracts, lettres ouvertes signées, manifestations ;

(5) La critique historique du stalinisme est rarement reliée au problème de la *révolution mondiale* (sauf, cas exceptionnel, dans le lien établi par Medvediev et Petrovski entre la politique de Staline et la victoire de Hitler). De même le silence est fait sur la répression contre les « *trotskystes* », parfois même implicitement confondus.

(6) Voir le texte de Guennady Alexeiev : « *La lutte contre les ennemis intérieurs du socialisme* ».



● des tentatives pour opérer la *jonction* avec le mouvement communiste à l'étranger.

De ce point de vue, il faut souligner l'importance historique de la manifestation organisée pour l'enterrement du vieux-bolchevik Kostérine : QUARANTE ET UN ANS APRÈS celui de Joffé qui marquait la fin de la période d'Octobre 1917, le début de la destruction du bolchevisme et de l'assassinat en masse des bolcheviks, *l'enterrement de Kostérine* marque la renaissance du mouvement révolutionnaire en U.R.S.S. dans la tradition bolchevique, l'indice de la montée de la révolution politique en U.R.S.S. Une *renaissance* et une *continuité* qui se sont toutes deux incarnées en la personne du vieux-bolchevik Kostérine qui a constitué le *lien vivant* entre 1917 et 1968...

Cela dit, la façon dont les forces et les idées révolutionnaires émergent aujourd'hui sous le talon de fer de la bureaucratie stalinienne porte *la marque* des efforts accomplis pour les supprimer pendant quarante années de censure, de falsification et de répression sauvage.

L'apparition et la victoire de la bureaucratie stalinienne sont expliquées par des conditions spécifiquement russes, l'état d'arriération et d'inculture du pays, le fait que les bureaucrates soient d'esprit « *petit-bourgeois* », « *pharisiens* », etc.

En d'autres termes, la critique se place encore dans le cadre du « *socialisme dans un seul pays* », parce qu'elle n'a pas su remonter encore aux racines historiques du stalinisme : l'isolement de la révolution russe par suite de l'échec de la révolution mondiale, la « *théorie* » du « *socialisme dans un seul pays* » en tant qu'expression des intérêts de la bureaucratie soumise à la pression de l'impérialisme.

Le *système d'explications* du stalinisme donné par l'actuelle opposition communiste en U.R.S.S. demeure encore essentiellement d'*ordre moral* et ne fait de référence scientifique ni aux origines historiques ni aux origines sociales de la bureaucratie. Les esprits les plus lucides opposent en vérité « *deux conceptions* » du socialisme : la bonne qui serait celle de Lénine, et la mauvaise, celle de Staline.

Par conséquent, la condamnation du stalinisme — sauf celle, exceptionnelle, de Grigorenko dans sa lettre au « *Kommunist* » à propos du livre de Nekritch — s'exprime dans le cadre du « *socialisme en Union soviétique* », c'est-à-dire celui-là même imposé par la bureaucratie (il en est de même d'ailleurs pour la « *voie polonaise* » ou le « *modèle tchécoslovaque* »). Les opposants n'établissent pas le lien entre la bureaucratie, l'impérialisme et leur crise actuelle, ne se situent pas dans la perspective de la révolution mondiale (la solidarité avec les travailleurs tchécoslovaques est dictée par des devoirs d'ordre moral).

En fonction de ces lacunes, ils n'ont pas encore pu diriger leur activité, sur la base d'une analyse marxiste des origines et des racines de la bureaucratie, vers les moyens de lutte, les méthodes, le *programme* qui devraient reposer sur une telle analyse et servir de guide à leur organisation et leur action.



Quelques exemples :

● leur *programme*, en dehors de la lutte — essentielle — pour les droits civiques, droits et libertés démocratiques, n'est pas élaboré, et ne fait pas encore de place aux revendications des travailleurs, de la jeunesse soviétiques. Apparemment, la jonction avec les luttes quotidiennes, nées des conséquences de l'application de la réforme économique, n'est pas encore envisagée.

● leur *organisation*, même au stade élémentaire où elle en est, réalise en soi un fantastique progrès, dans les conditions les plus difficiles. Cependant, certains aspects de l'action de l'opposition révèlent une tendance à croire à la « *force irrésistible des idées* », à la politique du « *message* » ou de la « *bouteille à la mer* », au « *témoignage* ». Par certains aspects, elle est souvent plus une « *minorité agissante* » qu'une avant-garde. Comme le souligne Alexeiev, « *il manque un centre* ».

Mais il manque surtout une *théorie* : l'opposition communiste n'a pas encore intégralement reconquis la théorie du bolchevisme et de la révolution mondiale, elle n'a pas encore intégralement assimilé les leçons d'Octobre et renoué pleinement et solidement le fil de la continuité de la théorie révolutionnaire. Le prouvent :

● la faiblesse des allusions au monde occidental, conçu comme un bloc, sans luttes de classes, reflet inconscient de la « *théorie* » stalinienne de la division du monde en « *blocs* » ;

● son incompréhension (7) des liens entre la bureaucratie et l'impérialisme ;

● son incompréhension des liens étroits entre la lutte des travailleurs d'Occident et sa propre lutte, et même une certaine sous-estimation (sauf, semble-t-il, de la part de Martchenko) du stalinisme dans les analyses antérieures à août 1968 et de la possibilité d'une intervention militaire ;

● son apparente incompréhension du problème posé hors de l'U.R.S.S. par les appareils contre-révolutionnaires au sein du mouvement ouvrier.

Répetons-le. Ces lacunes résultent directement :

● de dizaines d'années d'oppression stalinienne, de censure, de falsifications, etc. ;

● de l'organisation même de la société sous la botte de la bureaucratie : son atomisation, sa parcellisation, son morcellement, son éclatement, son « *provincialisme* » ;

● du bas niveau de conscience communiste à partir duquel il faut lutter contre un régime qui prétend l'être ;

● c'est-à-dire en définitive du résultat de la contre-offensive menée par l'impérialisme après Octobre, une résultante du *poids* de l'impérialisme par bureaucratie interposée.

(7) A l'exception d'une allusion faite par Grigorenko aux menaces impérialistes à propos du Vietnam et à l'analogie avec les menaces de l'impérialisme allemand en 1941.



## LES TROTSKYSTES (C.I.) ET L'OPPOSITION COMMUNISTE EN U.R.S.S.

Le Comité international pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale représente aujourd'hui le courant marxiste révolutionnaire, fondé sur la base de la lutte menée dans les années 20 par l'Opposition de gauche en U.R.S.S. et qui s'est incarné dans l'Opposition de gauche internationale, puis la IV<sup>e</sup> Internationale avant sa destruction par le pablisme.

Nous possédons les moyens de répondre aux questions posées, de combler les lacunes, de donner les éléments d'explication et de nouer les fils qu'il faut nouer.

Pour nous, il n'y a aucune explication morale du stalinisme. (Quel que soit le niveau de dégradation morale atteint, ce qui est indéniable, il n'est pas la cause, mais la conséquence.)

Il faut parler de barbarie et d'arriération russes, certes, mais, avant tout, de l'isolement de la révolution en Russie, de l'échec de la révolution mondiale, du développement dans ces conditions de ce monstrueux parasitisme bureaucratique « soutenu » par la « théorie » du « socialisme dans un seul pays ».

Le stalinisme a triomphé, non par « la force des choses », mais par un combat acharné contre le bolchevisme incarné par Trotsky et les bolcheviks-léninistes, contre ses traces ensuite, contre ses ombres. *Et ce combat se poursuit toujours.*

La bureaucratie constitue pour nous la courroie de transmission de la pression de l'impérialisme, et l'unité de la lutte des classes telle qu'elle est apparue en 1968 n'est pas le résultat d'exigences morales ou de vœux pieux, mais la réalité sociale de l'alliance de l'impérialisme et de la bureaucratie contre leur unique ennemi mortel — celui qui ne supporte pas la « coexistence pacifique » —, le prolétariat mondial, la révolution mondiale.

C'est cette compréhension théorique, l'assimilation de cette expérience historique qui est celle même de la révolution russe, que seuls les révolutionnaires d'Occident peuvent aujourd'hui apporter à ceux de l'Europe de l'Est. Dans les années 20, seuls les bolcheviks pouvaient intégrer à leur expérience celle de tout le mouvement ouvrier mondial et la lui restituer dans toute sa dimension.

A cette époque, il s'agissait de la construction de la III<sup>e</sup> Internationale.

Aujourd'hui, il s'agit de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ces deux combats ont le même sens.

### LA LUTTE POUR LA RECONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE

L'unité mondiale de la lutte des classes, phénomène majeur de l'époque de l'impérialisme, implique que le problème de la lutte des classes, celui de l'organisation de classe du prolétariat et celui du programme révolutionnaire soient posés en termes mondiaux.



## LA CLASSE OUVRIÈRE, SES LUTTES, SES ORGANISATIONS

L'Histoire, depuis le développement du capitalisme et du prolétariat et l'apparition de la méthode marxiste, a confirmé les affirmations essentielles de Marx déjà contenues dans « *le Manifeste du parti communiste* ».

*La classe ouvrière se constitue en tant que telle dans la lutte*, à travers sa prise de conscience de soi et de l'adversaire de classe, à travers sa lutte contre l'impérialisme et ses instruments, l'État bourgeois et la bureaucratie, dans une lutte de plus en plus consciente pour détruire cet État, renverser la bureaucratie, prendre le pouvoir.

*L'expression la plus élevée — sous forme d'organisation — de ce processus inconscient*, la détermination la plus élevée de la conscience de classe, c'est, comme l'ont montré l'Octobre russe de 1917 et le parti bolchevique, *le parti révolutionnaire*.

De même que les *organisations de classe élémentaires* (les syndicats), de même que les *droits et garanties* des travailleurs dans le cadre du système capitaliste, de même que les *conquêtes* de la révolution d'Octobre sont des organisations et conquêtes qu'il totalise et sur la base desquelles il se construit, de même *il est, il ne peut être que le PRODUIT de la lutte de la classe ouvrière*.

Cela, Marx le savait déjà, et il nous l'a appris. Ce qu'il ne savait pas encore, et que l'Histoire depuis 1848 nous a enseigné, c'est que, de même que la bourgeoisie lutte en permanence pour reprendre, détruire ou intégrer les organisations syndicales, pour reprendre et intégrer chaque conquête ouvrière, chaque droit, chaque garantie, chaque liberté, de même elle mène une lutte acharnée pour dévoyer, domestiquer, confisquer *l'organisation révolutionnaire de la classe*, par le biais des appareils contre-révolutionnaires, agences bourgeoises au sein du mouvement ouvrier. Après l'autodestruction de la I<sup>re</sup> Internationale dont Marx et Engels, sous la poussée des forces petites-bourgeoises centrifuges, ne contrôlaient plus le développement, il a fallu reconstruire l'Internationale sous la forme de la II<sup>e</sup>, qui a joué un rôle capital dans l'organisation politique des travailleurs du Vieux Monde, a éduqué les travailleurs des pays avancés, dans la période de progression du capitalisme.

La II<sup>e</sup>, passée en 1914, à l'aube de l'ère impérialiste, du côté de l'ordre bourgeois, la question était posée de la reconstruction de l'Internationale, à partir de la révolution russe, sous la forme de la III<sup>e</sup> qui a partout diffusé l'expérience russe, introduit le marxisme et l'organisation communiste dans le monde entier, avant de dégénérer et de passer, elle aussi, du côté de l'ordre bourgeois.

Quels que soient les sentiments que peuvent inspirer les faillites de ces organisations dont le rôle historique a été d'abord considérable, il reste qu'aucun des problèmes fondamentaux n'est résolu, que la lutte des classes demeure, contre l'impérialisme, que l'Internationale est plus que jamais nécessaire et que cette Internationale,



c'est, non pas la II<sup>e</sup> ou la III<sup>e</sup> passées de l'autre côté, non plus que la V<sup>e</sup> qui n'a pas plus de base historique aujourd'hui que la III<sup>e</sup> n'en avait en 1905, *mais la Quatrième*.

*Quatrième* parce qu'il y a eu avant elle la I<sup>e</sup>, la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> — raison simple mais puissante. L'Histoire ne met à l'ordre du jour que des tâches réalisables...

*Quatrième*, parce que ses racines plongent, dans l'Histoire, au sein de la partie militante, vivante, de la III<sup>e</sup> et du parti bolchevique qui ont lutté contre l'impérialisme et la bureaucratie au temps de Staline : Trotsky, mais aussi ceux qui ont, plus tard, plié, Sosnovski, Racovski, Préobrajenski. Ainsi, les hommes qui avaient été dans leur pays les pionniers du communisme et qui ont été ceux de l'Opposition, les bolcheviks-léninistes : Rosmer, Blasco, Cannon, André Nin, Z. Kalandra, les Badowski, Chen Du-Xiu, Ta-Tu-Thau, Aguirre, Gainsborg.

*Quatrième*, parce que c'est ce mouvement international, l'Opposition de gauche internationale des bolcheviks-léninistes, qui a vu, dénoncé, démasqué l'escroquerie et la falsification du « *socialisme dans un seul pays* », la trahison qu'a constituée la livraison sans combat à Hitler de la classe ouvrière allemande, pavant la voie à la seconde guerre mondiale, prostituant les partis communistes au service de leur propre bourgeoisie alliée à Staline. Parce que c'est ce mouvement international qui a maintenu la perspective de la révolution mondiale et la lutte pour son instrument, l'Internationale, d'abord pour redresser la III<sup>e</sup>, ensuite pour construire la IV<sup>e</sup>.

*Quatrième*, parce que c'était elle qui, en tant qu'incarnation de la « *vieille garde* » et du bolchevisme, était visée par l'entreprise d'extermination de Staline, les procès de Moscou et la terreur.

*Quatrième*, enfin, parce que c'est elle qui, dans sa conférence de fondation de 1938, a adopté le « *Programme de transition* », ressenti comme une nécessité dans les rangs de la III<sup>e</sup> à la fin des années de la montée d'après guerre (et présenté comme tel par Lénine et Trotsky) mais jamais réalisé sous Staline. « *Programme de transition* » qui intègre précisément l'expérience des luttes depuis 1923 et le début de la dégénérescence : seul programme qui puisse rendre compte, aujourd'hui, comme il le fait, en termes de *révolution politique*, de tout ce qui se déroule dans les pays dominés par la bureaucratie et qui fournit le cadre de l'action des militants révolutionnaires dans les autres pays.

## LES QUESTIONS EN LITIGE ET LES LIQUIDATEURS

La IV<sup>e</sup> Internationale, parce qu'elle est une nécessité historique et parce qu'elle constitue la suite, le prolongement de la lutte révolutionnaire, depuis Marx jusqu'à Lénine et Trotsky, n'est pas une boutique qui cherche à s'attirer des militants ou des personnalités.



La *Quatrième* est une *organisation internationale nécessaire*, qui a été détruite, qu'il faut donc reconstruire et qu'il faut reconstruire non seulement contre l'impérialisme et la bureaucratie, mais aussi, contre les liquidateurs qui se réclament de son titre pour empêcher sa reconstruction.

Pour les camarades de l'Est — soumis pendant des décennies à l'étouffante oppression bureaucratique — et, même en Occident, pour les camarades ayant rompu avec le stalinisme après des années à son service, la bataille des « *trotskyistes* » entre le Comité international et le « *Secrétariat unifié* », entre Rouge et I.O., entre la F.E.R. et la J.C.R., etc., semble une « *bataille de frères ennemis* ». C'est là que réside le principal danger.

Pour nous, en France, et avec mai 1968 et la plus grande grève générale de la classe ouvrière de notre pays, ces problèmes ont été posés sur le tranchant du couteau dans la lutte quotidienne, à travers nos rapports avec les organisations centristes, *Lutte ouvrière* et la *Ligue communiste*.

## OUI OU NON ?

C'est dans les problèmes quotidiens, c'est face à toutes les questions théoriques, dans toutes les options politiques, que se résument aujourd'hui les conflits entre les *reconstructeurs* que nous sommes et les *liquidateurs* qui se prétendent « *unifiés* ».

Oui ou non, faut-il jeter par-dessus bord, comme périmé et vieilli, l'enseignement bolchevique sur la nécessité du travail au sein des organisations de masses, *syndicales* en particulier, et se lancer dans la création de « *comités d'action* » ?

Oui ou non, faut-il, de même, balayer comme fadaïses opportunistes l'enseignement de Lénine et de la III<sup>e</sup> Internationale sur la nécessité de souder, à travers les revendications de la classe et ses combats, le *Front unique ouvrier* ? Ou bien faut-il dénoncer les « *traîtres qui ne font rien* », et rassembler étudiants et lycéens pour faire, comme le 1<sup>er</sup> mai 1969, la « *leçon* » aux ouvriers dont les organisations refusent de manifester ?

Oui ou non, faut-il, reprenant les thèmes du social-fascisme, expliquer, comme l'a fait la Ligue communiste, qu'il fallait *s'abstenir* dans un référendum « *dont le résultat n'avait aucun intérêt* »... voir ensuite une victoire de la bourgeoisie dans le NON à de Gaulle... et présenter un candidat « *révolutionnaire* » alors que toute la classe attendait ou espérait un candidat unique ouvrier... ?

Oui ou non, faut-il réviser le marxisme, parler « *des pouvoirs* » au lieu du pouvoir, déclarer que le « *Programme de transition* » est périmé, que les forces productives ne cessent de croître, contrairement à ce qu'il y est écrit ? Ou, comme Pablo dans les années 50, faut-il dire que, la bureaucratie ne cessant de se radicaliser, la nécessité de l'indépendance des révolutionnaires n'existe plus ?



Oui ou non, faut-il mener une lutte irréductible pour la clarté politique contre l'impérialisme et ses succursales des appareils ? Ou bien faut-il, au nom de la lutte contre l'impérialisme au Vietnam, signer comme Pierre Frank un appel « *au milliard* » avec le gaulliste Capitant ?

Oui ou non, faut-il soutenir en Amérique latine les généraux plébéiens et glorifier l'impasse des guérillas, donner Ché Guevara et Ho-Chi-Minh en exemple de révolutionnaires ?

Oui ou non, faut-il découvrir dans la petite-bourgeoisie des pays sous-développés le jacobinisme « *sui generis* » cher à Pablo ? Dans les étudiants, faut-il voir la nouvelle force révolutionnaire ?

En bref, faut-il hurler avec les loups et dans le sens du vent qui passe, s'adapter avec acharnement pendant des années aux appareils, pour s'allier ensuite aux gauchistes, aux rêveurs petits-bourgeois, aux anarchistes spontanéistes, résurgence de la pré-histoire du mouvement ouvrier ?

Ou bien, comme le disait Lénine en 1920 à propos de la social-démocratie, *lutter pour le triomphe de la vieille école*, de l'école communiste, sur tous ces courants qui ne sont en réalité que le résultat de la pression de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie sur nos rangs ?

Faut-il ou non *reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale* ?

C'est à cela, à la discussion de cette question fondamentale, que nous vous appelons, conscients que la dégénérescence de la I<sup>e</sup>, de la II<sup>e</sup>, de la III<sup>e</sup>, que la démolition de la IV<sup>e</sup>, que toutes les défaites passées constituent un handicap qui rend le pas à franchir plus pénible et difficile ; conscients aussi qu'il n'existe aucune *garantie* ni aucune *assurance* contre la dégénérescence, en dehors de la victoire de la révolution mondiale à l'échelle mondiale.

LA CONFERENCE



II

# TEXTES ADOPTES

PAR

## LA CONFERENCE

RESOLUTION  
POLITIQUE

RESOLUTION EN FAVEUR DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE ET MILITANTE, TENUE A MOSCOU LE 3 JANVIER 1957

LE COMITE INTERNATIONAL DE LA JEUNESSE COMMUNISTE ET MILITANTE INTERNATIONALE, NOUS, MILITANTS COMMUNISTES TCHECOSLOVAQUES, YOUGOSLAVES, POLONAIS ET HONGROIS, NOUS NOUS ADRESSONS AUX COMMUNISTES ET MILITANTS SOVIETIQUES, TCHECOSLOVAQUES, POLONAIS, YOUGOSLAVES, HONGROIS, ALLEMANDS, ROUMAINS, BULGARES ET ALBANAIS, AUX COMMUNISTES ET MILITANTS DU MONDE ENTIER.



rité sociale pour tous; soins médicaux, hôpitaux et médicaments  
gratuits; augmentation et généralisation de la pension  
de vieillesse, de l'allocation familiale, des congés payés, des centres  
de sanatoriums, de maisons de repos pour les travailleurs; loi  
pour la défense de la jeunesse, soins particuliers à la santé et à  
l'éducation de ses enfants les plus nécessiteux; les services  
liquidation et de crédit; les services de la bourgeoisie.

**REUNIS ?**

Il s'agit de réunir les forces sociales  
et politiques pour combattre le capitalisme  
et établir le socialisme. Nous avons  
combattu pour cela à travers les  
années, nous avons obtenu des  
résultats importants. Mais nous  
avons besoin de nouvelles forces  
pour continuer notre lutte. C'est  
pourquoi nous appelons à la  
réunion de tous les communistes  
et militants du monde entier.  
C'est pour cette raison que nous  
organisons cette conférence.

# RESOLUTION POLITIQUE

**R**EUNIS EN SUISSE, DU 27 DECEMBRE 1969 AU  
3 JANVIER 1970, A LA CONFERENCE ORGANISEE PAR  
LE COMITE INTERNATIONAL DE LA IV<sup>e</sup> INTERNA-  
TIONALE, NOUS, MILITANTS COMMUNISTES TCHECO-  
SLOVAQUES, YUGOSLAVES, POLONAIS ET HONGROIS,  
NOUS NOUS ADRESSONS AUX COMMUNISTES ET MILI-  
TANTS SOVIETIQUES, TCHECOSLOVAQUES, POLONAIS,  
YUGOSLAVES, HONGROIS, ALLEMANDS, ROUMAINS,  
BULGARES ET ALBANAIS, AUX COMMUNISTES ET  
MILITANTS DU MONDE ENTIER.

de travail pour tous; chômage disparu; salaires augmentés,  
leur niveau général; code du travail et services sociaux dans  
l'intérêt des travailleurs; écoles; bon marché; abaisse-  
ment des prix du transport; loyer; des services; développement  
général et gratuit; priorité à la jeunesse; travailleurs; université; au-  
teurs; du soir; aux services; nouvelles; gratuites; des masses; des  
bibliothèques; dans; prix; des; théâtres; des; cinémas; des; livres; de



## **POURQUOI SOMMES-NOUS REUNIS ?**

Camarades ! Nous avons combattu pour réaliser le magnifique exemple de l'Octobre rouge dans nos pays, parce que nous avons voulu et nous voulons le socialisme. Nous avons combattu et nous combattons pour cette « *société libre des hommes libres* » où « *le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous* ». Nous voulons le socialisme, où « *chacun travaille selon ses capacités* » et chacun est récompensé « *selon le travail fourni* », puis « *selon ses besoins* ». Le socialisme sans frontières nationales, cette société sans classes, où disparaîtra la distinction entre la ville et la campagne, entre le travail manuel et le travail intellectuel. C'est de Marx et de Lénine que nous l'avons appris : seule la classe ouvrière au pouvoir peut réaliser cet objectif, agissant comme la Commune des travailleurs où « *toute ménagère est capable de diriger son Etat* », dans les soviets sans bureaucratie, afin de préparer la société sans classes où son propre Etat disparaîtra également. Nous avons combattu et nous combattons pour le socialisme.

C'est pour cette raison que plusieurs d'entre nous ont marché dans le parti que nous avons considéré comme celui de Lénine. Nous étions rejoints par une jeunesse ardente, attachée comme nous aux idées de Marx et de Lénine devenues forces matérielles dans les conquêtes historiques d'Octobre 1917, conquêtes étendues à nos pays après la seconde guerre impérialiste mondiale.

Le renversement de la bourgeoisie et son expropriation, l'installation de la planification, la monopolisation du commerce extérieur pour sa défense, la mutation de la classe ouvrière en classe dirigeante poussant des dizaines de milliers de prolétaires aux commandes de l'Etat et de l'économie, la liquidation du monopole de culture de la bourgeoisie et la conquête de l'éducation par la jeunesse travailleuse, cet acquis formidable d'Octobre a changé la nature de tous nos pays.

La vie des ouvriers, des paysans, des intellectuels et de la jeunesse s'est radicalement transformée.

Travail assuré pour tous, chômage disparu ; salaires augmentés, leur niveau garanti ; code du travail et services communs dans l'intérêt des travailleurs : cantines, crèches bon marché, abaissement des prix du transport, du loyer, des services ; enseignement général et gratuit, priorité à la jeunesse travailleuse, universités et écoles du soir aux ouvriers ; ouverture gratuite des musées, des bibliothèques, bas prix des théâtres, des cinémas, des livres ; sécu-



rité sociale pour tous, soins médicaux, hôpitaux et médicaments quasiment gratuits ; augmentation et généralisation de la pension de vieillesse, de l'allocation familiale, des congés payés, ouverture de sanatoriums, de maisons de repos pour les travailleurs ; loi pour la défense de la jeunesse, soin particulier à la défense et à l'éducation de ses couches les plus menacées, comme les apprentis ; liquidation des bidonvilles, cet ignoble héritage de la bourgeoisie, construction de logements bon marché ; démolition de la classification sociale établie par la richesse.

Tels sont quelques-uns des avantages que les conquêtes socialistes assurent aux travailleurs. Avec eux, nous avons commencé à construire le socialisme. Pour cette raison, en établissant les rapports sociaux d'Octobre et tous les avantages liés à eux, l'ouvrier — exploité et opprimé auparavant par la bourgeoisie — se dressait fièrement en prenant conscience que sa classe est la propriétaire du pays. C'est l'acquis principal des conquêtes socialistes !

Notre vie et notre combat sont indissolublement liés à ces conquêtes. Nos pays, ensemble avec l'U.R.S.S., sont un bastion puissant du prolétariat mondial. Ces conquêtes sont les nôtres, parties de nous-mêmes, chair de notre chair, sang de notre sang. Elles forment la vie quotidienne de millions de travailleurs qui est organisée et vécue sur cette base nouvelle. Nous-mêmes, avec nos travailleurs, notre jeunesse, nous sommes incapables de nous réadapter aux rapports de production capitalistes. Comme l'écrivait Trotsky : « *Les conquêtes d'Octobre vivent dans la conscience des masses.* » Et c'est pourquoi nous les défendons à mort.

Pour cette raison même, nous consacrant de toutes nos forces à la construction du socialisme, nous nous sommes heurtés à de puissants obstacles.

Nous avons appris de Marx et de Lénine que la dictature du prolétariat est la démocratie des travailleurs qui, dans leurs soviets, exercent le contrôle sur les dirigeants mandatés et révocables à tout moment et dont les rémunérations n'excèdent pas le salaire moyen d'ouvrier. Mais nous nous sommes trouvés face à des dirigeants inamovibles, déifiés même, organisés en une caste distincte qui se réserve la part du lion du surproduit social sous la forme de privilèges multiples et sans fin. Au lieu d'un contrôle démocratique des travailleurs, un régime politique de bureaucrates s'élevait et se renforçait au-dessus de la classe ouvrière. Et cette réalité de pouvoir politique entraînait de plus en plus en contradiction avec l'enseignement de Marx et de Lénine sur la construction du socialisme et, ce qui revient au même, avec l'intérêt global et immédiat des travailleurs.

La conséquence de la libération des forces productives du joug de la propriété privée des moyens de production, par l'établissement des rapports sociaux d'Octobre et de la planification, est leur développement immense. Si cette libération a pu impulser un développement sans précédent de ces forces dans nos pays, sa continuation exigeait impérieusement la démocratie ouvrière, à savoir la direction et le contrôle de la planification par les tra-



vailleurs eux-mêmes. Elle exigeait la démolition des frontières nationales héritées de la bourgeoisie.

Or plus les travailleurs faisaient de sacrifices, plus baissait leur niveau de vie, plus augmentaient les privilèges de la bureaucratie. Au lieu d'une planification démocratique des travailleurs, donc rationnelle, le pouvoir de la bureaucratie ne pouvait que gaspiller les ressources et spolier les travailleurs.

Or plus la classe ouvrière et la jeunesse aspiraient à la grande république socialiste des travailleurs sans frontières nationales, plus la bureaucratie isolait nos pays l'un de l'autre, plus elle renforçait le nationalisme et l'autarcie, tout en livrant les produits des sacrifices de nos travailleurs à la bureaucratie rapace du Kremlin, dont le contrôle absolu sur nos pays exigeait la soumission nationale.

Pour maintenir ses privilèges et son pouvoir contre la classe ouvrière, le régime politique de la bureaucratie accusait ainsi de plus en plus, et sur tous les points, le contraire de la démocratie ouvrière et de la fraternité des travailleurs. Il refusait toutes les libertés démocratiques, introduisait la censure, muselait la presse, étouffait la création scientifique et artistique. Il séparait les travailleurs et la jeunesse de tous nos pays les uns des autres, il les séparait des travailleurs soviétiques, et il séparait surtout toute la classe ouvrière soviétique, tchécoslovaque, polonaise, hongroise, yougoslave, roumaine, est-allemande, bulgare, albanaise des travailleurs des pays capitalistes. En un mot, la bureaucratie monopolisait la politique, utilisant sa police et ses tribunaux contre toutes les aspirations socialistes des travailleurs. Le sort actuel de la Tchécoslovaquie est l'exemple de tous nos pays, en commençant par l'U.R.S.S. même.

Nous avons dû découvrir cette réalité. Aussi avons-nous constaté que ces forces bureaucratiques puissamment organisées sont l'obstacle principal devant le socialisme, car la bureaucratie est l'agent de l'impérialisme.

Travailleurs et jeunes des pays capitalistes qui lutez contre la bourgeoisie et son Etat !

Travailleurs et jeunes de l'Union soviétique, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, de la Hongrie, de la Pologne !

Travailleurs et jeunes de tous les pays !

C'est parce que nous combattons pour le socialisme que nous avons dû continuer cette lutte. Et luttant pour le développement et l'épanouissement de nos conquêtes socialistes, en les défendant contre les monstrueuses distorsions bureaucratiques, nous sommes entrés en lutte contre l'obstacle principal au socialisme, la bureaucratie. Sont avec nous nos camarades hongrois qui, pour cette raison, se sont violemment heurtés, avec toute la classe ouvrière et la jeunesse, à la bureaucratie, en 1956. Après l'écrasement de la révolution hongroise des conseils ouvriers par les chars du Kremlin, ils en ont tiré les conclusions en fondant la *Ligue des révolutionnaires socialistes*, membre du Comité international pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, afin de continuer le combat pour le socialisme.



Mais, camarades, l'écrasement de la révolution hongroise des conseils ouvriers était un coup porté contre le socialisme ! En écrasant dans le sang la classe ouvrière, la jeunesse, la bureaucratie a écrasé la principale force des conquêtes socialistes. Celles-ci sont inséparables du sort, de la position et de la situation de la classe ouvrière. Depuis l'écrasement de la révolution hongroise des conseils ouvriers, une menace grandissante pèse sur les conquêtes d'Octobre.

Depuis, il devient clair que plus la bureaucratie maintient son régime politique, plus les conquêtes socialistes elles-mêmes sont menacées. Depuis, sur la base d'une politique visant à la « *rentabilité économique* », le niveau des salaires réels commence à baisser ; le chômage est réapparu : massivement en Yougoslavie, et sous des formes plus ou moins cachées et larvées dans tous les autres pays de l'Est ; les prix augmentent sans cesse ; un nombre croissant des jeunes se voit refuser l'admission aux écoles supérieures (de plus, la proportion des jeunes ouvriers et paysans y diminue rapidement) ; aidés par la bureaucratie, les éléments probourgeois et les couches moyennes petites-bourgeoises sont les bénéficiaires d'une redistribution du revenu national aux dépens de la classe ouvrière ; ils avancent aux postes de commande économiques, culturels et même politiques, évinçant les anciens cadres ouvriers. Se fondant avec la bureaucratie, ils tendent à la jonction avec l'impérialisme mondial. La politique de la « *coexistence pacifique* » avec les régimes bourgeois a permis au capitalisme mondial d'avancer sa pénétration dans les économies planifiées.

Militants communistes du monde entier ! Les conquêtes d'Octobre sont menacées !

Et depuis quelques années, se développe la lutte des travailleurs, de la jeunesse et des intellectuels en U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Europe de l'Est contre la bureaucratie. Cette lutte s'amplifie surtout au cours de l'année 1968 en U.R.S.S., en Pologne, en Yougoslavie, et elle s'est cristallisée dans le grand mouvement offensif des millions de travailleurs, d'intellectuels et de jeunes tchécoslovaques.

Dans un élan prodigieux, toutes les couches laborieuses tchécoslovaques revendiquent : de meilleures conditions de vie pour les travailleurs contre l'inégalité et le gaspillage ; la liberté de parole et de création contre la censure ; la liberté d'association et de réunion contre le monopole du pouvoir ; la liberté syndicale pour la refonte totale du plan et pour le droit de grève ; la liberté de la vie politique, économique et culturelle sous le contrôle démocratique des travailleurs, de leurs organes indépendants ; la liberté des travailleurs pour qu'ils puissent choisir entre différentes orientations politiques ayant pour base la défense des conquêtes, et pour but le socialisme.

En mars 1968, les étudiants et intellectuels polonais, saluant le combat de leurs camarades tchécoslovaques, manifestent dans les rues de Varsovie, de Cracovie, de Lodz, de toutes les grandes villes de Pologne contre la censure, pour la liberté de parole,



d'opinion et de création. Ils se heurtent au pouvoir politique, à sa police, à ses tribunaux.

En juin 1968, indignés par l'inégalité criante entre les millions de travailleurs et les privilégiés, devant le chômage massif et « l'exportation » de centaines de milliers de chômeurs vers les usines capitalistes d'Europe occidentale, les étudiants et intellectuels yougoslaves se lèvent dans une manifestation vigoureuse contre le régime des privilégiés. Ils combattent les mensonges, ils luttent pour la liberté d'opinion. Ils se heurtent, eux aussi, à la haine de la bureaucratie, à sa police, et aux nouveaux mensonges de Tito.

## **QUI SOMMES-NOUS ?**

Travailleurs et jeunes des pays capitalistes qui combattez pour abattre la bourgeoisie et son pouvoir !

Travailleurs et jeunes d'Union soviétique, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Yougoslavie, de Hongrie, d'Allemagne de l'Est, de Roumanie, de Bulgarie, d'Albanie !

Travailleurs et jeunes de tous les pays !

Communistes et militants ouvriers du monde entier !

Combattants pour le socialisme, pour l'établissement des conquêtes d'Octobre dans nos pays, voici, nous sommes aussi ceux qui avons participé à ces combats récents de notre classe pour le socialisme, pour la défense de nos conquêtes qui exige leur développement contre tous les obstacles. Communistes, nous étions, à différents échelons, organisateurs de ces mouvements. Militants communistes actifs, nous avons lutté avec la classe ouvrière hongroise pour ses conseils, c'est-à-dire pour ses soviets. Puis, en 1968, nous avons combattu avec les travailleurs et étudiants en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Yougoslavie, nous sommes descendus dans la rue, nous avons organisé la lutte, et nous avons essayé de doter nos travailleurs et notre jeunesse d'une organisation.

Et nous ne sommes pas seuls. Les travailleurs, la jeunesse, les intellectuels mènent ce même combat dans tous les autres pays de conquêtes socialistes, même s'il est encore moins visible. Et plus à l'Est, dans le pays de la révolution d'Octobre, se lève une nouvelle aurore. Par milliers, la nouvelle génération d'Octobre engage un combat courageux et généreux pour les droits démocratiques dans la vie politique, sociale et culturelle, droits que l'article 125 de la Constitution même résume, pour que cette vie politique soit conforme aux buts écrits sur le drapeau des bolcheviks.

Notre conception est celle du marxisme. C'est trahir cette méthode et cette théorie que d'affirmer que sont accidentelles les luttes que nous menons, que mènent des millions de travailleurs tchécoslovaques, et, en même temps, des dizaines de milliers d'intellectuels et de jeunes soviétiques, polonais et yougoslaves. C'est trahir les idées de Marx et de Lénine que d'affirmer qu'elles sont



séparées d'un pays à l'autre. Marxistes, nous regardons avec mépris ceux qui prétendent que de tels mouvements de masse sont créés de l'extérieur par l'ennemi de classe. Non, l'analyse marxiste doit être appliquée aussi aux pays des conquêtes d'Octobre. Elle est universelle. Nous refusons les platitudes idéalistes collées sur la réalité de nos pays. C'est précisément celle-ci qui s'exprime dans la levée des masses tchécoslovaques, dans la parole fière d'une Larissa Daniel et d'un Piotr Grigorenko. Ces luttes ne sont pas, elles ne peuvent pas être accidentelles ni séparées les unes des autres. Et si l'on doit les relier dans l'espace, on ne peut pas ne pas le faire dans le temps.

Si, en 1968, les étudiants et intellectuels polonais, regardant leurs camarades tchécoslovaques, réclamaient la même liberté de parole, c'était cette même liberté de parole conquise par les masses tchécoslovaques qui, en 1956, fut déjà écrite dans les pages du journal polonais « *Po Prostu* ». Formant leurs conseils, les élisant, les ouvriers de Prague, de Brno et d'Ostrava ne répétaient-ils pas, en 1968, ce que leurs frères de classe hongrois et polonais ont fait en 1956 à Budapest et à Varsovie, à Győr et à Cracovie, à Miskolc et à Lodz ? Derrière les étudiants et intellectuels yougoslaves barricadés dans leurs facultés en 1968 pour combattre l'inégalité sociale, chacun peut apercevoir la masse des ouvriers de Berlin-Est descendant la Staline-Allee en 1953. Et s'il est impossible de séparer le « *Samizdat* » soviétique du « *Reporter* » tchécoslovaque et du « *Student* » yougoslave, serait-il possible de les séparer ensemble du « *Irodalmi Ujsag* » hongrois et du « *Po Prostu* » polonais ? Larissa Daniel, Pavel Litvinov, Piotr Yakir, Piotr Grigorenko, Alexandre Soljénitzyne et des milliers d'autres Soviétiques posent essentiellement les mêmes problèmes que les « *Deux mille mots* » tchécoslovaques, les libres assemblées d'étudiants polonais et yougoslaves, ainsi qu'en 1956 les débats du cercle Petöfi hongrois et les meetings de masse polonais.

Et, inversement, l'identité de ce processus est établie aussi par son contraire. La réponse aux travailleurs, aux étudiants et intellectuels est la même en 1968-69 que douze ans auparavant. Dans les rues de Prague sont apparus les mêmes chars qui faisaient déjà leurs exercices de combat à Berlin et à Budapest. Les exclusions et les condamnations pleuvent aujourd'hui avec la même rudesse sur les Soviétiques Larissa Daniel, Piotr Grigorenko, Alexandre Soljénitzyne, sur les Tchécoslovaques Ludwig Vaculik et Peter Uhl, sur les Polonais Jacek Kuron et Karol Modzelewski, sur les Yougoslaves Vlada Mijanovic et Bozo Borjan, que, hier, elles pleuvaient sur l'Allemand de l'Est Wolfgang Harich, sur les Polonais Gozdzik et Lasota, sur les Hongrois Déry et Tanczos. Et personne n'a le droit d'oublier que ces méthodes sont celles des procès de Moscou, de la destruction du parti bolchevique par la liquidation physique d'un million de ses membres et dirigeants.

Qui peut, se réclamant du drapeau de Lénine, éviter de regarder en face cette réalité ? Et qui peut donc nier que cette multitude de faits constitue un ensemble cohérent et historique qui a pour nom la réalité ? Tel est le point de départ d'un marxiste, et les



communistes ne peuvent raisonner qu'à partir de cette reconnaissance.

Mais que doit être la caractérisation de ces mouvements qui, dans les pays des conquêtes socialistes d'Octobre, déferlent, depuis 1953, à un rythme de plus en plus rapide, entraînant des masses de plus en plus nombreuses, se développant à travers tous ces pays ? 1953 : en Allemagne de l'Est ; 1956 : en Pologne et en Hongrie ; et aujourd'hui en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en Pologne et en U.R.S.S.

Une aspiration profonde formule leurs revendications pour transformer de fond en comble la vie, les institutions, le régime politiques. Ce sont des revendications de nature *politique*. Nées dans l'insurrection des ouvriers de Berlin-Est, dans le « *printemps polonais* » et dans la révolution hongroise des conseils, elles ont surgi sur la base du même attachement aux conquêtes d'Octobre, et ont traduit la même aspiration pour le socialisme que, en 1968, les revendications des travailleurs tchécoslovaques, des étudiants et intellectuels polonais et yougoslaves ainsi que celles de la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S. En 1956, les intellectuels et les jeunes polonais et hongrois ont attaqué la censure, l'étouffement de la vie politique avec la même ardeur et le même attachement à leurs conquêtes que, douze ans plus tard, leurs camarades tchécoslovaques, soviétiques, yougoslaves et polonais. Des milliers d'ouvriers polonais et hongrois ont commencé dans leurs conseils, dans leurs soviets, à prendre en main les usines et la planification avec le mot d'ordre : « *Nous ne rendons pas les usines aux capitalistes ni la terre aux hobereaux !* »

Quelle infâme calomnie que de prétendre que ces millions de travailleurs et de jeunes pourraient s'attaquer aux conquêtes socialistes ! Ils se lèvent précisément comme propriétaires de ces conquêtes qui constituent le contenu même de leur vie quotidienne. C'est sur cette base qu'ils partent à l'assaut de l'édifice politique.

Mais, lorsque, la première fois, nous avons dû nous confronter avec la réalité de nos pays, une question angoissante nous a saisis à la gorge.

Militants ouvriers de tous les pays ! Nos camarades !

Serait-il possible que notre système social, arraché à la bourgeoisie, que nous avons conquis, produise lui-même un régime politique contraire aux intérêts des travailleurs ? Un régime politique qui empêche le développement de nos conquêtes, qui envoie des tanks, mobilise sa police et ses tribunaux contre les travailleurs et la jeunesse luttant pour le développement de nos conquêtes ? C'est vous, et vous seuls, qui comprenez l'amertume qui nous a saisis, nous tous, au moment où, découvrant la réalité de nos pays, cette question nous était posée. Et les voix des sirènes bourgeoises, reprises par Staline, par ses successeurs et même par leurs faux adversaires « *socialistes* », ne manquaient pas. Ils disaient, et ils disent encore aujourd'hui, que ces régimes politiques sont directement issus des conquêtes d'Octobre, qu'ils leur sont propres. Ou alors que, dans nos pays, il n'y a que des États bourgeois.



De telles affirmations nous révoltent. Nous les repoussons comme des mensonges au service et de la bourgeoisie et des staliniens. Précisément parce que nous nous sommes rangés résolument du côté de la classe ouvrière, aussi bien hier dans sa lutte pour ces conquêtes qu'aujourd'hui dans celle menée pour leur défense et leur développement, nous avons compris l'identité de ces luttes, parce que notre classe reste elle-même. Pour cette raison, ensemble avec nos camarades du Comité international pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous sommes profondément d'accord avec Pavel Litvinov qui a déclaré devant ses juges :

« Peut-être y a-t-il des gens pour considérer que notre politique, et en particulier nos erreurs politiques, est la conséquence logique de notre système social et étatique. Je ne le pense pas. Je crois que le procureur, lui non plus, ne le pense pas. Sinon, il lui faudrait alors reconnaître que les crimes de Staline, eux aussi, sont les conséquences de notre système social et étatique. »

Nous avons aussi compris cette contradiction entre la nature des conquêtes d'Octobre et celle du régime politique édifié sur elles. Notre amertume, c'est la classe ouvrière qui, par son combat vigoureux contre ce régime politique, l'a dissipée.

Le régime politique des pays des conquêtes d'Octobre est aussi étranger au système social issu d'Octobre que celui-ci est ancré dans les masses dressées contre ce régime politique. De 1953 à 1969, de la Tchécoslovaquie à la Hongrie, de l'Union soviétique à la Yougoslavie, les mouvements, les revendications, le combat de l'avant-garde et celui des masses traduisent invariablement la même *contradiction fondamentale entre la position sociale de la classe ouvrière et sa situation politique*. Autrement, il serait impossible de comprendre une réalité sociale telle que cette lutte incessante, tantôt réduite, tantôt entraînant des millions d'hommes, qui vont jusqu'à prendre les armes. Il serait impossible de comprendre l'unité de leur nature, l'unité de leurs revendications. Issus de cette contradiction, ces combats tendent à sa solution en adaptant le régime politique aux conquêtes sociales d'Octobre. Voilà qui leur donne une identité dans la diversité de leurs formes. Dans tous ces pays se développe le processus de la *révolution politique*.

Le point de départ de ce processus général, ce sont les revendications de l'égalité sociale et des droits démocratiques formulées par les intellectuels et les étudiants. Dans les pays des conquêtes socialistes, les intellectuels et les étudiants forment une couche d'une nature entièrement différente que celle des pays capitalistes. Leur majorité est d'origine ouvrière et paysanne, l'axe de leur formation est le marxisme, et, sur la base des nouveaux rapports sociaux, leur fonction est d'agir comme la partie consciente et cultivée de la classe ouvrière. Cette couche d'intellectuels et d'étudiants entre en premier dans le combat, comme détachement de la classe ouvrière. Mais, utilisant les conditions favorables, les masses elles-mêmes entrent en scène, reprenant les revendications formulées par les étudiants et les intellectuels. Elles les élargissent en leur donnant un contenu social plus ferme, et une force. La nature du mouvement change. A la place des demandes adressées



au régime politique, apparaissent les contours du régime politique des travailleurs eux-mêmes. Formant et élisant ses conseils — renouant ainsi avec toute la continuité historique des luttes révolutionnaires de la classe, de la Commune de Paris aux soviets des députés ouvriers de 1917 —, la classe ouvrière mobilisée résout la contradiction. Le processus de la révolution politique fait son ultime saut : c'est la révolution ! Conforme aux rapports sociaux collectivisés, la Commune, le soviet, ce pouvoir collectif des travailleurs mobilisés et armés, supprime la contradiction entre le système social et le régime politique, et établit leur harmonie. Tel est ce processus dont les prises de position hardies de la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S., la mobilisation des travailleurs tchécoslovaques, les manifestations des étudiants yougoslaves et polonais, ainsi qu'en 1956 les milliers de conseils ouvriers en Pologne et en Hongrie, et le conseil central ouvrier de Budapest constituent les différentes phases.

Mais, en nous engageant dans le combat de nos travailleurs, nous avons vu que, en même temps, partout dans le monde, dans les pays capitalistes, la classe ouvrière et la jeunesse se sont mises en mouvement. Dans la citadelle du capital mondial, se lève la jeunesse, héraut du puissant prolétariat américain. L'entrée en scène des masses prolétaires ballote le continent latino-américain. Les premières vagues d'une montée sans précédent ébranlent l'édifice replâtré et badigeonné de la vieille Europe : des usines occupées, dix millions de travailleurs français partent à l'assaut ; l'orage déferle sur l'Italie, portant l'espoir et semant la panique ; la classe ouvrière britannique se dresse de toute sa hauteur et toute sa puissance, et ses coups font craquer le berceau du capital ; les travailleurs espagnols secouent le régime de Franco ; et après des décennies d'une lourde défaite, de torture et de trahisons, d'écartèlement et de ligotage, le prolétariat allemand relève la tête. Renforcés par cette montée irrésistible, les héroïques travailleurs vietnamiens résistent à la formidable machine militaire de la contre-révolution mondiale.

Dans le monde entier, dans nos pays des conquêtes d'Octobre et dans les pays capitalistes, le même combat unit les travailleurs et la jeunesse de tous les pays. L'unité de leur lutte se base sur leur volonté commune d'en finir avec ce vieux monde d'exploitation, d'en finir aussi avec les bureaucrates qui empêchent cette lutte, et de réaliser le socialisme à l'échelle du monde.

L'Europe mutilée et enchaînée s'ébranle. Les têtes tombent, de Novotny à de Gaulle. Les contours d'une nouvelle Europe apparaissent : unie de Londres à Moscou, parce que prolétaire de Skoda à Renault. « *Un spectre hante l'Europe ; le spectre du communisme.* » Jamais ces mots ne recouvraient autant de réalité qu'aujourd'hui. Et voici que « *toutes les puissances... se sont groupées en une Sainte Alliance pour traquer ce spectre...* » De Nixon aux colonels grecs, en passant par Pompidou et Franco, jusqu'aux « *socialistes* » Wilson et Willy Brandt.

Mais s'il est vrai que l'histoire séculaire du « *Manifeste du parti communiste* » est « *l'exact reflet de l'histoire du mouvement*



ouvrier», que dire de notre époque ? Que dire de cette époque où le « spectre du communisme » hante et remplit d'effroi ceux-là même dont la parole semble sortir du « Manifeste » ? Comment Marx et Engels auraient-ils pu imaginer qu'à Prague, à Varsovie, à Belgrade et à Moscou des millions d'hommes se mobiliseraient, le « Manifeste » au cœur, contre un pouvoir qui s'affiche au nom du même « Manifeste » ? Que, cent ans plus tard, les mandats officiels du communisme lanceront des chars, imposeront des diktats, ouvriront les prisons et les camps de concentration contre le « spectre du communisme » ? Que parmi les puissances unies « pour traquer ce spectre » se rangeront ceux-là même qui se parent du « Manifeste » ? Que la « Sainte Alliance » liguera Nixon à Brejnev, les colonels grecs à Husak afin d'imposer à l'Europe unie et prolétaire la camisole du « statu quo » réactionnaire ? Si l'histoire du « Manifeste » est « l'exact reflet de l'histoire du mouvement ouvrier », jamais celle-ci n'a usé d'une ruse aussi perfide dans son accomplissement.

Nous avons compris qu'il s'agit du même combat des travailleurs du monde entier pour le socialisme contre le capitalisme et la bureaucratie, contre leur alliance. Que notre lutte dans les pays des conquêtes socialistes doit être unifiée à celle du prolétariat international. Que c'est à l'échelle internationale que nous devons organiser la défense des conquêtes historiques du prolétariat mondial en une lutte d'ensemble pour le socialisme. Et nous devons lier consciemment notre combat à celui du prolétariat des pays capitalistes.

A l'un de nos camarades tchécoslovaques, un ouvrier français de chez Renault a posé cette question, au mois de mai 1968 :

« Il est certain qu'il y a un lien entre notre grève générale et votre combat en Tchécoslovaquie, mais lequel ! »

Quelques semaines plus tard, à Ostrava, un ouvrier tchécoslovaque lui a demandé :

« Il est sûr qu'il y a un rapport entre notre lutte et la grève générale en France, mais quel est ce rapport ? »

Ces deux questions expriment parfaitement les préoccupations des ouvriers avancés, et elles venaient aux lèvres de la plupart d'entre nous. Aussi avons-nous commencé à chercher la réponse.

Cette réponse est devenue d'autant plus urgente et indispensable que, nous l'avons vu, partout dans le monde des mouvements aussi puissants que le développement de la révolution politique en Tchécoslovaquie et la grève générale de mai-juin 1968 en France n'aboutissent pas. Alors que la classe ouvrière, aussi bien dans l'un que dans l'autre pays, et partout dans le monde, n'était pas vaincue, n'était pas défaite, ses mouvements n'aboutissent pas à la victoire. Ils sont désorganisés, ils sont déviés. Organismes et militants des luttes antérieures et récentes de notre classe, nous avons déjà compris que le problème fondamental est celui de la direction politique de ces mouvements. C'est à cause de leur direction politique que ces mouvements n'aboutissent pas. Et dans nos recherches pour comprendre l'unité internationale des travailleurs.



nous sommes arrivés à clarifier ce problème fondamental : la direction internationale de la lutte du prolétariat. Le problème de l'organisation, de la direction de la classe ouvrière est un problème mondial.

Notre recherche d'une réponse complète aux préoccupations des ouvriers avancés, à nos propres expériences nous oblige à aller jusqu'au bout pour clarifier la place de notre lutte dans le combat mondial du prolétariat international, dans l'analyse de la nature, de la racine historique et sociale de nos luttes, clarification et analyse auxquelles nous invitons les communistes du monde entier.

Voilà pourquoi nous nous sommes réunis à l'appel de nos camarades du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ils luttent comme nous pour le socialisme, contre la bourgeoisie et la bureaucratie. Leurs expériences rejoignent les nôtres, combattant les fausses réponses antimarxistes que nous rejetons également. Ils partent comme nous de l'unité mondiale de la classe ouvrière et de sa lutte. Et surtout, ils combattent pour la solution de la direction politique de cette lutte.

Il fallait donc

« ... que les communistes exposent ouvertement, à la face du monde entier, leurs conceptions, leurs buts (...) et qu'ils opposent à la légende du spectre communiste un manifeste du parti lui-même. »

## **REVOLUTION POLITIQUE ET REVOLUTION SOCIALE**

Si le combat de millions de travailleurs dans le monde tend à réaliser le socialisme dans les pays capitalistes par le renversement de la bourgeoisie et de son pouvoir, et dans les pays des conquêtes socialistes par la révolution politique ; si nous-mêmes, nous avons dû découvrir que les conquêtes d'Octobre sont en opposition avec le régime de la bureaucratie dont la politique empêche les travailleurs, dans le monde entier, d'aboutir à la victoire, comment expliquer alors la formation, le maintien, la nature enfin de ce régime bureaucratique lui-même ?

### **DE L'ORIGINE HISTORIQUE DE LA BUREAUCRATIE STALINIENNE**

L'Octobre 1917 a ébranlé le capitalisme mondial en le plongeant dans une crise générale. La classe ouvrière a pris le pouvoir, ouvrant le processus de la révolution mondiale. Le socialisme, ce saut de l'humanité dans sa « vraie histoire », ne peut être atteint ni même construit victorieusement qu'à l'échelle mondiale, en utili-



sant toute la richesse que l'humanité a accumulée. Ce n'est que sur les bases économiques et techniques les plus développées du monde que le prolétariat peut commencer l'édification du socialisme.

Marx écrivait que

« le développement des forces productives est pratiquement la condition première absolument nécessaire (*du communisme*) pour cette raison encore que l'on socialiserait sans lui l'indigence et que l'indigence ferait recommencer la lutte pour le nécessaire et par conséquent ressusciter tout le vieux fatras... »

Or ce développement des forces productives n'est concevable que dans le cadre mondial de la division internationale du travail, sur la base des forces productives les plus développées. Il exige que le capitalisme en tant que système social mondial soit brisé, que le prolétariat prenne le pouvoir surtout dans les pays économiquement et techniquement les plus avancés. C'est ce processus de la révolution mondiale que la révolution d'Octobre 1917 a entamé. Entre le système social établi par la révolution et l'existence du capitalisme mondial, il y a donc une incompatibilité. La nature même des conquêtes socialistes exige leur extension au monde entier. C'est la conséquence inéluctable de la rupture historique de 1917 ouvrant à la fois le processus mondial de la révolution et, par là même, la crise générale de l'impérialisme.

Le parti bolchevique fut un parti international, se considérant comme le détachement du prolétariat mondial au nom duquel il a pris le pouvoir. Arrivant à Pétrograd, le 3 avril 1917, Lénine s'écriait : « *Vive la révolution socialiste mondiale !* » Bien plus tard, en 1921, au III<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Communiste, Lénine disait encore :

« Nous comprenions parfaitement que, sans le soutien de la révolution internationale et mondiale, la victoire de la révolution prolétarienne est impossible. Avant et même après la révolution, nous pensions : ou bien la révolution éclatera immédiatement ou, du moins, très prochainement dans les autres pays développés au point de vue capitaliste, ou bien nous sommes condamnés à périr. En dépit de cette conviction, nous faisons tout pour conserver, à tout prix et en toutes conditions, le système soviétique, car nous étions certains de travailler, non seulement pour nous, mais aussi pour la révolution mondiale. Nous en étions certains et nous avons souvent exprimé cette conviction, aussi bien avant la révolution d'Octobre qu'immédiatement après et pendant la conclusion de la paix de Brest-Litovsk. Et, en somme, c'était juste. Mais, en réalité, le mouvement n'est pas aussi droit que nous l'avons supposé. »

Effectivement, les révolutions européennes de 1918 à 1923, ayant à leur tête une direction social-démocrate ou des communistes insuffisamment préparés, ont échoué. Le reflux mondial a isolé la Russie exsangue et arriérée. Dans le gigantesque combat international entre le prolétariat et la bourgeoisie, celle-ci a pu prendre sa revanche. Le prix du recul de la révolution mondiale devait être payé par la révolution victorieuse. Autrement dit, la non-extension des conquêtes d'Octobre se vengeait sur les combattants mêmes de ces conquêtes. Dans ce pays de la révolution, arriéré,



isolé du prolétariat mondial dans les conditions du reflux de la révolution, une caste de bureaucrates attachés aux appareils a peu à peu supplanté les soviets et leur démocratie ouvrière. Comment fût-ce possible ? Nous reprenons l'explication de Léon Trotsky, organisateur de l'armée Rouge, dirigeant avec Lénine de la révolution d'Octobre et de la guerre civile.

Dans « *la Révolution trahie* », il écrit :

« Le caractère prolétarien de la révolution d'Octobre résulte de la situation mondiale et d'un certain rapport des forces à l'intérieur. Mais les classes elles-mêmes, en Russie, s'étaient formées au sein de la barbarie tsariste et d'un capitalisme arriéré et n'avaient pas été préparées sur commande à la révolution socialiste. Bien au contraire ; c'est précisément parce que le prolétariat russe, encore arriéré à bien des égards, avait fait en quelques mois le saut, sans précédent dans l'histoire, d'une monarchie semi-féodale à la dictature socialiste que la réaction devait inévitablement faire valoir ses droits dans ses propres rangs. Elle grandit au cours des guerres qui suivirent. Les conditions extérieures et les événements la nourrirent sans arrêt. Une intervention suivait l'autre. Les pays d'Occident ne donnaient pas d'aide directe. Au lieu du bien-être attendu, le pays vit la misère s'installer chez lui pour longtemps. Les représentants les plus remarquables de la classe ouvrière avaient péri dans la guerre civile ou, s'élevant de quelques degrés, s'étaient détachés des masses. Ainsi survint, après une tension prodigieuse des forces, des espérances et des illusions, une longue période de fatigue, de dépression et de désillusion. Le reflux de la « *fierté plébéienne* » eut pour suite un afflux d'arrivisme et de pusillanimité. Ces marées portèrent au pouvoir une nouvelle couche de dirigeants » (p. 501).

Et ailleurs, Trotsky écrit :

« Absolument indiscutable et d'une grande importance est le fait que la bureaucratie soviétique est devenue d'autant plus puissante que les coups plus durs se sont abattus sur la classe ouvrière mondiale. Les défaites des mouvements révolutionnaires en Europe et en Asie ont peu à peu miné la confiance des ouvriers soviétiques dans leur allié international. A l'intérieur du pays régnait toujours une misère aiguë. Les représentants les plus hardis et les plus dévoués de la classe ouvrière soit avaient péri dans la guerre civile, soit s'étaient élevés de quelques degrés plus haut, et, dans leur majorité, avaient été assimilés dans les rangs de la bureaucratie ayant perdu l'esprit révolutionnaire. Lassée par les terribles efforts des années révolutionnaires, privée de perspective, empoisonnée d'amertume par une série de déceptions, la grande masse est tombée dans la passivité. Une réaction de ce genre s'est observée... après chaque révolution. L'immense avantage historique de la révolution d'Octobre, en tant que révolution *prolétarienne*, est que la lassitude et la désillusion des masses ont profité non pas à l'ennemi de classe, bourgeoisie ou aristocratie, mais à la couche supérieure de la classe ouvrière elle-même et aux groupes intermédiaires liés à elle qui sont entrés dans la bureaucratie soviétique.

Les véritables révolutionnaires prolétariens en U.R.S.S. ont puisé leurs forces non pas tant dans l'appareil que dans l'activité des masses révolutionnaires... Le déclin du mouvement révolutionnaire, la lassitude, les défaites en Europe et en Asie, la déception dans les masses ouvrières devaient inévitablement affaiblir les positions des internationalistes révolutionnaires et, au contraire, renforcer les positions de la bureaucratie nationale et conservatrice. Un nouveau chapitre s'ouvre dans la révolution. Les chefs de la période précédente passent dans l'opposition. Au contraire, les politiciens conservateurs de l'appareil, qui avaient joué, dans la révolution, un rôle de second ordre, apparaissent au premier plan avec la bureaucratie triomphante. »



Très tôt, en 1924 déjà, cette bureaucratie a proclamé, par la bouche de Staline, son abandon de la révolution mondiale qu'elle a remplacée par sa « théorie » et sa pratique de l'édification du « socialisme dans un seul pays ». Mais « le socialisme dans un seul pays », étant en opposition avec la révolution mondiale, est la négation du socialisme. Or c'est incontestablement le recul de cette révolution mondiale qui a déterminé la naissance et l'évolution, la consolidation de la bureaucratie qui, à son tour, s'était appuyée sur ce recul, en le transformant en une « vérité éternelle ». Trotsky souligne l'importance décisive du recul de la révolution mondiale dans la consolidation de la bureaucratie :

« La bureaucratie soviétique gagnait en assurance au fur et à mesure que la classe ouvrière internationale subissait de plus lourdes défaites. Entre ces deux faits, la relation n'est pas seulement chronologique, elle est causale et réciproque : la direction bureaucratique du mouvement contribuait aux défaites ; les défaites affermissaient la bureaucratie. La défaite de l'insurrection bulgare et la retraite sans gloire des ouvriers allemands en 1923, l'échec d'une tentative de soulèvement en Esthonie en 1924, la perfide liquidation de la grève générale en Angleterre et la conduite indigne des communistes polonais lors du coup de force de Pilsudski en 1926, l'effroyable défaite de la révolution chinoise en 1927, les défaites plus graves encore qui suivirent en Allemagne et en Autriche — telles sont les catastrophes historiques qui ont ruiné la confiance des masses en la révolution mondiale et permis à la bureaucratie soviétique de s'élever de plus en plus haut comme un phare indiquant la voie du salut » (« la Révolution trahie », p. 502).

Mais, malgré l'isolement de la révolution, la victoire de la bureaucratie n'était nullement automatique, car elle était en contradiction avec les nouveaux rapports nés en Octobre 1917, et avec la nature du parti bolchevique dirigeant d'Octobre. Internationaliste prolétarien par sa nature, le parti bolchevique constituait par son caractère même le principal obstacle devant la bureaucratie. La lutte du parti contre la bureaucratie naissante a été commencée par Lénine lui-même qui consacra les dernières années de sa vie entièrement à ce combat. L'opposition se forma contre la bureaucratie et son dirigeant Staline en 1922-1923, avant même que celui-ci ne proclame l'idéologie du « socialisme dans un seul pays ». Contre la bureaucratie représentée par la fraction stalinienne, une lutte implacable dressait le parti, lutte qui aboutissait à la formation de l'Opposition de gauche, en 1927, dirigée par Léon Trotsky. Mais l'issue du combat fut déterminée par de puissants facteurs sociaux de la Russie arriérée, dont la puissance venait du reflux de la révolution mondiale. Face à cette réalité, l'Opposition bolchevique a perdu. Mais la fraction stalinienne ne put assurer sa victoire qu'en détruisant complètement le parti bolchevique. Au cours des procès de Moscou et des épurations commencées bien avant, il lui fallut liquider physiquement 400 000 membres et dirigeants du parti, et condamner 600 000 autres à la mort lente dans les camps de concentration.

Entre le bolchevisme et le stalinisme, il y a tout un abîme, un fleuve de sang. La bureaucratie et sa politique, le stalinisme, ne sont pas nés du bolchevisme. Bien au contraire, au cours d'une lutte à mort, il leur a fallu détruire ce parti. La victoire du



« *socialisme dans un seul pays* » n'était possible que sur le cadavre du parti bolchevique international de Lénine et de Trotsky.

Toutes les expériences de la classe ouvrière mondiale le confirment : puisque le pouvoir de la bureaucratie est fondé sur « *le socialisme dans un seul pays* », en contradiction avec le renversement du capitalisme mondial, l'essentiel de la politique stalinienne consiste à s'entendre avec la bourgeoisie internationale, à maintenir le capitalisme mondial. De Tchang Kaï-chek à Churchill et à Roosevelt, en passant par Hitler, jusqu'à de Gaulle et Nixon. Et inversement, parce que, malgré toutes les entorses, la marche en avant de la révolution mondiale ne s'arrête jamais, la bureaucratie stalinienne combat, trahit ou déforme toutes les révolutions. De la Chine des années 20, en passant par l'Espagne, jusqu'aux révolutions yougoslave et chinoise, jusqu'aux révolutions déformées des pays de l'Europe de l'Est. Car enfin, si l'origine et le fondement de son pouvoir, opposé à la nature des conquêtes socialistes et au socialisme même, est « *le socialisme dans un seul pays* », chaque pas en avant de la révolution mondiale remet en question, mine, sape et ébranle ce pouvoir.

En U.R.S.S. même, étant donné que l'essence des rapports sociaux d'Octobre est le développement sans précédent des forces productives, c'est cette essence qui se trouvait en contradiction avec les cadres nationaux. La nature des conquêtes socialistes est incompatible avec l'existence de l'impérialisme mondial, car ces conquêtes tendent, par leur caractère même, à leur extension. Mais la bureaucratie naissante transforma l'isolement provisoire de la révolution en une « *vérité historique* » éternelle ; elle établit son pouvoir, après la révolution d'Octobre, sur l'équilibre entre la classe ouvrière internationale et l'impérialisme mondial. Elle en a fait le fondement de son propre pouvoir, dépossédant la classe ouvrière de ses soviets. Car le pouvoir des soviets, en harmonie avec les nouveaux rapports sociaux, aurait favorisé leur extension, la révolution mondiale. Tandis que le pouvoir de la bureaucratie, se fondant sur « *le socialisme dans un seul pays* », impliquait, au contraire, l'arrêt de cette extension, l'arrêt de la révolution mondiale. La victoire politique de la bureaucratie sur la classe ouvrière — autrement dit, la victoire du stalinisme sur le bolchevisme — a provoqué ainsi la dégénérescence du premier Etat ouvrier du monde. C'est cette dégénérescence qui a déterminé le régime politique de la bureaucratie, régime étranger aux conquêtes socialistes, en contradiction avec elles.

## L'EXTENSION DES CONQUETES D'OCTOBRE AUX PAYS DE L'EST

Parallèlement à l'affermissement de son pouvoir, la bureaucratie, fossoyeur du bolchevisme, s'était présentée aux masses comme la continuatrice du bolchevisme, comme l'héritière d'Octobre. Pour ce faire, elle a monstrueusement déformé et falsifié



l'histoire du parti bolchevique et de la révolution d'Octobre, aidée en cela par la bourgeoisie. Cette falsification a été entamée dès le début des années vingt et, voulant arrêter l'histoire du bolchevisme par les procès de Moscou, la bureaucratie a réussi pour un temps à cacher ses propres origines, sa propre nature. C'est ainsi que les travailleurs du monde entier, regardant avec un immense espoir vers le pays de la révolution d'Octobre, s'identifiant avec 1917 et ses résultats, ont placé leur confiance en la bureaucratie, qu'ils ont prise pour l'héritière et la continuatrice du bolchevisme et de l'Octobre rouge.

Lorsque les millions de soldats, de travailleurs soviétiques, au prix de sacrifices immenses, ont défendu l'Union soviétique contre l'avant-garde fasciste de l'impérialisme mondial et lui ont infligé une défaite, en 1944-1945, avec toute la classe ouvrière internationale, nous avons attribué cette victoire à la bureaucratie. Nous lui avons fait confiance, comme une grande partie de la classe ouvrière internationale, car nous n'avons pas su ce que la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S. met actuellement en lumière. Que l'U.R.S.S. fut défendue et la victoire fut arrachée par des millions de Soviétiques : soldats et officiers de l'Armée rouge, millions de travailleurs, de jeunes, et tout le peuple soviétique — contre et malgré la bureaucratie. Piotr Grigorenko, l'un des dirigeants de la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S., interné dans un hôpital psychiatrique par la bureaucratie, a écrit à ce propos :

« Ce qui s'accomplit à la veille de la deuxième guerre mondiale fut réellement effrayant. On aurait cru que quelqu'un veillait avec une patience, un entêtement, une cohérence extrêmes à faciliter la victoire des fascistes, à faire passer sous leur joug notre peuple tout entier... une trahison gigantesque, sans exemple dans l'histoire, s'est accomplie. Et non contente de s'être accomplie, elle a réussi à ce jour à se dissimuler aux yeux du peuple... Nous ne pouvons plus accepter que l'on bafoue la mémoire de ceux qui sont tombés au champ de bataille en amnistiant les traîtres passés et futurs. Tous les membres du parti de Lénine, tous les citoyens conscients doivent exiger une enquête publique sur les causes réelles des défaites que nous subimes pendant les premiers mois de la guerre. »

Et Grigorenko pose cette question :

« Qui fut responsable ? »

Il répond :

« Le *principal responsable* c'est indiscutablement *Staline et le gouvernement qu'il dirigeait.* »

Mais cela, la classe ouvrière internationale ne le savait pas, et nous non plus, nous ne le savions pas. Attribuant la défense de l'U.R.S.S. et la victoire de celle-ci à la bureaucratie, la confiance des masses travailleuses du monde entier s'est accrue envers la direction stalinienne. C'était ce capital politique que la bureaucratie et ses partis utilisaient pour pouvoir appliquer leur politique.

Cette politique consistait à s'entendre avec l'impérialisme mondial à Yalta et à Potsdam pour contenir la révolution mondiale montante par un réaménagement de l'équilibre international des



classes. Et alors que la classe ouvrière, les masses travailleuses sortant de la guerre ne trouvaient devant elles que les ruines des Etats bourgeois, les partis communistes des pays capitalistes économiquement développés ont volé à l'aide de leur bourgeoisie nationale. Les plus forts partis communistes en France et en Italie sont entrés dans les gouvernements bourgeois pour la reconstruction de l'économie et de l'Etat bourgeois. Ministre du gouvernement bourgeois, Maurice Thorez a expliqué aux travailleurs que la grève est « *l'arme des trusts* ». Cette démobilisation n'était possible que sur la base de la confiance de la classe ouvrière dans ses dirigeants qu'elle a identifiés avec la révolution d'Octobre, avec la défense des acquis de cette révolution.

Nos propres expériences s'éclaircissent. Les moins jeunes parmi nous ont combattu le fascisme en luttant pour la révolution. Et nous avons vu avec quelle violence la bureaucratie du Kremlin s'est opposée à la révolution yougoslave. Elle voulait réduire le mouvement révolutionnaire des masses à un simple appendice de la bourgeoisie. Comme produit de la révolution mondiale en marche, échappant au contrôle de Moscou, la révolution yougoslave, comme celle de la Chine, constituait une menace dangereuse pour « *le socialisme dans un seul pays* », fondement du pouvoir de la bureaucratie stalinienne. Et obligés de prendre la tête des masses révolutionnaires, les partis bureaucratiques yougoslave et chinois ne pouvaient le faire qu'en distendant leur lien avec le Kremlin. A l'opposé, les tentatives successives de Moscou pour prendre le contrôle de ces révolutions ainsi que sa hargne et ses attaques contre elles y trouvent également leur explication.

Ailleurs, dans les autres pays de l'Europe de l'Est, la bourgeoisie disloquée, ses Etats détruits, nous avons accueilli l'armée Rouge avec un immense espoir. Nous l'avons attendue comme la libératrice du joug fasciste, et surtout comme l'alliée de nos travailleurs mobilisés, alliée pour réaliser notre Octobre.

Maintenant, armés par les expériences de notre classe ouvrière, nous comprenons. Nous comprenons le zèle déployé par les « *chefs* » — Gottwald, Rakosi, Bierut et les autres — pour ressusciter le cadavre de l'Etat bourgeois. Alors, malgré notre déception, nous avons suivi cette politique, car nous avions confiance dans le parti. Mais, maintenant, nous comprenons que cette politique, qu'on nous a présentée — et que nous nous sommes aussi expliquée — comme une « *tactique temporaire* », n'était que la trahison consommée de la révolution.

Ainsi, partout dans le monde, la bureaucratie du Kremlin, s'alliant à la bourgeoisie à Yalta et à Potsdam, a empêché la victoire de la vague révolutionnaire qui déferla sur l'Europe au cours et à l'issue de la seconde guerre mondiale. Elle a utilisé son appareil international installé aux commandes des partis communistes pour dévier l'offensive des masses, en s'appuyant sur la grande confiance que la classe ouvrière avait dans ces partis et dans la bureaucratie de Moscou.

Mais la révolution mondiale a sa propre logique. Elle était



inscrite dans l'histoire, elle avait commencé en 1917. C'est ainsi que, en déclarant la « *guerre froide* », l'impérialisme mondial a menacé d'encerclement mortel le pays d'Octobre, il a menacé de bouleverser l'équilibre établi à Yalta et à Potsdam. Là encore se vérifiait, par la négative, le fait que tout coup d'arrêt donné au processus de la révolution mondiale entraîne inmanquablement la riposte de la bourgeoisie. Pour se défendre, la bureaucratie de Moscou était amenée à prendre le contrôle total de la partie est de l'Europe. Un tel contrôle exigeait qu'elle y prenne le pouvoir. Mais les partis de la bureaucratie stalinienne ne peuvent établir leur pouvoir que sur la base des rapports sociaux d'Octobre. La logique implacable de la lutte des classes internationale leur a ainsi imposé ce que la bureaucratie de Moscou voulait éviter, à savoir l'extension des conquêtes socialistes de l'Octobre rouge à toute une série de pays de l'Europe de l'Est.

C'était une deuxième vérification, mais cette fois-ci positive, de la formule : « *Les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques.* » La révolution mondiale a fait un pas en avant. Canalisée et retenue au début, — en Roumanie à l'aide même d'un roi ! —, elle devait être libérée pour que les travailleurs établissent les rapports sociaux d'Octobre. La bureaucratie ne voulait pas étendre les conquêtes socialistes en Europe de l'Est. Mais dans les « *circonstances exceptionnelles* » de la guerre froide, les staliniens furent obligés d'aller « *plus loin qu'ils ne voulaient eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie* » : ils ont dû prendre le pouvoir ! Et précisément en raison du caractère ouvrier de celui-ci, ils furent contraints de s'adresser aux travailleurs, de libérer leur énergie et leur action révolutionnaires. L'établissement des rapports sociaux d'Octobre dans les pays de l'Europe de l'Est était ainsi l'œuvre des masses elles-mêmes.

Quelle autre preuve veulent-ils, ceux qui osent affirmer que l'Union soviétique, du fait de sa dégénérescence, est devenue un Etat bourgeois ou un capitalisme d'Etat ? Nous nous opposons fermement et résolument à ceux dont la doctrine affirme que la base sociale de l'U.R.S.S. et de nos pays est un capitalisme d'Etat, et qui se groupent, entre autres, autour de la revue « *International Socialism* » en Angleterre ou du groupe « *Pouvoir ouvrier* » en France. Nous nous opposons également au groupe qui se prétend trotskyste, rassemblé autour du journal « *Lutte ouvrière* » en France, et qui attribue aux Etats de nos pays une nature bourgeoise. Nous n'acceptons pas ces calomnies ! Ainsi, pour ces groupes, les conquêtes historiques de la classe ouvrière ne signifient rien. Ce sont des aventuriers, car avant même de combattre pour la défense de ces conquêtes, ils abandonnent la lutte, la rendant sans objet. Rien d'étonnant si ces mêmes groupes dans les pays capitalistes abandonnent la lutte au sein des syndicats, car ils estiment que la nature de ces organisations de classe, du fait de leurs directions bureaucratiques, est une nature bourgeoise !

Mais si nous rejetons les « *explications* » de ces groupes, nous sommes, en même temps, obligés de nous expliquer devant nos



camarades, devant les militants communistes et socialistes de nos pays, et du monde entier. C'est pourquoi nous disons : le fait même que, en Europe de l'Est, les partis liés à Moscou ne pouvaient prendre le pouvoir que justement sur la base de l'extension de l'acquis fondamental d'Octobre, ce fait démontre que ce pouvoir repose aussi sur les conquêtes socialistes. Y apparaît la nature contradictoire de la bureaucratie stalinienne.

Issue de la classe ouvrière et de la révolution d'Octobre, son pouvoir est lié à l'acquis et dépend des conquêtes de cette révolution. Mais limitant celle-ci à « *un seul pays* », ce pouvoir repose, en outre, sur un certain équilibre mondial entre la classe ouvrière et le capitalisme, en opposition avec la révolution mondiale. Il est donc le principal obstacle à la révolution et, en même temps, l'agence de la bourgeoisie mondiale dans les pays des conquêtes d'Octobre. Mais ce n'est pas un pouvoir bourgeois. L'Union soviétique est un Etat ouvrier, profondément dégénéré. Comme agence de la bourgeoisie, dont la politique — le stalinisme — est « *passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois* », la bureaucratie ne voulait pas la révolution ni à l'ouest ni à l'est de l'Europe. Mais lorsqu'elle fut contrainte de prendre le pouvoir dans les pays de l'Europe de l'Est, elle se trouva obligée de mobiliser les travailleurs pour la réalisation des conquêtes socialistes afin de prendre le pouvoir.

Ce pouvoir dépend des conquêtes socialistes qui déterminent son caractère ouvrier. Mais la bureaucratie n'a aucune assise dans ces conquêtes. Ainsi, elle n'est pas une « *nouvelle classe* » comme le prétend Milovan Djilas. C'est une couche parasitaire, une excroissance monstrueuse des conquêtes socialistes. La classe ouvrière la chassera sans que rien ne change dans les rapports sociaux issus d'Octobre. La révolution hongroise des conseils, de même que le développement de la révolution politique en Tchécoslovaquie, l'a vérifié, la bureaucratie et son pouvoir sont des corps étrangers aux conquêtes. Nous condamnons la « *théorie* », qui n'a rien de nouveau, de Djilas. Elle lui sert à se joindre à la bourgeoisie en diluant la divergence de classes fondamentale entre la nature de nos pays et celle des pays capitalistes.

Mais, alors qu'en Union soviétique le régime ouvrier des soviets né d'Octobre a peu à peu dégénéré en un régime politique de la bureaucratie, dans les autres pays de l'Europe de l'Est, dès le début ce pouvoir déjà dégénéré a été importé et imposé.

Déjà, avant la prise du pouvoir, toute tentative des travailleurs pour formuler leurs propres mots d'ordre, pour former leurs propres organes — comités ou conseils — était combattue. Des « *grèves sauvages* » furent réprimées au nom de la « *reconstruction* ». Les staliniens ont déclenché une campagne effrénée contre les prétendus « *gauchistes* » du mouvement ouvrier qui, refusant la collaboration de classes et la démobilisation des travailleurs, auraient pu faire la jonction avec les masses mobilisées et constituer une direction révolutionnaire sans et contre les staliniens. Avant la rupture avec la bourgeoisie ou parallèlement, les staliniens ont



systématiquement liquidé ou emprisonné les militants et cadres révolutionnaires de la classe ouvrière. En premier lieu, ils ont visé les trotskystes : au moment même du déclenchement de la guerre des partisans, Tito a fait assassiner le dirigeant des trotskystes yougoslaves ; les Polonais Kazimierz Badowski et Ludwig Haas, quittant le camp de concentration nazi, devaient aller dans celui de Staline ; le dirigeant trotskyste hongrois Ivan Hartstein a mystérieusement disparu en 1944 ; l'éminent dirigeant trotskyste, le Tchécoslovaque Zavis Kalandra, fut emprisonné, et pendu en 1950. Les ouvriers et la jeunesse tchécoslovaques ont retrouvé le nom de Kalandra en 1968. Le sort de ces militants révolutionnaires trotskystes représentait celui de milliers d'autres qui, accusés le plus souvent de « trotskysme », ont disparu pour des décades ou à jamais.

C'est sur la base d'une telle épuration que les staliniens ont rompu avec la bourgeoisie et ont osé mobiliser les travailleurs. Et même dans ces conditions, cette mobilisation des masses, nécessaire au renversement de la bourgeoisie, était restreinte, soigneusement encadrée et sévèrement contrôlée par les partis de la bureaucratie.

Sur la base des conquêtes historiques d'Octobre, la démocratie ouvrière tend inéluctablement à réaliser sa forme la plus élevée, à savoir les conseils (soviets) ouvriers et leur pouvoir. Pour cette raison précisément, le pouvoir de la bureaucratie est incompatible avec la démocratie ouvrière. La peur et le mépris de la démocratie ouvrière poussaient les staliniens à liquider par la force arbitraire et policière toutes les autres tendances et organisations du mouvement ouvrier. N'ayant aucune assise dans les rapports sociaux d'Octobre et opposé par sa nature à la démocratie ouvrière, ce pouvoir instable était édifié comme un régime monolithique et policier, supprimant les droits démocratiques élémentaires. Les droits démocratiques bourgeois furent supprimés ou jamais appliqués, alors que la démocratie ouvrière doit les dépasser en les assimilant. Les syndicats ont perdu leur indépendance, devenant de simples « *courroies de transmission* » du pouvoir. Le droit de grève était supprimé, la presse muselée, la bureaucratie dirigeante étouffait toute opposition et toute critique, surtout si elles étaient de nature socialiste. Elle s'est accaparé la part du lion du surproduit social sous forme de privilèges de caste. Libérée de tout contrôle, elle s'est élevée dans les fonctions dirigeantes des appareils. Au lieu d'une dictature du prolétariat mobilisé comme classe dans et par la démocratie de ses conseils, s'était construite une dictature incontrôlée de l'appareil au-dessus du prolétariat et contre lui.

Or, si les nouveaux rapports socialistes venaient du pays de la révolution d'Octobre, ce régime politique policier était importé, lui, de l'Union soviétique dégénérée. Plus elle avait peur du développement de la révolution mondiale — c'est-à-dire de l'extension des conquêtes d'Octobre dans l'Europe de l'Est — plus la bureaucratie du Kremlin y imposait frénétiquement son propre régime



politique. Derrière les soldats de l'armée soviétique marchaient les unités de la N.K.V.D. ; et, parallèlement à la libération des pays de l'Europe de l'Est, Moscou y a exporté sa police. Contraint de libérer la mobilisation des masses, il imposait les méthodes des procès de Moscou. Plus il devait permettre aux masses de réaliser les conquêtes d'Octobre, plus il en avait peur, et plus il resserrait son contrôle bureaucratique contre-révolutionnaire sur ces pays. Un tel régime politique, importé de Moscou et imposé par Moscou, dont le contrôle et les exigences sont insupportables, a nécessairement pris la forme du maintien d'une oppression nationale. La principale force de ces nouveaux régimes policiers ne venait-elle pas du Kremlin ? Les milliers d'oppositionnels n'allaient-ils pas rejoindre leurs camarades dans les camps en U.R.S.S. ? La bureaucratie soviétique n'a-t-elle pas réalisé « l'unité organique » des travailleurs de tous les pays de l'Europe de l'Est à Kolyma et à Vorkouta ? Le maintien de son régime politique dans les autres pays de l'Europe de l'Est a accusé le caractère d'opresseur national de la bureaucratie du Kremlin.

Le sort commun des pays de l'Europe de l'Est, non seulement atteste la contradiction fondamentale entre le pouvoir de la bureaucratie de Moscou ayant pour base « le socialisme dans un seul pays », et le développement de la révolution mondiale, mais, de plus, leur révolution même déformée a aiguisé cette contradiction. Le contrôle absolu sur ces pays, nécessité vitale du pouvoir de la bureaucratie en U.R.S.S., a obligé cette dernière à transformer tous ces pays en une caricature de « petites U.R.S.S. », indépendamment de leur niveau économique, politique et culturel, contrairement à leurs ressources et à leurs traditions. Ainsi, exacerbant la contradiction entre son « socialisme dans un seul pays » et la révolution mondiale, sous forme d'une oppression nationale, le Kremlin y a exporté ses propres contradictions résultant de son pouvoir en U.R.S.S. Celles-ci y sont devenues plus monstrueuses en proportion même des différences de la révolution, de traditions et même de capacités économiques entre l'U.R.S.S. et ces pays. Dans son effroi de voir la révolution s'étendre à ces pays, et alors que l'extension des conquêtes socialistes aurait dû les unir, le régime politique de la bureaucratie a organisé leur séparation et leur isolement mutuels, comme cela ne s'était jamais vu auparavant.

Afin de faire assumer par son appareil le rôle de gardien inébranlable de son contrôle, Moscou a décimé les rangs de ses propres bureaucraties « nationales ». A cette fin, il a exporté dans ces pays, non seulement les procès de Moscou, mais aussi les « spécialistes » de leur préparation. Les noms de Kostov, de Rajk et des autres ainsi que la campagne contre Tito illustrent la peur démesurée du Kremlin que le développement de la révolution mondiale en Europe de l'Est n'échappe à son contrôle, déclenchant ainsi la marche victorieuse de la révolution à l'échelle européenne et, par-là, mettant immédiatement en question son pouvoir en U.R.S.S. elle-même.



## IMPERIALISME ET BUREAUCRATIE

A l'indignation de toute la classe ouvrière internationale, le Kremlin a organisé l'intervention militaire contre la Tchécoslovaquie révolutionnaire en avançant cet infâme mensonge de la « *défense* » des conquêtes socialistes contre les « *agents* » de l'impérialisme. Douze ans plus tôt, il a utilisé le même mensonge contre d'autres « *agents de l'impérialisme* », les conseils ouvriers hongrois, comme quinze ans plus tôt, contre les travailleurs est-allemands. Qu'y a-t-il de plus révélateur sur le caractère de la bureaucratie que cette calomnie contre les masses travailleuses ? Que faut-il de plus pour voir son véritable rapport avec les ouvriers ?

Nous l'avons déjà dit, mais nous le répétons : la vie elle-même de ces millions de travailleurs et de jeunes est inséparablement confondue avec les conquêtes socialistes. Les meilleurs défenseurs de celles-ci sont ces millions d'hommes, car il s'agit de leur vie. Et nous aussi, nous réaffirmons notre attachement inconditionnel à ces conquêtes, à leur défense. Pour cette raison même, nous sommes résolument du côté de nos travailleurs. Mais pour cette raison également, nous devons retourner l'accusation.

Travailleurs et jeunes qui luttez contre le capitalisme !

Travailleurs des pays dominés par la bureaucratie !

Communistes du monde entier !

Le Kremlin, qui envoie des milliers de chars contre les travailleurs tchécoslovaques, leur impose un diktat honteux prétendant « *défendre les conquêtes contre l'impérialisme* », n'est-il pas le même Kremlin qui, au même moment, appelle les gouvernements bourgeois à renforcer la coopération et le « *statu quo* » pourri du capitalisme européen ?

Qui est donc l'agent de l'impérialisme ?

Toute la classe ouvrière internationale voit que plus Moscou s'efforce de réorganiser son appareil en Tchécoslovaquie et de frapper les révolutionnaires, plus il s'approche avec ses satellites de la bourgeoisie allemande représentée par le « *socialiste* » Willy Brandt. Qui renforce donc la position du capitalisme allemand, tout en frappant les travailleurs ? Et ces deux processus sont liés, ils sont complémentaires. De même que l'envoi des tanks en Tchécoslovaquie coïncidait avec l'envoi des athlètes soviétiques, est-allemands et hongrois chez les bourreaux grecs à Athènes. De même que la « *réception* » de la « *délégation* » tchécoslovaque à Moscou, en août 1968, contraste étrangement avec celle toute récente du ministre de l'assassin Franco.

Non seulement nous devons chercher l'« *agent de l'impérialisme* » du côté de la bureaucratie, mais nous découvrons que chaque attaque de celle-ci contre les travailleurs au nom de la « *défense des conquêtes socialistes* » renforce l'impérialisme. C'est l'intervention militaire contre les conseils ouvriers hongrois qui a permis



à l'impérialisme franco-britannique de cantonner et d'isoler la révolution algérienne en intervenant à Suez, et qui a causé la démobilisation de la classe ouvrière française. C'est l'écrasement de la révolution hongroise qui, pour toute une période, a donné l'initiative à l'impérialisme. C'est la période de l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, principal facteur de « l'ordre » en Europe ; la période de l'intervention massive de l'impérialisme américain au Vietnam ; celle de la trahison et de la domestication de la révolution algérienne. La période de la liquidation du parti communiste indonésien ; celle du renforcement des positions impérialistes par toute une série de coups d'Etat.

L'« agent » principal de l'impérialisme est la bureaucratie stalinienne elle-même.

Déjà, l'origine historique de son régime politique, aussi bien en U.R.S.S. que, sous sa forme importée, dans les autres pays de l'Europe de l'Est, détermine clairement sa nature et sa fonction sociales. Parce que basés sur « *le socialisme dans un seul pays* », le pouvoir de la bureaucratie et sa place privilégiée impliquent et présupposent le maintien du capitalisme mondial. Aussi le danger principal pour ce pouvoir est-il la révolution mondiale ; autrement dit, le renversement de l'impérialisme en tant que système mondial d'exploitation par la prise du pouvoir par le prolétariat des pays économiquement développés. C'est pour cette raison que la bureaucratie de Moscou s'efforce de s'entendre avec l'impérialisme et, par son appareil international, de subordonner le mouvement ouvrier à ce but. Du fait, son pouvoir en U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Europe de l'Est et le maintien de l'impérialisme sont complémentaires. Mais, dans cette relation, il n'y a aucun élément statique. Le rapport de forces entre les conquêtes d'Octobre et l'impérialisme est *dynamique*, car c'est un rapport des classes en lutte ininterrompue à l'échelle internationale. D'une part, parce que la condition essentielle de la défense et du développement des conquêtes socialistes est le renversement de l'impérialisme mondial, c'est-à-dire la victoire révolutionnaire du prolétariat international. Par conséquent, le sort des conquêtes d'Octobre est directement relié à la lutte du prolétariat international, à l'issue de cette lutte. D'autre part, parce que « *le socialisme dans un seul pays* », assurant la survie de l'impérialisme, incite ce dernier à l'attaque.

L'opposition entre la classe ouvrière et la bourgeoisie est une opposition de classes irréconciliables parce que déterminées par leurs places antagonistes dans les rapports de production. Ces deux classes fondamentales sont de nature internationale, laquelle est déterminée par le caractère organiquement mondial du mode de production moderne. Le déterminant de la situation mondiale — par conséquent, de chaque pays — est LA LUTTE IMPLACABLE QUI SE DÉROULE SANS INTERRUPTION ENTRE CES DEUX CLASSES A L'ÉCHELLE INTERNATIONALE, et nullement sa réflexion dans les cadres nationaux ni sa simple réflexion entre les pays, quelle que soit la différence de leur système social. Les paroles du « *Manifeste du parti communiste* » sont plus valables aujourd'hui qu'il y a cent ans :



« Les ouvriers n'ont pas de patrie (...) Les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent déjà de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent.

(...) La domination du prolétariat les fera disparaître plus encore. L'action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation. »

Et dans les statuts de l'Association internationale des travailleurs (1<sup>re</sup> Internationale), Marx écrivait :

« (...) L'émancipation du travail, n'étant un problème ni local ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne et nécessite, pour sa solution, le concours théorique et pratique des pays les plus avancés. »

La première guerre impérialiste mondiale fut la manifestation violente du heurt entre les forces productives devenues mondiales, et le régime bourgeois des cadres nationaux et de la propriété privée des moyens de production. Elle a inauguré « l'époque des guerres et des révolutions ». La révolution d'Octobre a assuré un immense pas en avant du prolétariat international dans son combat en déclenchant la révolution mondiale et en arrachant la première victoire de celle-ci. Dans sa lutte internationale pour son émancipation, le prolétariat a conquis des positions importantes, dès avant 1917. Sans elles, la révolution d'Octobre elle-même n'aurait pas été possible. Parmi ces conquêtes, sur le long chemin de son émancipation — de l'organisation en classe jusqu'à la création de son Etat — l'U.R.S.S. est sans aucun doute la plus importante. Mais c'est *seulement* une forteresse conquise dans une lutte mondiale entre deux classes, dans une lutte qui ne connaît ni interruption ni terrain neutre. Nous vivons dans la même « époque des guerres et des révolutions » où le sort et l'évolution de ces pays d'Octobre, conquêtes du prolétariat mondial, sont liés au rapport de forces entre les deux classes fondamentales, à l'issue finale de leur lutte. En U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Europe de l'Est, la société socialiste n'est pas encore réalisée. Il n'y a qu'une *société de transition*, du capitalisme au socialisme, dont le sort dépend de l'évolution de la lutte des classes internationale, de son issue. Tant que le système capitaliste mondial existe, tant que la bourgeoisie n'est pas liquidée à l'échelle internationale, elle tente de reprendre toutes les conquêtes que la classe ouvrière lui a arrachées. A plus forte raison celles qui, comme les conquêtes d'Octobre, constituent l'un des facteurs les plus importants de la révolution mondiale et, partant, de la crise de l'impérialisme.

C'est dans ce cadre qu'il est possible de comprendre le caractère foncièrement contre-révolutionnaire de la « théorie » et de la pratique du « socialisme dans un seul pays ». Aussi n'est-il pas étonnant que la bureaucratie stalinienne essaie de réviser la théorie de l'impérialisme de Lénine.

Or, dans toute l'époque historique que nous vivons, le caractère de l'impérialisme, « *stade suprême du capitalisme* », n'a pas changé. Bien au contraire. Marxistes, nous repoussons toute révision de l'analyse de Marx et de Lénine qui, sous l'appellation du



« *néo-capitalisme* », tente de présenter l'impérialisme d'aujourd'hui comme une forme intermédiaire entre l'impérialisme et le socialisme où — prétendent ces révisionnistes — le capitalisme aurait pu surmonter ses contradictions essentielles. Non, répétons-le, bien au contraire ! Parallèlement à la marche en avant de la révolution mondiale et du développement de la lutte des classes, la crise de l'impérialisme s'est aggravée, et, en conséquence, il est devenu plus parasitaire, donc plus agressif et plus vorace. Sa nature, caractérisée par Lénine comme étant celle de la « *réaction sur toute la ligne* », n'a jamais été aussi monstrueuse que de nos jours. Cette nature réactionnaire s'exprime en premier lieu dans sa guerre contre-révolutionnaire de génocide au Vietnam, comme dans ce phénomène général : « *Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître.* »

Comprimées dans les cadres nationaux et soumises au régime du profit, les forces productives déclinent. Les capacités humaines et techniques sont de plus en plus utilisées pour les forces destructives. L'inutilisation grandissante du potentiel économique et surtout sa transformation en économie d'armement dans une proportion inquiétante expriment le déclin des forces productives. Elles traduisent la contradiction aiguë entre celles-ci et le caractère parasitaire et destructeur du régime du profit et des États nationaux. La restriction considérable des marchés, due au développement de la révolution mondiale, et la fraction « *élevée* » des charges dans les frais de production, due au combat séculaire du prolétariat, cela veut dire que la lutte de la classe ouvrière menace de plus en plus la réalisation de la plus-value. La bourgeoisie, qui ne produit que pour le plus grand profit, choisit la production d'armement et la spéculation, toutes deux à profit « *assuré* ». C'est ce déclin des forces productives qui se reflète dans les crises convulsives du système monétaire international. La lutte concurrentielle entre les différentes fractions du capital mondial approfondit cette crise. C'est l'incompatibilité totale et explosive qui s'y exprime entre, d'une part, les travailleurs et leurs droits les plus élémentaires, d'autre part, la survie de l'impérialisme. Pour la défense de la vie et des conquêtes des travailleurs, l'impérialisme doit être détruit !

C'est un mensonge d'affirmer, comme le font les stalinienis et leurs divers émules, que les réalisations scientifiques et techniques représentent par elles-mêmes un développement des forces productives. Depuis Marx, nous savons que la principale force productive est le travailleur lui-même, la classe ouvrière. Or, dans les conditions capitalistes, les résultats scientifiques et les inventions techniques servent dans leur majorité à perfectionner les forces destructives, l'armement. D'un autre côté, pour autant qu'une fraction infime de ces inventions est introduite dans la production, elle y est utilisée contre les travailleurs. L'électronique et l'automatisation employées par la bourgeoisie jettent des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers, d'employés dans l'armée des chômeurs, elles les poussent vers la déqualification et la décadence. S'appuyant précisément sur les résultats techniques, la bourgeoisie



développe une attaque générale contre les conditions, l'enseignement, contre l'existence même des travailleurs. Elle détruit les forces productives. L'extermination massive du peuple vietnamien, la destruction de son milieu naturel même, menées par l'impérialisme américain avec les moyens techniques les plus raffinés, démontrent à quelle fin sont utilisées les inventions techniques dans les conditions de l'impérialisme !

Parce qu'il s'agit de la crise des rapports sociaux capitalistes, la bourgeoisie mondiale s'attaque pour la résoudre à la racine même de cette crise, à savoir les positions de la classe ouvrière arrachées à la bourgeoisie. Pour réduire les travailleurs à sa merci, il lui faut reprendre tous les acquis des travailleurs. Toutes les conquêtes de la classe ouvrière internationale sont menacées. Elles sont le prix de la « solution » bourgeoise de la crise. Depuis la révolution d'Octobre 1917, c'était l'objectif principal de la bourgeoisie. Mais en proportion même de l'avance *ralentie* de la révolution mondiale, donc du prolongement de sa survie plus réactionnaire et plus parasitaire, cet objectif devenait son unique préoccupation. Parallèlement à l'offensive menée dans les pays capitalistes pour domestiquer la classe ouvrière et la jeunesse, attaquant leurs conditions de vie, le droit de grève, les syndicats et les droits démocratiques en général, le capital mondial renforce sa pression sur les pays des conquêtes socialistes afin d'y pénétrer et de détruire ces conquêtes.

C'est dans ce cadre dynamique de la lutte des classes internationale, et dans ce cadre seulement, que nous pouvons apprécier le rapport des forces entre les conquêtes d'Octobre et l'impérialisme, son évolution ainsi que le rôle et la fonction de la bureaucratie stalinienne ; et nullement dans un rapport statique et figé entre « deux mondes », des pays de système social différent, tel que les staliniens les présentent, et à leur suite les révisionnistes de tout acabit. Car si la volonté grandissante du capital de pénétrer dans les pays d'Octobre est déterminée par l'approfondissement de sa crise, la mise en œuvre de cette pénétration elle-même est conditionnée avant tout par le degré du combat de la classe ouvrière des pays capitalistes développés. Et, inversement, le degré de cette lutte n'est pas indépendant, bien au contraire, de l'impulsion venant des pays d'Octobre. L'unité profonde de la lutte des classes internationale s'exprime dans cette interdépendance. Or le propre du pouvoir de la bureaucratie stalinienne est de briser cette unité. La politique basée sur « le socialisme dans un seul pays » isole les travailleurs des pays d'Octobre affirmant qu'ils ont déjà réalisé leur objectif, le socialisme ; alors que la classe ouvrière des pays capitalistes se voit contrainte, *par la même politique*, de n'être que l'opposition « de gauche » de la bourgeoisie. Dans un cas comme dans l'autre, l'unité est brisée face au capital mondial. Et la réponse à la question : qui est l'agent de l'impérialisme ? doit être claire : c'est la bureaucratie stalinienne.

L'unité de la classe ouvrière internationale, nécessité absolue pour abattre la bourgeoisie, ne peut se faire que par rapport à l'objectif commun de la révolution mondiale. Celui-ci signifie la



révolution politique dans les pays d'Octobre et la révolution sociale dans les pays capitalistes. Mais si l'unité révolutionnaire du prolétariat mondial est brisée par la bureaucratie, l'appareil international de celle-ci réalise toujours *son* unité contre la révolution mondiale. En 1968, la dislocation de la grève générale des dix millions de travailleurs français par le parti stalinien, et l'intervention militaire en Tchécoslovaquie exprimaient parfaitement cette réalité contre-révolutionnaire. Comme, du côté des travailleurs, cette grève générale en France et le processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie exprimaient l'unité profonde et organique de la lutte des classes mondiale.

La nature des conquêtes socialistes est de libérer les forces productives des entraves capitalistes du régime du profit. La conséquence de cette libération fut leur développement prodigieux dans tous les pays de l'Europe de l'Est. Il a radicalement changé l'image de ces pays : en quelques années, ces pays, pour la plupart arriérés, sont devenus des pays industriels. Mais le cadre, la forme même du développement des forces productives modernes, est la division internationale du travail qui en est aussi l'une des conditions essentielles, sinon la plus importante. Par conséquent, les conquêtes socialistes, par leur nature libératrice elle-même, exigent impérieusement la suppression des cadres nationaux. C'est l'expression, dans le langage de l'économie, du fait que le développement des forces productives, à savoir la réalisation du socialisme, exige l'unification internationale de la classe ouvrière, la principale force productive. Les travailleurs des pays d'Octobre, sur la base précisément de leurs conquêtes, et à cause d'elles, tendent à s'unir avec la classe ouvrière internationale. Mais le pouvoir du « *socialisme dans un seul pays* » de la bureaucratie cantonne les conquêtes socialistes dans les cadres nationaux. Cette politique d'autarcie étouffe les forces productives. Assurant la survie à l'impérialisme vorace et agressif, le régime de la bureaucratie entrave, en même temps, le développement des conquêtes d'Octobre.

Le heurt violent des forces productives aux cadres nationaux et à la camisole bureaucratique du pouvoir s'est exprimé dans la première vague de la révolution politique entre 1953 et 1956. Elle s'intégrait à la montée internationale du prolétariat telle qu'elle s'exprimait, entre autres, dans la victoire arrachée à l'impérialisme français au Vietnam, et dans la grève générale en France. C'est sous le feu menaçant de la montée de la révolution mondiale, et contre elle, que l'impérialisme et la bureaucratie organisèrent leur « *coexistence pacifique* », scellée par l'écrasement de la révolution hongroise des conseils. Afin de pouvoir contenir et d'étouffer les forces productives — autrement dit, de ligoter la classe ouvrière internationale dont les mouvements menaçaient leur existence — l'impérialisme et la bureaucratie renforcèrent leur alliance. Plus la révolution mondiale se faisait menaçante, plus la « *coexistence pacifique* » se développait.

Produit naturel du « *socialisme dans un seul pays* », la politique de la « *coexistence pacifique* » devenait la stratégie mondiale de la bureaucratie stalinienne. Elle constituait une nouvelle étape



dans la collaboration de classes de la bureaucratie, dans la mesure même où la révolution mondiale, malgré toutes ses entraves, continuait à se développer, et même, sous la forme de la révolution politique, commençait à englober aussi les pays des conquêtes socialistes. Afin de contenir, d'arrêter et de briser la révolution mondiale, la bureaucratie a franchi cette nouvelle étape : sous la forme de la « *coexistence pacifique* », elle a assigné sa collaboration de classes au mouvement ouvrier international en tant que *stratégie* avouée.

En présence de l'approfondissement de la crise de l'impérialisme mondial qui cherche l'issue dans la destruction des conquêtes de la classe ouvrière, la « *coexistence pacifique* » est la forme de la démobilisation du prolétariat dans les pays capitalistes, et celle de la pénétration du capital dans les pays des conquêtes socialistes. Parce que le rapport des forces n'est jamais statique : la lutte des classes est dynamique. D'où découle la question principale de notre époque : qui résoudra la crise générale ? La bourgeoisie par la destruction de toutes les conquêtes du prolétariat mondial, donc la destruction physique de millions de travailleurs ? Ou bien la classe ouvrière par la libération des forces productives et leur unification par la révolution mondiale ? Socialisme ou barbarie : telle est l'alternative, car il n'y a pas une troisième solution.

Nous déclarons notre inébranlable foi dans le socialisme, et notre volonté de continuer la lutte pour la révolution mondiale.

Mais, camarades, militants du monde entier, la fonction sociale de la bureaucratie se révèle clairement dans le fait que, précisément dans une telle situation critique de la lutte des classes, elle renforce les positions de l'impérialisme. Dans l'étau de la lutte des classes mondiale dont l'exacerbation serre de plus en plus la bureaucratie, celle-ci, conformément à sa nature, cède à la pression impérialiste. Sa stratégie de « *coexistence pacifique* » se traduit dans les pays capitalistes par la politique réformiste des « *voies parlementaires au socialisme* », des « *réformes de structures* » ou de la « *démocratie avancée* », démobilisant le prolétariat devant l'attaque à mort de la bourgeoisie. En même temps, dans le cadre de cette stratégie pourrie, la bureaucratie essaie d'intégrer l'économie planifiée dans la division internationale du travail, sur la base du « *statu quo* » avec le capitalisme mondial.

C'est le but central des « *réformes* » de la planification, introduites dans tous les pays des conquêtes socialistes avec plus ou moins de variations. Ce tournant général vers l'intégration était la réaction pragmatique de la bureaucratie à la première vague de la révolution politique de 1953 à 1956. Puisque cette vague n'était que l'expression du heurt des forces productives contre l'entrave des cadres nationaux et du pouvoir de la bureaucratie, la réponse de celle-ci fut d'insérer, par la « *réforme* » de la planification, ces forces productives dans la division internationale du travail, en s'approchant de la bourgeoisie.

Certes, la planification gérée bureaucratiquement et comprimant les forces productives « *dans un seul pays* » était un monstre.



Les disproportions et les distorsions de l'économie, avec leurs inégalités et leurs retards chroniques, bouleversaient l'ensemble économique. Elles entraînaient la pénurie, d'un côté, et les stocks inutiles, de l'autre. La gestion bureaucratique aggravait ces maux par le gaspillage, le désordre et la mauvaise qualité de la production. La tension entre les forces productives et les cadres nationaux, tension alourdie par la gestion bureaucratique, augmentait sans cesse. La bureaucratie soviétique, du fait de sa position dominante et de son rôle d'oppresseur, montait la tension à son extrême limite dans les autres pays de l'Europe de l'Est. Elle les a spoliés pour combler les lacunes de l'économie soviétique résultant de sa propre gestion. Tout le fardeau de ce ligotage des forces productives « *dans un seul pays* » était supporté par la principale force productive, le travailleur. Son salaire stagnait ou même diminuait, ses conditions de travail se détérioraient, ses besoins vitaux en nourriture, en vêtements, en logement restaient insatisfaits. L'exigence et la pression policière de la bureaucratie, sa dictature sur la classe augmentaient en proportion même des échecs et du mécontentement. Flanqué par une police politique puissante, Rakosi pouvait lancer son fameux avertissement cynique aux travailleurs : « *Ne mangez pas aujourd'hui la poule qui vous pondra demain des œufs d'or !* » Mais les demains et les lendemains déchantaient. Et, entre les forces productives et les cadres nationaux du pouvoir de la bureaucratie, un choc violent se produisit.

Les masses travailleuses n'ont donc pas besoin des explications rétrospectives et pusillanimes de la bureaucratie pour savoir combien la planification d'avant 1960, ou surtout d'avant 1956, était mauvaise. Au lieu de la « *réformer* », elles l'ont détruite partout où elles le pouvaient : en Hongrie et en Pologne en 1956 ; ou ont commencé à le faire comme en Tchécoslovaquie en 1968. A sa place, elles ont immédiatement commencé à ériger leur propre planification à travers leurs délégués des conseils.

Mais la « *réforme* » de la planification entreprise par la bureaucratie est fondamentalement différente. Elle est une attaque contre la planification. Car celle-ci n'est pas une méthode « *économique* » quelconque, comme la présente la bureaucratie elle-même, ou à sa suite les révisionnistes tels que Ernest Mandel.

La planification est avant tout une position de force du prolétariat face à l'impérialisme, sous la forme d'une centralisation de toutes les ressources entre les mains de l'État ouvrier, en vue de renforcer cette position. C'est par ce renforcement des positions de la classe ouvrière que toutes les activités politiques et économiques peuvent tendre à satisfaire les besoins de la construction du socialisme. Voilà ce qu'est la planification. Elle est donc, par excellence, de nature politique, et nullement économique. Par son essence même, elle est le contrepoids prolétaire du profit, et dans la société de transition son rôle consiste, entre autres, à canaliser, à utiliser — en faveur du socialisme — la loi de la valeur, avançant vers l'élimination progressive de celle-ci.

Et cependant les « *réformes* » de la planification de la bureau-



cratie introduisent la *rentabilité* comme l'indice principal de l'efficacité de l'économie. En conséquence, cette efficacité, donc l'utilité de la production et des dépenses, tend à ne plus être mesurée par rapport aux objectifs centraux de la planification, déterminés par les besoins de la classe ouvrière (exprimés même par ses Etats dégénérés et déformés), mais par rapport à la rentabilité. Or celle-ci se définit d'après le marché mondial capitaliste régi par la loi aveugle de la valeur. Les prix établis sur ce marché expriment une productivité de loin supérieure à celle atteinte dans les économies planifiées. Le danger mortel est que la rentabilité économique est ainsi commandée, qu'on le veuille ou non, par l'économie mondiale capitaliste nettement plus forte. Dans ces conditions, la « *réforme* » de la planification visant à promouvoir l'intégration des économies planifiées à la division internationale du travail est le moyen de subordonner ces économies à l'impérialisme mondial. Le mouvement de cette intégration s'est dangereusement accéléré depuis quelques années. Il s'évalue par le développement des relations économiques de toute sorte, même organiques, avec le capitalisme mondial : échange de marchandises, crédit, achat de licences, coopération dans la production, etc. Dans ces relations, une restructuration des économies planifiées s'est amorcée sous l'influence du capitalisme mondial, parce que le rapport des forces dans ces relations est déterminé par la productivité respective. Le sens de cette restructuration est l'aggravation de la dépendance des économies planifiées vis-à-vis du capital mondial. Le mouvement d'intégration dans la division internationale du travail se fait comme un mouvement qui tend à transformer les économies planifiées en économies complémentaires, dépendantes et moins développées, du capitalisme mondial. Sous la pression énorme de la rentabilité capitaliste craque tout le système de répartition des ressources régi par la planification. Devant la réalité de la confrontation avec le marché mondial, les investissements fléchissent, les prix et les dépenses augmentent, les budgets se rompent sous les charges. La planification, déjà incapable d'assurer un développement harmonieux parce qu'étouffée par le « *socialisme dans un seul pays* » et gérée par la bureaucratie, recule devant la comptabilité « *économique* », aggravant ainsi ses propres défauts du passé. Les effets désastreux de la pression de l'impérialisme se conjuguent donc avec les anciennes monstruosité inhérentes à la planification bureaucratique. Celle-ci, par exemple, exprimant fidèlement la centralisation monolithique du pouvoir de la bureaucratie, s'est traduit, dès le début, par la négligence des régions moins développées, par une inégalité nationale. Dans les pays où existent des nationalités différentes ou même des nations différentes, la centralisation bureaucratique apparaît sous forme d'une oppression nationale privilégiant une nation au détriment des autres : en U.R.S.S. la russe, en Tchécoslovaquie la tchèque, en Yougoslavie la serbe. La « *réforme* » accuse et développe l'inégalité des nations dans les pays multinationaux de la façon suivante : elle dirige les investissements, déjà réduits par cette même réforme, vers les régions plus développées où l'amortissement du capital est plus rapide. En Yougo-



slavie, la bureaucratie a suscité ainsi la vieille querelle des nations, nourrie et développée par elle et par sa « réforme ».

Communistes de tous les pays ! Internationalistes !

La bureaucratie porte atteinte à la planification, à l'internationalisme !

Un danger mortel pèse sur les conquêtes socialistes !

Le processus est plus développé en Yougoslavie et en Hongrie. Les entreprises devenues déficitaires arrêtent la production et ferment leurs portes. C'est le chômage. En Yougoslavie, il y a plusieurs centaines de milliers de chômeurs, et la bureaucratie en « exporte » des centaines de milliers d'autres dans les usines capitalistes de toute l'Europe occidentale. Comment peut-on tolérer une telle politique antiouvrière ? Comment les communistes pourraient-ils rester inactifs devant cette honte ? En Hongrie, la bureaucratie ferme par dizaines des puits de charbon, licencie les mineurs ou les « reclassé » à des emplois moins payés ; elle s'apprête à suivre l'exemple de Tito. Elle envoie des milliers de jeunes chômeurs dans les usines de l'Allemagne de l'Est. Même dans les pays où il n'est que larvé ou caché, le chômage massif est inscrit dans les « réformes » : touchant essentiellement les jeunes qui ne trouvent pas d'emploi conforme à leur qualification, ou les femmes contraintes à n'être que ménagères, ou s'exprimant encore dans le nombre croissant des retraités (en Hongrie, 13 % de toute la population) qui vivent d'une pension misérable. Toutes les conquêtes de la classe ouvrière, tous les avantages des travailleurs qui leur sont liés sont attaqués.

Puisque le niveau des salaires dépend désormais de la rentabilité des entreprises, pendant des mois, les entreprises déficitaires ne paient pas de salaires aux travailleurs en Yougoslavie. Partout ailleurs, la pratique socialiste qui veut « un salaire égal pour un travail égal » est liquidée, car, à la place de la planification centrale, c'est de plus en plus la marche de l'entreprise qui détermine son niveau. Même dans les pays (comme la Pologne) où la bureaucratie hésite encore à franchir ces étapes importantes de la « réforme » de la planification, la logique de celle-ci la pousse dans cette voie. L'inégalité des salaires a du mal à dissimuler la baisse de leur niveau général. Et cette inégalité n'est qu'un pâle reflet de celle, de plus en plus monstrueuse, qui grandit entre les salaires des travailleurs, en général, et les rémunérations des privilégiés ainsi que les revenus des couches moyennes.

Le code du travail, l'une des conquêtes les plus remarquables des travailleurs, garantissant centralement le travail, le niveau des salaires, la santé et l'hygiène sur le lieu de travail, et toute une série d'autres avantages, est attaqué. Conformément à « l'autonomie des entreprises », les dispositions et garanties centrales sont remplacées de plus en plus, ou sont en train de l'être, par la « libre » décision des entreprises dont les dirigeants tranchent de ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas garantir aux travailleurs.

Dans la nouvelle comptabilité des « réformes », toutes les dépenses « non rentables » sont en diminution : construction de logements, enseignement, santé publique, crèches, équipements culturels (mu-



sées, bibliothèques, maisons de culture), etc. Une pression de plus en plus forte tend à augmenter les prix et à « rentabiliser » les dépenses allouées à ces avantages, jusqu'ici fournis gratuitement ou à un prix modéré aux travailleurs. Les frais d'inscription, supprimés sur la base des conquêtes, réapparaissent dans l'enseignement, une hausse considérable menace ou touche déjà le loyer, le prix des services et du transport. La culture et ses produits recommencent à jouer pleinement leur rôle de marchandises.

C'est la pression formidable exercée par l'impérialisme mondial qui impose la loi du profit dans ce mouvement visant à démanteler la planification. La bureaucratie y joue son rôle d'agent de l'impérialisme. Le véritable sens du « socialisme dans un seul pays » devient immédiatement saisissable. Parce que le lien est organique entre la planification — toutes les conquêtes socialistes — et la situation immédiate des travailleurs, l'attaque portée contre les conquêtes touche, bouleverse et détériore leur vie. Car ce sont eux qui portent les conquêtes socialistes.

Les plus touchés sont la jeunesse, les femmes et les vieillards. Le système d'enseignement, fierté de la classe ouvrière qui a renversé la bourgeoisie, subit des « réformes » abaissant son niveau et excluant les jeunes en nombre croissant des degrés supérieurs. Le droit à l'instruction et à la culture est pratiquement en voie de disparition dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est. Le nombre de jeunes d'origine ouvrière et paysanne diminue rapidement dans les lycées et aux universités. La loi défendant les jeunes travailleurs est bafouée : les dirigeants de l'économie aux divers échelons, imprégnés par l'esprit mercantile de la « réforme », se rabattent volontairement sur cette main-d'œuvre qui n'a jamais obtenu l'égalité de son salaire avec les travailleurs plus âgés. Main-d'œuvre dominante sur les grandes constructions, le plus souvent dépourvues de tout équipement de logements convenable, d'hygiène, de culture, de sport. C'est dans ces conditions que des millions de jeunes travaillent sur les grandes constructions en Sibérie ou en Silésie polonaise. La jeunesse forme les cohortes des travailleurs « exportés » yougoslaves et hongrois. Mais le chômage sévit dans ses rangs : quittant l'école élémentaire à 14 ans, la masse de ces très jeunes chercheurs d'emplois grandit sans cesse. Elle est rejointe par les jeunes diplômés sortant sans travail de l'université. De la campagne arrivent les jeunes paysans en quête d'un travail. Là où elle le peut encore, la bureaucratie essaie de les « caser » n'importe où et n'importe comment, déclarant ensuite qu'il n'y a point de chômage. Hypocrisie ! La prolifération rapide et massive des bandes de jeunes errant et souvent attaquant les « respectabilités » et les représentants de ce régime hypocrite est le témoignage fidèle de la réalité. Elle montre l'impasse dans laquelle la bureaucratie conduit la jeunesse qui, seule, ne peut trouver d'elle-même d'autre issue qu'une révolte spontanée et souvent dégradante.

Mais les travailleurs et la jeunesse résistent à la bureaucratie, aux « conséquences » de sa « réforme ». De surcroît, ils exigent de plus en plus fortement que leurs revendications de salaires, de loge-



ments, de nourriture, de vêtements, de culture, de toutes sortes enfin, soient satisfaites. Ils en ont assez de la bureaucratie et de ses vaines promesses. Et alors que celle-ci essaie de résister à la pression de l'impérialisme mondial, entre autres, par la réduction des dépenses « *non rentables* », la classe ouvrière, la jeunesse, tous les travailleurs, non seulement lui interdisent de le faire, mais mettent en avant toutes leurs revendications. Il est fini le temps où la bureaucratie pouvait encore abuser de leur confiance en l'avenir en les incitant aux sacrifices sans contrepartie ! Ce temps est révolu une fois pour toutes. Et la bureaucratie est incapable de parer à la fois à la pression accrue de l'impérialisme et aux revendications des travailleurs. Ainsi c'est également sur le plan de « *l'économie pure* » que la bureaucratie stalinienne craque dans l'étau formidable de plus en plus serré formé par la classe ouvrière et l'impérialisme.

L'orientation générale de la bureaucratie est la même en Tchécoslovaquie. Mais le fait que, malgré l'intervention militaire et ses efforts pour reconstruire l'appareil stalinien, le Kremlin n'ait pu briser la classe ouvrière, dont la résistance continue, donne une forme à la fois particulière et plus aiguë à la crise de la bureaucratie. La résistance de la classe ouvrière a de multiples formes. Ainsi, elle refuse de travailler, en maintenant sa revendication d'augmentation des salaires. Face à cette résistance à l'inflation galopante et à la pénurie, la bureaucratie doit relancer l'économie en partant d'en haut, à savoir en centralisant tous les efforts par et pour la reconstruction de l'appareil qui, nécessairement, signifie des efforts de centralisation dans l'économie. C'est la crise politique qui détermine le déclin économique. Pour la résoudre, la bureaucratie stalinienne tchécoslovaque se trouve, apparemment, en contradiction avec la réforme de la planification. Mais ce n'est qu'une apparence. Si aujourd'hui, en pratique, elle doit freiner par exemple l'« *autonomie* » des entreprises ou les licenciements, parce que cela nourrirait la résistance, déjà ses propres directives concernant la « *rentabilité* » entrent en contradiction avec ses efforts de centralisation et de temporisation.

La bureaucratie et son pouvoir sont de nature contradictoire. Agent de la bourgeoisie parce qu'il s'oppose à la révolution mondiale, ce pouvoir dépend en même temps des conquêtes d'Octobre dont il est l'excroissance cancéreuse. Cette contradiction est exprimée dans la formule même du « *socialisme dans un seul pays* ». Reculant devant l'impérialisme par sa tentative d'intégrer les économies planifiées à la division internationale du travail dans le cadre de la « *coexistence pacifique* », la bureaucratie mesure en même temps les dangers résultant de cette tentative pour son propre pouvoir. Elle essaie de résister par une « *mobilisation des réserves* » dont l'économie dispose afin d'amortir la pression capitaliste et celle de « *ses propres* » travailleurs. Or, pour la bureaucratie, ces réserves ne signifient pas la mobilisation des travailleurs en mettant la défense de leurs conquêtes entre leurs mains. Une telle mobilisation serait la fin imminente de son pouvoir. Ses « *réserves* » se trouvent donc dans la libération progressive de la



petite propriété privée et coopérative, plus souple et donc plus capable d'observer la notion de rentabilité, dont le rôle et la proportion grandissent aux dépens de la propriété étatique. Une telle tentative consistait récemment en U.R.S.S. à vouloir modifier le rapport des paysans kolkhoziens à la propriété. Mais, devant cette tentative, la bureaucratie elle-même a pris peur et, pour le moment, elle a reculé. Parallèlement à ce mouvement s'opère une redistribution du revenu national en faveur des couches moyennes, la petite-bourgeoisie citadine et rurale, au détriment de la classe ouvrière. Dans les rangs de ces couches se déroule, sous sa forme la plus classique, le processus d'une diversification sociale. La bureaucratie appelle ensuite les « experts » de l'économie et de la gestion. Les anciens bourgeois entrent en masse comme « experts » dans l'appareil économique, se fondant dans le groupe des hauts fonctionnaires des entreprises plus « autonomes ». Ils occupent la place des anciens cadres de la classe ouvrière, catapultés aux commandes lors de l'expropriation de la bourgeoisie, et qui sont successivement éliminés maintenant en tant que « non spécialistes », d'autant plus facilement qu'ils ont une réelle aversion de classe à l'égard de cette « rentabilité ». La composition de la bureaucratie elle-même se modifie : elle se confond avec les sommets des couches moyennes et les « experts ». Une véritable relève de la garde est en train de se dérouler.

La nature des réformes, qui traduisent la pression de l'impérialisme en la renforçant en même temps, oblige la bureaucratie à modifier son mode de gouvernement, à « réformer » aussi son régime politique. L'« autonomie des entreprises », l'avance et la pression des couches moyennes et des experts bourgeois cherchant leur jonction organique avec l'impérialisme, tout ce processus agit dans le même sens. Il s'échappe des fers du monolithisme bureaucratique traditionnel, aggravant la crise de la bureaucratie devant une telle « nécessité ». C'est l'explication de ladite « démocratisation » de ces régimes par laquelle la bureaucratie entend récompenser politiquement ses alliés, et dévier le mouvement des masses.

Car, face à l'attaque généralisée contre leurs conquêtes et leurs avantages, face à l'inégalité grandissante et à l'avance économique, sociale et politique favorisée des couches moyennes et des privilégiés, la classe ouvrière, la jeunesse, tous les travailleurs se mobilisent. Les masses s'ébranlent et entrent en lutte. Utilisant la moindre brèche ouverte par la crise de la bureaucratie dans le monolithisme bureaucratique, elles poussent en avant leurs propres revendications. Les ouvriers réclament la baisse des prix, l'augmentation des salaires, la garantie de l'emploi, la suppression des inégalités, davantage de logements, la liberté et la démocratie des syndicats, le droit de grève. Les étudiants et les intellectuels avancent plus hardiment leurs revendications de liberté d'opinion et de création, de suppression de la censure. Toutes les revendications surgissent enfin autour de la lutte pour les droits démocratiques. Ce mouvement des masses se développe dans tous les pays de l'Europe de l'Est, même là où il n'est pas immédiatement visible



à la surface, et indépendamment des différences parfois grandes entre les pays et leurs mouvements.

Certes, la lutte des travailleurs se développe apparemment en faveur d'un changement dans la planification, d'un soutien aux « réformes ». Mais ils avancent des revendications dont la nature s'oppose à celle de ces « réformes ». Car la nature d'un changement de la planification est déterminée par la fonction sociale de ce changement et par la direction de sa réalisation. Les revendications des travailleurs, même là où apparemment ils soutiennent les « réformes », s'opposent radicalement à la fonction et à la nature de celles-ci qui sont déterminées par la pression de l'impérialisme et entreprises par la bureaucratie. Et plus celle-ci s'engage dans la voie de la « réforme », plus ce soutien apparent disparaît complètement, comme c'est le cas en Yougoslavie et en partie déjà en Hongrie. En outre et surtout, le mouvement des masses tend immédiatement à la prise en main de la direction par les travailleurs. Il s'accompagne des revendications visant à établir le *contrôle démocratique* des travailleurs mobilisés : sur les accords conclus avec les capitalistes, sur toute la planification, sur le mouvement des prix et des salaires, sur les revenus des privilégiés, sur la répartition de la richesse. Accompagnée des revendications de la liberté syndicale, du droit de grève et de la liberté d'association, une telle mobilisation aboutit inéluctablement à l'apparition des conseils ouvriers, sonnant le glas du pouvoir de toute la bureaucratie, qu'elle soit pour ou contre la « réforme ».

Tel est le processus général qui caractérise tous les pays de l'Europe de l'Est, malgré des différences parfois notables. A la « réforme » économique de la bureaucratie, les travailleurs opposent la planification contrôlée et dirigée par eux. A la « démocratisation » de la bureaucratie, ils opposent la démocratie ouvrière. Rien d'étonnant si ce processus n'est nullement linéaire, si la bureaucratie avance, puis recule, hésite et se contorsionne.

Cette crise de la bureaucratie, de même que son rapport avec l'impérialisme, n'est pas d'ordre économique. C'est avant tout la crise de son pouvoir. Le développement de la lutte du prolétariat dans les pays capitalistes remet en question cet équilibre mondial — très fragile — des classes, qui constitue, sous la forme du « *socialisme dans un seul pays* », la base de ce pouvoir. Face au prolétariat, l'impérialisme acculé à la crise renforce sa pression sur les économies planifiées. Mais voulant répercuter cette pression sur le dos des travailleurs, la bureaucratie se heurte à leur résistance. L'attaque contre les conquêtes socialistes, contre les travailleurs et leurs conditions est avant tout celle de l'impérialisme mondial. La résistance des travailleurs pour défendre les conquêtes socialistes, leur mobilisation sont donc parties intégrantes de la lutte des classes internationale contre l'impérialisme. L'ennemi principal des travailleurs en lutte dans les pays de l'Europe de l'Est est également le *capitalisme mondial*. Ils luttent contre celui-ci en dirigeant la pointe de leur combat contre son agent, la bureaucratie et son régime, dont la politique ne peut qu'ouvrir la porte à l'impérialisme. La lutte sans interruption que se livrent le prolé-



tariat international — dont les travailleurs de l'Europe de l'Est sont l'une des composantes — et la bourgeoisie mondiale déchire la bureaucratie à tout moment. Le développement du combat de la classe ouvrière internationale ébranle son pouvoir, car il le menace dans son fondement.

La révolution chinoise et les perspectives de son extension en Asie ont ainsi porté un coup très dur à ce pouvoir fondé sur « *le socialisme dans un seul pays* ». Dans ces conditions, la transformation de la politique du maintien de l'impérialisme en une coopération plus serrée, surtout après l'écrasement de la révolution hongroise des conseils, apparaissait comme la voie du salut pour la bureaucratie de Moscou. Sa politique de « *coexistence pacifique* », en tant que stratégie dirigée contre l'extension de la révolution, était et est dirigée ouvertement contre la Chine. Le refus d'armer la révolution chinoise et l'accord atomique conclu en même temps avec l'impérialisme américain donnaient le feu vert à ce dernier dans sa tentative d'encercler la Chine.

Sur cette question, l'une des plus importantes pour le prolétariat mondial, nous sommes résolument et inconditionnellement du côté de la Chine. Nous la défendons face à l'alliance contre-révolutionnaire de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Nous soutenons ainsi la lutte de l'aile de la bureaucratie chinoise, dirigée par Mao Tsé-toung, contre cet encerclerment. En même temps, nous ne cachons pas que nous sommes en profond désaccord avec la politique et les méthodes de lutte de la bureaucratie dirigée par Mao. Avant tout, parce que, en fondant sa politique sur la même orientation du « *socialisme dans un seul pays* » défendue par la bureaucratie de Moscou — ce qui implique une politique de « *coexistence pacifique* » à la chinoise —, la bureaucratie chinoise dirigée par Mao nie l'unité mondiale de la lutte des classes et le rôle dirigeant de la classe ouvrière, en particulier des pays industriellement développés. En lieu et place, la bureaucratie chinoise accorde le rôle dirigeant de la révolution aux mouvements coloniaux de libération, et soutient leurs directions bourgeoises et petites-bourgeoises contre le prolétariat. Les méthodes de défense de la révolution chinoise qui se fondent sur une telle politique empêchent sa véritable défense — à savoir la mobilisation complète de la classe ouvrière internationale, y compris, bien entendu, de sa fraction chinoise. Ainsi, le pouvoir en Chine repose sur les appareils bureaucratiques, particulièrement sur l'armée permanente, et il n'est pas celui des conseils de la classe ouvrière mobilisée et armée.

La politique d'encouragement donnée par la bureaucratie de Moscou à l'impérialisme américain au Vietnam s'inscrit également dans sa stratégie de « *coexistence pacifique* », en particulier quant à l'encerclerment de la révolution chinoise. Les ignobles tractations de la bureaucratie du Kremlin sur le dos des ouvriers et paysans vietnamiens luttant héroïquement contre l'impérialisme et ses laquais — pour s'entendre avec lui en perpétuant la division contre-révolutionnaire du pays par le « *statu quo* » pourri contre lequel le peuple vietnamien est entré en lutte —, ces tractations



de Moscou dérivent tout naturellement du besoin vital de son pouvoir de stopper coûte que coûte l'extension de la révolution. Lamentables sont les « revendications » adressées à Moscou et à Pékin pour qu'ils unissent leurs forces pour la défense du Vietnam. La « coexistence pacifique » de la bureaucratie du Kremlin consiste très précisément à permettre l'encerclement de la révolution chinoise.

Mais l'autodéfense de la bureaucratie contre l'extension de la révolution ne désarme pas l'impérialisme. Bien au contraire. Plus la bureaucratie de Moscou renforce sa « coexistence pacifique » avec l'impérialisme, plus celui-ci renforce ses positions partout dans le monde. Désarmant la classe ouvrière par la « voie pacifique vers le socialisme », la bureaucratie encourage l'impérialisme à installer par le feu et le sang ses régimes de dictature policière et militaire dans toute une série de pays, comme en Indonésie et en Grèce. Il renforce également sa pression sur les pays où les conquêtes d'Octobre ont été réalisées.

Mais si le pouvoir de la bureaucratie exige que soit stoppée la révolution mondiale, par la coopération avec l'impérialisme, il exige également que les conquêtes socialistes soient défendues contre ce même impérialisme. La contradiction de la bureaucratie est que, tout en étant contre-révolutionnaire face à la classe ouvrière, elle ne peut pas devenir une classe bourgeoise. La restauration du capitalisme dans ces pays, but de l'impérialisme mondial, exigerait de ce dernier qu'il réalise une contre-révolution sociale, également contre le pouvoir de la bureaucratie. Dans la lutte des classes entre le prolétariat et l'impérialisme, ce pouvoir est ainsi placé entre les deux classes. Cette position vulnérable explique ses crises ininterrompues, démontrant que leur racine est la lutte des classes.

Le développement de la lutte des classes et l'attaque de l'impérialisme permise par la bureaucratie déchirent et fractionnent également ainsi cette caste, en premier lieu en U.R.S.S. — et, partant, dans les autres pays de l'Europe de l'Est, dans tout son appareil international. La crise de son pouvoir s'aggrave et morcelle la bureaucratie. Autour des problèmes fondamentaux tels que la stratégie internationale et le rapport avec la bourgeoisie — en particulier les questions de la Chine et du Vietnam, la « réforme » de la planification, le sens de la « démocratisation », etc. —, une lutte interne de plus en plus grande se déroule dans les rangs de la bureaucratie, jusques et y compris dans sa direction au Kremlin. Cette lutte n'est autre que la réfraction de celle qui est menée par les travailleurs à l'échelle internationale, y compris en U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Europe de l'Est.

Le contenu de cette lutte, donc la préoccupation centrale de la bureaucratie, est de définir le meilleur moyen de contenir les travailleurs. Mais plus le combat se développe entre les classes fondamentales, moins il existe de réponses satisfaisantes pour l'ensemble de la bureaucratie. Etant contradictoire par sa nature, la lutte fractionne ainsi ses rangs en décomposant ses éléments constituants. Une aile ouvertement probourgeoise apparaît et se



renforce. C'est elle qui pousse à la réalisation « *conséquente* » des « *réformes* », au renforcement des liens avec l'impérialisme. Une autre aile, redoutant les dangers, essaie de freiner ce mouvement, ou plus exactement de le « *contrôler* ». L'ensemble donne une politique hésitante, faite de sauts et de reculs. Et puisque la lutte des classes se développe, ces hésitations aggravent encore la crise. Divers courants et tendances apparaissent. Parmi eux s'élève également la voix de ceux qui regardent avec une angoisse profonde la politique droitière et ses conséquences, cherchent sincèrement les moyens de défendre les conquêtes socialistes et écoutent de plus en plus attentivement la voix des travailleurs. La crise de l'impérialisme mondial, déterminée par la lutte de la classe ouvrière mondiale et de la jeunesse, se réfracte dans la crise de la bureaucratie et déchire ses rangs.

## L'IMMINENCE DE LA REVOLUTION

Le prolétariat international oppose une résistance formidable aux attaques du capital aux abois. Nés de cette résistance, les puissants combats que la classe ouvrière et la jeunesse livrent, particulièrement en Europe, contre la bourgeoisie et son État aggravent la crise de l'impérialisme. La lutte du prolétariat et de la jeunesse en France, en Angleterre, en Italie, en Espagne, en Allemagne, en Belgique et jusque dans les pays scandinaves bouleverse le système capitaliste, secoue les régimes de la bourgeoisie dont les rangs se déchirent et le pouvoir ehancelle. La crise de la bourgeoisie, sous ses formes politique et économique, caractérise tous les pays capitalistes en particulier en Europe où la classe ouvrière et la jeunesse, cherchant et regroupant leurs forces, renforcent leur résistance et redoublent l'attaque contre le capitalisme et ses États.

La puissante montée de la classe ouvrière et de sa jeunesse s'est exprimée dans la grève générale de mai-juin 1968 en France, ouvrant une nouvelle période dans la lutte des classes internationale. Malgré la dislocation de la grève générale par les appareils, surtout stalinien, la classe ouvrière française, s'appuyant sur le développement général du combat des travailleurs du monde entier, est parvenue à imposer le Front unique de classe aux directions bureaucratiques des organisations ouvrières et, réalisant la conclusion politique de la grève générale, elle a chassé de Gaulle du pouvoir. La chute de De Gaulle, pilier de « *l'ordre européen* », a plongé la bourgeoisie internationale dans le désarroi. Comme les événements ultérieurs l'ont démontré, la classe ouvrière a pris l'initiative dans la lutte des classes.

C'est cette crise qui se réfracte dans la crise violente de la bureaucratie du Kremlin. D'une part, et essentiellement, parce que



la montée révolutionnaire du prolétariat en Europe capitaliste menace son pouvoir basé sur le « *socialisme dans un seul pays* » en U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Europe de l'Est. D'autre part, parce que cette montée révolutionnaire des travailleurs en Europe capitaliste met debout la classe ouvrière des pays dominés par la bureaucratie afin que, comme partie intégrante de ce prolétariat international, elle chasse la bureaucratie.

Les mouvements des travailleurs en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, et en U.R.S.S. même, développés en même temps que ceux du prolétariat des pays capitalistes, illustrent cette unité et cette réciprocité fondamentales. C'est la crise conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie. La crise de cette dernière affecte le cœur, le centre de son appareil international : la direction du Kremlin. Elle était particulièrement visible dans son attitude par rapport à l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, et par rapport aux suites de cette intervention. Autour du problème capital pour son pouvoir : comment contenir les masses marchant vers la révolution ? ses rangs se désagrègent, la décomposition du stalinisme s'accélère. Surtout depuis la grève générale en France et le déclenchement du processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie. D'autant plus que, malgré la dislocation de cette grève et l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, la classe ouvrière n'a pas été vaincue : sa résistance en Tchécoslovaquie est intacte, et le prolétariat français s'apprête à livrer un grand combat, d'un niveau plus élevé que la grève générale, contre la bourgeoisie et son Etat.

Tels sont les facteurs principaux de la situation en Europe qui permettent de caractériser l'époque actuelle comme étant celle de *l'imminence de la révolution*.

Il n'y a rien de fatal dans cette caractérisation qui nous permettrait d'en conclure à un développement linéaire ou nécessairement rapide de la lutte révolutionnaire. Il s'agit là de la caractérisation fondamentale d'une époque, l'époque présente, dans laquelle la maturation de la révolution peut connaître, et probablement connaîtra, des hauts et des bas.

D'autant plus que le principal facteur de l'imminence de la révolution n'est pas de caractère objectif. Il consiste justement en cette libération des militants — de toute la classe ouvrière — de la tutelle des appareils traîtres, principalement de l'appareil stalinien. La révolution se fraie la voie par ce chemin.

L'élément le plus important de la préparation de la classe ouvrière à la révolution, c'est qu'à l'intérieur de la classe se créent de nouveaux rapports entre les travailleurs et la direction de leur mouvement, entre les masses et les appareils, entre les militants et les dirigeants de cet appareil. Face à la trahison répétée de la direction stalinienne, les travailleurs la mettent en question de plus en plus ouvertement et massivement. Le capital de confiance politique dont disposaient la bureaucratie du Kremlin et son appareil international est sérieusement entamé. La politique traître de cet appareil dans la grève générale de mai-juin 1968 en France, ou en présence des combats vigoureux de la classe en Italie, ainsi



que la réalité réactionnaire de la bureaucratie stalinienne dans les pays de l'Europe de l'Est, particulièrement révélée par l'intervention en Tchécoslovaquie, par son acharnement contre la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S., et par son soutien accentué aux Etats bourgeois, tous ces faits ont ébranlé la confiance des militants communistes fidèles à leur classe. Ils font leur expérience de la trahison de l'appareil. Un regroupement des militants et des cadres de la classe s'amorce à l'échelle internationale, nourri par la crise du stalinisme et développant celle-ci. Les militants s'opposent à la trahison de cet appareil, ils s'en détournent et cherchent les formes, les moyens et la véritable direction du combat du prolétariat. Ce mouvement, encore à ses débuts, est irréversible. C'en est fini de la confiance que les travailleurs ont accordée à cette direction ! C'en est fini de l'identification de la révolution d'Octobre, de ses conquêtes, avec la bureaucratie du Kremlin !

Depuis des décennies, le prolétariat international a subi la trahison de l'appareil stalinien, briseur du Front unique en Allemagne, et par là même collaborateur de classes dans les Fronts populaires en Espagne, en France, puis pendant et après la guerre. Mais voici que, en 1968, les ouvriers de chez Renault ont repoussé l'accord pourri conclu entre le patronat et « leurs » dirigeants de l'appareil : « *Ne signez pas !* », criaient-ils à leur adresse. Et c'était ce même cri que les travailleurs de Prague, en voulant empêcher l'approbation du diktat imposé par Moscou, ont adressé à leurs dirigeants ! Ce cri, jaillissant de la profondeur de tout le prolétariat international, traduisait sa volonté de contrôler son propre mouvement, contre les bureaucrates. C'en est fini de la confiance illimitée accordée auparavant aux dirigeants ! Ce cri exprime l'amorce d'un formidable déplacement des rapports à l'intérieur de la classe. Sur la base de leurs expériences, les militants retirent leur confiance à la bureaucratie et à son appareil, entrent en conflit avec eux et, rompant avec la direction traître, libèrent la voie de la révolution. Même s'il ne s'agit que d'une amorce, d'un début, c'est ce mouvement qui a commencé.

Cette maturation de la révolution mondiale est impensable sans le développement de la révolution politique en U.R.S.S. et dans tous les autres pays de l'Europe de l'Est. Ce combat rejoint organiquement celui du prolétariat des pays capitalistes. Il contribue à démasquer la véritable nature de la bureaucratie stalinienne, à ouvrir les yeux au prolétariat. Le développement de la révolution politique est donc l'un des facteurs importants de la libération des travailleurs, des militants, de la tutelle de l'appareil traître. Il est ainsi la composante de la maturation de la révolution sociale dans les pays capitalistes. La prise de position de milliers de militants communistes en faveur des travailleurs tchécoslovaques et contre le Kremlin et sa « *normalisation* », liée à la dénonciation de la collaboration de classes pratiquée par l'appareil, indique cette interdépendance.

Car la révolution politique est la continuation de la révolution d'Octobre 1917. Sa base, ce sont les conquêtes de 1917 du prolé-



tariat, et elle vise à détruire les obstacles à leur développement, la bureaucratie et son pouvoir qui sont aussi étrangers aux rapports sociaux d'Octobre qu'un cancer l'est à un corps sain. Son but, c'est le pouvoir de la classe ouvrière organisée dans ses conseils.

Nous devons déclarer clairement, et nous déclarons devant la classe ouvrière internationale et ses militants que l'Opposition de gauche bolchevique de l'U.R.S.S., et en particulier son dirigeant Léon Trotsky, avait raison ! Le « Programme » dans lequel il a résumé les expériences historiques du prolétariat, particulièrement sur la trahison de la bureaucratie stalinienne, et défini ses tâches, le « Programme » sur lequel il a fondé la IV<sup>e</sup> Internationale a été vérifié par les luttes et les expériences du prolétariat international. C'est de nos jours que ce prolétariat rend particulièrement vivant et actuel ce « Programme ». Nous avons une expérience de la révolution politique dans les pays de l'Europe de l'Est qui confirme entièrement l'analyse de Trotsky.

De 1953 à 1968, de l'Allemagne de l'Est à la Tchécoslovaquie, les travailleurs ont tendu à réaliser par leurs luttes, *inconsciemment*, les mêmes revendications que le « Programme » marxiste de la IV<sup>e</sup> Internationale, écrit par Léon Trotsky il y a plus de 30 ans, a résumées *consciemment* :

« La nouvelle montée de la révolution en U.R.S.S. commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la LUTTE CONTRE L'INÉGALITÉ SOCIALE ET L'OPPRESSION POLITIQUE. A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans les salaires de toutes les formes de travail !

La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usines, pour la liberté de réunion et de la presse se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE.

La bureaucratie a remplacé les soviets, en tant qu'organes de classe, par la fiction du suffrage universel dans le style de Hitler-Goebbels. Il faut rendre aux soviets non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant LA BUREAUCRATIE ET LA NOUVELLE ARISTOCRATIE DOIVENT ÊTRE CHASSÉES DES SOVIETS. Dans les soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des travailleurs des kolkhozes, des paysans et des soldats rouges.

La démocratisation des soviets est inconcevable sans la LÉGALISATION DES PARTIS SOVIÉTIQUES. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes par leur libre suffrage montreront quels sont les partis soviétiques.

RÉVISION DE L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE du haut en bas, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs ! Les comités d'usines doivent reprendre leur droit de contrôle sur la production. Les coopératives de consommation, démocratiquement organisées, doivent contrôler la qualité des produits et leurs prix.

RÉORGANISATION DES KOLKHOZES en accord avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts !

La politique internationale conservatrice de la bureaucratie doit faire place à la politique de l'internationalisme prolétarien. Toute la correspondance diplomatique du Kremlin doit être publiée. A BAS LA DIPLOMATIE SECRÈTE !

Tous les procès politiques montés par la bureaucratie thermidorienne doivent être révisés, dans les conditions d'une publicité complète et d'un libre examen. Les organisateurs des falsifications doivent en supporter le châtement mérité. »



Nous tous, militants tchécoslovaques, polonais, hongrois et yougoslaves, qui avons participé activement aux luttes de nos travailleurs et de notre jeunesse, nous reconnaissons dans ce « Programme » nos revendications. C'est donc notre programme !

La révolution politique est celle de la classe ouvrière continuant l'œuvre de 1917 contre la bureaucratie usurpatrice. Le rôle de direction de cette révolution revient tout naturellement à la classe ouvrière, et elle l'a assumé dans toutes les révolutions politiques dans les pays de l'Europe de l'Est.

Le rôle important joué par les étudiants et les intellectuels n'infirmes en rien cette constatation. Dans les pays des conquêtes socialistes, ils ne sont pas une « *intelligentsia* » à part, comme la bourgeoisie aime à les présenter. Ils appartiennent à la classe ouvrière dont ils forment un détachement. C'est pour cette raison qu'ils sont capables de s'appuyer sur les mouvements, au début moins perceptibles, des travailleurs, et d'en formuler les revendications générales. Et pour que celles-ci aboutissent, la classe elle-même doit se mobiliser et prendre en main la direction de tout le mouvement. Tel fut le processus en 1956 en Pologne et en Hongrie, et en 1968 en Tchécoslovaquie.

Mais si ce rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution politique est le résultat naturel du rapport des forces à l'intérieur de ces pays, rapport déterminé par les conquêtes d'Octobre, il exprime une profonde réalité internationale. La révolution politique est la destruction de la bureaucratie et de son régime politique. Or ceux-ci ne sont que le produit monstrueux d'un certain équilibre entre le prolétariat international et la bourgeoisie mondiale, équilibre maintenu par le retard de la révolution mondiale. D'où nous devons tirer la conclusion capitale que la révolution politique ne peut vaincre qu'en tant que partie organique de la révolution mondiale, condition essentielle de la destruction de la bureaucratie et de son pouvoir. La véritable force dirigeante de la révolution politique est ainsi le prolétariat mondial. Plus qu'un allié de la classe ouvrière des pays des conquêtes socialistes, il forme avec elle un bloc uni, car l'issue finale de la révolution politique est déterminée avant tout par la victoire ou l'échec du prolétariat des pays industriellement développés.

L'unité internationale de la classe ouvrière s'exprime ainsi dans la réciprocité, dans l'interaction du développement de ses luttes, dans la maturation de la révolution. Elle s'exprime dans l'unité de la révolution sociale dans les pays capitalistes et de la révolution politique dans les pays dominés par la bureaucratie. La révolution mondiale se pose en ces termes. Ou bien on est *pour* cette unité de la révolution sociale et de la révolution politique, ou bien on est *contre* la révolution mondiale. Telle est l'alternative décisive !

Cette unité du prolétariat et de ses luttes est la transcription politique d'une réalité sociale, à savoir la nature mondiale des forces productives modernes, s'exprimant dans la division internationale du travail. Aujourd'hui, la contradiction entre cette nature et les entraves artificielles de la propriété privée des



moyens de production et des cadres nationaux entraîne la destruction des forces productives ; tandis que la politique et la pratique du « *socialisme dans un seul pays* » comprimant les forces productives soumettent la planification au capitalisme mondial et minent les conquêtes socialistes. La classe ouvrière est la principale force productive. Elle tend à son unification organique à l'échelle internationale. Voilà pourquoi les entraves du développement des forces productives sont, elles aussi, des forces sociales : la bourgeoisie et la bureaucratie.

Travailleurs et jeunes des pays capitalistes !

Travailleurs et jeunes des pays sous la domination de la bureaucratie !

Militants ouvriers du monde entier !

C'est en Europe que se concentrent toutes les contradictions. C'est en Europe que mûrissent toutes les conditions de la révolution imminente.

C'est en Europe que les vieux capitalismes nationaux, réduits à la portion congrue, sont les plus incapables de surmonter leurs contradictions, confrontés, d'une part, à l'avance de la révolution mondiale après la guerre, à la combativité du prolétariat résolu à se défendre, d'autre part, à la concurrence et à l'hégémonie du capital américain.

C'est en Europe que les forces productives organisées sur la base des rapports sociaux d'Octobre, étouffées par la politique du « *socialisme dans un seul pays* », exigent le plus leur intégration dans les forces productives européennes.

C'est en Europe que la charge de dynamite de la contradiction entre les forces productives et leurs entraves est la plus forte et la plus violente parce qu'elle a pour cadre deux systèmes sociaux irréconciliablement opposés.

C'est en Europe que se pose l'unification organique de la révolution sociale dans les pays capitalistes et de la révolution politique dans les pays dominés par la bureaucratie. C'est la révolution *européenne* qui est le terme concret de la révolution mondiale, et celui de l'unité mondiale du prolétariat.

C'est en Europe, enfin, que se trouve la force la plus avancée de ce prolétariat. C'est la classe ouvrière européenne qui dispose de puissantes organisations de classe, syndicales et politiques ; c'est elle qui dispose d'acquis plus élevés encore, ses Etats, malgré leur dégénérescence, leurs déformations ; c'est elle qui, avec ses traditions séculaires de combats de classe, a accumulé la plus grande expérience du réformisme et du stalinisme ; c'est elle qui réalise dans ses rangs l'amorce et le développement du processus qui conduit à sa libération de la tutelle des directions traîtres. Libération qui est la principale condition de la révolution mondiale.

Et pour toutes ces raisons nous disons : la victoire définitive du prolétariat ne pourra être assurée que par la révolution de ses forces décisives, à savoir le prolétariat américain, mais le déclenchement de la révolution mondiale ne peut être que l'œuvre de la classe ouvrière européenne, condition même du développement de la conscience de classe du prolétariat américain.



La révolution européenne unifiant la classe ouvrière internationale est la réaffirmation vivante de la théorie marxiste de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution. Nous rejetons et condamnons le centrisme, sous toutes ses formes, dont l'une des caractéristiques est la négation du rôle dirigeant de la classe ouvrière.

La tendance inspirée par l'aile Mao Tsé-toung de la bureaucratie chinoise ose prétendre que le prolétariat des pays capitalistes industriellement développés a perdu sa capacité révolutionnaire. Elle attribue le rôle dirigeant de la révolution à la paysannerie, aux peuples opprimés des colonies ou des anciennes colonies. Pour mieux le justifier, elle est obligée de diviser l'unité mondiale de la lutte révolutionnaire en établissant de prétendues « zones de tempête » de la révolution. Tous les courants petits-bourgeois, tel celui qui n'a d'autre méthode que l'organisation de guérillas artificielles, procèdent de la même manière. En réalité, toutes ces tendances refusent de combattre le capitalisme mondial, en refusant la lutte de classe du prolétariat et ses méthodes. L'issue de leurs « révolutions », en Algérie ou n'importe où ailleurs, démasque le contenu de classe de ces courants. De même que l'échec de la tentative de Guévara écarte cruellement l'illusion lamentable sur tous les substituts à la classe ouvrière internationale et à ses méthodes de lutte.

Plus néfaste est encore le courant centriste du type Germain-Frank-Krivine, car il se présente sous l'étiquette de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ces gens, tout en abusant de ce titre, renient pourtant la base même du « Programme » de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui procède de l'unité mondiale du prolétariat. Ils divisent le monde en « secteurs » : pays dominés par la bureaucratie, pays sous-développés, pays capitalistes développés. Dans cette dernière « zone », ils distinguent encore un « secteur » à part, l'Europe de l'Ouest. Ni plus ni moins, car du même coup ils « oublient » l'Allemagne qu'ils tranchent délibérément en deux « zones » ! Ils élaborent ensuite de prétendues stratégies pour tous les « secteurs ». Dans un « secteur » donné, ils attribuent le rôle dirigeant à certains peuples, comme les travailleurs vietnamiens qu'ils chargent, en plus, de la tâche de vaincre seuls l'impérialisme américain. Ailleurs, ce rôle est attribué aux groupes de guérilleros, tandis que, dans les pays capitalistes avancés, ils donnent le rôle dirigeant aux étudiants.

Nous nous élevons contre ce charlatanisme. Tous ces courants nient le rôle dirigeant du prolétariat et, par conséquent, ils divisent l'unité mondiale, organique et non additionnée, de la lutte des classes. Le contenu d'une telle position est l'acceptation de l'ordre bourgeois. C'est ainsi que, fondamentalement, ils s'alignent — tous, sans exception ! — sur la politique de la bureaucratie stalinienne, car c'est celle-ci qui porte la principale responsabilité de briser l'unité du prolétariat mondial en divisant le monde en blocs, reniant le marxisme qui affirme que la ligne de démarcation se situe entre les classes fondamentales, à l'échelle internationale.

Mais si les centristes prennent au sérieux leur propre charla-



tanisme, la bourgeoisie et la bureaucratie savent l'importance de l'unité et du rôle du prolétariat. C'est pour cette raison qu'elles ont consciemment organisé la division du monde, la coupure de la classe ouvrière internationale afin d'empêcher la révolution.

Au cours de la seconde guerre mondiale impérialiste, la bureaucratie du Kremlin, en renforçant son alliance avec la bourgeoisie mondiale, voulait établir et consacrer par l'accord de Yalta et de Potsdam un nouvel « *équilibre* » entre le prolétariat et la bourgeoisie. Ce nouvel équilibre, résultant de l'avance de la révolution mondiale, était exprimé et codifié par la division contre-révolutionnaire de l'Europe. Il reposait sur la marche en avant de la révolution mondiale en Europe de l'Est — que la bureaucratie ne pouvait pas empêcher sous peine de se voir encerclée par l'impérialisme —, et sur l'Union sacrée des staliniens et de la bourgeoisie en Europe de l'Ouest, trahissant la révolution. La nature contre-révolutionnaire de ce pacte d'équilibre est déterminée précisément par le fait qu'il vise à arrêter la révolution mondiale par la division de l'Europe et par la rupture de l'unité de ses forces productives, de l'unité de son prolétariat. Contre la classe ouvrière, la bourgeoisie et la bureaucratie ont organisé la division de la classe ouvrière européenne, et son ligotage. La bureaucratie stalinienne a hermétiquement isolé la classe ouvrière des pays de conquêtes socialistes de celle des pays capitalistes.

La division de l'Europe est une entreprise réactionnaire. Elle rompt délibérément l'unité internationale de la classe ouvrière et, par là même, des forces productives. Cette rupture contre-révolutionnaire trouve sa pleine expression dans la division de l'Allemagne. C'est par elle que la bourgeoisie et la bureaucratie essaient de briser l'unité du prolétariat allemand, clé et force principale de la révolution européenne. C'est la base de leur « *coexistence pacifique* » et de leur coopération. Nous n'accepterons jamais la coupure de la classe ouvrière internationale !

A bas la division de l'Europe ! A bas la division de l'Allemagne !  
A bas le mur honteux de Berlin !

La profonde signification de la montée révolutionnaire de la classe ouvrière européenne, à l'Est comme à l'Ouest, est qu'elle a déjà bouleversé ce dispositif réactionnaire. La grève générale en France et le processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie, puis la chute de De Gaulle, pilier de cet « *ordre* », ont fait s'écrouler ce système de ligotage de la classe ouvrière européenne. Au cœur même de cette Europe divisée, le développement de la révolution politique tchécoslovaque, avec sa puissante classe ouvrière, expérimentée et organisée, est le signal révolutionnaire immédiat à la classe ouvrière soviétique, à celle de tous les pays de l'Est. En même temps, elle agit comme un catalyseur révolutionnaire sur le prolétariat allemand : à l'Est et à l'Ouest. Ensemble avec la grève générale du prolétariat français, c'est le début de la révolution européenne.

Voilà pourquoi la bureaucratie stalinienne et son appareil international ont empêché, coûte que coûte, l'aboutissement de la grève générale en France et la révolution politique en Tchécoslovaquie.



Et voilà pourquoi ils essaient, contre cette menace immédiate de la révolution européenne, de renforcer leur collaboration de classes avec la bourgeoisie européenne sur la base du « *statu quo* » pourri. Voilà pourquoi ils tendent à s'entendre mieux encore avec la bourgeoisie allemande, réaffirmant avec elle la division réactionnaire de l'Allemagne.

Mais la classe ouvrière européenne a pris l'initiative. La résistance des travailleurs tchécoslovaques à la « *normalisation* » n'est pas brisée. La classe ouvrière et la jeunesse sont en mouvement dans tous les autres pays de l'Europe de l'Est, et surtout en U.R.S.S. également. Dans les pays capitalistes, le prolétariat et la jeunesse poursuivent leur lutte. Ils se préparent aux combats décisifs en tirant le bilan de leurs expériences, en cherchant les voies et les moyens d'unifier leur combat, de regrouper et d'unir les forces de toute la classe. Malgré les tentatives de la bourgeoisie et de la bureaucratie de briser le prolétariat et la jeunesse, le combat de la classe s'amplifie. C'est l'imminence de la révolution.

Qui peut donc répondre à la question de l'ouvrier français de chez Renault et de l'ouvrier tchécoslovaque d'Ostrava, la même question posée simultanément en 1968 : quel est le rapport entre la grève générale en France et la mobilisation des travailleurs en Tchécoslovaquie ? Car il faut répondre à cette question, la plus importante du prolétariat international, en ouvrant la perspective de la révolution par une stratégie, par une politique d'ensemble, par un mot d'ordre unificateur et mobilisateur.

Les partis stalinien ou sociaux-démocrates peuvent-ils apporter une réponse ? Tous les militants savent que non. Ce sont précisément ces partis qui, au service de la bourgeoisie, organisent la division de l'Europe, la coupure de la classe, reconnaissent et maintiennent le « *statu quo* » bourgeois. Mais les centristes auraient-ils alors une réponse ? Pas du tout ! Ils nient le rôle dirigeant du prolétariat et, partant, sectionnent l'unité mondiale de la lutte révolutionnaire. Ceux qui, comme les centristes Germain et Cie, abusant du nom de la IV<sup>e</sup> Internationale, consacrent même la division de l'Allemagne, non seulement sont incapables d'une réponse, mais agissent en laquais de la bureaucratie !

Militants ouvriers, travailleurs et jeunes tchécoslovaques, soviétiques, polonais, hongrois, yougoslaves, roumains, bulgares, albanais !

Militants ouvriers, travailleurs et jeunes français, anglais, italiens, espagnols, grecs, belges, scandinaves, et de toute l'Europe !

Militants ouvriers, travailleurs et jeunes allemands, de l'Est et de l'Ouest !

Il n'y a qu'un seul courant du mouvement ouvrier capable de répondre, parce qu'ayant la perspective de la révolution mondiale.

C'est le Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale qui lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale en combattant le centrisme de Germain-Frank-Krivine et Cie, qui abusent de son drapeau. Le Comité international ouvre la perspective de la révolution européenne sous le mot d'ordre : **EN AVANT POUR LES ETATS-UNIS SOCIALISTES DE L'EUROPE !**



Nous tous, militants tchécoslovaques, yougoslaves, hongrois, polonais, nous y trouvons la réponse aux ouvriers français et tchécoslovaques, à toute la classe ouvrière internationale. Le développement de la révolution politique en Tchécoslovaquie et la grève générale en France étaient le début de la révolution européenne, qui nécessite l'unification du combat du prolétariat autour du mot d'ordre des Etats-Unis socialistes de l'Europe.

Les Etats-Unis socialistes d'Europe, tels sont le but et le contenu de la révolution européenne, car la révolution n'a pas et ne peut pas avoir un cadre national. Ce mot d'ordre ouvre ainsi la voie de la révolution mondiale.

Les Etats-Unis socialistes d'Europe, c'est le seul mot d'ordre qui unifie la révolution sociale dans les pays capitalistes avec la révolution politique dans les pays dominés par la bureaucratie.

Les Etats-Unis socialistes d'Europe, c'est la seule réponse révolutionnaire du prolétariat contre le « *statu quo* » bourgeois, cadre de la destruction des forces productives et de l'attaque contre les conquêtes socialistes.

Les Etats-Unis socialistes d'Europe, c'est le seul cadre de la réunification de l'Allemagne divisée.

Les Etats-Unis socialistes d'Europe, c'est le seul mot d'ordre de l'unification du prolétariat européen contre la Sainte Alliance de la bourgeoisie et de la bureaucratie, contre leurs interventions militaires et politiques.

L'imminence de la révolution oblige tous les militants de la classe ouvrière à reprendre le mot d'ordre du « *Manifeste du parti communiste* » : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* », et à opposer aux frontières nationales, moyens de division et d'oppression des travailleurs, le seul mot d'ordre révolutionnaire, celui de Marx et d'Engels, de Lénine et de Trotsky : « *Vive les Etats-Unis socialistes d'Europe !* »

Mais dans leur cheminement vers les Etats-Unis socialistes d'Europe, par l'unification de la révolution sociale avec la révolution politique, les travailleurs tchécoslovaques, polonais, yougoslaves et hongrois, et des autres pays de l'Europe de l'Est, marcheront ensemble, empruntant des voies spécifiques.

Comme force et centre du maintien du pouvoir bureaucratique dans les autres pays, la bureaucratie de Moscou est un oppresseur national. Elle a pleinement rempli ce rôle de gendarme des peuples contre la Tchécoslovaquie, de même que, douze ans auparavant, contre la Hongrie. Du fait, le processus de la révolution politique se confond avec celui de la libération nationale contre l'oppression du Kremlin. C'était le cas chaque fois que les travailleurs se mettaient en mouvement : en Allemagne de l'Est, en 1953, en Pologne et en Hongrie, en 1956, en Tchécoslovaquie, en 1968. Mais ressentant la nécessité de s'unifier avec les travailleurs des autres pays, d'une part, pour pouvoir vaincre le Kremlin, cet oppresseur commun, d'autre part, pour résoudre la question nationale en protégeant ensemble leurs acquis, les travailleurs et la jeunesse de ces pays ont chaque fois repris le vieux mot d'ordre socialiste, la Fédération socialiste de l'Europe centrale et orientale.



La bureaucratie de Moscou caractérise les mouvements des travailleurs vers la révolution politique comme « *antisoviétiques* », car les revendications nationales qu'ils présentent sont dirigées contre elle. Nous retournons cette accusation : c'est la bureaucratie qui est anti-soviétique. Et c'est pour cette raison qu'elle déporte des peuples entiers de l'Union soviétique : les Tatares, les Tchetchènes, les Allemands de la Volga, les Inguich, etc. Elle écrase les autres, car elle opprime les travailleurs russes eux-mêmes. C'est pourquoi la révolution politique en U.R.S.S. aussi se confondra avec la lutte pour la liberté nationale contre la bureaucratie du Kremlin.

Travailleurs et jeunes, militants tchécoslovaques, polonais, yougoslaves, hongrois, est-allemands, roumains, bulgares, albanais !

Nous vous appellons à refuser l'identification de l'U.R.S.S. avec l'oppression nationale de la bureaucratie ! La lutte contre cette oppression, la révolution politique, est un combat d'ensemble avec les travailleurs soviétiques.

Vive Piotr Grigorenko, Larissa et Youli Daniel, Anatoli Martchenko, Piotr Yakir, Ivan Iakimovitch et les centaines, les milliers d'autres courageux combattants, représentants des travailleurs et de la jeunesse soviétiques !

Salut fraternel à la nouvelle opposition communiste de l'U.R.S.S., espoir de la classe ouvrière internationale, espoir de nos peuples !

La solution du problème national dans nos pays sur la base de la formule de Lénine : « *Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », est ainsi une tâche non nationale, mais éminemment internationale, assurée par la révolution. Là se vérifie de nouveau l'enseignement de Lénine : la question nationale est avant tout une question sociale.

Cependant, nous nous élevons contre toute tentative visant à identifier les deux et, partant, de supprimer la question nationale, qui doit être résolue comme telle. Le désir profond des travailleurs de nos pays de s'unir avec les travailleurs des autres pays, ainsi que la nécessité d'unifier leur force contre l'oppression de la bureaucratie soviétique, a fait surgir la revendication d'une Fédération socialiste de l'Europe centrale et orientale, démontrant la nécessité de régler la question nationale comme telle. C'est un mot d'ordre juste et puissant qui permet la mobilisation et l'unification des travailleurs de tous les pays de l'Est contre la bureaucratie de Moscou, force principale de l'attaque menée contre les conquêtes socialistes et la liberté nationale, et agent direct du maintien de l'impérialisme. En outre, ce mot d'ordre est d'autant plus nécessaire qu'il permet aux nations et nationalités opprimées par la bureaucratie dans ces pays mêmes de « *disposer d'elles-mêmes* ». La Roumanie, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et la Pologne — sans parler de l'U.R.S.S. — sont des pays multinationaux, et seul le mot d'ordre de la Fédération socialiste, valable pour toutes les nations opprimées par les bureaucraties « *nationales* », permet de régler cette vieille question douloureuse.

Mais la solution du problème national est une tâche internationale. Une telle Fédération ne peut être une fin en soi, et encore moins un moyen de séparation, et de l'Union soviétique,



et du prolétariat de l'Europe de l'Ouest. Au contraire, elle doit constituer un chaînon dans la lutte pour l'unification des travailleurs soviétiques et des travailleurs des pays de l'Ouest. Car, en même temps, seule cette unification dans les Etats-Unis socialistes d'Europe assurera la libération nationale de nos pays et leur unification.

## **REFORME OU REVOLUTION ?**

Si, aujourd'hui, nous comprenons la nature et la fonction de la bureaucratie, c'est parce que, avec l'aide de nos camarades du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous avons tiré toutes les conclusions de nos expériences. Auparavant, dans nos pays, même la reconnaissance du fait que le régime politique de la bureaucratie est contraire aux intérêts de la classe ouvrière ne nous venait pas d'un seul coup, mais se développait lentement dans notre conscience, en fonction de l'extension du mécontentement et de l'évolution de la lutte des travailleurs. L'admission d'un tel fait était douloureuse, car, les conquêtes socialistes étant nôtres et nous-mêmes ayant appartenu au parti communiste, nous avons identifié ce régime politique avec le socialisme et ses conquêtes. C'est en participant aux luttes que développent les travailleurs et la jeunesse contre la bureaucratie et son régime que nous nous sommes rendu compte de leur réalité. Quoi de plus naturel si, pendant longtemps, nous avons délibérément écarté la révolution comme moyen de changer ce régime ! Pendant longtemps encore, nous avons pensé qu'il était possible de redresser ce régime politique, de l'améliorer en le débarrassant de ses « défauts » et des principaux responsables de ces « défauts ». En somme, nous étions pour une « réforme ». Et bien que, d'après notre analyse, notre position pour la révolution politique soit déjà parfaitement claire, nous devons tirer le bilan entier de nos expériences afin de clarifier ce point capital pour toute la classe ouvrière internationale, et pour les nombreux militants qui croient encore à la « réforme ».

### **LES PREMIERES ILLUSIONS D'UNE « REFORME » ET LEUR RETOMBEE**

L'une des raisons de croire que la bureaucratie et son régime peuvent, par des « réformes », se transformer conformément aux revendications des travailleurs est que, dans ces pays, la bourgeoisie a été expropriée et son pouvoir renversé. Dans la lutte que nous avons menée au sein de l'opposition communiste, par exemple en



Hongrie et en Pologne d'avant la révolution de 1956, nous avons estimé la révolution impossible, précisément à cause de ce fait. Même au moment des plus grands heurts avec l'appareil stalinien, notre opposition supposait qu'un mouvement de masse ne pourrait être que contre-révolutionnaire, puisque la révolution était derrière nous.

Militants de la classe ouvrière internationale ! Vous, à qui les conquêtes socialistes sont chères et pour qui les doutes sur le parti supposé comme le vôtre sont douloureux, vous ne pouvez que comprendre combien il nous était alors difficile d'avoir une autre position. Mais c'est justement parce que nous en avons fait la très coûteuse expérience que nous devons l'analyser et la soumettre à la critique.

Une condition particulière de la lutte contribue encore à renforcer ce « réformisme ». C'est que, dans les pays des conquêtes socialistes, les revendications des travailleurs sont de nature politique, et le contenu même de leur combat est le développement d'une révolution *politique*. Ils visent à remplacer le régime politique de la bureaucratie par le régime de la démocratie ouvrière. D'où l'importance capitale de la lutte pour les droits démocratiques. Mais si, inévitablement, le combat contre la bureaucratie part de la revendication de la démocratie soviétique, des droits démocratiques, il peut aussi semer l'illusion parmi ses participants qu'il ne s'agit *que* d'obtenir ces droits démocratiques de ce même régime. Ne sont-ils pas effectivement des mesures politiques ? Et c'est ainsi que nous étions amenés, nous aussi, à penser qu'il suffit de mener la lutte contre la fraction compromise de la bureaucratie afin de remplacer l'équipe dirigeante par une autre, celle-ci favorable à la satisfaction des revendications.

Or c'est justement le combat pour les droits démocratiques qui démontre l'impossibilité d'une « réforme » de la bureaucratie, et par là même l'importance primordiale de cette lutte.

La contradiction fondamentale dans les pays dominés par la bureaucratie est que, d'une part, la classe ouvrière est la propriétaire des moyens décisifs de production — ce fait étant exprimé par les conquêtes socialistes d'Octobre — mais que, d'autre part, elle est dépossédée du pouvoir des soviets par la bureaucratie qui, exerçant le pouvoir, gère aussi les conquêtes socialistes. Entre la position sociale de la classe ouvrière et sa situation politique, il y a donc une contradiction aiguë. Ainsi, le pouvoir de la bureaucratie n'a aucune base dans les conquêtes socialistes. Il en est la violente contradiction. Ces conquêtes, représentant la plus grande « démocratie économique », exigent un pouvoir, un régime politique démocratiques, en harmonie avec elles. Parce qu'elle n'a aucune base dans les rapports sociaux, et parce qu'elle est sans cesse confrontée à la nécessité de maîtriser cette contradiction, la bureaucratie ne peut permettre aucune démocratie. Son pouvoir, son régime politique sont fondés sur la violence contre toutes les classes et couches de la population laborieuse, y compris et surtout la classe ouvrière. Ce régime ne peut être que monolithique, excluant et poursuivant la plus petite manifestation de démocratie. Il déve-



loppe l'inégalité sociale entre les travailleurs et les privilégiés. Jamais et nulle part, la bureaucratie n'est capable de réaliser la moindre partie des droits démocratiques que les masses ont imposés à la bourgeoisie, connus sous le nom de « *droits démocratiques bourgeois* ». Il y a une contradiction criante entre le langage des constitutions, conçues pourtant par et pour la bureaucratie, et les faits. La bureaucratie supprime le droit de grève, la liberté de presse, de parole, de réunion, d'association, de manifestation, de création, elle impose la censure, elle opprime les nations et les nationalités. De plus, elle prétend à la direction de la création littéraire, artistique et scientifique et, effectivement, c'est elle qui détermine le contenu et même la forme de toute création intellectuelle, frappant les récalcitrants.

Mais jamais et nulle part dans ces pays, la classe ouvrière, la paysannerie, les intellectuels, la jeunesse n'acceptent un tel régime politique. Inévitablement, et à chaque fois, ils commencent et recommencent à revendiquer plus de droits, à combattre le mensonge, rendant vivant le « *Programme* » de la IV<sup>e</sup> Internationale rédigé par Léon Trotsky :

« La nouvelle montée de la révolution en U.R.S.S. commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la LUTTE CONTRE L'INÉGALITÉ SOCIALE ET L'OPPRESSION POLITIQUE. »

Sur la base des conquêtes socialistes, la revendication des droits démocratiques signifie la mise en question directe et immédiate du pouvoir, du régime politique de la bureaucratie. Car la lutte pour ces droits est une lutte pour la solution de la contradiction fondamentale entre les rapports sociaux d'Octobre et le régime politique. Mais ce contenu, cette signification du combat restent cachés le plus souvent aux combattants eux-mêmes qui croient sincèrement pouvoir réaliser ces droits par « *l'autoréforme* » de la bureaucratie. Or, justement, à cause du contenu de cette lutte, qui implique le remplacement du régime politique de la bureaucratie, celle-ci ne peut, en aucune façon, accepter les droits démocratiques. Elle est foncièrement contre une telle « *réforme* », de par sa propre nature et celle de son pouvoir. Voilà pourquoi elle et son régime, non seulement sont incapables de se « *réformer* », mais de plus combattent toute tentative de « *réforme* ».

En même temps, et à cause de ce même fait, la lutte pour la liberté de parole, contre la censure, pour le droit de réunion, etc. se développe inévitablement. Toutes les luttes, en 1956 en Pologne et en Hongrie, de même qu'en 1968 en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie et en U.R.S.S., commençant partout par la « *simple* » revendication de la liberté de création dans l'art et dans la littérature, ont déclenché ce processus au cours duquel se forme la revendication globale pour la démocratie soviétique. Comme Trotsky l'écrivait, il y a plus de 30 ans, dans le « *Programme* » de la IV<sup>e</sup> Internationale :

« La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE. »



Car, sur la base des rapports sociaux d'Octobre, il ne peut y avoir qu'une démocratie ouvrière. Elle prend forme dans l'apparition *inévitabile* des conseils ouvriers, et trouve sa plus haute expression dans leur pouvoir. La réalisation des droits démocratiques dit bourgeois, impensable pour la bureaucratie, ne peut se faire que par la plus haute expression de la démocratie ouvrière, à savoir le pouvoir des conseils ouvriers. Et puisque, pour la réalisation de ces droits, il faut les dépasser par le pouvoir des conseils, la bureaucratie doit être brisée et son pouvoir détruit. Pour introduire la « *réforme* » démocratique, il faut que la classe ouvrière fasse la révolution.

Mais cette dialectique du combat reste cachée à la grande majorité des combattants issus des rangs de la bureaucratie, éduqués par elle et ainsi profondément étrangers à la dialectique. Leur raisonnement, qui fut aussi le nôtre, est que — puisqu'il ne s'agit « *que* » de certaines mesures politiques allant dans le sens de la démocratie — non seulement une « *réforme* » est nécessaire, mais qu'elle est aussi possible.

Des expériences pratiques semblaient confirmer un tel raisonnement « *réformiste* ». Ainsi par exemple, afin de pouvoir résister au Kremlin, Tito était obligé de faire certaines concessions aux travailleurs. D'autant plus que la rupture d'avec Moscou entraînait et supposait une autre rupture dans les rangs de la bureaucratie yougoslave elle-même. Ces concessions, telles que le prétendu rôle de la classe ouvrière dans les « *conseils d'autogestion* » ou la politique relativement tolérante envers les nations et nationalités composant la Yougoslavie, ainsi qu'un semblant de démocratisation, « *réformaient* » à nos yeux ce régime. Et cette illusion resta la nôtre jusqu'en 1956, ou même plus tard. Nous avons été enthousiasmés par ces « *réformes* », bien qu'une répression toute stalinienne ait frappé des milliers de militants yougoslaves opposés à la rupture parce qu'ils y voyaient une rupture avec l'Union soviétique. Pendant longtemps, nous avons cru à la « *voie yougoslave* », car nous n'avons pas connu ses limites, et nous avons considéré la révolution dans ces pays comme un contresens ou, nécessairement, comme une contre-révolution.

C'est avec de telles convictions que l'opposition communiste a lutté en Pologne et en Hongrie, entre 1953 et 1956. Face à l'appareil, elle a réclamé que Gomulka et Imre Nagy prennent la direction. Le programme de ce dernier bénéficiait du soutien actif de l'immense majorité des travailleurs et de la jeunesse, tandis qu'en Pologne les travailleurs attendaient de Gomulka la réalisation de semblables revendications. Le 20<sup>e</sup> congrès du P.C. soviétique renforçait encore la croyance que tout serait possible par une « *réforme* ».

Mais rien ne fut possible. 1956 est l'année de la révolution en Pologne et en Hongrie et, par là même, celle de la fin des illusions sur une prétendue « *réforme* » de la bureaucratie et de son régime. En Hongrie, la lutte de l'opposition communiste formée autour d'Imre Nagy et de son programme avait le soutien de la



grande majorité des travailleurs, de la jeunesse, des intellectuels et des paysans. Sur cette base, et particulièrement après le 20<sup>e</sup> congrès du P.C. soviétique, elle a conquis la majorité du parti et une fraction importante de sa direction à tous les échelons. Le principal mot d'ordre du combat était celui-ci : « *En Hongrie aussi, il faut appliquer conséquemment les résolutions du 20<sup>e</sup> congrès !* » Mais ce qui n'était qu'une « simple » revendication démocratique et légitime — car elle aurait signifié une libre discussion dans le parti sur le passé — avait déjà impliqué l'élimination, par la voie démocratique, de la direction Rakosi et de ses apparatus, totalement discrédités. Rien d'étonnant si l'appareil résistait farouchement. La tension montait. La lutte s'amplifiait, mais n'aboutissait point. Lorsque les dirigeants du Kremlin, devenus inquiets, ont dû remplacer Rakosi, cette « réforme » n'apporta que la direction Geroe avec ses promesses. Aujourd'hui, Kadar l'interventionniste a beau jeu de se complaire dans le rôle d'un oppositional de l'époque mais, à ce moment-là, devenu le principal dirigeant après Geroe, il a lui-même expliqué à l'opposition que, voilà, « *la réforme a abouti, puisque moi, je suis devenu membre du bureau politique, il faut cesser l'opposition* ». C'est lui qui, deux ou trois mois avant l'éclatement de la révolution, mettait le plus d'acharnement, plus que Geroe lui-même, pour qu'Imre Nagy fasse son autocritique. Du coup apparaissent nettement le contenu et les limites d'une « réforme » de la bureaucratie et de son régime.

Mais un changement radical est apparu à partir du moment où les travailleurs et la jeunesse eux-mêmes commençaient à se mobiliser pour les revendications. Et, par suite du développement de cette lutte, la bureaucratie, au lieu de se réformer, se déchirait en fractions diverses. Plus les travailleurs et la jeunesse ont intensifié leurs luttes, plus la bureaucratie se décomposait en deux groupes opposés : celui qui voulait de moins en moins de changements, et l'autre qui voulait une « réforme ». Au moment où les travailleurs et la jeunesse, devant le refus de satisfaire leurs revendications, se sont dressés, par une puissante manifestation et par la grève générale, pour que, enfin, ils fassent aboutir ces revendications, *la bureaucratie en tant que telle a éclaté en divers morceaux*. Les travailleurs et la jeunesse se sont trouvés en face de son pouvoir dans toute sa nudité, à savoir la police politique et les chars du Kremlin.

La première leçon qui s'en dégage est que, non seulement la bureaucratie est incapable de se réformer, mais qu'en plus elle ne veut d'aucune réforme. C'est uniquement au prix d'une dure bataille qu'il est possible d'arracher quelques concessions, très minimes et très fragiles, à condition toutefois que les masses travailleuses se mobilisent et y contraignent la bureaucratie. Celle-ci d'ailleurs se divise et se morcelle déjà au cours de cette lutte pour une « réforme », et, de toute façon, sa décomposition est entamée.

Deuxièmement, la naissance même d'un groupe d'opposition à l'intérieur de la bureaucratie et du parti, et à plus forte raison son développement, est déterminée par la résistance et la lutte des



travailleurs grondant dans les profondeurs de la classe et de la jeunesse. Pour cette raison même, la politique menée pour une « réforme » de la bureaucratie n'est autre chose qu'une réponse pragmatique d'une fraction de la bureaucratie elle-même face à cette mobilisation des travailleurs.

La classe ouvrière et la jeunesse se mobilisent pour faire aboutir les revendications « réformistes ». Ce faisant, ils sont obligés d'aller jusqu'au bout, car la bureaucratie en tant que telle est incapable de se « réformer », elle se morcelle, puis éclate. Pour réaliser la « réforme » du régime politique, la classe ouvrière et la jeunesse hongroises devaient faire la révolution.

La politique de « réforme », déjà en 1956, a montré son véritable visage, précisément à partir du moment où la classe ouvrière a pris en main la direction. Car les « réformistes » eux-mêmes se sont volatilisés, et dans leurs rangs se cristallisaient au moins quatre courants. L'un se profilait autour d'Imre Nagy qui ne pouvait pas franchir une limite bien précise : il voulait une autre politique, mais du même régime. Une telle position se définissait par rapport aux conseils ouvriers, qu'elle considérait comme auxiliaires du gouvernement, réclamant une sorte « d'autogestion » pour les ouvriers dans les usines. Un autre groupe de bureaucrates oppositionnels est allé plus ou moins rapidement et ouvertement vers des positions bourgeoises. Le troisième groupe a suivi les zigzags de Kadar, dont le dernier, vers le Kremlin et son armée d'intervention, fut déterminé par son effroi devant l'activité autonome des travailleurs, par son profond mépris à leur égard, et par son manque de confiance en la capacité de la classe ouvrière. Un quatrième groupe, enfin, rompant avec la « réforme », cherchait la voie vers la classe ouvrière et la jeunesse dans la révolution.

La raison fondamentale de la dissolution de l'opposition consistait en ce qu'elle n'était qu'une opposition se basant sur la possibilité d'une « réforme ». Or l'axe central du combat était la question du pouvoir, constituant la ligne de démarcation. Tous ceux qui refusaient, pour une raison ou pour une autre, le pouvoir des conseils de la classe ouvrière, restaient profondément « réformistes », quelles que fussent leurs divergences. Nous devons souligner que même Imre Nagy, qui, à son honneur, se distinguait profondément d'un Kadar en ce qu'il a accepté la révolution et l'a défendue jusqu'à la mort, ne pouvait pas se débarrasser de ce « réformisme ».

La politique d'une « réforme » de la bureaucratie implique nécessairement que le pouvoir reste entre les mains de la bureaucratie. Un gouvernement tel que celui d'Imre Nagy n'était plus déjà le pouvoir de la bureaucratie, car il avait dépassé ce régime. Mais il n'était pas encore, non plus, celui des conseils de la classe ouvrière. C'était un gouvernement transitoire, de type ouvrier-paysan qui aurait dû céder la place aux conseils. Mais le dépassement même du régime de la bureaucratie qu'il effectua fut une conquête de la révolution dans sa marche vers le pouvoir des conseils. La révolution a démontré qu'une « réforme » de la bureau-



cratie est impossible : pour faire aboutir les revendications, il fallait une révolution qui posât obligatoirement l'alternative : ou bien marcher en avant vers le pouvoir des conseils ouvriers de la classe mobilisée, ou bien voir la contre-révolution renverser le gouvernement transitoire et le pouvoir basculer entre les mains de la bureaucratie, personnellement « *renovée* », mais incapable de se réformer.

En Pologne, Gomulka est arrivé au pouvoir avec la promesse d'une « *réforme* » du régime pour satisfaire les revendications. Cette expérience montrait qu'il est possible qu'une équipe « *réformiste* » prenne le pouvoir. A condition — nous le répétons — d'être propulsée par une mobilisation massive des travailleurs. La fraction Gomulka ne serait jamais arrivée au pouvoir sans la puissante montée de la révolution politique en Pologne. Les travailleurs, la jeunesse, les intellectuels polonais, et les militants qui ont œuvré à ce changement croyaient sincèrement à la « *réforme* ». Mais cette croyance finit dans la tragédie. Parce que, en consolidant son pouvoir, sur l'arrière-fond de l'écrasement sanglant de la révolution hongroise, la nouvelle équipe dirigeante de la bureaucratie a frappé les travailleurs et leurs mouvements déjà sporadiques et en reflux. En quelques mois, la nouvelle direction Gomulka a nettoyé toutes les instances et institutions des militants qui l'ont installée au pouvoir et qui continuaient à croire à la « *réforme* ». Après une période de temporisation tactique, nécessaire pour essouffler la révolution, les nouvelles équipes de la bureaucratie, aussi bien celle de Gomulka en Pologne que celle de Kadar en Hongrie, ne se distinguaient des anciennes que par certains aspects extérieurs et secondaires.

Quant à la réalité d'une prétendue « *réforme* » de la bureaucratie dont Khrouchtchev et le 20<sup>e</sup> congrès du P.C. soviétique ont pris l'initiative, les expériences en sont éloquentes. Déjà en 1956, cette bureaucratie « *réformée* » a écrasé dans le sang la révolution hongroise des conseils ouvriers. Les bouchers de Budapest ont pendu — deux ans plus tard ! — Imre Nagy et ses camarades. Ils ont exécuté par centaines, et *souvent sans aucun procès*, les jeunes, les présidents et les membres des conseils ouvriers. Voilà la « *réforme* » de la bureaucratie ! Ce fut le « *réformateur* » Tito qui livra Imre Nagy et ses camarades aux bourreaux staliniens. Nous avons payé très cher nos illusions sur la « *réforme* ». Khrouchtchev, boucher sanglant de Budapest, a maintenu les camps de concentration et les prisons pour des milliers d'oppositionnels en U.R.S.S. Il a maintenu la déportation de peuples entiers. Le témoignage du jeune ouvrier soviétique Anatoli Martchenko, comme celui de centaines d'autres militants soviétiques de la nouvelle opposition communiste, démasque cette « *réforme* », de la même manière que l'intervention contre la Tchécoslovaquie.

La « *réforme* » de la bureaucratie ? C'est la « *désapprobation* » de l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, mais l'acceptation du diktat de Moscou et de la « *normalisation* » ! Voilà l'essentiel.



## LES RECENTES EXPERIENCES ET LES SOURCES DE L'ILLUSION « REFORMISTE »

Malgré ces amères expériences de 1956, au cours de l'année 1968, toutes les illusions sur une réforme de la bureaucratie et de son régime renaissaient dans la lutte en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, ou en U.R.S.S. Ce fait démontre déjà que cette illusion n'est pas simplement l'effet du hasard ni même seulement le produit d'une méconnaissance des expériences antérieures, mais qu'elle a des bases et une racine profondes. En outre, la plupart d'entre nous ne connaissaient pas ces expériences de 1956, et encore moins étaient-ils conscients. Les leçons des révolutions polonaise et hongroise de 1956 n'étaient pas généralisées et comprises. Et lorsque, en 1968, nous sommes entrés en lutte avec nos travailleurs et la jeunesse en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie et en Pologne, nous avons aussi attendu que la bureaucratie, ou plus exactement sa fraction « *progressiste* », réalise une réforme conforme aux revendications.

Participant aux mouvements de grève et aux manifestations des étudiants et intellectuels en Pologne et en Yougoslavie, et même en les organisant, nous étions d'accord avec la grande majorité pour nous adresser à quelques dirigeants de la bureaucratie, en attendant sincèrement leur soutien effectif. Même si, dans certains cas ou pour certains d'entre nous, il n'y avait que peu d'illusions, nous nous laissions emporter par l'espoir d'une « *réforme* ». Ainsi, en Pologne, nous avons même averti les dirigeants du parti qu'on les « *trompait* » sur la situation réelle dans le pays ! Nous avons « *revendiqué* » que Gomulka lui-même prenne la parole et qu'il établisse la vérité. Et nous avons agi ainsi tout en combattant dans la rue la police de ce même Gomulka. En Yougoslavie, attaquant vigoureusement la bureaucratie et d'autres privilégiés dans un même mouvement et combattant la police de la même façon qu'en Pologne, les étudiants et les intellectuels ont pourtant mis le portrait de Tito — bien que ce fût le Tito de 1941 — sur nos barricades. Et lorsque, dans un discours, Tito « *condamna* » les calomnies déversées sur nous, et promit la satisfaction des revendications, malgré nos soupçons, nous avons cessé la bataille.

Ainsi, l'espoir d'une « *réforme* » renaquit précisément en Pologne et en Yougoslavie, où cependant les mouvements de masse eux-mêmes avaient démasqué, d'une manière décisive, les bureaucraties de Tito et de Gomulka, déjà « *réformées* » ! En Pologne, ces mouvements allaient à la conquête des libertés de création, de parole, de manifestation que Gomulka, le « *réformateur* », avait lui-même promises en 1956. Et, sous la direction de ce même Gomulka, la police chargea contre les étudiants et les intellectuels, l'appareil déclencha son odieuse campagne antisémite, le régime chassa par milliers les militants et remplit les prisons. En Yougoslavie,



ce fut aussi justement le régime « réformé » de Tito qui provoqua le mouvement. Le combat des étudiants et des intellectuels était dirigé contre un régime « réformé ». Contre ces prétendus « conseils ouvriers » qui cantonnent les ouvriers dans les usines — subordonnant ainsi la classe à la direction de la bureaucratie — et qui ne font que servir, comme moyens de tromperie, une politique qui facilite la pénétration du capital international dans le pays, entraînant le chômage massif, l'« exportation » des travailleurs, la cherté de la vie, l'inégalité sociale. Et lorsque nous nous sommes dressés contre ce régime, il a mobilisé sa police, puis, après les discours de Tito que beaucoup d'entre nous ont pris au sérieux, il a dissous des organisations entières de son propre parti, a exclu massivement des membres du parti, et a organisé des procès.

En Tchécoslovaquie, nous avons accueilli la direction Dubcek comme la nôtre, car nous avons cru fermement à la possibilité d'un « socialisme à visage humain », réalisé par une autre fraction de la bureaucratie que celle de Novotny. Pourtant, déjà au début, la cristallisation de deux tendances dans les rangs de la bureaucratie n'était que le produit du mouvement des travailleurs, de la jeunesse, des intellectuels. La fraction Dubcek ne s'engageait contre celle de Novotny et ne se débarrassait d'elle que progressivement, au fur et à mesure que la pression et l'activité croissante des masses l'y contraignaient. Elle a suivi le développement du mouvement, incapable de le retenir. En même temps, cette évolution correspondait à celle des fractionnements multiples de la bureaucratie, préluant aux ruptures. Dans le programme d'avril du parti, résumé dans le slogan du « socialisme à visage humain », la fraction Dubcek a essayé de codifier cette évolution.

Mais le socialisme n'a pas besoin d'un adjectif. Il ne peut être que celui de la classe ouvrière, qu'elle conquiert par et dans son combat indépendant, qu'elle ne reçoit de personne, comme un cadeau « à visage humain ». Et, réellement, ce « visage » se révélait n'être que la face bien connue de la bureaucratie. Ce n'est pas par hasard que, se saisissant de ce programme, les travailleurs et la jeunesse ont intensifié leurs mouvements. Bien qu'ils aient eu l'illusion que la bureaucratie puisse « réformer » le régime par le « socialisme à visage humain », en même temps, par leur lutte, ils ont chargé cette formule d'un contenu tout différent de celui de la fraction Dubcek. Celle-ci voulait un « socialisme à visage humain » qui retint le mouvement dans le cadre fixé par la direction et par le régime politique de la bureaucratie, alors que les travailleurs voulaient le socialisme. La contradiction, indépendamment de l'illusion des travailleurs sur la direction Dubcek, devenait évidente par le fait que, à peine adopté, le programme d'avril était déjà dépassé. Et la direction Dubcek était contrainte de modifier sans cesse le contenu de son « socialisme à visage humain ». C'est d'ailleurs pour cette raison que les travailleurs, la jeunesse, tout le peuple tchécoslovaques lui faisaient confiance, et croyaient au « socialisme à visage humain ».

Cette modification du programme, opérée sous la pression croissante et constante des masses, a provoqué, d'autre part, une



rupture dans les rangs de la bureaucratie, exprimée dans la dislocation de l'appareil. La convocation du 14<sup>e</sup> congrès du parti et les élections libres de ses délégués, ainsi que le projet des nouveaux statuts du parti, ont consacré cette rupture. Afin de maintenir son contrôle sur le mouvement des travailleurs et de la jeunesse, la direction Dubcek de la bureaucratie allait plus loin qu'elle ne le voulait, jusqu'au seuil de la rupture avec Moscou.

Mais l'essentiel résidait en ce que la fraction Dubcek elle-même avait atteint la limite de ses possibilités, et donc de ses concessions. Le caractère du « *socialisme à visage humain* » se révélait par son attitude à l'égard de l'indépendance des syndicats et du droit de grève. Il a montré son vrai « *visage* » surtout dans sa politique concernant l'apparition et le rôle des conseils ouvriers. Forcée de les « *autoriser* », cette direction s'employait à dissuader les ouvriers de les former pour, finalement, les tolérer comme organes, sous sa direction, d'une « *autogestion* » dans les usines. Elle rejetait résolument le droit autonome de grève des ouvriers et l'indépendance des syndicats. Le « *socialisme à visage humain* » apparaît ainsi comme le dernier rempart de la bureaucratie, déjà ébranlée et divisée, *face à l'activité indépendante des travailleurs*. Son contenu est de combattre l'action autonome des masses. Son rôle est d'arrêter le développement de cette activité, de la dévier, de l'encadrer, et de la subordonner à la direction de la bureaucratie dans le cadre de son régime politique.

La nature du « *socialisme à visage humain* », en tant que réforme de la bureaucratie, est caractérisée avant tout par rapport à l'axe central du combat, le pouvoir. Il est le dernier « *visage* » — cette fois, « *humain* » — du pouvoir de la bureaucratie. Comme tel, il est opposé au pouvoir des conseils ouvriers. Mais, précisément à cause de ce fait, cette « *réforme* » ne peut être réalisée. Elle est déjà intolérable pour l'ensemble de la bureaucratie elle-même qui se morcelle, et dont les forces décisives se conjurent contre elle. En même temps, les travailleurs, utilisant ce produit de la première phase de leur lutte, organisent leurs propres conseils, allant vers l'entière réalisation de l'ensemble de leurs revendications.

S'appuyant sur les particularités de la lutte en Tchécoslovaquie, beaucoup de militants continuent à affirmer qu'une réforme eût été réalisable et que le « *socialisme à visage humain* » eût été possible sous la direction de l'équipe Dubcek — sans l'intervention des armées des cinq pays du pacte de Varsovie. Mais, camarades, vous semblez oublier justement cette intervention qui est la preuve de l'impossibilité de la « *réforme* ». Concevoir la bureaucratie tchécoslovaque en elle-même, indépendamment du Kremlin, c'est oublier l'essence du stalinisme, son appareil international dirigé par la bureaucratie du Kremlin et soumis à elle. Alors que cet oubli monumental a déjà causé tant de défaites sanglantes et tant d'exécutions de militants, tant de démoralisations partout dans le monde ! Pour cette raison précisément, nous nous consacrons à l'analyse *critique* de ces faits. Car nous sommes convaincus que



le meilleur service que nous pouvons rendre à la classe ouvrière internationale, et en particulier à ses militants tchécoslovaques, est une telle critique, et non la complaisance.

Il est vrai que le développement de la révolution politique en Tchécoslovaquie était différent dans son déroulement de celui de Hongrie en 1956. Certains en concluent à une différence fondamentale. Nous rejetons une telle affirmation. Nous jugeons inutile de rappeler en détail à ces militants qu'il y avait des différences souvent beaucoup plus grandes entre toutes les révolutions de l'Histoire, quoiqu'elles aient eu le même contenu et la même nature. Au lieu d'une telle démonstration, nous poursuivons l'analyse de nos expériences.

L'intervention militaire a agi comme un révélateur. Elle a immédiatement révélé le rôle dirigeant de la classe ouvrière. Elle a définitivement consacré l'éclatement de la bureaucratie en deux camps opposés : d'une part, les collaborateurs, d'autre part, tous ceux qui n'acceptaient pas l'intervention. Cette nouvelle étape était exprimée par le 14<sup>e</sup> congrès clandestin du parti communiste tchécoslovaque.

Le 14<sup>e</sup> congrès a créé un nouveau parti, non stalinien, parce que, rompant avec le Kremlin, s'opposant à lui, il organisait même la résistance. C'était un immense pas en avant. Mais si ce nouveau parti était capable de réaliser ce changement, il ne devenait pas pour autant révolutionnaire. Cessant d'être un parti stalinien, il restait bureaucratique. Avant tout, parce qu'il se cantonnait dans les limites du « *socialisme à visage humain* », c'est-à-dire du régime de la bureaucratie. Ce caractère du parti se révélait au 14<sup>e</sup> congrès lui-même. Divers courants y apparaissaient, montrant que le processus de la décomposition totale de la bureaucratie se continuait, que d'autres ruptures allaient venir, que l'éclatement de la bureaucratie s'approchait. Exactement comme au cours de la révolution hongroise. Même l'alternative : révolution ou réforme, a été posée au congrès, sous la forme d'une motion proposant un appel à la grève générale illimitée. Mais le souci majeur du congrès était de retenir la classe ouvrière de toute activité autonome. Une grève générale illimitée aurait signifié la mise en place immédiate de ses organes, les conseils, ainsi que leur centralisation. Par-là, la direction du combat de résistance aurait passé directement entre les mains de la classe ouvrière ; l'éclatement de la bureaucratie aurait été inévitable et imminent. A cause de cela, cette motion a été transformée par le congrès en un appel à une grève d'une heure seulement. Et toujours à cause de cela, la ligne du congrès fut la préservation à tout prix de l'unité du parti. Mais ce prix, le contenu de cette unité, était l'alignement derrière la direction Dubcek et son programme sur la base de la démobilisation des travailleurs. Or, par l'escamotage de la révolution, allait-on arriver à la « *réforme* » ?

La direction Dubcek, non seulement signait le diktat de Moscou, mais l'appliquait, devenant ainsi l'artisan de la « *normalisation* ». Après le diktat de Moscou, la politique de « *réforme* » révélait



nettement son caractère : empêcher la révolution, et justement pour cette raison, elle était dirigée, sous la forme de la « *normalisation* », contre toute réforme. Celle-ci était donc impossible, et aujourd'hui tous ceux qui étaient ses promoteurs sont écartés. Les illusions d'une « *réforme* » sont payées par des exclusions et des arrestations massives, par la préparation des procès et des exécutions.

La leçon principale qui se dégage de toutes ces expériences est la suivante : il n'y a point de « *réforme* » sans mobilisation des travailleurs ; en même temps, la fraction la plus « *réformiste* » de la bureaucratie est incapable de dépasser le cadre du régime bureaucratique ; mais tout mouvement des masses tendant à réaliser des « *réformes* » divise, puis disloque, la bureaucratie ; les travailleurs mobilisés se trouvent à l'avant-scène, confrontés avec l'armée de la bureaucratie ; la révolution est nécessaire ; le mouvement des travailleurs et de la jeunesse tend donc, dès le début, non pas à « *réformer* » la bureaucratie, mais à la chasser par la révolution. La vérité de cette conclusion n'est en rien altérée par le fait que l'armée de la bureaucratie est celle du Kremlin, c'est-à-dire « *étrangère* », ni par cet autre fait que la révolution armée n'éclate pas toujours.

Nombreux sont les militants qui, s'appuyant sur ce deuxième fait, nient le caractère profondément commun du développement de la révolution politique en Tchécoslovaquie et de la révolution politique en Hongrie.

Militants ouvriers, militants communistes du monde entier !

Nous avons réfléchi sur nos propres expériences, et nous trouvons cette opinion erronée ; elle empêche même de comprendre ce qui se passait réellement en Tchécoslovaquie, et rend ainsi impossible toute conclusion sérieuse pour le mouvement ouvrier international.

Si, en Hongrie, à l'initiative des étudiants, les travailleurs ont dû recourir à une immense manifestation et à la grève générale, c'est parce que, pendant des mois et des années, ils ne parvenaient pas à imposer au pouvoir Imre Nagy (le « *Dubcek hongrois* ») par des moyens « *réformistes* ». En Tchécoslovaquie, par contre, l'appareil reculait — et la fraction Dubcek a pu prendre la direction par des moyens pacifiques. De la même façon, d'ailleurs, que Gomulka en Pologne, en 1956. Cette circonstance favorisait les illusions concernant la « *réforme* » de la bureaucratie aussi bien en Pologne en 1956 qu'en Tchécoslovaquie en 1968. Ensuite, en Hongrie, la bureaucratie a riposté à ce mouvement de masse par les armes de la police politique et des chars du Kremlin. Non pas par leur défilé, mais par leurs obus. En Tchécoslovaquie, de même qu'en Pologne en 1956, elle a évité de provoquer ainsi les travailleurs. La classe ouvrière et la jeunesse hongroises ont ainsi très rapidement reçu les leçons sur la véritable nature de la bureaucratie. Elles devaient prendre les armes. La classe ouvrière tchécoslovaque, par contre, évitait de prendre en main la direction, en prenant les armes, car elle croyait en la direction Dubcek et au 14<sup>e</sup> congrès



qui l'avaient assurée avec une forte apparence de réalité qu'il était possible de satisfaire leurs revendications sans payer le prix fort d'une révolution. En Hongrie, une telle croyance n'était plus possible après que les armes de la bureaucratie eurent ouvert le feu sur les manifestants. De plus, avec Kadar, la bureaucratie hongroise a accepté de former, à la pointe des baïonnettes de Moscou, ce prétendu « *gouvernement ouvrier-paysan* », ce que même Indra, Bilak et compagnie ont soigneusement évité de faire en Tchécoslovaquie, malgré l'insistance du Kremlin. Et c'était une raison de plus pour enlever aux ouvriers hongrois toute illusion sur la bureaucratie, alors que, en Tchécoslovaquie, l'arrestation de l'équipe Dubcek par le Kremlin et les résolutions du 14<sup>e</sup> congrès, en l'absence totale d'un gouvernement fantoche pro-Moscou, ont contribué à entretenir les illusions d'une « *réforme* ».

Depuis, la classe ouvrière tchécoslovaque et ses militants paient lourdement ces illusions du « *socialisme à visage humain* ». Si la répression n'est pas encore aussi féroce qu'elle le fut en Hongrie, c'est parce que, face à la montée du prolétariat international, la bureaucratie du Kremlin est entrée dans une crise sans précédent, son appareil international est en décomposition, ce qui les rend hésitants devant la résistance continue de la classe ouvrière tchécoslovaque. Mais il serait, et il est criminel, d'affirmer que, du fait de cette crise, la bureaucratie ne frappera pas. Bien au contraire, pour maintenir son pouvoir en face de la révolution imminente, le Kremlin et son appareil international doivent briser, étouffer dans le sang, la résistance de la classe ouvrière tchécoslovaque, un foyer nullement éteint de la révolution européenne.

Il faut en finir avec toutes les illusions, apanage des réformistes de toute sorte !

La machine de répression est en marche en Tchécoslovaquie, comme partout dans les autres pays dominés par la bureaucratie, prête à broyer la classe ouvrière et la jeunesse. Des dizaines, des milliers de militants et de jeunes sont déjà jetés en prison, sans aucune formalité de procès. La préparation des procès est en cours. N'oublions pas que même en Hongrie, pourtant beaucoup plus « *criminelle* » que la Tchécoslovaquie, Imre Nagy et ses camarades ne furent pendus que... deux ans après ! Que des centaines d'autres furent pendus *sans aucun procès*, en catimini ! Que c'est bien plus tard qu'un jeune ouvrier, ancien cadre des Jeunesses communistes, Otto Szirmai, est mort sur le gibet en criant : « *Je meurs pour le communisme, vive la révolution hongroise !* »

Nous n'avons pas pu les sauver ! Nous nous adressons au mouvement ouvrier international ! Militants ouvriers de toute tendance ! Camarades communistes ! C'est à vous, à nous tous ensemble d'organiser la défense des militants tchécoslovaques, de nous élever et d'élever toute la classe ouvrière internationale contre la répression en Tchécoslovaquie et aussi en Pologne, en Yougoslavie, en U.R.S.S. et dans tous les autres pays ! Avant qu'il ne soit trop tard, arrêtons les mains criminelles !



## LA RACINE DE L'ILLUSION DE LA « REFORME » CONTRE LE CENTRISME !

Malgré les expériences, l'illusion de « réforme » est partagée par beaucoup de militants aussi bien dans les pays capitalistes que dans ceux gouvernés par la bureaucratie. Il ne s'agit pas d'une illusion personnelle, due à une erreur d'appréciation. A l'opposé de la révolution politique, elle est la première réaction des militants se libérant de l'emprise du stalinisme. Elle traduit un mouvement vaste et profond de militants de plus en plus nombreux qui, se rendant compte de la politique criminelle de la bureaucratie, cherchent une issue. En se détachant du stalinisme, dans la première phase de leur évolution, ils pensent tout naturellement que la bureaucratie et son régime peuvent être « réformés ». Plusieurs d'entre nous ont vécu la même évolution, et nous savons que c'est un phénomène politique naturel et général. Mais, étant naturelle, cette illusion sur la capacité de la bureaucratie de se « réformer » — même sous la pression des travailleurs — ne peut pas être acceptée. Elle constitue un danger mortel, parce qu'elle est la source des défaites.

Au centre de toute lutte politique se trouve la question du pouvoir. La position « réformiste » se distingue principalement par son attachement au pouvoir de la bureaucratie — « réformée » bien entendu —, en opposition avec le pouvoir des conseils (soviets) ouvriers. Politiquement, c'est du centrisme qui, repoussant la politique donnée de la bureaucratie, ne va pas jusqu'à la révolution, mais reste à mi-chemin, à la « réforme ». Il se trouve donc entre la position donnée de la bureaucratie et celle de la classe ouvrière. En réalité, sa fonction consiste à sauver le pouvoir, le régime de la bureaucratie, qui, en détresse face aux attaques des travailleurs, s'appuie sur le centrisme (sur la « réforme ») pour les détourner de la révolution politique. Le contenu social de ce centrisme est aussi précis : il se situe entre la bureaucratie stalinienne et la classe ouvrière, restant, bien entendu, sous l'influence de la première qui s'en sert, à l'occasion, comme soupape de sûreté.

La quasi-totalité des militants en voie de rupture, ou même ayant déjà rompu avec le stalinisme, se situe dans une première étape sur cette position centriste. Plusieurs d'entre eux y restent pour toujours. Mais, comme phénomène, ce centrisme ne constitue qu'une étape passagère dans l'évolution politique des militants. Essentiellement parce que c'est le combat des travailleurs qui les détache du stalinisme ; et le développement de la lutte des classes oriente leur évolution, les oblige à quitter la position centriste, bientôt intenable pour un grand nombre de militants. C'est donc un centrisme *dynamique*. De plus, ce dynamisme se détache et s'éloigne du stalinisme, de la position de la bureaucratie, allant vers celle de la classe ouvrière. Mais si la situation



se renverse et si la classe ouvrière doit reculer, les militants ayant cette position centriste se retournent vers la bureaucratie stalinienne, ou sombrent dans la démoralisation.

Nous avons parcouru ce chemin dynamique. C'est pourquoi nous savons aussi, par expérience, que c'est le refus ou l'incompréhension du *saut qualitatif* du pouvoir de la bureaucratie à celui des conseils ouvriers qui constitue la base du refus de la révolution, la base du centrisme. Se détachant du stalinisme, mais éduqués par lui, la majorité de ces militants est pendant longtemps incapable d'imaginer (elle n'en veut pas) un autre régime politique que celui de la bureaucratie qui, cependant, ressemble plutôt au régime bourgeois qu'à celui de la Commune de Paris ou à celui des soviets. La base de ce centrisme est le mépris caractéristique de la bureaucratie envers la classe ouvrière, sa méfiance vis-à-vis des travailleurs, qu'elle cherche à insuffler par tous les moyens possibles.

Pendant la première phase de la révolution hongroise, les cadres qui formaient l'ossature du parti (sans parler ici de ceux du noyau de l'appareil), non seulement s'étaient prononcés pour le programme d'Imre Nagy, mais très souvent étaient les premiers organisateurs des conseils ouvriers. La position de Kadar, à côté d'Imre Nagy, à cette étape, traduisait fidèlement ce mouvement. Mais la révolution politique, tout en étant politique, est une *révolution*. Elle détruit de fond en comble le régime existant, et le détruit bien. Elle est menée par des millions d'hommes en armes qui ne tolèrent aucune contrainte, aucun oukaze. Le heurt entre, d'une part, cette révolution bouillonnante et, d'autre part, plusieurs cadres sortant des rangs de la bureaucratie ou à peine détachés du stalinisme et imbus de son idéologie, devenait inévitable. Lorsque ces cadres ont essayé de dompter la révolution, d'en faire un « *mouvement contrôlé* » — comme ils en avaient l'habitude et car telle était leur formation — ils furent vite écartés. Quand, par exemple, l'organisateur et le président de l'un des premiers conseils — militant communiste depuis 1929 — a essayé d'empêcher la formation de la milice d'usine, exigée par tous les ouvriers pour se défendre contre les chars du Kremlin, il fut remplacé, et rapidement.

Est-ce que ce militant était sincère en argumentant bien plus tard que ce changement, intervenant aussi à d'autres endroits, traduisait un tournant « *contre-révolutionnaire* » ? Il était sincère, à sa façon. Mais, précisément, à cette façon de voir dont il est question.

Le tourbillon de la révolution, avec ses gamins de 14-15 ans mitraillette au poing, avec ses désordres et son chaos, avec ses réunions mouvementées, désordonnées, pleines d'ouvriers « *ne sachant pas parler* », tout paraissait bien étranger, sinon — pourquoi pas ? — « *contre-révolutionnaire* » à ceux qui ne peuvent imaginer qu'un mouvement contrôlé, bien sage et bien en main, et un pouvoir bien « *ordonné* » avec son Assemblée nationale respectable.

Et lorsque le gouvernement transitoire d'Imre Nagy, subissant des influences de tout côté, a été suspendu dans le vide, plusieurs de ces militants, au lieu d'aller en avant vers les conseils et leur



pouvoir, ont reculé vers le pouvoir « sûr » de la bureaucratie. Puisqu'ils restaient centristes, dans une révolution tumultueuse où ils étaient entraînés malgré eux, ils ne voyaient que les dangers, les déviations, le chaos, sans s'apercevoir que justement cette attitude traduisait leur mépris des travailleurs, leur manque de confiance en la classe ouvrière. Et c'est ainsi que, effrayés d'un Mindszenty et de quelques centaines de contre-révolutionnaires, ils n'ont pas choisi la force décisive de la classe ouvrière et de ses conseils, mais les chars du Kremlin. Ayant suivi Kadar, ces militants furent ensuite les organisateurs de son pouvoir, déclarant péremptoirement que 1956 fut une « contre-révolution ». Mais quand le pouvoir de Kadar, poursuivant logiquement sa contre-révolution, s'engagea de plus en plus dans sa politique droitière, il se débarrassa progressivement de ces militants en les remplaçant par des « experts » bourgeois et par des bureaucrates jouvenceaux à longues dents.

Cette expérience démontre que si, de la position du centrisme « réformiste », les militants ne passent pas résolument du côté de la révolution instaurant le pouvoir des conseils ouvriers, ils deviennent inévitablement l'élément principal, le pivot de la contre-révolution bureaucratique. Il en est ainsi, même là où la révolution est empêchée d'aller jusqu'à son terme. Le centrisme est le même en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en U.R.S.S. — et la révolution hongroise n'a fait que révéler pleinement ce qui, dans ces autres pays, reste encore caché à de nombreux militants. C'est pourquoi nous concentrons le feu sur le centrisme qui, dès ses premières manifestations et indépendamment de la volonté des militants, constitue le principal danger dans la lutte de la classe ouvrière et de la jeunesse pour leur libération, pour la défense des conquêtes socialistes et leur développement.

Mais d'où vient le centrisme ? Quelle est sa racine ? Car, outre ses sources immédiates dont nous avons évoqué les plus importantes, il a une racine profonde.

Le centrisme plonge sa racine dans la « théorie » et la pratique du « socialisme dans un seul pays ». Ayant ainsi la même racine que la bureaucratie stalinienne, il reste profondément attaché à elle. Il établit donc la contradiction fondamentale, non pas entre la classe ouvrière internationale et la bourgeoisie mondiale, mais entre cette dernière et la bureaucratie. De là vient inévitablement qu'il attribue à celle-ci un rôle indépendant. Et puisque ce n'est pas la classe ouvrière qu'il charge de résoudre la crise mais la bureaucratie, la révolution de la classe ouvrière est remplacée par la « réforme », tant il est vrai que la bureaucratie ne peut pas faire la révolution contre elle-même.

Nous avons également traversé cette étape. Il nous était d'autant plus « naturel », et donc plus difficile, de s'en débarrasser que la bureaucratie stalinienne a hermétiquement coupé et coupe encore les travailleurs et les militants de nos pays du prolétariat des pays capitalistes. Sans l'aide consciente de l'avant-garde marxiste des pays capitalistes — que sont les seuls trotskystes organisés par le Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale —, il nous était



impossible de saisir l'unité internationale du prolétariat, l'unité mondiale de la lutte des classes.

Cette coupure du prolétariat mondial, basée sur le « *socialisme dans un seul pays* », détermine le nationalisme caractéristique de la bureaucratie. Et voilà que le centrisme est, lui aussi, profondément nationaliste. Dans chaque pays et à chaque occasion, les « *théories* » et les tentatives des militants de « *réformer* » la bureaucratie et son régime restent strictement limitées à « *leur propre* » bureaucratie. Ce furent le « *communisme national* » yougoslave, puis le « *programme hongrois* » d'Imre Nagy, le « *socialisme polonais* », et le « *socialisme à visage humain* » tchécoslovaque. Même aujourd'hui, et malgré les leçons, le centrisme se trahit par l'opinion, largement répandue et particulièrement frappante, qui isole la Tchécoslovaquie en en faisant « *un cas* » à part. Les centristes s'emploient surtout à séparer la Tchécoslovaquie de 1968 de la Hongrie de 1956, et, qui plus est, à les opposer l'une à l'autre. Ce faisant, ils vont jusqu'à accuser les travailleurs hongrois d'être arriérés, donc contre-révolutionnaires par « *nature* », et manquant de « *sagesse politique* ». Dans cette haine se révèle leur rage contre la révolution. En y opposant la Tchécoslovaquie, d'abord, ils coupent l'unité internationale des travailleurs et isolent encore plus les militants tchécoslovaques. Ensuite, ils les empêchent de faire le bilan du « *réformisme* ». Mais malgré eux, de plus en plus nombreux, les militants tchécoslovaques, ainsi que ceux de tous les pays de l'Est, réfléchissent sur le désastre causé par ce « *réformisme* ». Sur le fait que la bureaucratie, elle, a bien compris l'unité de tous ces mouvements en attaquant les travailleurs et les militants partout de la même façon.

Mais le trait fondamental de ce centrisme, ayant le même caractère nationaliste que celui de la bureaucratie, est qu'il perpétue et approfondit la coupure que le stalinisme a faite entre la classe ouvrière des pays de l'Europe de l'Est et le prolétariat des pays capitalistes. Il reproduit tout naturellement cette coupure stalinienne, réactionnaire, sur les plans théorique, politique et organisationnel. Sa conception du « *cas tchécoslovaque* », isolé, est un dérivé de celle du « *socialisme dans un seul pays* ». Si celui-ci ne réussit pas en U.R.S.S., pourquoi pas en Tchécoslovaquie ? — tel est son raisonnement.

D'après le centrisme, le pouvoir de la bureaucratie et la nature de son régime sont donc déterminés par la bureaucratie elle-même dont la bonne volonté peut être différente selon les pays et les époques. Et il en arrive là en établissant la contradiction entre elle et la bourgeoisie, et non pas entre celle-ci et la classe ouvrière. Par conséquent, il s'inscrit en faux contre le fait que la bureaucratie et son pouvoir sont le produit d'un équilibre mondial des classes entre la bourgeoisie mondiale et le prolétariat international. Il nie donc que c'est la lutte de ce prolétariat qui ébranle ce fragile équilibre, non seulement provoquant la crise de la bureaucratie, mais déterminant aussi son issue. Alors que la solution définitive est la révolution mondiale — détruisant les bases mêmes d'un tel « *équilibre* » — unissant la révolution sociale avec



la révolution politique, et dont *la force décisive est le prolétariat des pays capitalistes avancés* s'unissant à la classe ouvrière des pays des conquêtes socialistes.

Une telle perspective de la révolution mondiale se concrétisant par l'imminence de la révolution européenne exclut la « réforme » de la bureaucratie. Car elle n'est concevable que comme l'unité entre la révolution sociale et la révolution politique. D'un autre côté, la politique centriste de « réforme » est celle du maintien de l'équilibre contre-révolutionnaire. Sans la perspective de la révolution politique il n'y a pas, non plus, de politique révolutionnaire contre le capitalisme. C'est ainsi que les centristes, en prescrivant la « réforme » pour la Tchécoslovaquie et les autres pays de l'Est, nient l'hégémonie du prolétariat dans les pays capitalistes. Et même si leur langage paraît révolutionnaire, ils pratiquent en fait le pire réformisme ou s'y accommodent en réalité.

Telle est la racine du centrisme, négation de l'unité organique de la lutte des classes internationale. A cette négation est étroitement liée une autre, celle de la continuité du combat révolutionnaire du prolétariat.

Nous avons également partagé cette opinion de tous les militants qui se sont engagés dans la lutte contre la bureaucratie. Avec eux, nous avons pensé, comme tous ceux qui restent encore sur cette position centriste, que nos luttes en 1956 en Pologne et en Hongrie, en 1968 en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Yougoslavie, le combat des travailleurs et de la jeunesse étaient uniques, sans précédent dans l'histoire, n'ayant pas de lien historique. Pour les uns, ils sont nés sans passé. Pour les autres, qui savaient ou sentaient qu'il n'y a point de mouvement révolutionnaire sans référence à l'histoire, sans continuité historique, ils établissaient les liens avec l'histoire nationale. On a cherché la référence historique dans les révolutions de 1848, dans l'histoire de la Pologne, de la Hongrie, ou encore même dans celle de la Bohême.

Le centrisme se caractérise par le fait qu'il ne voit pas, ou qu'il ne veut pas voir, ou encore qu'il nie ou attaque la liaison, la continuité entre la révolution d'Octobre 1917 et les grands mouvements des travailleurs des pays de l'Est, la révolution politique. Celle-ci est la continuation de 1917 en ce qu'elle poursuit son œuvre, détruisant la bureaucratie, usurpatrice de ses conquêtes, instaurant à sa place le pouvoir des conseils ouvriers, celui des soviets de 1917. C'est uniquement en retrouvant cette continuité que les militants peuvent passer à la révolution, rejetant le centrisme « réformiste ».

Si beaucoup de militants de la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S. partagent aussi les illusions de type centriste sur la « réforme » de la bureaucratie, ce n'est pas par hasard que leurs prises de position sont néanmoins plus fermes, plus profondes et plus politiques que celles des oppositionnels des autres pays. Parce que, précisément, ils établissent la continuité historique directement avec la révolution d'Octobre 1917. C'est leur référence immédiate, qu'ils touchent de la main. Ils sont ses enfants. C'est pourquoy ils se débarrassent beaucoup plus rapidement de toutes les illusions « réformistes ».



Cependant, pour les militants des pays de l'Est, les militants soviétiques compris, il était et il est encore difficile de se libérer des illusions. Seules, les expériences ne suffisent pas. Mais voilà qu'apparaissent les centristes invétérés avec leurs explications, qui empêchent une clarification consciente. Les plus dangereux sont ceux qui se parent du titre de la IV<sup>e</sup> Internationale, se présentant abusivement comme ses porte-parole. Plus dangereux, car les militants qui se dressent contre la bureaucratie cherchent le programme et l'organisation combattant à la fois le capitalisme et la bureaucratie. Ils se tournent vers la IV<sup>e</sup> Internationale, la seule organisation ayant ce programme. Or ils n'y trouvent que des centristes abusant du nom de la IV<sup>e</sup> Internationale.

En cherchant une explication à notre combat, un programme et une organisation qui lui correspondent, nous nous sommes aussi tournés vers la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais de la part de la prétendue IV<sup>e</sup> Internationale et de son « *Secrétariat unifié* », ainsi que de ses organisations, telle que la Ligue communiste en France, nous n'avons reçu que le pâle reflet de nos erreurs et nos illusions.

En 1956 déjà, lorsque nous avons reporté nos illusions « *réformistes* » sur Gomulka, Ernest Germain, l'un des dirigeants de cette tendance (appelée « *pablisme* » d'après le nom de son fondateur Michel Pablo, ex-secrétaire de la IV<sup>e</sup> Internationale), écrivait dans un numéro (N<sup>o</sup> 10-12, 1956) de la revue « *Quatrième Internationale* » :

« Octobre 1956 en Pologne, c'est la première victoire décisive d'une révolution politique contre la bureaucratie... »

Et il n'y a aucun doute que Germain assimile ici l'arrivée de Gomulka au pouvoir à la « *victoire décisive (...) contre la bureaucratie* ». Plus loin dans son article, il identifiait le nouveau groupe dirigeant avec la montée et les revendications révolutionnaires des travailleurs :

« ...le prolétariat polonais (...) se choisit des dirigeants qui voulaient bien coordonner cette poussée irrésistible. »

Nous avons vu de quelle manière Gomulka « *coordonnait* » les mouvements indépendants des travailleurs et de la jeunesse. La dernière fois, après les manifestations des étudiants et des intellectuels, en 1968 ! Comparant les révolutions hongroise et polonaise, Germain notait sur la première qu'« *elle n'a pas, comme celle-ci, volé de victoire en victoire* ». Au fond, donc, Germain redoute la révolution des travailleurs. Il n'a confiance que dans l'appareil bureaucratique. Son rapport à la classe ouvrière est fondamentalement le même que celui de la bureaucratie, la méfiance. C'est le signe infailible du centrisme. Toujours dans le même article, parlant de l'issue possible de la révolution hongroise, il écrivait :

« Une épreuve de force ultérieure entre les ouvriers et la réaction n'aurait pu que tourner en faveur des prolétaires. »

Autrement dit, il argumente ici contre l'intervention militaire du Kremlin, en la « *désapprouvant* ». Mais déjà dans la phrase suivante,



il introduisait cette importante réserve mentale, caractéristique du centrisme :

« Et puis, si jamais cette épreuve tournait mal, une intervention de l'armée soviétique, qui entourait de toutes parts le pays, restait possible. »

C'est visible, ici, il accepte la « normalisation ».

Ces gens étaient pour le « redressement » de la bureaucratie. Au lieu d'expliquer, armés du « Programme » de la IV<sup>e</sup> Internationale, aux militants polonais que leur croyance en une « réforme » était une illusion, ils les ont poussés encore plus dans les bras de Gomulka ! Nous en connaissons le résultat.

On croirait que, depuis, ces centristes ont appris quelque chose. Mais non ! Ils ont continué leur travail destructeur, en 1968, en changeant à peine les formes. Après la destitution de Novotny, Pierre Frank, l'autre dirigeant du « Secrétariat unifié » pabliste, déclarait qu'il ne reste plus que « Ulbricht, le dernier stalinien ». Pour ce centriste, non seulement Brejnev, Gomulka, Kadar et les autres ont cessé d'être des staliniens, mais son appréciation était qu'en Tchécoslovaquie le stalinisme était vaincu. Tous les militants peuvent mesurer la dimension de cette « erreur », Frank poussait les militants tchécoslovaques, de même que Germain en 1956, à crier victoire : « Vive la réforme ! » Nous voyons où conduisait cette « victoire ».

Dans sa brochure « Cahiers Rouge, n° 5, L'intervention en Tchécoslovaquie, Pourquoi ? », la Ligue communiste pabliste affirme officiellement que la bureaucratie est la « déléguée au pouvoir de la classe ouvrière ». Y apparaît clairement la conception centriste qui voit la contradiction entre la bourgeoisie et la bureaucratie, et non pas entre la bourgeoisie et le prolétariat. De fait, elle charge la bureaucratie de la représentation de la classe ouvrière. En même temps, les pablistes y renient la continuité historique, en assimilant la bureaucratie à la révolution d'Octobre et ses conquêtes, au pouvoir soviétique. A son origine déjà, le pabliste est né comme « théorie » de l'affirmation du rôle progressiste de la bureaucratie stalinienne. La scission au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale, en 1952-53, est intervenue justement parce que des militants et organisations trotskystes combattaient cette révision du « Programme » de la IV<sup>e</sup> Internationale. Toute l'histoire et toutes nos expériences leur donnent raison contre les pablistes.

Selon ces derniers, la bureaucratie est la « déléguée au pouvoir de la classe ouvrière » ; autrement dit, la seule politique est celle d'une « réforme » de la bureaucratie. Alors que la plus grande illusion des militants tchécoslovaques, et aussi la nôtre, était la croyance en une telle réforme. Les pablistes renforcent cette illusion en poussant les militants sur la voie du « socialisme à visage humain ». Rien d'étonnant s'ils prônent la politique d'« autogestion » que les conseils ouvriers seraient susceptibles d'appliquer, en tant qu'organes auxiliaires, industriels, du gouvernement de la bureaucratie. Et le contenu centriste de leur position est démasqué au mieux par le fait qu'ils ne posent jamais et nulle part le problème décisif, à savoir la question du pouvoir.



Mais comment en serait-il autrement, puisque ces centristes divisent le monde en « secteurs » variés, cantonnant les pays de l'Europe de l'Est dans un secteur dit « monde socialiste » ? Nous nous élevons résolument contre ce charlatanisme qui, au service de la bureaucratie, essaie de maintenir la coupure entre la classe ouvrière de ces pays et le prolétariat des pays capitalistes, en affirmant par là même, et sans honte, la légitimité de la bureaucratie.

Le grand bruit que font ces gens du « *Secrétariat unifié* » pabliste peut attirer provisoirement l'attention des militants. D'autant plus que, d'une part, les pablistes se réclament mensongèrement de la IV<sup>e</sup> Internationale vers laquelle se tournent tous ceux qui cherchent un programme et une organisation de combat des travailleurs. D'autre part, parce que les militants des pays de l'Est, dans leur évolution politique, traversent, en premier lieu, une phase centriste. L'apparence est telle qu'on les croirait devenus des pablistes, ou que ces derniers expriment l'aspiration profonde de ces militants. Mais c'est une apparence trompeuse.

Le centrisme des militants se détachant du stalinisme est une *étape* dans leur évolution, s'exprimant dans le « *réformisme* ». Mais il est dynamique, il s'éloigne de la bureaucratie, allant vers la classe ouvrière et sa révolution politique. A l'inverse, le pablisme a une histoire et une fonction politique bien définies. Son centrisme est figé, codifié et achevé, il est un *résultat*. Résultat d'une évolution contraire à celle des militants : en quittant le terrain de classe de la révolution politique, du « *Programme* » de la IV<sup>e</sup> Internationale, il s'est approché de la bureaucratie, en prêchant sa « *réforme* ». Le centrisme « *inconscient* » des militants est le produit provisoire d'une lutte. Le centrisme pabliste a comme fonction de figer ce produit, d'arrêter l'évolution des militants précisément sur cette position centriste. De là vient la complaisance des pablistes à l'égard de tout programme « *réformiste* » des militants des pays de l'Est.

Nous n'avons que mépris envers cette complaisance qui prolongerait, et pour certains d'entre nous, prolongerait déjà le maintien des illusions. Nous choisissons la clarification critique, car nous sommes marxistes et nous voulons la révolution victorieuse de la classe ouvrière. Nous disons clairement que si des militants ont cru à la « *réforme* », ils ont commis une erreur de *type centriste*. Mais lorsque le « *Secrétariat unifié* » et ses dirigeants, Frank, Germain, Hansen, Krivine et Cie, affirment complaisamment à ces militants qu'ils ont raison, c'est du *centrisme*, camouflé derrière le drapeau du trotskysme.

Nos expériences confirment entièrement le « *Programme* » de la IV<sup>e</sup> Internationale. Résumant les revendications de la révolution politique, ce programme conclut :

« Il est impossible de réaliser ce programme sans le renversement de la bureaucratie, qui se maintient par la violence et la falsification. Seul le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer sa marche en avant vers le socialisme... »



C'est aussi notre conclusion, après la clarification de nos illusions antérieures sur la possibilité d'une « réforme », d'un « redressement » de la bureaucratie et sur la nature et la fonction de ce centrisme. Les pablistes eux-mêmes ne peuvent pas ne pas se référer *en paroles* à la révolution, afin de mieux remplir leur fonction qui est de tromper les militants avec le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais *en fait*, toute leur politique vise à les entraîner vers la « réforme ». Ils jurent leur fidélité au « Programme », en le révisant en pratique. C'est par cette duplicité politique et par la complaisance sans principe à l'égard des illusions des militants en rupture avec le stalinisme que le centrisme pabliste remplit cette fonction.

La classe ouvrière doit se débarrasser de la bureaucratie, agent de l'impérialisme. Elle ne le pourra que par la révolution politique. Les militants de la classe ouvrière doivent rompre avec la bureaucratie afin de préparer la voie à la révolution. Sur leur chemin se dresse le centrisme, qui constitue l'obstacle principal. Pour qu'ils puissent clarifier les véritables tâches de la classe ouvrière, celles de la révolution, il faut détruire le centrisme.

Nous lui déclarons la guerre !

Nos expériences et toutes celles de nos travailleurs et de la jeunesse vérifient et confirment le « Programme » de la IV<sup>e</sup> Internationale : il n'est possible de réaliser les revendications que par la révolution politique. Mais il est de la plus haute importance de souligner que, après avoir résumé les revendications de la révolution politique, Trotsky ajoute immédiatement dans le « Programme » :

« Seul le parti de la IV<sup>e</sup> Internationale est capable de mener les masses soviétiques à l'insurrection. »

Aussi devons-nous analyser cette question, *la plus importante*, qui est celle de la direction politique de la révolution.

## **LE PARTI DE LA REVOLUTION**

Nous sommes marxistes, et nous savons que « *les idées deviennent forces matérielles lorsqu'elles s'emparent des masses* ». Nous avons appris de Marx et de Lénine, et aussi par l'expérience, que cette transformation exige comme moyen indispensable une organisation politique dans laquelle la classe ouvrière rassemble son avant-garde afin que celle-ci organise et dirige le combat des travailleurs. Pour cette raison précisément, plusieurs d'entre nous ont rejoint dans le passé le parti communiste qu'ils supposaient être cette avant-garde du prolétariat.

Lorsque nous avons reconnu le vrai visage de la bureaucratie, nous sommes entrés en lutte contre elle avec la classe ouvrière et la jeunesse, pour le socialisme, pour en finir avec ce vieux monde



de bourgeois et de bureaucrates, et nous avons essayé d'organiser ce combat. Nous étions, à divers échelons, ses organisateurs, nous avons cherché à lui donner une direction politique.

## EXPERIENCES ET LEÇONS SUR L'ORGANISATION

Les partis staliniens sont ceux de la bureaucratie du Kremlin, lui sont soumis et servent l'intérêt de son pouvoir. Mais comme celui-ci est le produit de l'équilibre international des classes, ces partis — par l'intermédiaire du Kremlin, et aussi directement — subissent plus que tout autre parti l'influence de la lutte des classes. De plus, dans les pays aux conquêtes socialistes, ces partis au pouvoir sont directement exposés aux mouvements des travailleurs, de la jeunesse, des intellectuels. Et parce que la bureaucratie est une couche hétérogène, ces mouvements provoquent divers courants dans les rangs de ces partis, y compris au sein de leurs directions. De multiples expériences découlent cette loi de la révolution politique : si la naissance d'une opposition dans le parti est le reflet inévitable des mouvements des travailleurs, le déclenchement du processus conduisant à la révolution politique suppose, à son tour, cet ébranlement de « l'unité » du parti, la formation d'une opposition. Le développement du mouvement des travailleurs est, en effet, impensable sans ouvrir, par l'apparition d'une opposition, le verrou de l'appareil monolithique.

Mais, en même temps, la constitution et l'évolution d'une opposition ou d'un courant dans le parti engendrent l'illusion qu'il suffit de changer sa direction pour transformer le parti en un authentique parti révolutionnaire. A la conception d'une « réforme » de la bureaucratie est étroitement liée cette autre qui veut « redresser » le parti par un changement de sa direction, et donc de sa politique. Un parti « réformé » pour diriger la « réforme », telle est l'illusion des militants. Au début de notre lutte contre le stalinisme, nous étions tous victimes de cette illusion. Et si, à ce moment-là, la majorité des travailleurs, de la jeunesse en Pologne et en Hongrie, en 1956, puis en Tchécoslovaquie, en 1968, croyait également que la véritable direction de leur combat était celle de Gomulka, d'Imre Nagy, ou de Dubcek, c'est parce que l'opposition et nous avec elle avons répandu cette illusion.

Entre 1953 et 1956, nous étions convaincus, en Pologne et en Hongrie, de la possibilité de redresser le parti. L'opposition combattait pour chasser Rakosi, Bierut et leurs apparatchiks afin que, en prenant la direction du parti, Gomulka et Imre Nagy puissent appliquer un programme de « réforme ». En Tchécoslovaquie aussi, au cours de la montée de la révolution politique, l'immense majorité des travailleurs comme des militants croyait que le parti, avec



sa nouvelle équipe Dubcek, constituait leur véritable direction politique. L'illusion prévalait que l'avant-garde politique nécessaire à la classe ouvrière se compose de ceux qui luttent pour le changement, et qu'il suffit qu'elle prenne fermement entre ses mains la direction du parti.

Cependant, aussi bien en Pologne et en Hongrie, en 1956, qu'en Tchécoslovaquie, en 1968, la nécessité même de mener cette lutte d'opposition amenait logiquement et *inévitablement* ses participants à se regrouper. L'élaboration et l'application de la ligne politique du combat ainsi que la coordination de celui-ci imposaient un minimum d'organisation. Mais sa caractéristique essentielle était la suivante : bien que la lutte ait été — parce qu'elle devait l'être — plus ou moins organisée, il n'y avait point d'organisation définie. Dans leur majorité, les membres les plus décidés de l'opposition, ceux qui furent à la pointe de la bataille à l'intérieur du parti, ne songeaient même pas à former une fraction ayant une plate-forme politique claire et précise, alors même qu'ils devaient fonctionner comme fraction. Encore moins pensaient-ils à former une organisation politique indépendante.

Pourtant, les limites étroites d'une telle attitude devaient être rapidement franchies. La croissance de l'activité indépendante des travailleurs et de la jeunesse, dès ses débuts, démontrait que la limitation de la lutte, aussi bien politiquement qu'organisationnellement, aux cadres du parti est impossible. Le mouvement irrésistible des travailleurs et de la jeunesse était celui de leur libération de la tutelle de la bureaucratie. C'est pourquoi, malgré la confiance de la plupart en une nouvelle direction du parti, ils créaient inévitablement leurs propres organes et organisations. Et si, tout au début, ce fut la cristallisation d'une opposition dans le parti qui rendit possible le développement du combat des travailleurs, très vite, ce combat donna naissance à des organisations et organes par lesquels les travailleurs et la jeunesse ont désagrégé la bureaucratie et son parti, en forçant les bureaucrates à se révéler comme ennemis des travailleurs et en forçant les éléments les plus décidés de l'opposition elle-même à aller de plus en plus loin.

Ce mouvement démarrait par la volonté des travailleurs et de la jeunesse de se saisir de leurs organisations contrôlées par la bureaucratie. Les étudiants, en premier, ont reconquis l'organisation étudiante et l'ont rendue indépendante par rapport à la bureaucratie. En Pologne et en Hongrie, en 1956, la formation de ces organisations, de même qu'en Tchécoslovaquie, en 1968, marquant une rupture avec la bureaucratie, avait impulsé la montée révolutionnaire. En même temps, elle déchirait le parti, et l'opposition elle-même. Les écrivains ont fait leur l'Union des Écrivains en en chassant la bureaucratie. Un mouvement irrésistible des travailleurs tendait à prendre en main les syndicats pour les rendre libres et indépendants de la bureaucratie et de son pouvoir. En Tchécoslovaquie, les cheminots de Prague en donnaient un exemple éclatant. Parallèlement à cette montée des travailleurs et de la jeunesse, les rangs du parti lui-même se déchiraient, la dislocation de l'appareil se développait. Une avant-garde, en quelque sorte



« spontanée », se formait dans les différentes organisations et organes, qui, traduisant tant bien que mal l'aspiration des travailleurs, a poussé en avant la direction Gomulka et Imre Nagy, en 1956, et celle de Dubcek, en 1968. Déjà ces luttes ont démontré que ces nouvelles équipes dirigeantes de la bureaucratie n'étaient nullement l'avant-garde des travailleurs, mais que, bien au contraire, elles ne faisaient que suivre ce mouvement en essayant de le freiner. Le couronnement de ce développement était l'apparition générale des conseils ouvriers, organes nouveaux et indépendants de la classe.

Mais même cette évolution, qui, parmi les militants avancés, a mis fin à l'illusion des directions « réformistes » de la bureaucratie, créait une nouvelle illusion. A savoir que la direction de la lutte revient à cette avant-garde « spontanée » qui menait la bataille dans les différentes organisations, le parti y compris. Or la principale caractéristique de cette avant-garde « spontanée », bien que réelle, était son manque de centralisation politique et donc organisationnelle, *en tant que telle*. Ce fut une avant-garde spontanée, et non pas une direction politique de la lutte. Dans ces conditions, la centralisation politique soit revenait tout naturellement et directement à la nouvelle équipe de la bureaucratie, soit se mettait à son service. Tout le combat de cette avant-garde visait à assurer la centralisation politique par le parti, à travers la victoire de la fraction « réformiste » de la bureaucratie à laquelle elle se subordonnait.

Mais une centralisation du combat en dehors du parti s'imposait. Cette reconnaissance empirique de tous les militants qui se battaient pour un changement réel aboutissait à un double mouvement. D'une part, en cherchant l'avant-garde, beaucoup ont attribué ce rôle à certaines couches sociales et à leurs organisations. Ainsi sont nées des illusions provisoires sur le rôle d'avant-garde soit des écrivains, soit des étudiants, en général des intellectuels. D'autre part, les plus décidés des oppositionnels ont été amenés à créer des organes nouveaux, ou à transformer certains organes traditionnels comme points de centralisation politique de toutes les luttes. De tels organes furent le journal « *Po Prostu* » en Pologne de 1956, ou le cercle Petöfi en Hongrie de 1956, ou encore divers mouvements et journaux nés ou utilisés au cours de la montée révolutionnaire en Tchécoslovaquie, ainsi que l'organisation du parti de la faculté de philosophie et le journal « *Student* » des étudiants de Belgrade en 1968.

Le développement de la lutte aboutissait à l'indépendance des organes ou organisations, ou à l'apparition d'organes nouveaux, en dehors du parti. Ce mouvement fractionnait les rangs du parti. Mais cette avant-garde « spontanée » qui se formait dans ces organes et organisations ne pouvait pas rompre avec la bureaucratie. Elle se trouvait placée entre, d'une part, le parti de la bureaucratie « réformiste » à laquelle elle subordonnait sa lutte et ses organisations, et, d'autre part, la puissante montée des travailleurs qui voulaient l'indépendance de leurs organes et de leurs organisations reconquis ou nouvellement créés. Déterminée par cette position centriste, l'opposition en tant que telle fut incapable de franchir



cette contradiction : plus les travailleurs intensifiaient leur lutte, et plus cette opposition elle-même se fractionnait à son tour.

Ainsi, au lieu d'en être la direction politique, l'avant-garde « spontanée » retenait en fait le mouvement des travailleurs vers l'indépendance. Ce faisant, elle ne faisait rien d'autre que travailler au compte de la bureaucratie. Le centrisme de l'avant-garde « spontanée » la condamnait à subir l'influence de la bureaucratie, influence qui rongait cette avant-garde et tendait à la disloquer.

Aucun organe nouveau créé par l'opposition : le journal polonais « *Po Prostu* » et, en Hongrie, en 1956, le cercle Petöfi, les cercles des étudiants polonais, le « *Student* » yougoslave, ou les divers organes utilisés par l'opposition tchécoslovaque en 1968, n'envisageait autre chose que le « renouvellement » du parti. En somme, toute l'avant-garde « spontanée » et ses organes considéraient le parti « rénové » de la bureaucratie comme la véritable avant-garde politique.

Ce fut un aveuglement, car l'expérience a prouvé que ces partis, y compris celui qui est né du 14<sup>e</sup> congrès clandestin du P.C. tchécoslovaque, sont incapables de se transformer en de véritables partis révolutionnaire. Or précisément des partis révolutionnaires auraient pu devenir les directions politiques des puissants mouvements de classe, qui étaient révolutionnaires par leur but et par leur contenu.

Lorsque nous lisons dans la brochure des centristes invétérés que sont les pablistes (« *L'intervention en Tchécoslovaquie. Pourquoi ?* », éditée par la Ligue communiste) qu'en Tchécoslovaquie — après l'intervention militaire ! — une « gauche marxiste révolutionnaire » remplit le rôle de l'avant-garde, nous y reconnaissons nos propres illusions antérieures. Car, si les militants des pays de l'Est, isolés, ne savent pas que la tâche centrale est de construire le parti indépendant, ils commettent une grave erreur. Mais si les pablistes eux-mêmes attribuent le rôle d'avant-garde à cette vague « gauche marxiste révolutionnaire », sans parler du parti, ils renforcent l'illusion de ces militants ; autrement dit, ils empêchent la construction du parti. Et de quels « marxistes » s'agit-il, qui n'ont pas de programme marxiste ?

La bureaucratie, elle, est beaucoup plus consciente que les militants, oppositionnels sincères, ou les pablistes. Elle flairait le danger que, à partir de ces processus, puisse s'amorcer un regroupement pour un nouveau parti politique. Ainsi, quelques mois avant la révolution, le Hongrois Geroe a accusé le cercle Petöfi d'être un « second parti ». De même, la principale accusation de Husak et Cie contre les responsables du parti de 1968 est celle de la constitution d'un « second centre ». Mais la plus grave erreur était que, tandis que la bureaucratie accusait les éléments les plus décidés de l'opposition d'aller vers un nouveau parti, ces éléments étaient les premiers à démentir — et sincèrement — de telles rumeurs.

C'est ainsi que le centrisme politique de la « réforme » s'est inévitablement exprimé dans ce refus obstiné de construire le nouveau parti. Ce refus est l'essence du centrisme. Malgré le fait que la nécessité d'une organisation indépendante fut évoquée et discutée, en particulier en Hongrie à la veille de la révolution, les éléments



les plus décidés de l'opposition y renonçaient en voulant préserver « l'unité » de l'opposition. C'est au nom de cette même « unité » que le 14<sup>e</sup> congrès clandestin du P.C. tchécoslovaque a empêché l'éclatement du parti, stoppant l'évolution des militants vers la construction d'un parti révolutionnaire. Et en acceptant cette « unité », les militants les plus décidés se sont bloqués eux-mêmes. Car quel fut le contenu de cette « unité » ? Quelles furent les expériences ?

L'opposition avait le même caractère hétérogène que la bureaucratie. Ses rangs, en Hongrie par exemple, « unissaient » Imre Nagy à ceux qui allaient devenir ses bourreaux, « unissaient » les victimes des procès ultérieurs aux membres du bureau politique organisant ces procès, « unissaient » de même les communistes sincères aux droitiers, et ainsi de suite... En Tchécoslovaquie aussi, « l'unité » du 14<sup>e</sup> congrès englobait aussi bien Husak que Dubcek, sans parler de contradictions beaucoup plus aiguës.

Pour cette raison, cette « unité » ne résista pas à l'épreuve. Au déclenchement de la révolution en Hongrie, commença la dislocation totale de l'opposition « unitaire », et chaque pas de la révolution coïncidait avec la cristallisation aux pôles opposés de ses éléments. La révolution de la classe ouvrière a détruit le parti de la bureaucratie et a balayé toute formation de type centriste accrochée, sous une forme ou sous une autre, à ce parti. En même temps, les travailleurs se trouvaient sans direction politique exprimant et organisant l'ensemble de leur combat. En Tchécoslovaquie, Dubcek, Svoboda, etc., à peine élus par le 14<sup>e</sup> congrès « unitaire » comme les représentants de cette « unité », ont immédiatement renié, eux-mêmes, ce congrès. Ils se sont débarrassés aussi vite que possible de ce congrès et de son aile gauche. Puis, ce fut l'autre élu de ce congrès, Husak, qui, à son tour, se débarrassa de ce même Dubcek. Et pendant tout le cours de cette dislocation, la classe ouvrière et la jeunesse tchécoslovaques étaient privées d'une direction politique conforme à leurs aspirations, organisant leur combat. Le suicide de Jan Palach et de très nombreux jeunes exprimait cette impasse.

Nous appelons tous les communistes, tous les militants de la classe ouvrière à tirer le bilan de ces expériences. Ce n'est pas l'initiative hardie vers un nouveau parti indépendant de la classe ouvrière, mais, bien au contraire, le manque d'une telle initiative, le renoncement à construire un tel parti au nom d'une prétendue « unité », cette position centriste, qui ont privé la classe ouvrière d'une direction politique, et par là même, causé d'immenses dommages et des pertes considérables. La classe ouvrière et la jeunesse, privées d'une direction politique ferme, se trouvaient abandonnées au moment où elles en avaient le plus grand besoin, au moment de la contre-attaque de la bureaucratie.

Et parce que nous avons tiré les conclusions de toutes nos illusions antérieures, y compris celle — la plus importante — qui concerne le parti, nous condamnons le centrisme. Lorsque les centristes qui abusent du nom de la IV<sup>e</sup> Internationale, les pablistes Germain, Frank, Krivine et Cie, ensemble avec d'autres formations



se réclamant mensongèrement du trotskysme, telles que « *Lutte ouvrière* » en France, proposent « *l'unité de tous les révolutionnaires* » pour former le parti, nous disons que c'est une politique de liquidateurs. Toutes nos expériences prouvent qu'une telle politique vise à empêcher la formation d'un parti révolutionnaire authentique, car elle la remplace par un rassemblement d'éléments hétérogènes qui, à la première épreuve, vont dans toutes les directions. Même les éléments les plus « *révolutionnaires* » — qualificatif bien vague ! — se sont esquivés en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie par rapport à toutes les questions décisives surgies au cours d'un développement tempétueux, plein des tournants brusques de la révolution et de la contre-révolution. Les pablistes veulent nous ramener bien en deçà de nos propres expériences dont les leçons ont été et sont payées durement par la classe ouvrière et la jeunesse polonaises, hongroises, tchécoslovaques. Non, nous voulons aller de l'avant ! Le mot d'ordre « *unité de tous les révolutionnaires* » est celui de la liquidation, qui remplace la clarté par la confusion.

Le mot d'ordre « *unité de tous les révolutionnaires* », étroitement apparenté à celui de « *gauche marxiste révolutionnaire* », épouse étroitement nos illusions antérieures sur un autre point important. Au moment où les travailleurs et la jeunesse prennent en main leurs organisations et en créent de nouvelles, s'amorce la révolution politique. Ce pas décisif entraîne le processus de la dislocation de la bureaucratie et de son appareil. Nombreux sont les militants qui, en rompant avec la bureaucratie, forment le noyau de ces organes et organisations avec les travailleurs et les jeunes les plus actifs. C'est cette couche de militants que les pablistes qualifient de « *gauche marxiste révolutionnaire* » et que nous appelons une sorte d'avant-garde « *spontanée* ». Elle se forma au cours du développement de la révolution politique dans tous les pays où l'évolution arrivait à cette étape. La majorité d'entre nous a appartenu à cette couche de militants dont la rupture avec la bureaucratie allait le plus loin.

Mais plus augmentait le rôle de ces organisations sous l'impulsion des masses, plus le parti de la bureaucratie se montrait comme son frein, et plus il se décomposait. Les militants rompant avec ce parti, ou en voie de rupture, en arrivaient à la conclusion que l'on n'a besoin d'aucun parti.

D'une part, parce que la bureaucratie, ou, plus précisément, son attitude dans la montée révolutionnaire, compromet l'idée même d'un parti politique. D'autre part, parce que l'élan révolutionnaire des travailleurs s'exprimant dans les organisations reconquises ou nouvellement créées renforce la croyance à la spontanéité.

Et alors que, au début, nous n'étions qu'une opposition au sein du parti, qui voulait ainsi maintenir le mouvement des masses sous le contrôle de la bureaucratie — face à la croissance de l'activité des travailleurs, nous nous abandonnions à la spontanéité. Quelles en sont les expériences ?

En Hongrie, la classe ouvrière a donné un exemple de sa capacité créatrice. Elle a organisé ses conseils dans toutes les usines



et, de plus, elle était capable de les centraliser et de les unifier. Mais même cette activité « spontanée » n'était pas le fruit du spontanéisme. Elle fut nourrie par toute une expérience historique remontant jusqu'à la république des conseils de 1919, englobant les luttes antérieures des travailleurs, et qui s'exprimait à travers le rôle joué par des militants ouvriers communistes, socialistes, syndicalistes. Mais le plus important est ceci : malgré le fait que la classe ouvrière a été capable de dresser ses conseils face au Kremlin et à ses satellites, ces conseils, y compris leur forme centralisée la plus élevée, ne pouvaient pas poser par eux-mêmes, d'une manière spontanée, la question du pouvoir politique, et encore moins pouvaient-ils organiser le combat pour le pouvoir. Ailleurs, où le niveau politique de l'activité spontanée des masses n'arrivait pas encore jusqu'à la centralisation des conseils ouvriers, le rôle de l'avant-garde « spontanée » n'était, en définitive, que celui d'un groupe de pression sur la bureaucratie.

L'essentiel du spontanéisme est qu'il renonce à la direction politique. Et puisque dans la politique, dans la lutte politique, il n'y a pas de vide, cette direction revient, en fait, à la bureaucratie elle-même. Le spontanéisme désarme la classe ouvrière, et il la pousse sous la direction de la bureaucratie. En Tchécoslovaquie aussi, toute cette avant-garde se trouvant dans les organisations locales du parti, dans les syndicats, dans les organisations des intellectuels et des étudiants, agissait comme un groupe de pression, attendant la direction politique de la bureaucratie. Son sort était inévitablement la dispersion, la dislocation, alors que la direction politique des travailleurs n'était pas assumée.

## L'INDEPENDANCE DU PROLETARIAT ET LA CONTINUITÉ DE SON PARTI

Nos expériences vérifient la justesse du marxisme : pour vaincre, la classe ouvrière a besoin d'une organisation politique. Le spontanéisme est le contraire de la conscience. Or, pour prendre conscience de ses intérêts, de son rôle et de ses tâches, à la fois dans l'Histoire et dans la société, chaque classe a besoin de son organisation politique. C'est pourquoi, historiquement, la classe ouvrière s'est constituée comme classe par son organisation, par son parti où elle s'est définie à l'égard de toutes les autres classes. La classe ouvrière a d'autant plus besoin de son organisation politique que, contrairement aux autres classes, elle ne pourra réaliser sa tâche historique qu'*uniquement* par la prise de conscience de celle-ci. Parce que, pour la révolution socialiste et pour la réalisation du socialisme, il n'y a aucune évolution spontanée : c'est une tâche hautement consciente. L'incarnation de cette conscience est le parti qui est avant tout le centre de cette conscience élevée de classe, le programme,



qu'il transforme constamment en activité des masses tout en se nourrissant de celle-ci. Le parti est donc l'unité de la théorie et de la pratique, celle du programme et de l'organisation de la classe.

■ Nous devons réaffirmer ces vérités du marxisme contre les fidèles de la spontanéité qui, très souvent, se réfèrent pour preuve aux révolutions politiques. Nous repoussons cette référence. Justement nos expériences prouvent de la manière la plus éclatante la nécessité du parti. Ceux qui ne jurent que par la spontanéité s'opposent à l'émancipation des travailleurs car, sans la conscience organisée opposée à la spontanéité, ils ne peuvent pas réaliser leur émancipation, ils ne peuvent que retomber sous l'influence des autres classes ou couches sociales.

■ Mais il ne s'agit pas de n'importe quel programme, de n'importe quelle organisation. Nous avons vérifié plusieurs programmes et organisations ou, du moins, des formes organisationnelles en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, comme auparavant en Hongrie et en Pologne. La première leçon de cette vérification est que nous avons souvent confondu les organisations de masse, telles que l'organisation des étudiants ou intellectuels ou les conseils ouvriers, avec la *direction politique*. Car ce qui est nécessaire est une organisation de direction politique. Or aucune de ces organisations, y compris les conseils, ne peut assumer cette direction. Celle-ci ne peut être qu'un parti rassemblant, organisant sur la base d'un programme, l'avant-garde consciente des travailleurs. Elle forme la direction politique précisément parce qu'elle est distincte des masses et ne se dissout pas dans leurs organisations.

■ Mais même le rassemblement des militants sous des formes variées telles que le « *Po Prostu* » polonais, le cercle Petöfi hongrois ou tout autre rassemblement d'avant-garde « *spontanée* » ne pouvait devenir une direction politique. Cette avant-garde se formait et évoluait, invariablement et partout, par rapport à la bureaucratie et non pas à la classe ouvrière. Elle était calquée sur la bureaucratie et non pas sur le prolétariat. Toute son activité fut déterminée par la politique des diverses fractions de la bureaucratie. Elle ne se fondait jamais et nulle part entièrement sur l'activité de la classe ouvrière, à savoir sur l'indépendance du prolétariat par rapport à toutes les autres classes et couches, y compris la bureaucratie. Ainsi, elle ne réalisa jamais que l'avant-garde révolutionnaire ne peut pas reconnaître la bureaucratie, ni son régime ni ses institutions. Le refus centrisme de construire une direction politique, le parti, a sa racine dans le refus de *l'indépendance théorique, politique et organisationnelle du prolétariat*.

■ La classe ouvrière est de nature internationale. Elle signifie l'unité mondiale de son combat pour la révolution mondiale, unifiant la révolution sociale avec la révolution politique. L'indépendance théorique et politique du prolétariat est exprimée et affirmée donc dans le programme de la révolution mondiale. Le programme de la révolution ne peut être incarné que par l'Internationale, parti mondial du prolétariat. Dans chaque pays, les partis ne peuvent pas être les éléments constituants du parti mondial par une addition ou par une fédération, mais ils dérivent de l'Internationale en tant



que sections. Ce caractère de l'organisation de combat du prolétariat mondial découle de la nature organiquement (et non pas additionnellement) internationale de la classe ouvrière et de ses tâches. Elles exigent une stratégie internationale cohérente et son incarnation, l'Internationale. L'Internationale et ses partis doivent donc avoir la même nature, ils doivent constituer les deux côtés du même ensemble. C'est pourquoi, pour nous, le parti de la révolution politique est celui même de la révolution sociale, l'Internationale et ses partis dans chaque pays.

Mais, à l'opposé, toutes les avant-gardes « spontanées » ou « gauches marxistes révolutionnaires » dans les pays de l'Est, chères aux pablistes, partent du « socialisme dans un seul pays », se cantonnant strictement dans les cadres nationaux. Pour cette raison, elles sont incapables d'affronter la bureaucratie en opposant la révolution à la « réforme », et le pouvoir des conseils à celui de la bureaucratie. Or c'est uniquement sur la base de ce programme marxiste que s'affirme l'indépendance du prolétariat, et que l'avant-garde dirigeante pourrait se grouper. Face à « l'unité de tous les révolutionnaires » des centristes de type pabliste, contre leur complaisance à l'égard d'une « gauche marxiste révolutionnaire », nous opposons la nécessité d'un parti. Mais la principale caractéristique du parti de la classe ouvrière est la clarté intransigante de son programme indépendant. Nous choisissons cette clarté, et nous rejetons la confusion et l'amalgame de « tous les révolutionnaires ».

Combattant dans nos pays, nous n'avons pas compris l'indépendance du prolétariat par rapport à la bureaucratie. Surtout, parce que nous n'avons pas compris la nature et la fonction de cette bureaucratie, comme agent de l'impérialisme, donc étrangère à la classe ouvrière. Aussi n'avons-nous pas compris l'unité mondiale de la lutte des classes. Par conséquent, nous ne savions pas non plus que la direction politique de notre combat ne peut être que l'Internationale. Mais il ne s'agit pas de n'importe quelle Internationale. Auparavant, avec tous nos camarades, nous avions essayé de trouver ou d'inventer une forme organisationnelle de la lutte, sinon une direction politique, sans penser que l'indépendance du prolétariat est aussi celle de la continuité historique de son combat organisé. Et l'opposition fondamentale du parti révolutionnaire au parti de la bureaucratie et au centrisme s'affirme également par son rapport organique qui le lie à cette continuité historique. C'est à la fois une continuité théorique et une continuité organisationnelle, ayant une base matérielle. C'est tout le développement de la classe ouvrière.

La constitution en classe du prolétariat fut exprimée théoriquement dans le « Manifeste du parti communiste », et organisationnellement dans la I<sup>re</sup> Internationale. Mais la I<sup>re</sup> Internationale s'est dissouté, car la classe elle-même n'était pas suffisamment solide ni matériellement ni théoriquement et organisationnellement. Or, armée par ses expériences, la classe développait sa lutte en arrachant d'importantes conquêtes ouvrières à la bourgeoisie. A cette continuité matérielle correspondait organisationnellement la formation de la II<sup>e</sup> Internationale qui a, non seulement assimilé les expé-



riences de la I<sup>e</sup>, mais absorbé les cadres de celle-ci. La II<sup>e</sup> Internationale s'appuyait sur le renforcement matériel du prolétariat assuré par l'édification de puissantes organisations syndicales. Sur cette base, la classe a organisé et développé les partis ouvriers de masse dans tous les pays industriels. En 1914, la II<sup>e</sup> Internationale est passée du côté de la bourgeoisie, mais la classe ouvrière était organisée et disposait de cadres et de positions importants. Grâce à la continuité de son développement, elle était prête à affronter la bourgeoisie. Utilisant cet héritage, la révolution d'Octobre, nouvelle étape dans le développement de la classe, a créé le premier Etat ouvrier et a engendré la III<sup>e</sup> Internationale qui a assimilé toutes les expériences antérieures de la classe et assuré la continuité.

La signification particulière de la dégénérescence du premier Etat ouvrier est qu'elle a porté atteinte à la continuité du développement de la classe ouvrière, à celle de sa lutte pour son émancipation. La bureaucratie stalinienne a mené un combat sanglant et acharné contre la continuité. Sa victoire dépendait étroitement de sa capacité de rompre la continuité du bolchevisme. Le stalinisme représente la coupure du fil historique, la rupture de la continuité. Il a détruit et liquidé le parti bolchevique, a massacré les cadres qui assuraient cette continuité. Parallèlement, il a rompu l'unité mondiale du prolétariat.

Mais la rupture de la continuité par le stalinisme, avec la liquidation du parti bolchevique, exprimait la rupture avec le programme et la politique du prolétariat. L'année 1933 a la même signification pour la III<sup>e</sup> Internationale qu'avait celle de 1914 pour la II<sup>e</sup> Internationale. Le maintien de l'impérialisme mondial par le « *socialisme dans un seul pays* » se transformait qualitativement : la III<sup>e</sup> Internationale stalinienne et ses partis sont « *passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois* ». Brisant le Front unique du prolétariat par ses attaques dirigées contre le « *social-fascisme* », l'Internationale stalinienne a rendu possible la victoire du fascisme en Allemagne. La capitulation sans combat de l'Internationale stalinienne devant Hitler, désarmant la classe ouvrière et la livrant pieds et poings liés à la bourgeoisie, a ouvert une période de lourdes défaites pour le prolétariat mondial. Les procès de Moscou et l'extermination physique de centaines de milliers de bolcheviks, des compagnons de Lénine, cette rupture sanglante de la continuité, constituaient l'arrière-fond des trahisons successives du stalinisme, assurant la victoire de la bourgeoisie fasciste dans la révolution espagnole, en France celle de la bourgeoisie « *libérale* », par le Front populaire, et permettant au détachement fasciste de l'impérialisme de préparer la guerre tout en désarmant l'Union soviétique. Et parallèlement, une gigantesque entreprise de falsification historique a essayé d'enterrer définitivement l'acquis théorique, politique et organisationnel de la révolution d'Octobre, du bolchevisme et du parti bolchevique.

Mais malgré l'acharnement de la bureaucratie stalinienne pour couper le fil historique en liquidant le bolchevisme, la continuité a été maintenue. L'opposition des bolcheviks se forma et lutta contre Staline et la bureaucratie, dès le début des années 20. Le



premier combattant fut Lénine lui-même qui, déjà malade, consacra les dernières années de sa vie à la lutte contre la bureaucratie et Staline, contre sa politique et ses méthodes.

La lutte des bolcheviks aboutissait à la formation de l'Opposition de gauche en 1927 qui, sous la direction de Léon Trotsky, dirigeant au côté de Lénine de la révolution d'Octobre et organisateur de l'armée Rouge, unifiait les meilleurs bolcheviks, et menait la bataille pour le maintien du bolchevisme contre Staline et la bureaucratie. Or l'Opposition de gauche fut vaincue, sa défaite étant conditionnée par le reflux de la révolution mondiale.

Mais, toujours sous la direction de Léon Trotsky, et tirant les conclusions du « *passage définitif de l'Internationale communiste du côté de l'ordre bourgeois* », l'Opposition de gauche internationale a fondé la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938. Contre la bureaucratie stalinienne et ses partis, le « *Programme* » de la IV<sup>e</sup> Internationale résume l'acquis théorique et politique du bolchevisme. Ce maintien de la continuité s'exprime organisationnellement dans la IV<sup>e</sup> Internationale, ce qui lui donne toute sa signification et son importance historiques. Elle plonge ses origines dans la révolution d'Octobre, dans le parti bolchevique et dans les quatre premiers congrès de la III<sup>e</sup> Internationale, à travers la continuité assumée par l'Opposition de gauche.

L'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale est partie intégrante de celle de la classe ouvrière, elle est inséparable du sort du prolétariat. La IV<sup>e</sup> Internationale fut fondée dans une période de grandes défaites et de profond recul du prolétariat mondial, au seuil de la seconde guerre mondiale. Précisément, pour assurer la continuité du bolchevisme dans une telle période : théoriquement et politiquement par son programme, et organisationnellement par sa fondation. Mais dans les conditions de ces défaites et de la préparation à la guerre, la IV<sup>e</sup> Internationale ne pouvait pas s'implanter solidement dans la classe ouvrière. La bourgeoisie mondiale et le stalinisme, reconnaissant pleinement la signification de la IV<sup>e</sup> Internationale, se sont ligués pour la détruire : les attaques policières de la bourgeoisie se conjuguèrent avec les calomnies et les assassinats des militants trotskystes par les agents de Staline. Isolée des larges colonnes du prolétariat et n'ayant que de jeunes cadres inexpérimentés, elle fut repoussée dans le milieu petit-bourgeois. De plus, en 1940, un agent de Staline a assassiné Léon Trotsky, lien vivant avec le bolchevisme. Ce fut un coup terrible porté contre toute l'Internationale dont les cadres ne pouvaient pas encore assimiler tout l'acquis du bolchevisme transmis par Trotsky. C'est ainsi que, à l'issue de la seconde guerre impérialiste mondiale, la IV<sup>e</sup> Internationale ne pouvait pas utiliser la situation révolutionnaire. Bien au contraire, ce fut le stalinisme qui, profitant de la confiance politique que les travailleurs avaient en lui, sortit renforcé de la guerre et put dévier la montée révolutionnaire.

Ce nouveau recul de l'Internationale a fait définitivement pencher la balance en faveur d'un courant révisionniste qui est apparu au sein de sa direction elle-même. A partir de 1950, le secrétaire de la IV<sup>e</sup> Internationale, Michel Pablo (Raptis), a élaboré toute une



« théorie » de ce révisionnisme en affirmant que la bureaucratie stalinienne est capable de jouer un rôle progressif dans l'Histoire en construisant le socialisme, selon Pablo, pendant des « siècles de transition ». Ce fut la révision fondamentale du « Programme » de la IV<sup>e</sup> Internationale, en théorie, et la capitulation devant la bureaucratie stalinienne, en pratique. Toutes les positions ultérieures des centristes pablistes ainsi que leur pratique politique, avec ou sans Pablo, étaient déterminées par ce trait capital : alignement sur la bureaucratie stalinienne et son appareil, se subordonnant à eux, les chargeant de la mission de la révolution et de la construction du socialisme à la place du prolétariat et de son mouvement indépendant. Sur cette base, les pablistes ont prêché l'« entrisme *sui generis* » dans les partis staliniens, renonçant à la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses partis, et se dirigeant vers leur liquidation.

Mais la puissance de la IV<sup>e</sup> Internationale, en tant que continuatrice de tout l'acquis antérieur de la classe, résumé en particulier dans le bolchevisme, s'est affirmée contre la gigantesque entreprise de destruction que la bourgeoisie et le stalinisme organisaient contre elle, et à laquelle sa direction elle-même a succombé par le révisionnisme pabliste. Au sein même de la IV<sup>e</sup> Internationale, les forces marxistes s'appuyaient sur le « Programme », et sont entrées en lutte contre la capitulation pabliste. Dès 1950, la majorité de la section française s'opposait aux thèses pablistes. La lutte aboutissait à la scission, en 1952, par l'exclusion de l'Internationale de la majorité de l'organisation française qui fut rejointe, en 1953, par les trotskystes d'Angleterre opposés au révisionnisme pabliste.

Nous devons avouer que, pendant longtemps, nous avons pensé, comme beaucoup de militants, que cette scission, s'étant produite dans une organisation qui fut coupée des larges masses, n'avait pas de contenu réel. C'est pourquoi lorsque nous sommes arrivés, à travers la clarification de nos expériences, à comprendre que ce sont le « Programme » et l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale qui expriment et incarnent l'unité du combat mondial du prolétariat contre la bourgeoisie et la bureaucratie, nous fûmes portés vers la réunification de tous ceux qui se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale. Aujourd'hui, nous condamnons vigoureusement cette attitude.

Nous avons compris que la scission de 1952-1953, s'opérant apparemment en dehors des masses de la classe ouvrière et de ses préoccupations « concrètes », renfermait en réalité tous les problèmes fondamentaux qui, ultérieurement, sont devenus les problèmes essentiels de millions de travailleurs et de militants. Toutes les questions qui se sont posées devant nous tous, et devant d'autres par milliers et millions, en 1956 et en 1968, en particulier sur la nature de la bureaucratie stalinienne, sur sa capacité de « se réformer », constituaient le contenu du combat contre le révisionnisme et la base de la scission. Et comme, dans la vie, la bureaucratie stalinienne est contre-révolutionnaire (nos expériences en fournissent des preuves sanglantes), il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de paix, et encore moins d'unification, entre les révolu-



tionnaires et ceux qui capitulent devant la bureaucratie. Les dirigeants révisionnistes de la IV<sup>e</sup> Internationale, Pablo, Germain et Frank, ont développé leur révisionnisme de capitulation en connaissant bien la longue série de lettres désespérées que les organisations trotskystes et de communistes oppositionnels de Bulgarie, de Hongrie et de Tchécoslovaquie avaient adressées à la IV<sup>e</sup> Internationale lui demandant *d'intensifier* le combat contre le stalinisme ! Nous avons ces lettres, dont les auteurs furent exterminés au moment même où les pablistes ont achevé leur « *théorie* » de capitulation. Et Michel Pablo chargeait, dans son livre, la bureaucratie stalinienne d'une « *mission progressiste* », justement en 1950, lorsque cette bureaucratie pendait le dirigeant trotskyste Zavis Kalandra à Prague.

Mais quelle force avait cette IV<sup>e</sup> Internationale pour que, malgré le développement du révisionnisme au sein de sa direction elle-même, ses résolutions, ses congrès et ses débats aient pu poser, analyser tous les problèmes importants, sans exception, que le mouvement ouvrier international et ses militants abordent de nos jours ? C'est la force de son « *Programme* », celle du maintien de la continuité. Parce que c'est elle qui incarne les intérêts réels, immédiats et historiques, du prolétariat mondial, dont elle est LA direction politique.

En réalité, le révisionnisme pabliste signifiait, dès son début, un coup contre l'essence même de la IV<sup>e</sup> Internationale, en tant que continuatrice du fil historique de l'acquis du prolétariat. La continuité ne consiste pas à garder une relique. La II<sup>e</sup> Internationale n'était pas la copie de la I<sup>re</sup>, mais aussi son dépassement, de même que l'Internationale communiste, le bolchevisme, en assimilant l'héritage de la II<sup>e</sup> Internationale, l'a considérablement dépassée. C'est ainsi que la IV<sup>e</sup> Internationale ne pouvait maintenir la continuité que pour autant qu'elle résumait et incarnait un nouveau pas en avant qualitatif. Ce fut la conclusion historique, sur la base de la dégénérescence du premier Etat ouvrier et du rôle contre-révolutionnaire du stalinisme et de ses partis, que la clé de la situation est la crise de la direction du prolétariat mondial et que, pour la résoudre, il faut construire la IV<sup>e</sup> Internationale et ses partis tant contre l'impérialisme que contre la bureaucratie stalinienne et son appareil politique international. Or le pabliste, en s'alignant sur la bureaucratie, attaque cette essence de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il est l'auxiliaire du stalinisme en l'aidant, sous une forme différente, à couper ainsi le fil de la continuité.

Le rôle du centrisme pabliste était particulièrement néfaste par rapport à la classe ouvrière de nos pays. Aussi pouvons-nous apprécier la lutte que les camarades français et anglais ont menée contre lui. En 1953, les révisionnistes ont pris position en faveur de l'intervention militaire du Kremlin en Allemagne de l'Est. Nous approuvons entièrement les camarades français qui en ont conclu à l'abandon de l'espoir de « *redresser* » les pablistes, et à la perspective de reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale. L'organe de cette nouvelle orientation est devenu le Comité international, avec comme piliers l'organisation trotskyste française et l'organisation trotskyste



anglaise. Le combat acharné que le Comité international développa contre le centrisme pabliste trouve sa signification dans l'armement théorique, politique et organisationnel assumant la continuité. C'est ainsi que le Comité international fut le seul organe capable d'apprécier la montée de la révolution politique dans les pays de l'Est, en 1953-1956, et d'offrir une perspective claire, une politique précise.

A l'inverse, l'essence du révisionnisme pabliste s'avérait être une politique de liquidation. En chargeant la bureaucratie stalinienne d'un rôle progressif, en en concluant à l'« *entrisme sui generis* » dans les partis staliniens, ce centrisme signifiait la liquidation des organisations trotskystes indépendantes, la transformation de la IV<sup>e</sup> Internationale en un centre de propagande, avant sa liquidation. Par rapport aux pays de l'Est, ce fut l'abandon total de la construction de partis dans ces pays. Cette attitude liquidatrice, partant de l'acceptation complète de la coupure du prolétariat par le stalinisme, a coupé l'Internationale elle-même, la réduisant d'emblée aux pays capitalistes. Cette nature liquidatrice du centrisme est particulièrement criminelle à l'égard de nos pays de l'Est.

Dans les pays de l'Europe de l'Est, la bureaucratie stalinienne a réussi à couper le fil de la continuité, en organisant systématiquement le massacre des bolcheviks, des trotskystes, des oppositionnels, en falsifiant l'Histoire, en isolant la classe ouvrière du prolétariat mondial. La continuité du bolchevisme n'a été maintenue que par le dur combat de la IV<sup>e</sup> Internationale, assumée ensuite dans et par la lutte du Comité international. Or la construction des partis indépendants de la classe ouvrière, indispensables à sa victoire dans la révolution politique également, ne peut pas être l'œuvre d'une « *génération spontanée* ». Si la science exclut cette « *génération spontanée* », la lutte des classes, activité des hommes, l'exclut plus encore. Ce n'est pas par hasard que, au cours de la montée de la révolution politique, dans aucun de nos pays la construction d'un nouveau parti indépendant du prolétariat, international par nature, ne fut abordée, et encore moins résolue. C'est seulement à partir de la continuité et de son enrichissement qu'une telle orientation théorique, politique et organisationnelle peut être prise ; à partir donc de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais le pabliste signifiait précisément enlever la IV<sup>e</sup> Internationale à la classe ouvrière de nos pays, nous l'enlever à nous, militants. Voilà la raison principale de nos errements et de nos illusions.

Si la IV<sup>e</sup> Internationale ne pouvait pas intervenir efficacement dans les révolutions politiques de 1956, c'est parce que la scission et la crise l'ont secouée et affaiblie. La responsabilité en revient entièrement aux révisionnistes pablistes, qui doivent déposer le bilan de leur activité criminelle. Par contre, les forces regroupées dans le Comité international, par leur combat résolu, ont sauvé l'Internationale, œuvrant pour l'unité de la révolution politique avec la révolution sociale, dotant cette lutte pour le socialisme d'une direction politique, la IV<sup>e</sup> Internationale.

Depuis, la tactique des pablistes a changé, mais le fond reste le même. En 1956, ils ont ouvertement qualifié la bureaucratie



alignée derrière Gomulka de véritable direction politique des travailleurs. Ils ont critiqué et condamné la révolution hongroise qui n'a pas suivi leurs conseils de capitulation. Mais, pour pouvoir tenir leur rôle de liquidateurs, ils devaient s'incliner devant les expériences et, en 1968, ils ont utilisé un autre langage. Par rapport à la Tchécoslovaquie, au lieu de porter le « Programme » et l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale aux militants, ils ont « *revenu-diqué* » de Dubcek (!) qu'il fournisse un « *programme autonome* » à la lutte pour une « *gauche marxiste révolutionnaire* ». Apparemment donc, ils combattent la bureaucratie. Mais en s'alignant sur les illusions des militants qui ne peuvent pas rompre définitivement avec la bureaucratie, en leur cachant le « Programme » et l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale, les pablistes les canalisent vers la direction politique de cette bureaucratie. C'est l'essentiel du centrisme. Lorsque, en Tchécoslovaquie par exemple, nombre de militants et de jeunes ont reconnu par leurs expériences la nécessité d'un parti indépendant, les pablistes, qui jusqu'alors avaient empêché la maturation des militants allant vers un nouveau parti par leur complaisance à l'égard d'une « *gauche marxiste révolutionnaire* », en cachant le « Programme » et l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale, les ont poussés précipitamment vers la proclamation d'un parti.

181 Nous ne pouvons pas accepter calmement un tel fait. La formation du parti indépendant de la IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas une proclamation. Au lieu de se réjouir de la précipitation de jeunes militants inexpérimentés, les pablistes auraient dû leur expliquer que la fondation de ce parti est avant tout une assimilation profonde de la continuité et de son enrichissement assumés par la IV<sup>e</sup> Internationale : l'assimilation théorique et politique du combat du prolétariat international, de ses expériences, résumées et condensées dans la IV<sup>e</sup> Internationale, et fusionnées avec les expériences des combats des travailleurs des pays de l'Est. Mais comment les pablistes, qui sont des révisionnistes, auraient-ils pu expliquer, transmettre les expériences internationales du prolétariat mondial ? Ce sont eux qui nient l'unité organique de la lutte des classes internationale, l'hégémonie du prolétariat dans ces luttes. Comment les pablistes, qui ont renoncé à la lutte dans les entreprises, dans les syndicats, qui collaborent avec les différentes fractions de la bourgeoisie, auraient-ils pu transmettre la continuité et son enrichissement par la IV<sup>e</sup> Internationale aux militants des pays de l'Est ? Ils ne peuvent rien transmettre de tout cela parce que la formation du parti international est l'assimilation théorique, politique et organisationnelle de tout l'acquis du prolétariat mondial qui, actuellement, est maintenu par le seul Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale.

182 Et c'est la raison profonde du fait que c'est ce Comité international, et rien et personne d'autre, qui a pu aider la formation de la Ligue des révolutionnaires socialistes hongrois et qui, depuis 1963, a réalisé — organisationnellement aussi — cette unité entre la classe ouvrière des pays de l'Est et le prolétariat des pays capitalistes. C'est pour cela aussi que, menant une lutte de prin-



cipe, le Comité international, tout en comprenant notre évolution, ne faisait aucune concession à nos illusions, et préparait cette conférence avec nous, afin de réaliser, dans le cadre de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, la soudure de la classe ouvrière de nos pays avec le prolétariat international, effectuant ainsi un pas immense en avant.

## POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE ET LA CONSTRUCTION DE SES PARTIS

Nous avons cherché la direction politique de nos combats. Nous avons compris que cette direction ne peut être que celle du prolétariat mondial, organisant et dirigeant les travailleurs pour la révolution sociale dans les pays capitalistes et pour la révolution politique dans les pays de l'Est, en les unifiant. C'est l'Internationale qui exprime et incarne cette unité, c'est elle qui constitue la direction politique de la classe ouvrière, la conduisant à la prise du pouvoir.

Certains militants posent, et nous aussi nous l'avons posée, la question : s'il est vrai que l'Internationale révolutionnaire et ses partis sont (doivent être) la direction politique, pourquoi justement la IV<sup>e</sup> Internationale ? Le révisionnisme pabliste, la lutte acharnée contre lui, puis la scission, les crises ne sont-elles pas autant de preuves en faveur d'une nouvelle Internationale, et non pas de la IV<sup>e</sup> ?

Mais il fallait que nous comprenions la signification profonde et la justesse de l'affirmation que seule la IV<sup>e</sup> Internationale peut assumer la direction de la révolution mondiale. Toutes nos expériences l'attestent : le « Programme » de la IV<sup>e</sup> Internationale a été vérifié par les grandes luttes des travailleurs. La révolution politique en Pologne et en Hongrie, puis la montée révolutionnaire en Tchécoslovaquie, les combats en Yougoslavie, en Pologne et en U.R.S.S. se déroulaient, et se déroulent, au nom des revendications formulées dans ce « Programme », et autour de ses axes fondamentaux. Il n'existe pas d'autre organisation dont le programme aurait résisté aux bouleversements de ces dernières décennies de l'Histoire. Le « Programme » de la IV<sup>e</sup> Internationale, rédigé il y a plus de trente ans par Léon Trotsky, est le seul, parce que marxiste, qui non seulement a supporté victorieusement l'épreuve de l'Histoire, mais, de plus, dont la justesse devient de plus en plus évidente avec le temps.

Or il est impossible de conserver le « Programme » en rejetant son cadre et son incarnation, la IV<sup>e</sup> Internationale. Le marxisme



est l'unité du programme (la théorie) et de l'organisation (la pratique). Nous voulons reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale, car elle est la seule organisation qui représente et assume la continuité du bolchevisme. Rejeter cette Internationale, c'est renier la continuité, c'est couper le fil historique qui relie à tout l'acquis de la classe ouvrière internationale. Certains groupes qui se réclament du trotskysme, comme le groupe « *Lutte ouvrière* » en France, abandonnent volontiers cette continuité, posant parfois leur candidature pour une V<sup>e</sup> Internationale. En réalité, cette renonciation à la continuité est la forme de leur abandon de toute Internationale. Ce groupe est né et a évolué en dehors de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il est resté de caractère national, opposé farouchement à l'internationalisme de la direction du prolétariat. Son attitude démasque le contenu réel de la revendication d'une V<sup>e</sup> Internationale : c'est de ne pas vouloir aucune Internationale. Les aventuriers de ce genre revendiquent un avenir sans vouloir du passé. Mais les militants ouvriers savent que ceux qui renient le passé ne peuvent avoir aucun avenir.

Nous avons appris que, si la victoire de la bureaucratie stalinienne était consommée par la liquidation du parti bolchevique, la condition fondamentale de la victoire sur la bureaucratie est la reconstruction du parti bolchevique, dont la continuité a été maintenue par la IV<sup>e</sup> Internationale.

La bureaucratie stalinienne, de même que la bourgeoisie, se rend parfaitement compte de cette signification de la IV<sup>e</sup> Internationale. Avec l'aide de la bourgeoisie, elle a essayé de la détruire sans cesse, depuis sa fondation. Chaque fois que le développement de la lutte des classes mobilisait les travailleurs et la jeunesse, chaque fois que cette mobilisation entraînait les militants, la bureaucratie stalinienne combattait vigoureusement le « *trotskysme* ». Staline a exterminé les bolcheviks en luttant contre le « *trotskysme* ». Il a accusé Tito lui-même ainsi que toutes les victimes des procès d'être des « *trotskystes* ». De même que Khrouchtchev qualifiait Mao Tsé-toung de « *trotskyste* », tandis que Mao accusait les dirigeants du Kremlin du même « *crime* ». Toutes les luttes que la bureaucratie mène contre les travailleurs et les militants « *déviationnistes* » sont des campagnes contre le « *trotskysme* ». Et c'est avec cette accusation qu'elle a frappé d'emprisonnement plusieurs dizaines de jeunes qui, en Tchécoslovaquie, sont allés le plus loin en posant le problème de la construction d'un parti indépendant.

Ainsi, à sa manière, la bureaucratie stalinienne rend hommage à la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle sait que, inévitablement, la lutte des travailleurs et de la jeunesse contre elle et contre le capitalisme rejoint le « *Programme* » et l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale, sonnante le glas de la bureaucratie. Elle se défend en attaquant le « *trotskysme* », et, par sa campagne effrénée, c'est elle-même qui désigne la IV<sup>e</sup> Internationale, son irréductible ennemie, comme la véritable direction politique de la classe ouvrière.

Malgré le révisionnisme pabliste apparu dans sa direction, la IV<sup>e</sup> Internationale n'a pas dégénéré, elle n'est pas passée du côté de l'ordre bourgeois, comme la II<sup>e</sup>, puis la III<sup>e</sup> Internationale. La dégénérescence de la II<sup>e</sup> Internationale avait une base sociale dans



l'aristocratie ouvrière, racine du réformisme. Il fallait une nouvelle Internationale. Le passage de la III<sup>e</sup> Internationale du côté de l'ordre bourgeois avait aussi une base sociale dans la bureaucratie stalinienne de l'U.R.S.S. qui déterminait le stalinisme. Il fallait rompre avec cette Internationale. Mais le révisionnisme pabliste, malgré les dimensions qu'il a prises dans la IV<sup>e</sup> Internationale, n'a aucune base sociale qui lui soit propre. Il est le reflet de l'immense pression de forces étrangères, la bourgeoisie et la bureaucratie, exercée sur la IV<sup>e</sup> Internationale pour la détruire. C'est pourquoi, le combat ne peut viser que la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale contre le révisionnisme pabliste, qui lui est étranger.

Travailleurs et jeunes de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la Yougoslavie, de la Hongrie, et de tous les autres pays de l'Est !

Militants ouvriers du monde entier !

Notre préoccupation capitale, en venant à cette conférence, était la recherche d'une direction politique à nos combats. Nous l'avons trouvée dans le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, pour la construction de ses partis dans nos pays.

Ce combat exige avant tout la clarification et l'assimilation des expériences du prolétariat mondial, condensées dans la lutte pour la IV<sup>e</sup> Internationale, et leur soudure organique avec les expériences de la classe ouvrière de nos pays. La construction d'une direction politique (du parti) de notre classe ouvrière, c'est d'abord cette clarification, cette assimilation des expériences internationales de la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. La révolution mondiale est un seul et même processus organique de la classe ouvrière internationale, qui exige une stratégie et une direction mondiales, la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est la base de la construction de ses partis nationaux.

Pour cette raison, nous décidons de nous associer pleinement à la lutte pour la préparation de la 4<sup>e</sup> conférence internationale du Comité international.

Nous décidons de combattre pour la construction du parti de la IV<sup>e</sup> Internationale dans nos pays, comme une lutte pour la préparation de cette conférence, à laquelle non seulement nous participerons mais où nous invitons tous nos camarades, tous les militants de nos pays de l'Europe de l'Est qui sont décidés à tirer les conclusions de nos expériences communes.

La construction du parti n'est pas une proclamation de bonnes intentions, même si celles-ci sont inspirées par le « Programme » de la IV<sup>e</sup> Internationale. En premier lieu, ce « Programme » ne se réduit nullement à son contenu textuel. Celui-ci est le condensé des expériences et des leçons vivantes de la lutte des classes internationale, il est leur enrichissement. Le programme vivant, c'est la somme des expériences continuelles du combat international du prolétariat, résumées et généralisées par et dans la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. En somme, il est l'acquis du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale. Son assimilation forme l'homogénéisation et la cohérence de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'unité mondiale de sa stratégie. L'implantation de ce « Programme »



dans la lutte des classes de nos pays est l'élément fondamental de la construction du parti.

Ce n'est pas par hasard que notre conférence était préparée et convoquée par nos camarades du Comité international qui, sans poser le moindre ultimatum à notre égard, mais sans complaisance pour nos illusions, nous ont aidés à clarifier nos expériences. Comme élément important de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, notre conférence est un pas considérable vers l'homogénéisation internationale des expériences du prolétariat. En particulier, elle trouve son importance dans le fait que, pour la première fois depuis des décennies, se rencontrent des militants des pays de l'Europe de l'Est dominés par la bureaucratie, et des militants organisés sur la base du « Programme » de la IV<sup>e</sup> Internationale, en vue de reconstituer l'unité théorique, politique et organisationnelle de la classe ouvrière internationale, unité coupée par le stalinisme et reniée en fait par les pablistes. Et c'est précisément à cause de ce caractère international de notre conférence qu'elle constitue le point de départ de notre lutte pour la construction du parti dans notre pays.

Mais le parti de la IV<sup>e</sup> Internationale est la fusion organique du « Programme » avec la lutte des classes telle qu'elle se déroule concrètement, avec les particularités et les originalités de chacun des différents pays. Comme l'écrivaient déjà Marx et Engels dans le « Manifeste » :

« La lutte du prolétariat... n'est pas dans son fond, mais sera dans sa forme, une lutte nationale. »

C'est dans cette dialectique du fond international général et de la forme nationale particulière que s'unifient en un seul et même processus la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et la construction de ses partis.

La construction du parti, en tant que fusion organique du « Programme » avec la lutte des classes, ne peut se faire que dans et par l'intervention concrète, quotidienne, dans la lutte des travailleurs, telle qu'elle se déroule, en liaison étroite avec la classe et ses organisations, ses acquis. C'est une des leçons importantes, sinon la plus importante, du combat que nos camarades du Comité international ont livré pour la défense de la IV<sup>e</sup> Internationale contre le pablistisme. Ils pouvaient résister aux liquidateurs, puis remonter le courant et ouvrir la voie à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale dans la mesure où ils se sont ancrés aux combats de la classe, y intervenant continuellement pour ses revendications immédiates, visant à élever sa conscience au niveau de ses tâches historiques. Alors que les révisionnistes pablistes, adoptant une attitude propagandiste, désertent la lutte des travailleurs, ses formes et ses organisations, présentent des ultimatums à la classe, se conduisent en étrangers sur le terrain de la lutte des classes.

Voilà la démarche fondamentale de notre combat pour la reconstruction du parti de la IV<sup>e</sup> Internationale dans nos pays. Elle nous sépare définitivement de toute forme de centrisme, en commençant



par le pablisme, elle nous oppose irrécyclablement aux révisionnistes.

Travailleurs et jeunes, militants de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Hongrie, de Yougoslavie, d'Allemagne de l'Est, de Roumanie, de Bulgarie, d'Albanie et d'Union soviétique !

Camarades !

La construction du parti est une lutte constante, c'est l'intervention incessante dans le combat de nos travailleurs. Sa tactique, ses formes donnent nécessairement autant de variétés qu'il y a de particularités, de richesses, de traditions nationales à ce combat. Mais, à travers les originalités nationales, une profonde communauté unit les combats de la classe ouvrière internationale, et en particulier celui des travailleurs de nos pays. Pour cette raison, nous combattons pour construire le parti de la IV<sup>e</sup> Internationale dans nos pays :

● En luttant résolument et inconditionnellement *pour la défense de la classe ouvrière et de ses conquêtes socialistes* ! Cette lutte contre la bureaucratie qui, pour préserver ses privilèges, cède à la pression de l'impérialisme et met en danger ces conquêtes, met en avant toutes les revendications de la classe : contrôle ouvrier sur les accords avec les capitalistes, et contrôle ouvrier sur la planification ; indépendance des syndicats et démocratie syndicale ; contrôle ouvrier des salaires et des prix ; droit de grève ; contre le chômage sous toutes ses formes, et ainsi de suite. Dans notre lutte avec les travailleurs pour ces revendications, qui doivent former un tout cohérent, nous visons essentiellement la mobilisation de la classe ouvrière, seule force capable, à travers ses organes indépendants, de défendre les conquêtes socialistes, aboutissant, dans cette lutte défensive, à la défaite de la bureaucratie et au pouvoir des conseils ouvriers.

● En luttant énergiquement *pour les droits démocratiques* ! La construction du parti est inséparable du combat pour le droit de création, de parole, d'association, de manifestation, pour la liberté de presse, de la science et de l'art, contre la censure, ainsi que pour les droits des nations et nationalités.

Notre lutte pour la défense des conquêtes socialistes et pour les droits démocratiques est étroitement liée à celle menée pour la défense de la Tchécoslovaquie contre le Kremlin :

— Retrait immédiat des forces d'occupation !

— Libération de tous les militants emprisonnés !

— A bas le diktat de Moscou !

Nous lions notre combat pour l'indépendance nationale contre la bureaucratie du Kremlin à celle menée pour l'alliance révolutionnaire avec le peuple soviétique, pour la Fédération socialiste d'Europe centrale et orientale, en marche vers les Etats-Unis socialistes d'Europe.

— Vive la nouvelle opposition communiste de l'Union soviétique !



Nous construisons le parti de la IV<sup>e</sup> Internationale en appelant tous les militants de toutes les tendances du mouvement ouvrier à dresser ensemble le Front unique de classe contre l'impérialisme et son agent la bureaucratie, sur la base des conquêtes socialistes, pour ces revendications.

Le parti de la IV<sup>e</sup> Internationale ne pourra être construit que par et dans cette lutte. De même que la révolution politique ne se déclenche qu'à travers ce combat, le parti de la révolution politique ne sera construit que par l'intervention de l'avant-garde dans cette lutte en tant qu'organisatrice et dirigeante de cette lutte.

Mais en même temps, de même que la satisfaction de ces revendications est impensable dans le cadre du régime de la bureaucratie et de sa part, la construction du parti exige à chaque pas qu'il incarne la liaison consciente entre la lutte pour les revendications immédiates et la révolution politique. La construction du parti de la IV<sup>e</sup> Internationale est cette dialectique entre l'intervention dans le combat quotidien des travailleurs, et leur direction vers le renversement de la bureaucratie, vers le pouvoir des conseils dans le cadre de la révolution mondiale.

Considérant le bilan de nos expériences, nous, militants communistes tchécoslovaques, yougoslaves, polonais et hongrois, nous constatons qu'il concorde avec la lutte que nos camarades du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale mènent pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. En défendant toutes les conquêtes de la classe ouvrière mondiale, nous luttons pour la révolution internationale, liant en un seul et même processus la révolution politique contre la bureaucratie et la révolution sociale contre la bourgeoisie. Nous voulons organiser le parti de cette révolution. Nous décidons :

— de participer à la 4<sup>e</sup> conférence internationale organisée par le Comité international pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Dès maintenant, nous préparons cette conférence dans nos pays respectifs, et cette préparation constituera la base et le cadre de notre combat pour le parti, en luttant avec nos travailleurs ;

— d'unifier notre lutte au combat de la classe ouvrière soviétique, en particulier à celui de la nouvelle opposition communiste, le liant au Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous considérons « *Correspondance Internationale* » en langue russe, continuateur du « *Bulletin d'Opposition* » édité par Léon Trotsky, comme la nôtre, comme le bulletin commun des militants de tous les pays de l'Europe de l'Est ;

— de fonder le comité d'organisation des militants des pays de l'Est afin d'organiser l'ensemble de notre lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et la construction de ses partis en l'associant au Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Nous appellons tous les ouvriers conscients, tous les militants et jeunes de nos pays ainsi que de tous les autres pays de l'Europe de l'Est, à se joindre à nous pour que, à travers une clarification de nos expériences et de nos tâches communes, nous combattions ensemble pour le parti de la révolution !



# RESOLUTION SUR LA TCHECOSLOVAQUIE

**C**OMBATTANTS dans les mouvements récents des travailleurs et de la jeunesse de nos pays, nous, militants tchécoslovaques, polonais, yougoslaves et hongrois, nous nous sommes réunis en Suisse, du 27 décembre 1969 au 3 janvier 1970, à la conférence organisée par le Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Participants conscients aux combats menés dans nos pays par les travailleurs, par la jeunesse et les intellectuels, nous en avons tiré la conclusion qu'il est nécessaire que notre lutte soit organiquement liée à celle de la classe ouvrière internationale. Notre conférence y trouve sa pleine signification. A la lumière des conclusions auxquelles nous avons abouti ensemble avec nos camarades du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous nous tournons vers la Tchécoslovaquie où la lutte des travailleurs de tous nos pays a trouvé son expression la plus élevée.

Nous avons d'autant plus le devoir de le faire que, aujourd'hui, une répression massive s'abat sur les travailleurs et sur la jeunesse de tous les pays de l'Europe de l'Est. Cette répression est particulièrement féroce en Tchécoslovaquie où plus d'un millier d'arrestations et d'épurations marquent la volonté de l'appareil stalinien de « normaliser » la situation, c'est-à-dire d'instaurer la terreur.

Bas les pattes devant la classe ouvrière tchécoslovaque et ses militants !

Nous appelons tout le mouvement ouvrier, en particulier les militants communistes qui ont condamné l'intervention, à se joindre à la défense des travailleurs et militants tchécoslovaques. Qu'ils exigent de la direction de leurs partis, particulièrement en France, en Italie, en Grande-Bretagne, qu'elle prenne position pour la



défense des militants arrêtés et menacés. En désapprouvant l'intervention, c'est maintenant leur devoir de le faire. Qu'ils prennent leurs responsabilités !

La lutte de la classe ouvrière, de la jeunesse, des intellectuels, des étudiants tchécoslovaques s'est déclenchée pour réaliser la démocratie des travailleurs sur la base des conquêtes socialistes. Elle est la continuation de la révolution d'Octobre 1917, trahie par la bureaucratie stalinienne dont le pouvoir est incompatible avec cette démocratie, donc incompatible avec le socialisme. Il s'agit du même combat que celui que la classe ouvrière de l'Allemagne de l'Est, de la Pologne, de la Hongrie avait engagé, de 1953 à 1956, dans le même but et contre le même ennemi. C'est le même combat qui se développe dans tous les pays de l'Europe de l'Est, et dont nous sommes des combattants. C'est le processus de la révolution politique en Pologne, en Yougoslavie, en U.R.S.S. elle-même, et qui, en Tchécoslovaquie, a mis à l'ordre du jour le renversement du pouvoir de la bureaucratie parasitaire.

Ce développement de la révolution politique est partie intégrante de la montée générale de la lutte du prolétariat des pays capitalistes, en particulier en Europe. Au cours des dernières années, la révolution est apparue comme une perspective immédiate : révolution sociale dans les pays capitalistes, révolution politique en Europe de l'Est. Située au cœur même de cette Europe, la Tchécoslovaquie, avec son prolétariat puissant, joue un rôle de détonateur dans la révolution européenne. En raison même de sa place par rapport au prolétariat allemand, divisé au lendemain de la guerre par la bourgeoisie et la bureaucratie qui voulaient prévenir la révolution à l'échelle de l'Europe, le développement de la révolution politique en Tchécoslovaquie est une menace immédiate et directe pour « l'équilibre » contre-révolutionnaire par son impact sur la classe ouvrière allemande, à l'Est comme à l'Ouest. La révolution en Tchécoslovaquie, c'est la révolution allemande immédiate, c'est-à-dire la révolution européenne réunifiant le prolétariat allemand. La bourgeoisie et la bureaucratie du Kremlin se sont parfaitement rendu compte de ce danger. Ce n'est pas par hasard que la bureaucratie est-allemande a été le principal artisan de l'intervention militaire contre la Tchécoslovaquie. Il est encore plus significatif que la répression massive déclenchée en Tchécoslovaquie pour briser la résistance et la volonté révolutionnaire des travailleurs s'accompagne des efforts de la bureaucratie du Kremlin et de ses satellites pour souder encore plus leur alliance avec la bourgeoisie allemande.

L'unité entre les travailleurs des pays capitalistes et les travailleurs des pays de l'Europe de l'Est se fonde sur l'unité organique du prolétariat mondial, en particulier européen, divisé cependant par l'impérialisme et la bureaucratie. Cherchant une solution à sa crise, l'impérialisme développe une attaque générale contre les travailleurs, contre leurs droits et leurs conquêtes. Dans les pays capitalistes, la bourgeoisie réduit au chômage des centaines de milliers de travailleurs, particulièrement les jeunes, elle porte atteinte à tous leurs acquis arrachés par des luttes séculaires. En



même temps, elle cherche à pénétrer dans les pays de l'Europe de l'Est, U.R.S.S. comprise, afin de détruire les conquêtes socialistes. La crise de la bureaucratie est le reflet de la crise de l'impérialisme et de son attaque générale. Car, en reculant devant la pression accrue de l'impérialisme, la bureaucratie la reporte sur le dos des travailleurs, menaçant ainsi les conquêtes d'Octobre. La lutte des travailleurs, des jeunes qui se développe dans tous les pays de l'Europe de l'Est, et qui s'est cristallisée en Tchécoslovaquie, est la réponse de la classe ouvrière à cette attaque de l'impérialisme aidée par son agent, la bureaucratie. C'est la base de l'unité entre la révolution sociale et la révolution politique, telle qu'elle s'est exprimée en 1968 dans la grève générale en France et dans le développement de la révolution politique en Tchécoslovaquie.

La lutte de la classe ouvrière, des intellectuels, des étudiants et de tout le peuple tchécoslovaques a obligé la bureaucratie à démettre de la direction son aile la plus compromise. Utilisant cette situation plus favorable, les masses ont imposé la liberté d'expression, développant une critique impitoyable du régime de la bureaucratie. Devant cette mobilisation, la bureaucratie fut contrainte de reculer plus qu'elle n'en avait l'intention : dans le « *programme d'avril* », élargissant les libertés démocratiques et commençant une critique timide contre la fraction compromise de Novotny, elle a essayé également de fixer les limites de ses concessions.

Mais, de nouveau, les travailleurs et la jeunesse, au lieu d'arrêter leur mouvement, sont allés plus avant. Dès le moment de sa naissance, le « *programme d'avril* » était dépassé. Devant la poussée des masses vers leur propre démocratie, l'appareil de la bureaucratie commençait à se disloquer. Cette nouvelle étape s'est exprimée dans la bataille pour le 14<sup>e</sup> congrès extraordinaire du parti communiste et dans les élections libres des délégués. La nouvelle direction Dubcek a été, une fois de plus, obligée de suivre le mouvement, promettant de satisfaire aux revendications. Elle a défini sa politique par la formule du « *socialisme à visage humain* ». Et puisque, à travers la direction Dubcek, la bureaucratie a ainsi reculé devant les masses, celles-ci ont donné confiance au « *socialisme à visage humain* » croyant qu'il signifiait la pleine réalisation de leurs aspirations.

La mobilisation des travailleurs, et surtout son expression dans la dislocation de l'appareil stalinien, a effrayé la bureaucratie du Kremlin, celle de tous les pays de l'Europe de l'Est. Essentiellement, parce qu'une telle mobilisation de la classe ouvrière en Tchécoslovaquie risquait de s'étendre en U.R.S.S. où la lutte des intellectuels, la formation d'une opposition communiste ont traduit les mêmes aspirations des masses. En Pologne, où les étudiants et les intellectuels, au mois de mars 1968, ont manifesté pour les mêmes buts. En Yougoslavie, qui, en juin 1968, a connu la même manifestation d'étudiants et d'intellectuels et où, en même temps, la classe ouvrière a organisé ses grèves. Dans tous les autres pays aussi, en particulier en Allemagne de l'Est. La bureaucratie du Kremlin devait intervenir contre les travailleurs tchécoslovaques afin de sauvegarder son propre pouvoir en U.R.S.S. et dans les



autres pays de l'Est. Car elle a mesuré l'incapacité de la direction Dubcek de contenir les travailleurs et la jeunesse dans les limites du pouvoir de la bureaucratie.

L'intervention militaire a inauguré une nouvelle étape dans le développement de la mobilisation des travailleurs, et elle a révélé les limites extrêmes des possibilités de la direction Dubcek.

Toute la classe ouvrière se dressait contre l'intervention et contre tous ceux qui la soutenaient. Les illusions répandues auparavant sur le rôle dirigeant des intellectuels ou des étudiants ont reçu un démenti cinglant : la force dirigeante de la révolution politique est la classe ouvrière. C'est précisément à partir de la mobilisation de cette classe que les militants communistes ont pu achever la dislocation de l'appareil stalinien en réunissant le 14<sup>e</sup> congrès extraordinaire du parti communiste sous la protection directe de la classe ouvrière. Un parti non stalinien était né. Rompant avec la bureaucratie de Moscou, ce parti a organisé la résistance.

Mais la rupture avec la bureaucratie soviétique ne l'a nullement transformé pour autant en un parti révolutionnaire. Il s'est placé sur la base du programme de ce même « *socialisme à visage humain* » que la direction Dubcek a défini comme l'ultime concession donnée aux masses, et comme son moyen de les dévier de la voie révolutionnaire. En effet, le « *socialisme à visage humain* » n'est pas autre chose qu'une « *meilleure* » politique de la même bureaucratie exerçant le pouvoir, et non pas le socialisme de la classe ouvrière qui le conquiert et l'exprime dans et par le pouvoir de ses conseils. Le pouvoir des conseils (soviets), contrairement au pouvoir de la bureaucratie, ne peut être établi que par la révolution politique détruisant la bureaucratie et ses organes de pouvoir politique. Or la révolution politique en tant qu'expression et composante organique de la révolution mondiale exige une direction internationale, comme l'expression et l'organisation de la lutte du prolétariat mondial. Mais, à l'inverse, le 14<sup>e</sup> congrès lui-même comme la direction Dubcek fondaient leur politique sur « *le socialisme dans un seul pays* », exprimé dans le mot d'ordre du « *socialisme à visage humain* ». Voilà pourquoi la lutte contre la bureaucratie tchécoslovaque elle-même était stoppée par le 14<sup>e</sup> congrès qui a ainsi ressoudé les rangs de cette bureaucratie autour de ce slogan du « *socialisme à visage humain* ». Pour cette raison, ni la direction Dubcek ni même le 14<sup>e</sup> congrès ne pouvaient devenir la direction de la révolution politique, répondant à l'aspiration des travailleurs. Par contre, et pour la même raison, cette direction politique du « *socialisme à visage humain* » devait devenir elle-même, par la suite, l'instrument de la bureaucratie du Kremlin pour démobiliser la classe ouvrière et paver la voie à la reconstruction de l'appareil stalinien. La confiance que les masses accordaient à ces directions se révélait clairement comme une illusion.

Des militants conscients commençaient alors à tirer les premières leçons de cette expérience, marquée par la faillite de la direction Dubcek. Des tentatives ont été faites pour la recherche



d'une solution, analysant les expériences récentes et historiques des travailleurs et du peuple tchécoslovaques. Ce n'est pas en raison du manque de volonté ou de capacité des militants que ces analyses ne pouvaient dépasser une certaine limite, produite elle-même par les conditions de leur lutte.

D'une part, ces analyses conçoivent le combat des travailleurs tchécoslovaques comme une lutte isolée, particulière, restant dans le cadre national. La solution qu'ils proposent est donc, elle aussi, limitée à ce cadre étroit. Même lorsqu'elles reconnaissent le lien entre le combat des travailleurs tchécoslovaques et celui mené dans les autres pays, cette reconnaissance reste formelle, car elle considère ce rapport comme celui d'un combat additionné à un autre, et non pas comme un lien organique. A savoir que les luttes du prolétariat de chaque pays ne sont que les expressions particulières d'un seul et même combat, celui de la révolution mondiale. Révolution sociale dans les pays capitalistes et révolution politique dans les pays de l'Europe de l'Est dont le lien organique est déterminé, entre autres, par l'alliance mondiale contre-révolutionnaire de l'impérialisme et de la bureaucratie contre la classe ouvrière internationale et ses conquêtes. D'autre part, et découlant de cette étroitesse, ces analyses ne saisissent pas la lutte des travailleurs tchécoslovaques, et des autres pays de l'Est, comme la continuation de la révolution d'Octobre 1917. Elles la voient ou bien comme la simple continuation d'une histoire nationale, ou bien comme n'ayant aucune histoire. Du fait, donc, que ces tentatives reposent sur la conception du « *socialisme dans un seul pays* » considérant la lutte du prolétariat international comme un complément, malgré leur volonté de dépasser les limites de la direction Dubcek et du 14<sup>e</sup> congrès, elles restent, elles aussi, dans le même cadre. Par conséquent, en cherchant une direction politique de la lutte, de telles analyses reconduisent inévitablement les militants vers la bureaucratie.

Nous-mêmes, confrontés à ces problèmes par nos propres expériences dans nos pays, nous avons cherché leur solution. Nous ne l'avons trouvée que dans la clarification suivante : aussi bien l'unité mondiale de la lutte des classes et l'unité de la révolution sociale et de la révolution politique que la continuité du bolchevisme vainqueur de la révolution d'Octobre 1917 sont exprimées et condensées dans le « *Programme* » et dans l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Que, par conséquent, à la place des directions faillies, il n'y a que le parti fondé sur ce « *Programme* », partie intégrante de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui est le seul capable d'exprimer les aspirations des masses et de les conduire à la victoire de la révolution politique.

La IV<sup>e</sup> Internationale a pour origine la lutte de l'Opposition de gauche du parti bolchevique contre la bureaucratie et son représentant, Staline. L'Opposition de gauche, sous la direction de Léon Trotsky, a assuré la continuité du combat des bolcheviks, au sein de la III<sup>e</sup> Internationale et de ses partis, contre le stalinisme. L'Opposition de gauche a exprimé l'internationalisme du parti bolchevique combattant la bureaucratie et sa conception du « *socialisme*



*dans un seul pays* », conception et politique assurant le maintien du capitalisme mondial. La victoire du stalinisme n'était possible que par la destruction du parti bolchevique et par l'extermination physique de centaines de milliers de ses membres et dirigeants. Le passage définitif du stalinisme, donc de la III<sup>e</sup> Internationale et ses partis, du côté de l'ordre bourgeois, marqué par la politique criminelle de collaboration de classes permettant au fascisme hitlérien de s'emparer du pouvoir, a rendu nécessaire la fondation par Léon Trotsky de la IV<sup>e</sup> Internationale, en 1938. Toute l'expérience de la classe ouvrière internationale et les tâches pour l'accomplissement de la révolution mondiale, principalement celle de résoudre la crise historique de la direction du prolétariat, ont été condensées dans le « *Programme* » et incarnées dans l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Mais la IV<sup>e</sup> Internationale été fondée au moment des grandes défaites du prolétariat : avec l'aide du stalinisme, les révolutions allemande, espagnole et française ont été trahies et détruites, le fascisme s'était installé dans plusieurs pays de l'Europe. Dans ces conditions, la IV<sup>e</sup> Internationale, coupée des grandes masses prolétariennes, subissant l'attaque de la bourgeoisie et celle des assassins staliniens, se trouvait isolée. La seconde guerre impérialiste s'est abattue sur le prolétariat. Après l'assassinat de Trotsky par Staline, en 1940, frappant l'ensemble de l'Internationale, ses cadres ne pouvaient saisir l'occasion révolutionnaire à l'issue de la guerre impérialiste. Rejetée dans l'isolement, la pression de la bourgeoisie et du stalinisme a fait naître et se développer le révisionnisme au sein même de la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Toutes les forces de la contre-révolution mondiale se sont liguées pour détruire le seul programme, la seule organisation capables de conduire les travailleurs à la victoire, au socialisme. Le révisionnisme était le résultat de cette énorme pression extérieure. Il s'est attaché à la mise en question des fondements de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce révisionnisme (appelé « *pablisme* » d'après le nom de son porteparole Michel Pablo) a établi l'antagonisme fondamental non pas entre le prolétariat international et l'impérialisme mondial, mais entre ce dernier et la bureaucratie stalinienne, dotant ainsi celle-ci d'une mission historique et niant le rôle moteur du prolétariat. C'est de cette position, contraire au « *Programme* » de la IV<sup>e</sup> Internationale selon lequel la bureaucratie doit être chassée et son pouvoir détruit, que dérivait la tendance visant à subordonner la politique et l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale à l'appareil stalinien. Le révisionnisme a ainsi rempli son rôle de liquidateur en détruisant organisationnellement la IV<sup>e</sup> Internationale. Capitulant devant le stalinisme, il a agi contre le but de la IV<sup>e</sup> Internationale, à savoir conquérir la direction du prolétariat.

Mais au sein même de la IV<sup>e</sup> Internationale est née et s'est développée la lutte contre le révisionnisme. Elle a abouti à la formation du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale afin d'assurer la continuité du « *Programme* » et de l'organisation contre le révisionnisme liquidateur. Mais à cause de cette crise, la IV<sup>e</sup> Internationale ne pouvait pleinement jouer son rôle au moment du



développement du combat international de la classe ouvrière entre 1953 et 1956.

Le révisionnisme, qui est depuis sa naissance au service de la bureaucratie, a toujours désorienté les militants. En 1956, abusant du drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale, les révisionnistes pablistes ont expliqué que la bureaucratie polonaise s'était « réformée » et que la direction Gomulka assurait la victoire révolutionnaire des travailleurs. Que la classe ouvrière polonaise « ... se choisit des dirigeants qui voulaient bien coordonner cette poussée irrésistible ». Ou encore que « Octobre 1956 en Pologne, c'est la première victoire décisive d'une révolution politique contre la bureaucratie... » Déjà auparavant, ils avaient salué en Tito un dirigeant révolutionnaire authentique. Par contre, puisque la classe ouvrière hongroise a détruit, armes à la main, le pouvoir de la bureaucratie, les révisionnistes ont jugé la révolution hongroise de 1956 comme condamnée.

Par rapport au développement de la révolution politique en Tchécoslovaquie et dans les autres pays de l'Europe de l'Est, les révisionnistes se contentent de commenter à leur façon les événements. N'osant plus propager ouvertement leur position véritable, à savoir subordonner la lutte à la bureaucratie, comme ils l'ont fait de 1948 jusqu'en 1956, ils renoncent à ouvrir concrètement aux militants la perspective, dont précisément ceux-ci ont le plus grand besoin, du programme et du parti révolutionnaires. A savoir le programme de la révolution mondiale, donc de la prise du pouvoir par la classe ouvrière contre la bureaucratie, et non pas — comme ils l'expliquent aux militants tchécoslovaques — un « programme autonome » en général. C'est justement parce qu'ils ne conçoivent pas le « Programme » de la IV<sup>e</sup> Internationale comme celui de la prise du pouvoir qu'ils « critiquent » Dubcek de ne pas fournir un « programme autonome » contre la bureaucratie. Ainsi, malgré leur « critique », ils considèrent la direction Dubcek, ou celle d'une aile de la bureaucratie, comme capable de se « réformer ». Depuis la faillite complète de cette direction, les révisionnistes attribuent ce rôle dirigeant à ce qu'ils appellent la « gauche marxiste révolutionnaire ». L'organisation indépendante pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière, le parti de la IV<sup>e</sup> Internationale, a complètement disparu de leurs préoccupations.

Malgré leur répugnance à ouvrir une perspective, le développement de la lutte en Tchécoslovaquie a forcé les pablistes à formuler des objectifs. Ils donnent comme perspective aux militants — qu'ils ne considèrent que comme une « gauche marxiste révolutionnaire » — de former les organes dits d'« autogestion » des ouvriers. Ils dégradent ainsi la classe ouvrière et son rôle. Alors qu'elle est la force dirigeante de la révolution — et ses conseils sont (doivent être) la forme organisationnelle de son pouvoir —, les révisionnistes conseillent de les établir, comme en Yougoslavie, en tant qu'appendices « industriels » de la bureaucratie. Les conseils ouvriers sont la Commune, les soviets du prolétariat au pouvoir, les organes de l'Etat ouvrier créés par la classe en détruisant le pouvoir de la bureaucratie. Et, pour ce faire, la classe ouvrière



n'a nul besoin de la « *politisation* » que réclament les révisionnistes, mais d'une direction révolutionnaire.

C'est dans cette divergence fondamentale sur le rôle et la signification des conseils ouvriers et du parti du prolétariat que tous les militants peuvent mesurer l'abîme qui nous sépare, nous marxistes, des révisionnistes qui abusent du nom de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Militants communistes et socialistes ! Nous considérons que toute l'expérience démontre que l'avant-garde de la classe ouvrière tchécoslovaque et de tous les pays de l'Europe de l'Est doit construire le parti de classe de la révolution politique. Nous estimons que ce parti indépendant ne peut être que celui fondé sur le « *Programme* » de la IV<sup>e</sup> Internationale, membre de cette Internationale. C'est ainsi qu'il incarnera l'unité mondiale du prolétariat, organisant le combat de la classe ouvrière pour la prise du pouvoir dans le monde entier. Les militants tchécoslovaques peuvent et doivent renouer avec le combat de ceux qui répondirent, comme Zavis Kalandra en premier, à l'appel de Léon Trotsky, dénonçant dès 1936 les procès de Moscou. La condamnation de Kalandra à la pendaison a signifié la victoire de la bureaucratie stalinienne en Tchécoslovaquie. De même que le développement de la lutte des travailleurs tchécoslovaques, en 1968, a obligatoirement fait réapparaître le nom de Kalandra, dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale, devant les travailleurs et les militants tchécoslovaques.

Depuis longtemps, la bureaucratie stalinienne, elle, a parfaitement compris que son ennemi principal est la IV<sup>e</sup> Internationale. En 1936-1938, elle a monté tous les procès de Moscou contre le « *trotskyisme* », de même, aujourd'hui en Tchécoslovaquie, elle s'efforce de rétablir le règne de l'appareil en instaurant la terreur par des attaques féroces et des arrestations contre les militants communistes accusés de « *trotskyisme* ». Elle sait que la seule alternative contre son pouvoir, la seule issue au combat des travailleurs, est la IV<sup>e</sup> Internationale. Pour cette raison, elle mène l'offensive contre le « *trotskyisme* », même si les militants accusés ne sont pas des trotskystes et ne connaissent pas encore le « *Programme* » et l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Tous les communistes, tous les militants ouvriers doivent en tirer cette conclusion : il faut construire le parti de la IV<sup>e</sup> Internationale, le parti de Kalandra !

Les tâches de construction de ce parti exigent des militants qu'ils clarifient leurs propres expériences et les relient à celles du prolétariat international, dans la continuité du bolchevisme. Une telle clarification ne peut se faire que dans un cadre organisé, en continuant le combat au côté des travailleurs, le reliant à celui du prolétariat international. Cela signifie, en premier lieu, la défense des conquêtes socialistes et, en Tchécoslovaquie, celle des droits démocratiques conquis au cours de l'année 1968. La lutte pour la défense des droits démocratiques ne trouve sa justification que dans la perspective de la révolution politique, de même que le combat pour celle-ci doit englober la lutte pour les revendications immédiates des travailleurs.



Cela signifie aussi que le processus de la construction du parti ne peut être développé que si cette construction est partie prenante et composante de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est elle, dirigeante de la révolution mondiale, dont l'accomplissement formera les Etats-Unis socialistes de l'Europe, qui résoudront en même temps la question nationale. Une étape importante sur cette voie pourra être la Fédération socialiste d'Europe centrale et orientale, contre la bureaucratie de Moscou et pour régler les problèmes de nationalités et de nations, problèmes particulièrement importants dans cette partie de l'Europe. Du fait que le rapport entre la bureaucratie de Moscou et la Tchécoslovaquie, ainsi que les autres pays de l'Est, prend la forme d'une oppression nationale, la lutte des travailleurs contre la bureaucratie du Kremlin est une lutte pour la liberté nationale. Les revendications nationales, comme partie composante de la lutte pour les droits démocratiques, s'intègrent dans la lutte pour la révolution politique et ne peuvent pas être posées sur une base nationaliste mais en alliance avec les travailleurs de l'Union soviétique. La condition d'un combat victorieux pour la Fédération socialiste d'Europe centrale et orientale, élément des Etats-Unis socialistes de l'Europe, est la lutte menée pour l'alliance et l'unité révolutionnaires des peuples de l'Europe centrale et orientale, ensemble avec la classe ouvrière et le peuple soviétiques. Le combat pour réaliser cet objectif ne peut être conduit que par la classe ouvrière et dirigé par son parti mondial, la IV<sup>e</sup> Internationale.

- VIVE LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA JEUNESSE TCHÉCOSLOVAQUES !
- LIBÉRATION IMMÉDIATE DE TOUS LES MILITANTS ARRÊTÉS !
- RÉINTÉGRATION DE TOUS LES MILITANTS CHASSÉS DE LEUR TRAVAIL !
- RETRAIT SANS CONDITION DES TROUPES D'OCCUPATION !
- DÉFENSE DES DROITS DÉMOCRATIQUES CONQUIS PAR LES TRAVAILLEURS TCHÉCOSLOVAQUES !
- VIVE LA FÉDÉRATION SOCIALISTE D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE, ÉTAPE IMPORTANTE VERS LES ÉTATS-UNIS SOCIALISTES DE L'EUROPE !
- MILITANTS ! EN AVANT POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI DE LA RÉVOLUTION POLITIQUE ! VIVE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE !



# ADRESSE

*AUX travailleurs manuels  
et intellectuels,  
aux jeunes travailleurs  
et étudiants soviétiques  
en lutte  
contre la bureaucratie*

*AUX membres  
des divers groupes d'opposition  
communiste  
à la bureaucratie*

*AU "Groupe d'initiative pour  
la défense des droits civiques"*



**N**OUS, militants communistes tchécoslovaques, hongrois, yougoslaves, polonais, réunis en Suisse, du 27 décembre 1969 au 3 janvier 1970, à l'initiative du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous vous adressons notre salut fraternel.

Nous nous sommes battus et nous luttons dans nos pays respectifs contre la bureaucratie stalinienne et les bureaucraties qui lui sont soumises dans les autres pays de l'Europe de l'Est. Depuis 1953 en Allemagne de l'Est, puis en 1956 en Pologne et en Hongrie, les travailleurs et la jeunesse se sont soulevés pour chasser la bureaucratie et établir le pouvoir des conseils ouvriers, c'est-à-dire celui des soviets. En 1968, la classe ouvrière, la jeunesse et tous les travailleurs tchécoslovaques sont entrés dans le même combat. Ils ont été suivis et soutenus par la manifestation des étudiants et intellectuels polonais, en mars 1968, par la manifestation des étudiants et intellectuels yougoslaves, en juin 1968. Nous étions des participants actifs de ces luttes, ayant le même objectif et le même ennemi, et nous continuons à lutter.

Chaque fois que la classe ouvrière de nos pays a menacé le pouvoir de la caste bureaucratique, les bureaucraties est-allemande, polonaise, hongroise et tchécoslovaque ont été soutenues par le Kremlin qui les a placées et maintenues sur le dos des travailleurs. Chaque fois, la bureaucratie du Kremlin a répandu le mensonge qu'il s'agit de mouvements « antisoviétiques ». C'est avec ce mensonge qu'elle a mobilisé l'armée soviétique pour écraser les travailleurs, pour rendre impossible leur victoire.

Travailleurs et intellectuels, militants et jeunes de l'Union soviétique !

Si nous étions obligés de nous dresser, ensemble avec notre classe ouvrière, contre cette armée, c'est pour défendre — et Lénine définissait cela comme étant le devoir des communistes — notre droit à disposer de nous-mêmes contre l'instrument militaire du Kremlin. Nous nous sommes battus et nous poursuivons le combat pour défendre et pour développer nos conquêtes dont l'origine est la révolution d'Octobre 1917. C'est pour cette raison que nous sommes des véritables Soviétiques. L'antisoviétique est la bureaucratie du Kremlin elle-même.

Nous savons que les jeunes ouvriers et jeunes paysans envoyés contre nous sous l'uniforme de l'armée soviétique sont nos véritables alliés dont les aspirations sont exprimées par la lutte courageuse de la nouvelle opposition communiste. Nous le savons, parce que nous avons vu, en 1956 en Hongrie et en 1968 en Tchécoslovaquie, le Kremlin lui-même avoir peur de cette armée, avoir peur de



laisser les soldats soviétiques en contact avec la classe ouvrière et la jeunesse en lutte contre la bureaucratie. Parce que la lutte que nous avons engagée et poursuivons est la même que celle que vous, travailleurs, jeunes ouvriers et étudiants, militants communistes de l'U.R.S.S., avez engagée et poursuivez contre la bureaucratie parasitaire du Kremlin.

Il s'agit pour vous et pour nous, pour la classe ouvrière de l'U.R.S.S., de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Yougoslavie, de l'Allemagne de l'Est, de la Roumanie, de la Bulgarie, de l'Albanie, de libérer les conquêtes socialistes résultant de la révolution d'Octobre, étendues à l'Europe de l'Est à la suite de la seconde guerre mondiale, de leur gestion usurpatrice par la bureaucratie parasitaire et privilégiée. Il s'agit pour la classe ouvrière de nos pays de la renverser, de s'emparer du pouvoir politique, et de gérer elle-même les conquêtes, condition de leur régénérescence et de leur épanouissement.

Nous saluons la lutte déterminée que vous menez depuis plusieurs années

— pour la satisfaction des droits garantis par l'article 125 de la Constitution soviétique : la liberté de parole, de réunion, de manifestation, de presse ;

— contre la réhabilitation de Staline ;

— pour la vérité sur l'histoire du bolchevisme ;

— pour les droits des nations et nationalités opprimées (Ukrainiens, Tchetchènes-Ingouches, Tatares de Crimée, Allemands de la Volga, etc.) ;

— contre les procès des combattants pour les droits civiques.

En luttant contre le procès Siniavski-Daniel, contre le procès Boukovski, contre le procès Guinsbourg-Galanskov, en manifestant contre les verdicts de ces procès arbitraires, en manifestant sur la place Rouge contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, contre la réhabilitation de Staline, pour la garantie des libertés constitutionnelles, vous vous affirmez comme les véritables héritiers d'Octobre face à la bureaucratie usurpatrice qui tente par tous les moyens de vous bâillonner.

Nous sommes solidaires de votre combat face à la répression féroce que la bureaucratie déchaîne contre vous et qui ne peut pas vous faire plier, car vous poursuivez consciemment la lutte pour le socialisme que Staline a, pendant des décades, tenté de briser par tous les moyens. Car vous êtes conscients, selon les mots d'Alexandre Soljénitsyne, que les temps ont changé depuis l'ère des procès de Moscou, que ce n'est plus aujourd'hui le temps de la peur et du mépris. C'est le temps de la montée des travailleurs qui, dans le monde entier, manifestent leur volonté d'en finir avec le vieux monde, d'en finir avec la bureaucratie parasitaire qui s'est édifiée comme un cancer monstrueux sur les conquêtes de la révolution d'Octobre.

Le combat que vous menez n'est isolé ni dans le temps ni dans l'espace : il est la continuation de la lutte farouche menée par l'Opposition de gauche pour la défense des conquêtes de la révo-



lution d'Octobre contre la « *dégénérescence thermidorienne* » dont parle le mathématicien soviétique Léonide Plioutch. Il est étroitement lié au combat des travailleurs de Berlin-Est en 1953, au combat des travailleurs polonais en 1956, au combat des travailleurs hongrois qui ont formé leurs conseils ouvriers en 1956 et se sont dressés, les armes à la main, contre la bureaucratie, il est lié à l'offensive des masses tchécoslovaques en 1968.

Le stalinisme est né de l'isolement de la révolution d'Octobre dans un pays arriéré et ruiné, parce que, avec le soutien actif de la social-démocratie, la bourgeoisie réussit à contenir la montée révolutionnaire du prolétariat européen. L'impérialisme put ainsi maintenir la révolution d'Octobre dans les limites de l'Union soviétique. Cet isolement et la pression impérialiste engendrèrent sur la base des rapports sociaux d'Octobre la bureaucratie parasitaire. Elle se présenta et se présente encore aux travailleurs comme l'héritière d'Octobre et du bolchevisme, comme le défenseur des conquêtes révolutionnaires de 1917. Elle édifia la « *théorie* » du « *socialisme dans un seul pays* » qui tentait de justifier l'isolement de la révolution en U.R.S.S. dont la conséquence est la « *coexistence pacifique* », c'est-à-dire la garantie offerte par la bureaucratie à l'impérialisme pour le maintien de l'ordre bourgeois.

Plus l'économie soviétique se développait, comme expression des rapports sociaux issus d'Octobre, et plus la contradiction entre la bureaucratie stalinienne et ces rapports sociaux s'est manifestée. Le caractère contre-révolutionnaire de la bureaucratie est apparu évident.

La seconde guerre mondiale engendra une vague révolutionnaire qui ébranla jusqu'en son tréfonds l'impérialisme, qui chassa le capitalisme hors des pays de l'Europe de l'Est et de la Chine. La victoire du peuple soviétique, saigné à blanc et épuisé — victoire conquise malgré la direction stalinienne —, sur le nazisme donna à la bureaucratie stalinienne la confiance profonde de millions de travailleurs à travers le monde et lui permit ainsi de mener sa politique contre-révolutionnaire visant à maintenir l'ordre bourgeois dans les pays capitalistes.

C'est ainsi que, au lendemain de la seconde guerre mondiale, la bureaucratie stalinienne put, en France, en Italie, dans les principaux pays de l'Europe de l'Ouest, contraindre les masses à se détourner du renversement du capitalisme, de l'impérialisme. Par sa politique, elle assura leur reconstruction.

Mais la confiance politique qu'accordaient les travailleurs — tant à l'est de l'Europe que dans les pays où se maintenait la propriété privée des moyens de production, où se reconstruisaient les Etats bourgeois — à la bureaucratie du Kremlin et aux partis qu'elle contrôla fut vite ébranlée.

Alors que la classe ouvrière de l'Allemagne de l'Est, de la Pologne, de la Hongrie engageait la lutte pour le renversement de la bureaucratie parasitaire, déjà s'était développée victorieusement la révolution chinoise. La classe ouvrière des principaux pays capitalistes d'Europe occidentale s'engageait dans de grandioses luttes



des classes, telle la grève générale d'août 1953 en France. Au même moment, les peuples coloniaux combattaient pour rejeter la domination impérialiste, les ouvriers et paysans du Vietnam infligeaient une lourde défaite à l'impérialisme français, aux prises avec sa propre classe ouvrière, et à l'impérialisme mondial, aux prises avec la classe ouvrière des pays capitalistes.

En écrasant la révolution hongroise des conseils ouvriers par l'intervention militaire, par ses chars, la bureaucratie du Kremlin ne pouvait que dresser un fossé de sang entre le prolétariat mondial et elle-même. Elle écrasait la révolution des conseils au seul profit de l'impérialisme. L'impérialisme mondial ouvrait du même coup sa contre-offensive : l'intervention militaire des impérialismes français et anglais à Suez se liait à l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin contre la révolution hongroise. La politique de collaboration de classes systématique du parti communiste indonésien, dite de « *front national* », laissait les mains libres à la bourgeoisie indonésienne supportée par l'impérialisme qui préparait le massacre de milliers de militants communistes et de travailleurs indonésiens, qui préparait la dictature militaire. En France, de Gaulle prenait le pouvoir, faisant espérer au capital international l'écrasement du prolétariat français, et, à sa suite, des prolétariats de l'Europe de l'Ouest, sous la botte de l'Etat policier. Au Vietnam, l'impérialisme américain engageait sa puissance militaire contre les ouvriers et les paysans, préparant ainsi à plus ou moins long terme l'offensive contre les conquêtes de la révolution chinoise. La seule victoire importante et conséquente de l'impérialisme contre le prolétariat international, depuis la seconde guerre mondiale, c'est la bureaucratie du Kremlin qui l'a remportée pour lui.

La puissance du prolétariat mondial, ses conquêtes politiques et économiques antérieures lui ont permis de surmonter les conséquences de la politique contre-révolutionnaire du Kremlin, qui s'exprimaient notamment par l'intervention militaire contre la révolution hongroise. De cette puissance, de cette capacité de résistance sont nées la grève générale de dix millions de travailleurs de mai-juin 1968 en France, les grèves qui ébranlent la société tout entière en Italie, les puissants mouvements du prolétariat anglais, les luttes ininterrompues de la classe ouvrière espagnole, les batailles de classe des prolétariats suédois et belge. Et c'est le prolétariat de l'Allemagne de l'Ouest qui se lance de toute sa puissance dans la lutte des classes marquée par les grèves spontanées de 1969 indissolublement liées à l'héroïque combat de la classe ouvrière et du peuple tchécoslovaques que l'intervention militaire des troupes de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites ne suffit pas à écraser.

La confiance politique que lui accordaient les prolétariats de l'Europe de l'Est est définitivement morte. Ils se dressent contre la bureaucratie du Kremlin et ses bureaucraties satellites, ils luttent pour arracher les mêmes libertés politiques que vous, travailleurs manuels et intellectuels, jeunes ouvriers et étudiants sovié-



tiques en lutte contre l'appareil bureaucratique, pour la démocratie et le socialisme,

membres des divers groupes d'opposition communiste à la bureaucratie,

du *Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques*, revendiquez et pour lesquels vous combattez.

Les partis communistes des pays capitalistes, appliquant servilement la politique de la bureaucratie du Kremlin, ont défendu par tous les moyens en leur possession l'ordre bourgeois. Ils se sont opposés à l'expression des intérêts les plus élémentaires et les plus fondamentaux des prolétariats de ces pays. Fondée sur le « *socialisme dans un seul pays* », cette politique du maintien du capitalisme, les actions contre-révolutionnaires ouvertes de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites contre la révolution chinoise, l'isolement des masses ouvrières et paysannes du Vietnam ont profondément ébranlé la confiance politique des travailleurs des pays capitalistes dans les partis communistes subordonnés à la bureaucratie du Kremlin, dans la bureaucratie du Kremlin elle-même. Il n'est pas jusqu'aux militants des partis communistes, qui jusqu'alors considéraient la bureaucratie stalinienne comme la continuatrice d'Octobre, dont la confiance ne soit profondément minée.

La conférence qui, à l'appel du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale, a réuni les militants communistes de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Yougoslavie, de Pologne, se tient à l'instant où le prolétariat d'Europe en particulier se dresse conjointement contre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme, à l'instant où l'opposition communiste en U.R.S.S. s'affirme. Cette conférence est ainsi l'expression consciente de l'unité de lutte du prolétariat mondial.

Elle s'insère dans la continuité historique — théorique, politique et organisationnelle — du bolchevisme, du parti de Lénine et de Trotsky, de la III<sup>e</sup> Internationale. L'Opposition de gauche, la lutte de Trotsky, la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale ont assumé, malgré les crimes de Staline et de la bureaucratie du Kremlin assassins des militants bolcheviques, des opposants communistes à la bureaucratie du Kremlin, de l'Opposition de gauche, des trotskystes et de Trotsky lui-même, la continuité historique — théorique, politique et organisationnelle — du bolchevisme.

L'unité mondiale de la lutte des classes exige l'expression consciente, donc organisée, de la lutte pour le socialisme. Ce ne peut être que les partis révolutionnaires construits par l'avant-garde dans chaque pays, et l'Internationale. Constituée en 1938 sur les fondements du « *Programme de transition* », la IV<sup>e</sup> Internationale incarne la continuité du bolchevisme, la continuité de la lutte pour la révolution prolétarienne et le socialisme. Son « *Programme* » est l'essence de l'acquis du combat engagé depuis la révolution d'Octobre 1917 sous la direction du parti bolchevique et de la III<sup>e</sup> Internationale.



La IV<sup>e</sup> Internationale a subi la pression écrasante de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Son histoire est une âpre bataille pour la défense du « Programme » sur lequel elle s'est fondée. La IV<sup>e</sup> Internationale a subi des crises. La pression des forces ennemies est apparue dans son sein sous la forme du révisionnisme qui a tenté de la disloquer. Mais son « Programme » a été vérifié à l'épreuve de la lutte des classes. Votre lutte est une nouvelle et éclatante confirmation de ce « Programme ».

De nombreux courants se réclament abusivement de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le révisionnisme, qui est né au sein de sa direction elle-même et qui abuse du drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale, a réussi à disloquer organisationnellement la IV<sup>e</sup> Internationale en tant qu'organisation mondiale. Appelé « pablisme » d'après son principal porte-parole Michel Pablo (Raptis), il a capitulé devant la bureaucratie stalinienne. Mais n'ont aucun droit à se réclamer de la IV<sup>e</sup> Internationale ceux qui justifient l'intervention de la bureaucratie du Kremlin en Hongrie. N'ont aucun droit à se réclamer de la IV<sup>e</sup> Internationale ceux qui divisent la lutte du prolétariat mondial pour le socialisme, et séparent en pratique la lutte des travailleurs des pays capitalistes de celle des travailleurs des pays dominés par la bureaucratie, et de l'U.R.S.S. elle-même. L'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, pour appliquer leur politique contre-révolutionnaire conjointe, ont précisément agi ainsi au lendemain de la seconde guerre mondiale en divisant le monde en zones d'influence.

Mais le combat contre le révisionnisme s'était engagé au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale elle-même, aboutissant à la formation du Comité international dont la tâche est la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Seuls peuvent se réclamer de la IV<sup>e</sup> Internationale les organisations et militants du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale, les militants communistes qui rejoignent la lutte pour sa reconstruction, parce qu'ils expriment l'unité de lutte du prolétariat mondial, et particulièrement du prolétariat d'Europe en donnant un objectif concret et pratique à celui-ci par le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe, parce qu'ils considèrent que la construction des partis révolutionnaires et la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale sont impossibles sans une lutte à mort contre le réformisme social-démocrate, contre la bureaucratie du Kremlin et son appareil international dont les différents partis communistes sont les instruments.

La bureaucratie du Kremlin ne s'y trompe pas. Elle sait l'attachement des ouvriers et paysans d'U.R.S.S., des pays de l'Europe de l'Est, aux conquêtes socialistes de la révolution d'Octobre. Elle tente de justifier ses crimes aux yeux de la classe ouvrière soviétique et de l'Europe de l'Est au nom de la défense de ces conquêtes. Mais, dans leur chair et dans leur sang, la classe ouvrière de ces pays a éprouvé et éprouve le rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie parasitaire et usurpatrice. Les campagnes inouïes et toujours renouvelées contre le trotskysme sont les signes infaillibles que la bureaucratie se prépare, pour la défense de ses privilèges,



à la répression sanglante contre les travailleurs de l'U.R.S.S. et des autres pays de l'Europe de l'Est. Il en fut ainsi au cours des années 1930. C'est sur l'antitrotskyisme, c'est sur la destruction du parti bolchevique que Staline, que la bureaucratie parasitaire ont assis leur pouvoir. La montée révolutionnaire de la classe ouvrière tchécoslovaque, la formation d'une nouvelle opposition communiste en U.R.S.S. glaçant de terreur la bureaucratie privilégiée. Une nouvelle et monstrueuse campagne antitrotskyiste se déchaîne. Une nouvelle et monstrueuse épuration contre l'intelligentsia et la classe ouvrière soviétiques se prépare. La bureaucratie tente, une fois de plus, de couper la classe ouvrière soviétique de l'armement politique nécessaire pour la vaincre et pour se ressaisir des conquêtes d'Octobre.

Le « *Samizdat* » soviétique, publié par les soins de l'Organisation trotskyiste (française) pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, témoigne du caractère communiste de la nouvelle opposition qui se lève en U.R.S.S.

La bureaucratie et la bourgeoisie savent le potentiel formidable que recèle votre existence et votre combat : elles savent que vous ouvrez la voie à l'irruption des masses soviétiques sur la scène politique, et que les premiers affrontements entre les travailleurs des pays de l'Est et « leur » bureaucratie ne sont que le prélude de ce qui s'annonce en Union soviétique même. Elles savent que ce potentiel formidable sera décuplé, centuplé si vous brisez l'isolement qui pèse sur vous pour faire la jonction avec la force que nous représentons, avec le Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale.

C'est pourquoi, depuis longtemps, la bureaucratie réhabilite Staline et lance une nouvelle campagne de diffamation contre le trotskyisme, dénonçant un complot « *trotskyiste* » financé par la C.I.A. en Tchécoslovaquie.

En saluant Iouli Daniel, Anatoli Martchenko, Alexandre Guinsbourg, Pavel Litvinov, Victor Krassine, Vladimir Dremliouga, Ivan Iakimovitch, Piotr Grigorenko, Vladimir Tchornovil et leurs camarades, victimes de la répression, les militants réunis en Suisse à l'appel du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale s'adressent à tous les travailleurs manuels et intellectuels soviétiques, décidés à se rassembler autour de l'aspiration du retour à Lénine, pour leur dire :

— les premiers mots que prononça Lénine, le 3 avril 1917, en foulant le sol de Pétrograd, furent : « *Vive la révolution socialiste mondiale !* »

— aujourd'hui, cette exigence de la révolution socialiste mondiale est encore plus actuelle et plus urgente.

Mais la lutte pour la révolution socialiste mondiale ne peut représenter la simple adjonction des combats des travailleurs dans chaque pays. Comme il fallait une Internationale communiste pour diriger dans la période ouverte par la révolution d'Octobre le combat international des travailleurs pour leur émancipation, les communistes du monde entier ont un besoin encore plus urgent



de se regrouper aujourd'hui au sein d'une Internationale qui assume la continuité historique des trois premières Internationales.

Le Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale centralise la lutte des communistes combattant pour la révolution politique en U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Europe de l'Est, en liaison avec la lutte pour la révolution sociale dans les pays capitalistes et sous la domination de l'impérialisme.

La « *Correspondance internationale* » en langue russe, qui assure la continuité avec le « *Bulletin de l'Opposition* » édité par Léon Trotsky jusqu'en 1940, exprime et organise ce combat. Nous l'éditions comme organe du combat de tous les militants de tous les pays de l'Europe de l'Est, liant étroitement notre lutte à celle des militants des pays capitalistes et à la vôtre. La place de la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S. est parmi nous, dans les rangs de ceux qui reconstruisent la IV<sup>e</sup> Internationale.

Nous, militants tchécoslovaques, polonais, yougoslaves, hongrois, réunis en Suisse avec nos camarades du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale, ensemble nous vous invitons à participer avec nous à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous vous invitons à forger avec nous le parti de cette Internationale, instrument capable de donner la victoire au prolétariat mondial.

*AU rassemblement*

VIVE L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS, DE LA JEUNESSE ET DES MILITANTS  
DE L'UNION SOVIÉTIQUE ET DES AUTRES PAYS DE L'EUROPE DE L'EST !

VIVE LEUR UNITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS, LA JEUNESSE ET LES  
MILITANTS DES PAYS CAPITALISTES !

EN AVANT ENSEMBLE POUR LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE !

« *Léninisme oui, stalinisme non !* » — EN AVANT POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE, QUI CONTINUE LE BOLCHEVISME !

*pour le socialisme,  
le 1<sup>er</sup> février, au Bourget.*



# ADRESSE

*AU rassemblement  
des jeunes révolutionnaires  
français,  
organisé par  
l'Alliance des jeunes  
pour le socialisme,  
le 1<sup>er</sup> février, au Bourget.*



## LES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES DE L'EUROPE DE L'EST SALUENT LE RASSEMBLEMENT DE LA JEUNESSE TRAVAILLEUSE

**A**L'APPEL du Comité international pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous, militants communistes de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Yougoslavie et de Hongrie, apportons notre soutien total au rassemblement de jeunes ouvriers et d'étudiants qui se tiendra, le 1<sup>er</sup> février 1970, au Bourget, à l'initiative de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme.

Nous adressons un vibrant appel aux jeunes ouvriers et étudiants français pour qu'ils participent, par milliers et par milliers, au rassemblement du 1<sup>er</sup> février.

\*\*

*Nous, militants communistes des pays de l'est de l'Europe, nous sommes engagés, aux côtés de millions de travailleurs, de jeunes, d'intellectuels, dans la lutte contre la monstrueuse bureaucratie du Kremlin et ses bureaucraties satellites.*

*La révolution d'Octobre réalisée sous la direction du parti de Lénine et de Trotsky, le parti bolchevique, fut l'aube de la révolution prolétarienne mondiale, de la révolution socialiste. Elle a exproprié la bourgeoisie, transformé les rapports sociaux de production. Elle annonçait que le prolétariat mondial s'engageait dans la lutte finale contre la bourgeoisie, les Etats bourgeois, l'impérialisme, pour instaurer partout l'Etat ouvrier, le pouvoir des travailleurs. Elle appelait les prolétaires du monde entier à briser les frontières, à instaurer les Etats-Unis socialistes d'Europe, pas décisif vers l'institution de la république universelle des travailleurs.*

*Le parti bolchevique construisait, avec les détachements les plus avancés du prolétariat mondial, l'instrument de la révolution prolétarienne, l'Internationale communiste.*



Le tenue de notre conférence affirme que, en dépit des coups portés par le stalinisme, malgré les tentatives de l'impérialisme, le message d'Octobre, la lutte pour la révolution prolétarienne, l'unité révolutionnaire du prolétariat mondial sont restés vivants.

## UN MEME COMBAT

*Nous appelons les jeunes travailleurs et étudiants à participer par milliers au rassemblement du 1<sup>er</sup> février parce que la construction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse en France participe du même combat que celui que nous menons, s'identifie avec le sens et le but de notre conférence.*

*Nous, militants communistes polonais, tchécoslovaques, hongrois, yougoslaves, avons participé aux luttes des ouvriers et des paysans de nos pays, à la révolution hongroise des conseils en novembre 1956, au mouvement des étudiants polonais en 1968, aux mouvements des étudiants yougoslaves en juin 1968, nous nous sommes engagés avec passion et enthousiasme dans le cours de la révolution politique montante en Tchécoslovaquie pendant le printemps et l'été 1968.*

*Que voulions-nous ?*

*Nous voulions que la classe ouvrière et la jeunesse se libèrent de l'opposition bureaucratique, renversent les bureaucraties usurpatrices, prennent en main le pouvoir politique, afin d'assurer directement la gestion des rapports de production de type socialiste que l'expropriation de la bourgeoisie a permis d'instituer.*

*Nous voulions ce que veulent les militants de la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S. quand ils exigent le respect de la légalité soviétique, quand ils combattent pour la démocratie soviétique.*

*Au premier rang de ces combats se trouvait la jeunesse ouvrière et étudiante, détachement avancé de la classe ouvrière, que nous organisons et avec laquelle nous combattons. La réponse brutale, sanglante, de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites nous a appris que l'on ne pouvait réformer leur régime politique, qu'il fallait les renverser pour établir la démocratie ouvrière et socialiste.*

*Notre conférence affirme que, malgré leurs déformations, les conquêtes de type socialiste consécutives à la révolution d'Octobre 1917 se sont maintenues grâce à la lutte de classe du prolétariat mondial dont notre combat est partie intégrante. C'est elle qui est à l'origine de l'extension des conquêtes d'Octobre en Europe de l'Est au lendemain de la seconde guerre mondiale. C'est elle qui s'est exprimée dans la victoire de la révolution chinoise. C'est elle qui permit aux travailleurs des pays capitalistes d'arracher au capital droits, positions et garanties. C'est à elle que s'intègre le combat des peuples coloniaux et semi-coloniaux contre l'impérialisme, dont celui des ouvriers et des paysans du Vietnam fournit l'exemple héroïque. Et toujours, la jeunesse est présente à l'avant-garde de ces combats.*



## LE ROLE DE LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN

Mais la voie de la révolution prolétarienne vers le socialisme n'est pas rectiligne. Immédiatement après Octobre 1917, la révolution prolétarienne ne triompha nulle part hors de l'U.R.S.S. L'isolement de la révolution russe, l'épuisement du prolétariat soviétique sont à l'origine de la bureaucratie réactionnaire et parasitaire du Kremlin qui a monopolisé le pouvoir politique en chassant la classe ouvrière, gérant à son profit les conquêtes d'Octobre. Expression de la pression de l'impérialisme sur l'U.R.S.S., établissant son pouvoir dans les limites étroites des frontières nationales, la bureaucratie du Kremlin a élaboré les « théories » réactionnaires et complémentaires du « socialisme dans un seul pays » et de la « coexistence pacifique ».

La bureaucratie a bénéficié du rayonnement de la révolution d'Octobre sur le prolétariat mondial, du prestige immense acquis par l'armée Rouge écrasant, au prix du sacrifice de vingt millions d'ouvriers et de paysans d'U.R.S.S., le fascisme hitlérien. A partir de là, elle a construit un puissant appareil politique international en domestiquant strictement les P.C. Après avoir détruit le parti de Lénine et de Trotsky, au prix de purges massives et sanglantes, elle détruisit la III<sup>e</sup> Internationale, la transformant en un appareil dépendant strictement du Kremlin.

La bureaucratie du Kremlin a influencé et pesé sur le développement de la lutte de classe du prolétariat mondial en fonction de ses intérêts et en utilisant son appareil international. Elle est responsable de la défaite de la révolution chinoise en 1927 et des terribles défaites du prolétariat d'Europe avant la seconde guerre mondiale. Elle a ainsi contribué à réaliser les conditions politiques que l'impérialisme a utilisées pour déchaîner la seconde guerre mondiale et l'impérialisme allemand pour se ruer sur l'U.R.S.S.

Elle a, utilisant les mêmes moyens, conclu à la fin de cette guerre les accords contre-révolutionnaires de Yalta et de Potsdam, contenu la nouvelle vague révolutionnaire mondiale et directement contribué à la reconstruction des Etats bourgeois et de l'économie capitaliste, démantelés en Europe de l'Ouest, permettant à l'impérialisme mondial de se réorganiser. Elle s'est étroitement subordonné le prolétariat des pays de l'Europe de l'Est par la terreur et la répression massive. Elle a divisé en deux le prolétariat d'Europe et du monde à ses fins et aux fins contre-révolutionnaires de l'impérialisme, en faisant passer la coupure à l'intérieur du plus puissant prolétariat d'Europe : le prolétariat allemand. La bureaucratie du Kremlin est ainsi responsable du maintien du régime capitaliste, des exactions et des crimes de l'impérialisme dont elle a sauvé, après la guerre, la domination.

## UNE NOUVELLE ETAPE

Mais une nouvelle page de l'histoire de la révolution prolétarienne mondiale ouverte avec Octobre 1917 a été tournée avec le mouvement révolutionnaire des travailleurs de l'est de l'Alle-



magne en juin 1953, l'Octobre polonais de 1956, la révolution des conseils ouvriers en Hongrie en novembre 1956.

*Le prolétariat, avec la jeunesse étudiante et ouvrière à l'avant-garde, les armes à la main, organisé dans ses conseils veut balayer la bureaucratie usurpatrice, prendre en main le pouvoir politique et gérer lui-même les conquêtes de type socialiste.*

*Désormais, aux yeux des travailleurs d'avant-garde du monde entier, la bureaucratie réactionnaire du Kremlin et ses satellites sont les bourreaux de la jeunesse et du prolétariat hongrois. Alors s'éclairent les raisons des procès de Moscou des années 30, de l'extermination des compagnons de Lénine, de milliers de vieux-bolcheviks, de la génération d'Octobre, des cadres et militants des P.C. de tous les pays, des procès infâmes des années 1948-1950 dans les pays dits de « démocratie populaire » : la bureaucratie contre-révolutionnaire commettait ces crimes pour défendre ses privilèges.*

*Mais le prolétariat de nos pays, pour vaincre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, doit unifier son combat avec ceux du prolétariat soviétique, avec ceux du prolétariat mondial en lutte contre l'impérialisme, contre l'exploitation capitaliste.*

*La grève générale de mai-juin 1968 de dix millions de travailleurs, la chute de De Gaulle, les puissants mouvements de classe en Italie, en Allemagne fédérale, en Angleterre, en Espagne et jusqu'en Suède, la poursuite de la lutte héroïque des ouvriers et paysans vietnamiens contre l'impérialisme américain, la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie sont indissolublement liés à la lutte des intellectuels et ouvriers soviétiques, à la lutte de l'opposition communiste en U.R.S.S. qui reprend, contre la bureaucratie, le drapeau d'Octobre, le drapeau de Lénine.*

*Contre la nouvelle irruption révolutionnaire mondiale, la Sainte Alliance contre-révolutionnaire, impérialisme-bureaucratie, resserre ses liens. Les bourreaux du peuple vietnamien, les assassins de centaines de milliers de travailleurs et de communistes indonésiens, les suppôts de Franco et des colonels grecs, des dictatures sanglantes d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie, ceux qui rêvent d'anéantir les conquêtes de la révolution chinoise, fût-ce au moyen de bombes thermonucléaires, ceux qui, pour tenter de sauver leur système social en décomposition n'ont d'autres solutions que de surexploiter les prolétariats de leurs pays, de rejeter la jeunesse de leurs pays dans le désespoir et l'inculture, de détruire par le fer et dans le sang les conquêtes d'Octobre étendues en Europe de l'Est, ceux-là trouvent en la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites des alliés naturels lorsque celles-ci envahissent la Tchécoslovaquie, veulent réduire au silence, par la répression et la terreur, le prolétariat et le peuple tchécoslovaques, poursuivent, emprisonnent des milliers de communistes, lorsqu'elles jettent en camp de concentration, en prison, enferment dans des « hôpitaux psychiatriques » les intellectuels, les étudiants, les ouvriers d'U.R.S.S. qui condamnent l'intervention en Tchécoslovaquie, luttent pour les droits civiques, se ressaisissent du drapeau de Lénine.*

*La bourgeoisie, l'impérialisme mondial, sait que tous les*



coups que portent la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, aux intellectuels, à la jeunesse étudiante et ouvrière, aux prolétariats, aux militants communistes d'U.R.S.S. et des pays de l'est de l'Europe, lui bénéficient directement. Elle sait que cette politique s'accompagne obligatoirement d'une politique de collaboration de classes et de capitulation des P.C. intégrés à l'appareil international du Kremlin, génératrice de dures défaites pour la classe ouvrière des pays capitalistes et des peuples en lutte contre l'impérialisme.

Une nouvelle période de batailles décisives pour le sort de l'humanité, pour le socialisme, s'est ouverte. Ni la jeunesse ni le prolétariat n'accepteront que leurs droits à la vie, au travail, à l'enseignement, à la qualification, à la culture soient détruits. Ils n'accepteront pas la misère, la déchéance, le chômage, le régime du talon de fer. Ils savent que le nazisme n'est pas une spécialité allemande, mais le seul genre de « solutions » que l'impérialisme aux abois puisse trouver.

Ni la jeunesse ni le prolétariat de l'U.R.S.S., des pays de l'est de l'Europe, de Chine, n'accepteront la destruction des conquêtes révolutionnaires consécutives à Octobre 1917. La destruction de la planification, la destruction de secteurs entiers de l'économie socialisée, de la sécurité de l'emploi, du droit à l'enseignement, à l'accès à la culture, des garanties sociales, menacent l'existence même de la jeunesse et du prolétariat de nos pays. C'est pour défendre ces conquêtes que la jeunesse de l'U.R.S.S. et le prolétariat soviétique ont sacrifié la vie de vingt millions d'entre eux dans la grande guerre contre l'impérialisme allemand. La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, pour défendre leurs privilèges, l'omnipotence de leur pouvoir politique, contre le prolétariat qui veut se ressaisir de ces conquêtes, les gérer lui-même, balayer l'usurpatrice, s'emparer du pouvoir politique, plient sous les exigences et la pression de l'impérialisme. Elles l'appuient et s'appuient sur lui contre le prolétariat de nos pays et de vos pays.

## AUX AVANT-POSTES DE LA LUTTE

La jeunesse est aux avant-postes dans la lutte conjointe contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin : pour la révolution prolétarienne ; pour le pouvoir politique des travailleurs tant en U.R.S.S., dans les pays de l'est de l'Europe, que dans les pays capitalistes où il s'agit d'exproprier la bourgeoisie et d'organiser à partir de la propriété collective des moyens de production et d'échange un nouveau mode de production sociale ; pour l'unité révolutionnaire du prolétariat mondial ; pour les Etats-Unis socialistes d'Europe ; pour la République universelle des travailleurs ; pour le socialisme.

Nous, militants communistes de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Hongrie, de Yougoslavie, qui avons participé à la conférence réunie, du 27 décembre 1969 au 3 janvier 1970 en Suisse, à l'ini-



tiative du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale; sommes conscients de l'importance de notre conférence. Staline a échoué. En assassinant les trotskystes par milliers en U.R.S.S., en faisant assassiner Trotsky, en assassinant les trotskystes dans les pays de l'Europe de l'Est, lui et la bureaucratie stalinienne voulaient détruire la continuité historique, théorique, politique, organisationnelle, du bolchevisme, de la III<sup>e</sup> Internationale de Lénine et Trotsky.

Sur la base de son programme, la IV<sup>e</sup> Internationale a assumé cette continuité. C'est notre devoir de dénoncer comme anti-trotskyistes ceux qui, se parant abusivement du titre de la IV<sup>e</sup> Internationale, ont trouvé des « justifications » à l'intervention des chars de la bureaucratie du Kremlin qui écrasa la révolution hongroise des conseils ouvriers en novembre 1956; ceux qui vantèrent la « sagesse » de Gomulka; ceux qui divisent la lutte du prolétariat mondial en « zones »; ceux qui, au nom du « néo-capitalisme », de la « démocratisation », de la « libéralisation » de la bureaucratie du Kremlin sont à la recherche d'un « néo-programme ». Ils ont exprimé au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale la pression intense de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Ils sont responsables de la crise profonde de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale a assumé la charge de la continuité de la IV<sup>e</sup> Internationale. Sa lutte contre le révisionnisme au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale, pour la défense du « Programme », la construction de partis de la IV<sup>e</sup> Internationale, fut indispensable à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La résurgence de la « lutte contre le trotskysme » menée par la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, l'appareil international du stalinisme, annonce, comme au cours des années 30, des années 48-52, la répression, les procès truqués. La bureaucratie du Kremlin veut couper les prolétariats de l'U.R.S.S., des pays de l'Est de l'Europe, les militants communistes, tant de l'Est que de l'Ouest, de la tradition et des enseignements du bolchevisme, de la III<sup>e</sup> Internationale, enrichis des enseignements de la lutte contre le stalinisme.

Par notre propre expérience, nous en comprenons toute l'importance. Agissant ainsi, la bureaucratie du Kremlin tente d'enfermer dans les cadres qui lui sont propres toute opposition communiste à son pouvoir pour la paralyser dans ceux de la « construction du socialisme dans un seul pays ».

On ne vient pas « naturellement » à la tradition du bolchevisme, de la III<sup>e</sup> Internationale, que concentre le « Programme » de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il faut qu'existe la force politique, donc organisée, qui combatte pour ce « Programme ».

Nous, qui avons la responsabilité de mener au combat la jeunesse ouvrière et étudiante, le prolétariat des pays de l'Est, prenons la responsabilité de construire d'authentiques partis communistes dans nos pays, mesurons l'impérieuse nécessité de la reconstruction de l'Internationale qui ne peut être que la IV<sup>e</sup> Internationale. Notre conférence, nous en avons conscience, constitue un important moment de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Pour la première fois depuis l'assassinat de Trotsky se sont réunis des militants commu-



nistes de pays où la bourgeoisie a été expropriée de la possession des principaux moyens de production et de ceux où la révolution sociale reste à accomplir. Ils se sont réunis sur la base du « Programme » et sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire comme expression consciente et organisée de l'unité de lutte du prolétariat mondial, pour le socialisme.

Nous l'affirmons : il faut reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale et construire dans chaque pays les partis de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est pourquoi nous appelons la jeunesse étudiante et ouvrière à participer par milliers et par milliers au rassemblement du 1<sup>er</sup> février organisé par l'A.J.S.

*Jeunes travailleurs et étudiants de France, en vous réunissant par milliers et par milliers le 1<sup>er</sup> février, vous organiserez la force politique militante de la jeunesse, aile marchante de la lutte du prolétariat pour le socialisme. Vous ouvrirez les perspectives du combat contre le Capital à la jeunesse. L'organisation de cette force de combat, de cette force politique de la jeunesse, retiendra sur le prolétariat français tout entier. Elle participera de la construction du parti révolutionnaire nécessaire en France comme dans tous les pays. Elle ouvrira une voie aux militants communistes qui cherchent une issue, à tous les militants ouvriers de votre pays.*

*Parce que vous organiserez cette force politique, ce pôle d'attraction, votre initiative et votre lutte politique se répercuteront sur la jeunesse ouvrière et étudiante d'Europe, deviendront un pôle d'attraction pour toute la jeunesse révolutionnaire et lui ouvriront une voie. Vous vous donnerez les moyens politiques de prendre l'initiative et de mener le combat pour la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse.*

*La construction de l'Organisation révolutionnaire de la jeunesse en France, les pas en avant vers la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse participent de la construction des partis révolutionnaires et de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, sans que l'indépendance des organisations de jeunesse soit sacrifiée.*

**Camarades,**

**Vive le rassemblement du 1<sup>er</sup> février !**

**Vive la révolution mondiale !**

**Vive le socialisme !**

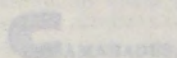


# APPEL AUX COMMUNISTES DU MONDE ENTIER

## CONTRE LA REPRESSION EN TCHECOSLOVAQUIE

# APPENDICES

(Textes adoptés depuis la conférence)



*Noas, communistes tchécoslovaques, polonais, yougoslaves et hongrois, membres du Comité d'organisation associé au Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous nous adressons à vous.*

*Une profonde angoisse pour le sort du socialisme nous oblige à nous tourner vers vous. Le processus dit de « normalisation » frappe les meilleurs fils de la classe ouvrière tchécoslovaque, combattants et défenseurs du socialisme. Depuis des mois, une épuration massive s'abat sur des centaines de milliers de communistes. Des comités entiers du parti dans les usines, de ville, de région, sont épurés. On est en train de détruire le parti communiste tchécoslovaque tel qu'il est apparu au cours de l'année 1968.*

*Année que nous avons tous accueillie avec un immense espoir. Sont « épurés » et attaqués ceux-là même qui, en 1948, ont établi en Tchécoslovaquie les conquêtes d'Octobre 1917.*

*Ceux-là, dont le seul « crime » est de vouloir continuer Octobre par la démocratie ouvrière contre les monstrueuses déformations*



# APPEL AUX COMMUNISTES DU MONDE ENTIER

## CONTRE LA REPRESSION EN TCHECOSLOVAQUIE

## POUR LA DEFENSE DES MILITANTS OUVRIERS

**C**AMARADES,

*Nous, communistes tchécoslovaques, polonais, yougoslaves et hongrois, organisés dans le Comité d'organisation associé au Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous nous adressons à vous.*

*Une profonde angoisse pour le sort du socialisme nous oblige à nous tourner vers vous. Le processus dit de « normalisation » frappe les meilleurs fils de la classe ouvrière tchécoslovaque, combattants et défenseurs du socialisme. Depuis des mois, une épuration massive s'abat sur des centaines de milliers de communistes. Des comités entiers du parti dans les usines, de ville, de région, sont épurés. On est en train de détruire le parti communiste tchécoslovaque tel qu'il est apparu au cours de l'année 1968.*

*Année que nous avons tous accueillie avec un immense espoir. Sont « épurés » et attaqués ceux-là même qui, en 1948, ont établi en Tchécoslovaquie les conquêtes d'Octobre 1917.*

*Ceux-là, dont le seul « crime » est de vouloir continuer Octobre par la démocratie ouvrière contre les monstrueuses déformations*



bureaucratiques. Et sur ce fond d'épuration les arrestations continuent. Sont arrêtés les militants qui expriment à haute voix les aspirations des milliers de communistes « épurés » en défendant courageusement les acquis du « Printemps de Prague ». Leur arrestation, nous le savons tous, c'est l'enclenchement d'une machine répressive menaçant de broyer des centaines d'autres militants.

Nous ne pouvons pas rester sans réagir !

Nous n'avons pas le droit d'oublier l'espoir que ces communistes, aujourd'hui attaqués et poursuivis, ont donné aux communistes, à tous les militants ouvriers du monde.

Comme le journaliste communiste Jiri Lederer et la trentaine de jeunes communistes, tous les militants arrêtés se réclament du drapeau du communisme. Quel est donc leur « crime » ? L'accusation de « trotskysme » lancée contre les militants arrêtés nous rappelle douloureusement qu'en se servant de cette même accusation on a exterminé des milliers de bolcheviks, compagnons de Lénine, au cours des procès de Moscou. Que, plus tard, utilisant cette même accusation, on a préparé et organisé les sinistres procès de Sofia à Budapest et de Bucarest à Prague.

Face à cette répression, nous affirmons avec Soljénitsyne :

« Ce n'est plus le temps des sourds, l'époque sombre où il n'y avait pas d'issue... et ce n'est plus, non plus, l'époque de la timidité et des temps frileux. »

Aucun communiste ne pourrait accepter le retour de ces « temps frileux ». Il y va de leur honneur de communiste.

Tous, nous devons protester.

Assez de ces crimes, de cette boue que le stalinisme imposait à l'Union soviétique, déformant l'espoir de l'humanité dans le socialisme !

Nous ne le permettrons pas !

Nous appelons tous ceux qui veulent défendre l'Union soviétique, défendre le socialisme en Tchécoslovaquie et partout ailleurs contre le déshonneur que les arrestations de communistes entraînent, à engager la lutte contre la répression !

Camarades, militants communistes ! Nous ne voulons pas cacher que de profondes divergences nous séparent. Il faut en parler nettement, sans équivoque.

Nous nous opposons, avant tout, à la politique dite de « coexistence pacifique » avec la bourgeoisie internationale, car elle maintient le capitalisme mondial, danger mortel des conquêtes du prolétariat. Aussi rejetons-nous son produit, la « voie parlementaire au socialisme » et ses applications, la « démocratie avancée » ou les « réformes de structures », car elles subordonnent la lutte du prolétariat à la bourgeoisie et la maintiennent dans le cadre de la société bourgeoise.

Nous devons dire également que, selon nous, la répression n'est pas une erreur ni qu'elle reste localisée à la Tchécoslovaquie. Elle



*est une arme, la même employée depuis voici quarante ans, qu'une caste de bureaucrates utilise contre les véritables continuateurs et défenseurs de l'Octobre rouge. C'est pour cette raison que les épurations et les arrestations de communistes s'étendent dans tous les pays où l'expropriation des moyens de production a été réalisée et la bourgeoisie renversée.*

*En Union soviétique, les bureaucrates attaquent Alexandre Soljénitsyne, le privent de ses droits parce que, écrivain communiste, il combat les déformations staliniennes et leur maintien. On arrête et on exclut par centaines des militants communistes. Tel Piotr Grigorenko dont les « crimes » sont de démasquer la trahison de Staline et des bureaucrates dans la défense de l'U.R.S.S. contre l'armée hitlérienne et de lutter pour les droits nationaux des peuples de l'Union. En Pologne, on organise procès après procès pour condamner de jeunes communistes, comme Jacek Kuron et Karol Modzelewski qui, répondant à l'espoir du combat de leurs camarades tchécoslovaques, luttèrent avec la jeunesse polonaise pour la démocratie ouvrière, pour la jonction de leur combat avec celui du prolétariat des pays capitalistes. En Yougoslavie, on « épure » les étudiants communistes qui protestent contre la pénétration du capital international dans le pays, contre l'inégalité sociale et le chômage. Pour un tel « crime », le tribunal des bureaucrates organise un procès contre Ivo Kamban, colonel de l'armée des partisans de la révolution yougoslave, accusé de « kominformisme ».*

*Tous ces militants veulent agir dans leur pays « à la tchécoslovaque », car la Tchécoslovaquie, c'est toute l'Europe de l'Est. Et tous, ils avaient vigoureusement protesté contre l'intervention en Tchécoslovaquie. C'est pour ces raisons qu'ils sont poursuivis et arrêtés. Pour cette dernière raison que le jeune communiste soviétique Anatole Martchenko, privé d'assistance médicale, est en train de mourir dans un camp de concentration.*

*Nous ne le permettrons pas !*

*Nous nous élevons pour la défense de tous ces communistes poursuivis et arrêtés parce qu'ils combattent pour un socialisme débarrassé de ses honteuses déformations.*

*Nous combattons la gangrène bureaucratique : pour la continuation d'Octobre ; pour le pouvoir de la classe ouvrière organisée et armée dans ses soviets ; car, nous le disons, la bureaucratie est incorrigible. IL FAUT LA CHASSER.*

*Participant au même combat que nos camarades « épurés » et arrêtés, nous avons tiré la conclusion qu'il est nécessaire d'armer la classe ouvrière d'une direction révolutionnaire internationale, liant notre lutte à celle du prolétariat mondial contre la bourgeoisie et la bureaucratie. C'est pour cette raison que nous nous sommes pleinement associés à la lutte du Comité international pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Par cela même, précisément, nous pouvons et devons déployer la lutte contre la répression, pour la défense des militants communistes.*



*Voici, camarades, nos divergences. Mais, malgré elles, nous estimons que notre attachement commun aux conquêtes socialistes, représentées par l'Union soviétique, fruit de l'Octobre 1917, étendues aux autres pays de l'Europe de l'Est, nous unit profondément. Notre volonté commune de débarrasser ces conquêtes de tout le déshonneur par lequel l'arbitraire bureaucratique affaiblit le socialisme face à l'impérialisme renforce cette unité. Le devoir internationaliste de défendre les communistes frappés par la répression rend urgentes et nécessaires la réalisation et l'organisation de cette unité.*

*Camarades, militants communistes ! Pour cette raison, nous nous adressons à vous.*

*Organisons la défense des militants poursuivis, exclus et arrêtés ! Empêchons que des procès puissent avoir lieu en Tchécoslovaquie ou ailleurs, contre les militants communistes !*

*Nous nous adressons à vous, communistes, parce que nous n'acceptons pas la prétendue « défense » de nos camarades par la bourgeoisie et ses auxiliaires. Nous nous opposons à cette manœuvre destinée à camoufler une politique antisoviétique et anticommuniste.*

*Bas les pattes devant l'Union soviétique ! Le combat contre la répression est l'affaire des communistes, de la classe ouvrière internationale.*

**C'EST A VOUS, MILITANTS COMMUNISTES, D'ASSUMER CETTE TACHE.**

*Nous vous appelons à cette lutte. Exigez de vos directions une prise de position sans équivoque contre la répression, pour la défense de tous les communistes « épurés », poursuivis et arrêtés ! Que des résolutions condamnent cette « normalisation » ! Organisons ensemble le combat pour exiger qu'une commission internationale de communistes puisse enquêter sur les épurations et les arrestations !*

*Pour que jamais ne revienne « l'époque sombre » des procès truqués, c'est maintenant qu'il faut agir.*

**Le 8 mars 1970.**

**Comité d'organisation des militants  
des pays de l'Europe de l'Est  
associé au Comité international  
de la IV<sup>e</sup> Internationale.**



# ADRESSE

## DU COMITÉ D'ORGANISATION DES MILITANTS DES PAYS DE L'EST AU PREMIER CONGRÈS DE L'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME

(organisation de la jeunesse révolutionnaire en France)

**C**AMARADES,

*Le Comité d'organisation des militants des pays de l'Est salue le premier congrès de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme.*

*Votre organisation combat la bourgeoisie et son Etat, pour la révolution socialiste, pour l'avènement du socialisme. Sur cette base, elle rassemble les jeunes travailleurs et étudiants, les apprentis et lycéens en luttant pour l'organisation révolutionnaire de la jeunesse en France. Ainsi, elle contribue puissamment, par ses propres méthodes et moyens, à la construction du parti révolutionnaire dans ce pays.*

*Nous, militants polonais, tchécoslovaques, hongrois et yougoslaves, nous luttons aussi pour le socialisme, pour débarrasser, par la révolution politique, les conquêtes socialistes de la bureaucratie parasite. Ensemble avec nos camarades du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous avons fondé le comité d'organisation afin de construire d'authentiques partis révolutionnaires dans les pays de l'Est, sections de la IV<sup>e</sup> Internationale ; parce que, en dressant le bilan de nos expériences, nous avons compris que la révolution politique exige la construction de ce parti, direction politique de la classe ouvrière.*

*C'est parce que nous construisons le parti révolutionnaire et luttons pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale que nous saluons fraternellement le congrès de l'A.J.S. qui, par ses moyens*



propres, combat pour le même but. Car la lutte pour l'organisation révolutionnaire de la jeunesse rejoint directement la construction du parti révolutionnaire en France, dont elle est un élément indispensable. De même, le combat que vous engagez à l'échelle internationale pour la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse constitue un apport capital à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ainsi, votre combat, mené sous des formes différentes, est entièrement le nôtre !

Sur la voie de la construction de votre organisation et de celle de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, les premiers pas ont été faits avec le rassemblement de 9.000 jeunes le 1<sup>er</sup> février, puis à la conférence des Young Socialists à Scarborough. Par le fait que l'A.J.S. a repris à son compte l'appel lancé par la conférence de Scarborough pour la construction d'une Internationale révolutionnaire de la jeunesse, votre congrès constitue un moment important dans son édification.

*Camarades,*

Nous sommes convaincus que l'I.R.J. sera construite ! Qu'elle attirera aux côtés des jeunes révolutionnaires des pays capitalistes la jeunesse que contrôle encore la bureaucratie du Kremlin, car l'I.R.J. répond à ses aspirations profondes. Cette jeunesse, jugulée dans des organisations bureaucratiques, cherche à se donner des organisations indépendantes. Enfermée dans des frontières plantées de miradors, elle cherche également — plus que toute autre — à nouer des liens organiques avec la jeunesse du monde entier. L'histoire de la montée de la révolution politique dans les pays de l'Est et en Union soviétique, depuis 1953, en donne le témoignage éclatant. Jusqu'à ce jour encore, la résistance des travailleurs tchécoslovaques continue, où la jeunesse joue un rôle important. Tandis que, en Yougoslavie, depuis les luttes étudiantes de juin 1968, la bureaucratie fut amenée à dissoudre pas moins de huit organisations de jeunes, pour en finir avec la liquidation de « Student », journal des étudiants révolutionnaires.

*Camarades !*

L'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, non seulement correspond aux aspirations profondes de cette jeunesse, mais, en même temps, constitue pour elle un pôle d'attraction politique au niveau international.

*Camarades !*

Cette jeunesse n'a pas la possibilité de vous joindre. Allez à sa rencontre ! Allons construire l'I.R.J. partout dans les pays de l'Europe de l'Est !

Face à sa crise mortelle, l'impérialisme n'a d'autre solution à proposer que la déchéance des travailleurs, et tout particulièrement de la jeunesse, par la barbarie dont la guerre contre les ouvriers et paysans d'Indochine donne l'exemple. La bourgeoisie



veut expulser des millions et des millions de travailleurs et de jeunes de la production, de l'enseignement, de la culture, des loisirs. En même temps, elle accentue sa pression sur les pays de l'Est afin d'y pénétrer et d'y détruire les conquêtes socialistes. Dans ces pays, où la bourgeoisie fut expropriée et où son pouvoir fut renversé, la bureaucratie du Kremlin et ses bureaucraties satellites, pour sauvegarder leurs privilèges, transmettent cette pression sur le dos des travailleurs et la jeunesse. Cette politique constitue une attaque directe contre les conquêtes socialistes consécutives à la révolution d'Octobre de Lénine et de Trotsky. Par sa coopération et sa collaboration de classes de plus en plus étroite avec l'impérialisme mondial, la bureaucratie est ainsi l'agent de l'impérialisme dans son attaque contre les conquêtes socialistes.

Dans ces pays aussi, c'est la jeunesse qui est la plus touchée. Le nombre des places dans l'enseignement secondaire et supérieur régresse par rapport aux besoins, celui des enfants d'ouvriers et de paysans pauvres y diminue sans cesse. Les conditions de logement sont dramatiques, surtout pour les jeunes. Le chômage touche déjà des centaines de milliers de jeunes. Ceux-ci, comme tous les travailleurs, sont privés de toute possibilité d'expression, d'organisation, de création libres. En l'absence de toute perspective, l'alcoolisme et la délinquance prennent des proportions inquiétantes parmi eux.

### **Camarades !**

La classe ouvrière et sa jeunesse n'acceptent pas et n'accepteront pas la solution que le capital et son alliée, la bureaucratie du Kremlin, leur proposent. A l'Ouest comme à l'Est, elles se sont dressées et se dressent dans de gigantesques combats contre l'impérialisme et la bureaucratie. Les jeunes, étudiants et travailleurs, furent partout au premier rang de ces combats, dans les pays de l'Est, menés principalement pour les droits démocratiques qui, sur la base des conquêtes socialistes, ne peuvent être assurés que par le pouvoir des conseils ouvriers. Ils y furent à Berlin-Est en 1953 ; étudiants et jeunes travailleurs se sont lancés les premiers dans le combat contre la bureaucratie dans le « printemps polonais » en 1956 ; c'est une manifestation de solidarité de toute la jeunesse de Budapest avec les jeunes polonais qui a donné le signal de la révolution des conseils ouvriers de Hongrie, le 23 octobre 1956 ; la manifestation des étudiants de l'université Charles de Prague à la fin de l'année 1967 annonça ce qui commencera ensuite : le « printemps de Prague ». En Tchécoslovaquie, toutes les luttes : au cours de la montée de la révolution politique, dans la résistance contre l'occupant et contre la « normalisation », ont montré l'extraordinaire combativité de la jeunesse, et son rôle de premier plan dans ces luttes. Les étudiants polonais renouant avec 1956 sont partis à l'assaut de la bureaucratie pendant les luttes de mars 1968. Le mouvement des étudiants yougoslaves, intégrant dans son programme politique les revendications de la classe ouvrière, n'a pu être endigué par la bureaucratie de Tito qu'après plus d'un an et demi et au prix des manœuvres et de la répression. Et aujour-



d'hui, en Union soviétique elle-même, la jeunesse prend sa place dans la nouvelle opposition communiste : le jeune ouvrier Anatoli Martchenko, les jeunes intellectuels Youli Daniel et Boukovski, les étudiants de Leningrad et d'Ukraine sont aux côtés des plus âgés, comme Grigorenko, et ensemble ils forment cette nouvelle opposition communiste dont le combat courageux annonce l'entrée en lutte de la classe ouvrière soviétique.

*Camarades,*

La bureaucratie n'a pas d'autre réponse aux revendications et aux luttes des travailleurs et des jeunes que la répression sauvage. Des centaines et des milliers de militants communistes et de jeunes sont menacés, pourchassés, arrêtés, enfermés dans des prisons et des camps en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie et en Union soviétique.

*Camarades,*

Notre lutte pour la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse doit être liée (et elle l'est) à la bataille contre la répression en Tchécoslovaquie, pour la défense des révolutionnaires. Combattons pour la libération immédiate de tous les militants emprisonnés !

Nous n'accepterons jamais la « normalisation » que la bureaucratie veut imposer, en particulier, aux travailleurs et à la jeunesse tchécoslovaques ! Retrait immédiat des forces armées du Kremlin de la Tchécoslovaquie ! Défendons les militants tchécoslovaques menacés de terreur !

*Camarades,*

De formidables combats de classes s'annoncent. La nécessité du dégagement d'une avant-garde organisée, la construction du parti mondial du prolétariat qu'est la IV<sup>e</sup> Internationale reconstruite est plus que jamais à l'ordre du jour. La construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse par l'intervention dans la lutte des classes et au compte de la lutte des classes est partie intégrante de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, parti mondial du prolétariat.

Pour ces raisons, sûr de traduire les aspirations et la volonté de la jeunesse des pays de l'Europe de l'Est, le Comité d'organisation des militants des pays de l'Est est partie prenante de la lutte pour l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, car il considère que sa construction doit embrasser la jeunesse des pays de l'Est.

*Vive le premier congrès de l'A.J.S. !*

*Vive l'unité révolutionnaire mondiale du prolétariat et de la jeunesse !*

*En avant pour la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, tous pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale !*

*Paris, le 16 mai 1970.*



## TABLE DES MATIÈRES

PREFACE .....	1
I. — RAPPORT INTRODUCTIF .....	7
II. — TEXTES ADOPTES PAR LA CONFERENCE :	
— Résolution politique .....	27
— Résolution sur la Tchécoslovaquie .....	119
— Adresse aux Soviétiques .....	129
— Adresse au rassemblement du 1 <sup>er</sup> février .....	139
APPENDICES :	
— Appel aux communistes du monde entier .....	149
— Adresse au congrès de l'A.J.S. ....	153



« L'évolution de la Tchécoslovaquie marque un authentique progrès vers le développement d'une société saine » (Martchenko) ● Août 1968 : 600.000 hommes des armées du Pacte de Varsovie ● Chars soviétiques à Prague ● « J'ai honte pour mon pays, qui assume une fois de plus le rôle infâme de gendarme de l'Europe » (Martchenko) ● Dubcek, Smrkovsky, Kriegel arrêtés ● Le peuple tchécoslovaque résiste ● Les ouvriers de Visocany protègent le 14<sup>e</sup> congrès extraordinaire ● Tract à Cracovie : « Bas les pattes devant la Tchécoslovaquie ! » ● 300.000 manifestants à Belgrade contre l'intervention ● Léninisme, oui, stalinisme non ! Les puissants de ce monde sont forts parce que nous sommes à genoux. Levons-nous ! » (Iakimovitch).